ISLAM D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Joseph Chelhod
et un groupe d'auteurs

L'Arabie du Sud
histoire et civilisation
2
la société yéménite de l'Hégire aux idéologies modernes

Maisonneuve & Larose

ISLAM D'HIER ET D'AUJOURD'HUI
Collection dirigée par A.M. Turki

1. **La Civilisation arabe en Espagne**, par E. LÉVI-PROVENÇAL. *(Epuisé)*
2. **Séville musulmane au début du XII^e siècle**, par E. LÉVI-PROVENÇAL. *(Epuisé)*
3. **Introduction au Coran**, par R. BLACHÈRE.
4. et 5. **Le Coran. Traduction selon un essai de reclassement des sourates**, par R. BLACHÈRE. *(Epuisé)*
6. **La Littérature arabe, des origines à l'époque de la dynastie umayyade**, par C.-A. NALLINO, traduit par Ch. PELLAT. *(Epuisé)*
7. **Islam d'Occident**, par E. LÉVI-PROVENÇAL. *(Epuisé)*
8. **Les Tendances modernes de l'Islam**, par H.-A.-R. GIBB, traduit par B. VERNIER. *(Epuisé)*
9. **L'Evolution de l'Egypte (1924-1950)**, par M. COLOMBE
10. **Le Livre des Avares de Gahiz**, traduit par Ch. PELLAT. *(Epuisé)*
11. **Le Commentaire coranique du Manar. Tendances modernes de l'exégèse coranique**, par J. JOMIER. *(Epuisé)*
12. **Introduction à la Sociologie de l'Islam**, par J. CHELHOD. *(Epuisé)*
13. **Les Structures du sacré chez les Arabes**, par J. CHELHOD. *(Epuisé)*
14. **L'Ethique sexuelle de l'Islam**, par G.-H. BOUSQUET. *(Epuisé)*
15. **Histoire de la littérature romanesque de l'Egypte moderne**, par N. TOMICHE.
16. **Théologiens et juristes de l'Espagne musulmane (Aspects polémiques)**, par A. M. TURKI.
17. **Lectures du Coran**, par M. ARKOUN.
18. **Le Cid, personnage historique et littéraire**, par M. de EPALZA et S. GUELLOUZ.
19. **Arabisation et politique linguistique au Maghreb**, par G. GRANDGUILLAUME.
20. **Introduction au droit musulman**, par J. SCHACHT, traduit par P. KEMPF et A.-M. TURKI.
21. **L'Arabie du Sud, histoire et civilisation**, (tome I : le Peuple yéménite et ses racines), par J. CHELHOD et un groupe d'auteurs.
22. **L'Arabie du Sud, histoire et civilisation**, (tome II : la Société yéménite de l'Hégire aux idéologies modernes), par J. CHELHOD et un groupe d'auteurs.
23. **Essais sur la pensée islamique**, par M. ARKOUN.
24. **Pour une critique de la raison islamique**, par M. ARKOUN.

ISLAM D'HIER ET D'AUJOURD'HUI
Collection dirigée par A.M. Turki
22

L'ARABIE DU SUD

HISTOIRE ET CIVILISATION

TOME II

LA SOCIETE YEMENITE
DE L'HEGIRE AUX IDEOLOGIES MODERNES

par Joseph CHELHOD
et
J. BALDRY, D. BENSIMON, J. COULAND, E. RENAUD,
D. RODINSON, A. ROUAUD, Y. TOBI,

Ouvrage publié avec le concours de
l'Institut du Monde Arabe

1984

Editions G.-P. Maisonneuve et Larose
15, rue Victor-Cousin
75005 - PARIS

L'ARABIE DU SUD

histoire et civilisation

Tome I : **Le Peuple yéménite et ses racines**
Tome II : **La Société yéménite, de l'Hégire aux idéologies modernes**
Tome III : **Culture et institutions du Yémen**

© G.-P. MAISONNEUVE ET LAROSE, 1984

ISBN (éd complète) : 2.7068.0853.5
ISBN (2e tome) : 2.7068.0855.1

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droits ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

AVERTISSEMENT

Les chapitres de ce volume étaient confiés à l'éditeur quand a paru le tome II de la *Péninsule arabique d'aujourd'hui* [1]. On y trouve plusieurs études importantes sur l'Arabie du Sud. Il est évident que les auteurs dont on lira les contributions plus loin n'ont pas eu la possibilité de consulter ces travaux pour qu'ils en tiennent compte éventuellement.

Ces deux livres ont un point de commun : il s'agit dans l'un et l'autre cas d'un ouvrage collectif. Mais celui qu'on publie aujourd'hui s'éloigne notablement de l'autre par sa conception générale et ses buts. En effet on a tenu à éviter le genre « mélanges ». C'est une œuvre minutieusement élaborée qu'on propose ici ; son plan concerté n'offre pas aux collaborateurs le choix de traiter un autre sujet que celui qui leur est proposé. La réalisation d'un tel ouvrage collectif n'en est que plus ardue.

Conçue comme une anthropologie sociale et culturelle de l'Arabie du Sud, la présente étude se veut enracinée dans l'histoire, comme devrait l'être toute recherche sur une société à écriture. Ainsi, grâce à l'éclairage du passé, il serait possible de mettre en évidence les constantes culturelles de la société yéménite et partant sa spécificité.

Maints analystes de la pensée arabe contemporaine perdent de vue cette continuité culturelle. En revanche ils accordent toute leur attention à un phénomène économique certes d'une grande importance, mais provisoire, malgré tout, et accidentel. Obnubilés par les richesses que drainent vers l'Arabie les hydrocarbures, ils oublient vite que derrière la matière il y a des hommes. « On connaît notre pétrole, on ne cherche pas à savoir qui nous sommes » [2], déclare Abdulaṭîf al-Ḥamad, un des plus brillants économistes arabes. La même constatation désabusée se lit sous la plume d'un grand nombre de dirigeants arabes.

Il y a en effet le revers de la médaille : la civilisation occidentale à laquelle l'Arabie ouvre ses portes constitue une menace pour ses traditions et un danger pour ses valeurs. Et c'est précisément sa spécificité culturelle qu'elle cherche à préserver et que les analyses savantes des économistes noient sous une avalanche de chiffres et de diagrammes.

J.C.

---

(1) Sous la direction de Paul BONNENFANT, Editions du C.N.R.S., 1982.
(2) Cité par J.-J. SERVAN-SCHREIBER, *le Défi mondial*, A. Fayard, 1980, p. 440.

NOTICES BIOGRAPHIQUES DES COLLABORATEURS DU TOME II

BALDRY John, né en 1939 à Great Amwell (Angleterre). Professeur titulaire d'anglais, il enseigna cette langue successivement en Afrique du Nord (six ans), en République arabe du Yémen (neuf ans) et en Arabie Saoudite (six ans). Il est l'auteur de nombreux travaux sur le Yémen dans lesquels il traite surtout des contacts de l'Europe avec l'Arabie du Sud.

Sous presse : « *Historical references to the trade and manufacture of textiles in the Yemen from antiquity to modern times* ».

BENSIMON Doris, professeur à l'Université de Caen, responsable de l'équipe « judaïcités contemporaines » du Groupe de sociologie des religions (C.N.R.S.).

Principales publications :

– *Evolution du Judaïsme marocain sous le protectorat français*, Mouton, 1968.

– *L'Intégration des Juifs d'Afrique du Nord en France*, Mouton, 1971.

– *Socio-démographie des Juifs de France et d'Algérie : 1867-1907*, Presses orientalistes de France, 1976.

– *Un mariage, deux traditions : Chrétiens et Juifs*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1977 (en collaboration avec Françoise LAUTMAN).

COULAND Jacques, Historien-arabisant (XIX^{e}-XX^{e}). Maître-assistant au Département d'Etudes arabes de l'Université de Paris VIII, Directeur d'études au Laboratoire Tiers Monde de l'Université de Paris VII.

Principales publications :

– *L'Eveil du monde arabe*, Ed. Sociales, 1964.

– *Israël et le Proche-Orient arabe*, Ed. Sociales, 1969.

– *Le Mouvement syndical au Liban (1919-1946)*, Ed. Sociales, 1970 (traduit en arabe, Beyrouth, 1974).

– *Les Palestiniens et le conflit israélo-arabe*, Ed. Sociales, 1974 (collectif, avec J. Berque, M. Rodinson et autres).

– *Mouvement ouvrier, communisme et nationalisme dans le monde arabe*, Ed. Ouvrières, 1978.

– *Dirâsât 'an al-Ṭabaqat al-'Âmila fî al-Waṭan al-'Arabî*, (Etudes sur la classe ouvrière dans le monde arabe). Alger, Institut Arabe du Travail, 1979 (collectif).

– *Lotte sociali e movimento di sinistra nel mondo arabo mediterraneo*, Milan, Fondation Feltrinelli, 1981 (collectif).

– *Bibliographie de la culture arabe contemporaine*, Sindbad, les Presses de l'UNESCO, 1981 (collectif).

– *Des femmes dans le monde*, Messidor-Temps Actuels, 1982 (collectif).

– *Problèmes de frontières dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Université de Paris VII, 1982 (collectif).

RENAUD Etienne, né à Angers en 1936. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, il étudie la philosophie et la théologie (1960-1966). Il s'applique ensuite à l'étude de l'arabe à Rome, puis à Damas (1966-1969) et collabore à la revue *IBLA*. Un long séjour au Yémen (1972-1980), au titre de la coopération technique fait de lui un spécialiste de cette région du monde. Depuis 1980, il est professeur d'arabe et d'islamologie au Pontificio Istituto di Studi Arabi e d'Islamistica de Rome.

Il a publié un certain nombre d'articles sur le Yémen dans diverses revues et surtout dans *IBLA*.

RODINSON Daniel, né en 1938, à Saint Laurent d'Onay (Drôme), ingénieur agronome, responsable de projets à la Société grenobloise d'études et d'applications hydrauliques.

Principaux travaux :

– *Développement régional intégré de la région de Saïda-Mascara*, (Algérie, 1976-77).

– *Projet d'aménagement de la vallée du Wadi Siham*, (Yémen du Nord, 1978-79).

– *Etude de factibilité du périmètre d'irrigation du Haut Atbara*, (Soudan, 1980-81).

ROUAUD Alain, né à Paris en 1943, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes (arabe, amharique).

Principales publications :

– *Les Yémen et leurs populations*, Editions Complexe, Bruxelles, 1979.

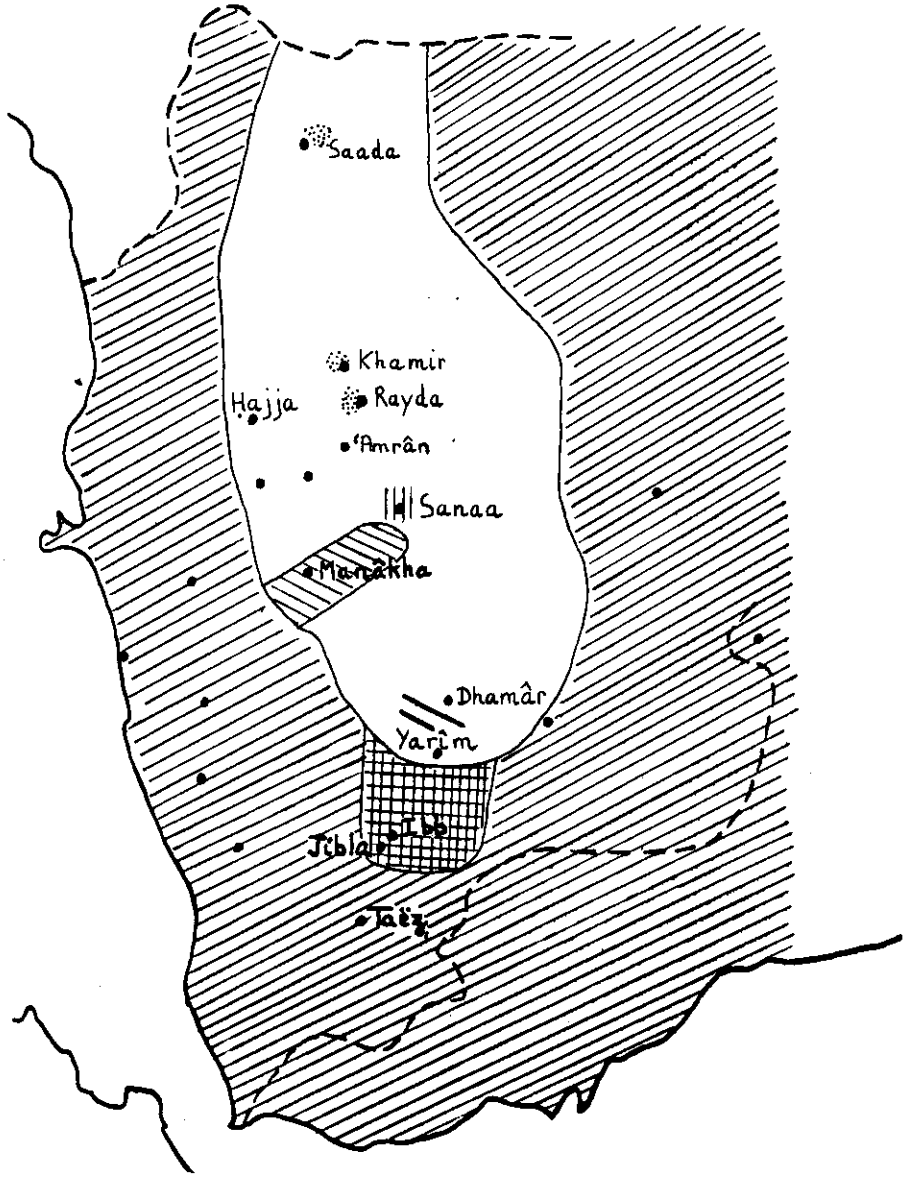
– « Remarques sur quelques aspects de l'émigration ḥaḍrami en Insulinde », *Etudes et documents* n° 11, Université de Provence, 1978.

– « Les Portugais au secours des chrétiens d'Ethiopie », *l'Histoire*, n° 11, 1979.

– TOBI Yosef, né à Jérusalem en 1942, professeur aux universités de Haïfa et de Jérusalem, membre de l'équipe de recherche de l'Institut Ben-Zvi, visiting scholar à l'Université de Harvard (1980-1981). Auteur d'ouvrages et de nombreux travaux sur la poésie hébraïque médiévale, l'histoire des juifs en pays d'Islam et en Israël.

PREMIÈRE PARTIE

SOUS LE SIGNE DE L'ISLAM



Carte religieuse du Yémen.

I

L'ISLAM EN ARABIE DU SUD

Joseph CHELHOD

Préambule

Il est à la fois aisé et difficile de retracer l'histoire de l'Arabie du Sud, depuis l'avènement de l'Islam jusqu'à l'aube des temps modernes, en consacrant un seul chapitre à tous les événements politiques qui se sont succédés dans cette partie du monde pendant plus de mille ans. C'est une tâche relativement simple car cette histoire, mesurée à l'échelle de la civilisation arabe, *a fortiori*, à l'échelle planétaire, se réduit finalement à peu de choses : lutte des tribus entre elles, rivalités des seigneurs et des roitelets, guerre pour l'hégémonie. L'unité politique de l'Arabie du Sud, rarement réalisée sinon pour un bref laps de temps dépend avant tout de l'énergie et de l'ambition d'un chef prestigieux qui parvient à imposer son autorité à des vassaux, prêts à la contester au premier signe de faiblesse. Dans un régime marqué au coin de la féodalité, il n'est pas rare que deux, sinon trois, voire quatre pouvoirs différents se fassent la guerre, cherchant à s'évincer les uns les autres ou à se coaliser pour abattre un puissant monarque, avant de tourner les armes contre un ancien allié. Il suffirait en somme d'un petit nombre de noms et de dates pour ramener, à l'essentiel, un millénaire entier. Mais les difficultés surgissent dès que l'on tente d'entrer tant soit peu dans les détails, afin de meubler cette longue période, riche en soubresauts, révoltes, luttes ethniques et religieuses, incursions tribales et invasions étrangères. En outre, tous ces éléments disparates sont insuffisamment contrôlés et étudiés. On ne saurait donc les accepter avant de les avoir passés au crible de la critique. Malheureusement, cette attitude prudente et vigilante conduirait à l'expectative, car rien ou presque rien n'a été encore fait dans ce sens par les spécialistes. Et nous n'entendons

nullement assumer ce rôle dans cet essai de synthèse, non seulement parce que le temps nous fait défaut, mais aussi parce que les sources de l'histoire yéménite sont pour la plupart à l'état manuscrit, donc difficilement accessibles. En outre, les chroniques ne méritent pas toujours notre confiance. Leurs auteurs, comme à l'accoutumée, s'inspirent les uns des autres, pour ne pas dire qu'ils se copient presque textuellement. Ils ne semblent dignes de retenir l'attention de l'historien que pour la période qu'ils ont effectivement vécue. Encore devrait-on faire preuve à leur égard de scepticisme, car ils ont une tendance à glorifier le prince régnant, leur mécène. Des auteurs yéménites ont tenté, ces vingt dernières années, de donner un aperçu sur l'histoire politique de leur pays. Mais leurs travaux ressemblent davantage à des chroniques. Quant à l'histoire de la pensée et de l'art en Arabie du Sud, elle est encore à écrire.

L'Arabie du Sud à la veille de l'Islam.

Deux événements importants avaient marqué la vie politique du Yémen durant la seconde moitié du VI[e] siècle après J.C. : d'une part, la fin de l'occupation abyssine, en 575, par suite d'une guerre pour l'indépendance, animée,selon les chroniqueurs, par le fameux Sayf ibn Dhi Yazan, dont la geste a fourni la matière d'un grand roman populaire ; d'autre part, des soulèvements intérieurs contre ce même héros de légende qui a fini par être assassiné. La Perse, soucieuse de chasser les Abyssins du Yémen, alliés de Byzance, son ennemi héréditaire, avait contribué militairement à la lutte yéménite pour la libération nationale. La disparition de son protégé, Dhi Yazan, lui fournit le prétexte d'une nouvelle intervention armée, elle s'installa donc dans le pays pendant une cinquantaine d'années. Ainsi à la veille de l'Islam, le Yémen n'était plus qu'une dépendance de la Perse, administré par des gouverneurs persans.

Comme il arrive bien souvent lors d'une occupation d'un territoire par l'étranger, la nation, divisée et déchirée, cherchait à refaire son unité afin de rejeter l'envahisseur. Mais les rivalités dont Dhi Yazan fut déjà victime ne favorisaient guère un tel mouvement. De leur côté, les gouverneurs persans mettaient à profit l'antagonisme tribal, pour s'assurer de l'appui d'une partie de la population. Adroitement, ils tentaient de s'intégrer aux autochtones et n'hésitaient pas à choisir des épouses dans les familles arabes influentes. Chosroès, le roi sassanide, avait certes le bras long. Néanmoins l'administration de l'empire et la lutte contre les Byzantins retenaient toute son attention. De sorte que son vassal, qui gouvernait en son nom l'Arabie Heureuse, ne redoutait guère les conséquences d'une politique qui visait à l'autonomie de cette province éloignée dont il aspirait à devenir le chef tout puissant. Mais le mouvement national qui couvait dans l'ensemble de la Péninsule arabe allait bouleverser cette stratégie et menacer la sécurité de ces intrus, les Persans.

Malgré les rivalités tribales et la lutte du désert contre la cité et vice versa, l'Arabie, à la veille de l'Islam, connaissait déjà une certaine unité culturelle. Celle-ci semble essentiellement due à la diffusion d'un dialecte arabe, celui de la tribu des Quraysh, dans une grande partie de la population, par suite des relations commerciales qu'entretenait La Mekke avec le bassin méditerranéen d'une part, l'Inde et l'Afrique orientale, d'autre part. Par ailleurs, le bédouinisme, qu'il faudrait se garder de confondre avec le nomadisme dont il représente surtout l'aspect culturel, gagnait du terrain et faisait des adeptes même chez les sédentaires, qui en acceptaient les valeurs morales et le code d'honneur. Enfin, la lutte à laquelle se livraient les partisans du judaïsme et du christianisme avait préparé la voie au monothéisme musulman. Dès lors l'Islam pouvait faire son entrée sur la scène internationale.

En réalité, si, en prenant du recul, la situation politique et sociale de l'Arabie, à la veille de l'Hégire, semble n'offrir aucune difficulté particulière à l'analyse, cette simplicité est néanmoins trompeuse. Le messianisme dont on trouve l'écho dans la *Sîra* d'Ibn Hishâm n'aurait été sensible que dans quelques centres urbains du Ḥijâz, plus particulièrement à La Mekke et Médine, l'ensemble de la Péninsule arabe étant dominé par les rivalités tribales, les guerres fratricides et les razzias. En comparaison avec les joutes guerrières qui ont illustré les *'ayyâm al-'arab*, l'agitation d'un réformateur paraissait insignifiante. A ce stade, marqué par la prédication de Muḥammad à La Mekke, l'histoire de la Péninsule arabe se confondait encore avec celle de ses grandes tribus.

L'histoire tribale

Dans la théorie des généalogistes, tous les Arabes descendent de deux grands ancêtres : Qaḥṭân dont se réclament les Arabes du Sud et 'Adnân auquel se rattachent les Arabes du Nord. On y ajoute parfois un troisième ancêtre, Quḍâ'a (nom féminin) qui trouble la quiétude simpliste des généalogistes. Ils s'empressent donc de le rattacher à l'une ou à l'autre branche. Ce dualisme dont les fondements historiques sont plus que douteux est devenu un objet de croyance. C'est à ce titre qu'il nous intéresse, à cause de ses répercussions sur la vie politique de l'Arabie. En effet, d'une manière générale, les tribus adnanites prêtent main forte à celles d'entre elles qui se sont engagées contre des tribus qaḥṭanites et vice versa. Cette assistance mutuelle est d'autant plus aisée que leur bipartisme n'a jamais constitué un obstacle à leur cohabitation.

Dès la fin du IV[e] siècle, si l'on peut se fier aux dires des chroniqueurs, « une carte des tribus de l'Arabie... révélerait un curieux assemblage dans lequel l'habitat de nombreux Arabes d'ascendance méridionale se trouverait au nord de celui des Arabes d'origine septentrionale » [1]. Ainsi les Ghassân s'étaient fixés près de Damas, les Kinda, à l'extrémité sud-ouest du Najd, dans la localité appelée Ghamr Dhi

(1) G. RENTZ, art. Djazîrat al-'Arab. *Enc. de l'Islam*, I, p. 562.

Kinda, les 'Aws et les Khazraj, à Yathrib ou Médine, les Khuzâ'a, à La Mekke, les Lakhm à Ḥîra, une branche des 'Azd dans l'Oman. Hamdâni signale la présence d'un clan des Hamdân à La Mekke même ; il aurait établi des liens de mariage avec les Quraysh [2]. De même, la migration des tribus du Nord s'est faite, à partir du Hijâz, vers l'Arabie centrale et orientale, mais aussi vers le Sud. On constate qu'une partie des Muḍar, les Qays'Aylân, émigra vers le Najd, une autre vers l'Euphrate, et s'établit dans une localité qui prit le nom de Diyâr Muḍar (l'habitat des Muḍar). Les Ḥanîfa, une branche des Rabî'a, se fixèrent dans la Yamâma. Mais en même temps les Kinda quittèrent le Najd pour s'établir dans le Ḥaḍramawt. En somme, les contacts étaient permanents entres les deux blocs antagonistes. L'expansion se faisait surtout dans le sens sud-nord, à laquelle correspondait, quoique sur une échelle plus réduite, un mouvement vers l'Arabie méridionale des tribus nomades, attirées par les oasis, les centres urbains et les possibilités qui leur étaient offertes de mettre leurs caravanes au service des commerçants du Sud. De fait, dans les inscriptions, il est plus d'une fois question des *'a'râb* soumis à l'autorité du souverain de Saba.

En Arabie méridionale même, tous les autochtones, c'est-à-dire ceux qui se disaient sudistes ou d'ascendance qaḥṭanite, n'ont pas tous suivi le mouvement de migration signalé plus haut. Apparemment, beaucoup d'entre eux se sont convertis progressivement au bédouinisme, par suite du progrès de la désertification et à cause de la pression des Arabes du Nord dont la langue gagnait du terrain. Mais s'ils ont accepté les valeurs du désert, ils n'ont pas adopté son existence errante. Bien au contraire, ils se sont accrochés à leurs terres, ont lutté pour elles et les ont défendues contre les intrusions nomades. Des guerres ont même souvent éclaté entre les tribus du Sud pour la possession des pâturages, le plus fort cherchant à se débarrasser d'un adversaire à sa portée. C'est ainsi que les Hamdân avaient réussi à chasser les Murâd, une tribu des Madhḥij, du Jawf, à la suite de la bataille de la « journée du Razm » [3]. On pourrait sans doute parler d'un timide mouvement d'expansion des tribus du Sud vers le Centre-Est. La présence des Maḥâyil, une fraction des Hamdân, et des Ju'fa, une fraction des Madhḥij est signalée dans le Ḥaḍramawt où les Kinda, nous l'avons déjà noté, avaient immigré à partir du Najd. Mais, d'une manière générale, l'habitat des grands ensembles tribaux du Sud fait montre d'une remarquable fixité à la veille de l'Hégire. La place nous fait défaut pour donner une liste détaillée des tribus yéménites et des terres qu'elles occupaient au début du VII[e] siècle. Précisons néanmoins que les Madhḥij vivaient surtout à l'ouest de Sanaa, dans la Tihâma ou plaine côtière, les Hamdân, au nord et à l'est, les Ḥimyar, au sud. Le Ḥaḍramawt était d'abord l'habitat des tribus de même nom (d'après lequel la région aurait été désignée). Leur ancienne capitale était Shabwa. Mais vers la fin du VI[e] siècle, leur ville principale était Shibâm. C'est au nord de cette ville qu'étaient établies les deux grandes branches

(2) HAMDÂNI, *'Iklîl*, II, p. 28-30 (éd. al-Akwa', Le Caire, 1967).
(3) HAMDÂNI, *'Iklîl*, II, p. 461 et n. 5.

des Kinda : les 'Ashras et les Banu Mu'âwiya. Notons que c'est à ces derniers qu'on réserve d'habitude le nom de Kinda. Quant aux premiers, quoique également les fils de Kinda, du moins selon les généalogistes, ils sont désignés par celui de leur ancêtre tribal. Aussi sont-ils plus connus sous le nom des Ṣadîf, des Sakûn, des Tujîb... Signalons enfin, la présence des Mahra dans la région côtière située à l'ouest du Ḥaḍramawt.

Entre ces différentes confédérations, les hostilités étaient de règle. Nous avons parlé plus haut de la journée du Razm qui opposa Hamdân à Madhḥij. Les luttes des Kinda, anciens vassaux des Ḥaḍramawt, contre ces derniers furent longues et désastreuses pour les deux camps. Elles se prolongèrent même après la conversion du Yémen à l'Islam. Les Kinda étaient également en guerre contre les Murâd, rameau des Madhḥij. Plus grave encore, bien que la chose fût courante chez les Bédouins, une dualité à proprement parler congénitale dressait souvent l'une contre l'autre les deux fractions d'une même tribu. Chaque chef d'un petit district, même réduit à une seule vallée, se considérait comme un souverain et portait, selon les localités, le titre de *qayl* (pl. *'aqyâl*), de *dhu* (pl. *'adhwâ'*), ou de *'abhala* (pl. *'abâhila*), qu'on réservait au roi. Le nombre de ces petits monarques était considérable. Fréquents aussi étaient les conflits pour le pouvoir. L'acharnement des Yéménites à vouloir se débarrasser d'un concurrent ou supplanter un rival avait largement contribué au succès de Muḥammad.

L'Islam en Arabie du Sud

Telle était la situation politique du Yémen quand l'Islam naissant cherchait à élargir son horizon, limité encore à Médine et ses environs. Bien des auteurs ont tenté d'écrire l'histoire de l'islamisation de l'Arabie du Sud. Malheureusement les matériaux sur lesquels ils s'appuient – et dans l'état actuel de la recherche on n'en possède point d'autres – sont très souvent entachés de subjectivité et peu dignes de confiance. En effet, à cause du système de rétribution instauré par le Calife 'Umar, qui avantageait les premiers convertis, les Yéménites se disaient tous des musulmans de la première heure. On a même affirmé que le Yémen avait embrassé, en bloc, la foi nouvelle, en l'espace d'une journée. Ainsi chacun pouvait prétendre à la même allocation. En réalité, les conversions, tout au début, étaient lentes et rares. Plus encore, il s'agissait davantage d'allégeance politique que d'un acte de foi. Avant d'exposer sommairement les principaux événements qui semblent étayer cette conclusion, contraire à celle généralement acceptée par les auteurs arabes, on rappelera en quelques mots ce que sera la politique générale de Muḥammad à l'égard du Yémen, à la suite de ses premières victoires sur les Quraysh, sa propre tribu. A cet effet nous ne devons pas d'abord perdre de vue que c'est l'antagonisme des 'Aws et des Khazraj, les deux branches des Qayla, originaires du Yémen, qui permit au réformateur mekkois, proscrit par les siens, de s'établir à Médine. C'est précisément

dans cette ville, avec l'appui des Anṣârs, que l'Islam put inscrire ses premières victoires et que Muḥammad est passé du stade du Prophète « prêchant dans le désert », exhortant sa proche parenté à rejeter le paganisme et adorer le Dieu unique, au stade de chef d'une communauté suffisamment forte pour dicter sa loi à l'orgueilleuse Mekke. Dès lors une double ligne de conduite allait lui dicter sa politique : gagner le Yémen, c'est-à-dire la région la plus riche, la plus peuplée et la plus civilisée de l'Arabie et patrie d'origine des Médinois, à la cause de l'Islam ; s'assurer, d'autre part, le contrôle d'une des artères principales du commerce international, par laquelle transitaient les produits de l'Inde. Pour parvenir à ses fins, il usa apparemment de procédés chers aux anciens Arabes et toujours en vigueur parmi les Bédouins : faire appel aux liens du sang et mettre à profit les rivalités entre tribus. Ses successeurs, notamment Abu Bakr et 'Umar, y auront également recours, surtout lors de la guerre contre l'apostasie, *ridda*. Mais reprenons le fil de notre exposé.

A cause du silence des chroniques, nous ignorons quelle était l'attitude du Prophète à l'égard du Yémen après son installation à Médine. En tant que protégé des Médinois, les Arabes du Sud devaient lui prêter main-forte. Mais en tant qu'adversaire des Mekkois, c'est-à-dire des marchands dont dépendait, en partie du moins, le commerce de l'Arabie du Sud, il ne pouvait espérer qu'un soutien verbal de la part des tribus « parentes » de ses nouveaux alliés. C'est pourquoi, si des conversions individuelles, parmi les Yéménites, ne peuvent être systématiquement écartées par la critique, avant la soumission de La Mekke, leur adhésion, plus ou moins collective, à la foi nouvelle n'aura eu lieu qu'après cet événement. Entre-temps, surtout après la trêve de Ḥudaybiyya, la position de Muḥammad s'en était trouvée nettement renforcée. Son pouvoir politique étant reconnu, quelques chefs de tribu avaient cherché à conclure avec lui des alliances afin de renforcer leur propre autorité. Mais c'est surtout la conquête de La Mekke, survenue en l'an neuf de l'Hégire, qui marqua un tournant décisif dans l'attitude des tribus vis-à-vis de l'Islam. Des députations auraient été envoyées à Médine de toutes les parties de la Péninsule arabe dans le but de conclure des accords avec le nouvel État musulman. On s'y rendait aussi, à titre personnel, dans l'espoir de toucher aux largesses du chef, comme on avait l'habitude de le faire du temps de la *Jâhiliyya*. Des membres de la tribu des Banu Tamîm n'avaient pas caché leur désappointement en entendant Muḥammad leur prodiguer les bonnes paroles et les promesses de la vie future, alors qu'ils attendaient de lui une récompense moins spirituelle et plus immédiate. D'autres notables se sont ralliés à l'Islam, par rancœur contre des rivaux qu'ils espéraient évincer grâce à leur alliance avec Muḥammad. C'est ainsi que Farwa ibn Musayk, de la tribu des Murâd, embrassa l'Islam à cause de l'antagonisme qui, des années durant, opposa les siens aux Kinda. Par suite de cette conversion, il fut nommé agent, *'âmil*, de Muḥammad sur l'ensemble des tribus Madhḥij (qui comprenaient notamment les Murâd, les Zubayd, les 'Ans et les 'Ashâ'ir). Gagné à l'Islam avant le prestigieux 'Amru ibn Ma'dikarib, de la même confédération que lui, il devint donc

son supérieur. L'apostasie du célèbre guerrier, après le décès du Prophète, s'expliquerait par son dépit d'être commandé par quelqu'un de moins valeureux que lui.

Il arrivait aussi que la prétendue députation ne représentât que ses seuls membres. Les Ju'fa, fraction des Madhḥij, auraient dépêché à Médine deux des leurs, « les fils de Faylaka », ainsi prénommés d'après le nom de leur mère. Comme celle-ci fut coupable, de son vivant, d'un acte de *wa'd* ou infanticide, les deux « convertis » interrogèrent le Prophète sur son sort. Il leur annonça qu'elle était parmi les damnés. En outre, disent les chroniqueurs, il avait contraint les deux néophytes à manger du cœur rôti, alors que sa consommation leur était interdite, selon les coutumes des membres de cette tribu. Les deux délégués apostasièrent donc. De retour chez eux, dans le Ḥaḍramawt, ils attaquèrent même un compagnon du Prophète. Il est manifeste qu'en se rendant à Médine, ils agissaient de leur propre initiative.

La conversion du Yémen à l'Islam, d'une manière générale, ne fut donc ni spontanée, ni totalement désintéressée. Et lorsque les chroniqueurs prétendent que la grande confédération des Hamdân embrassa la foi nouvelle en l'espace d'une journée, nous devrions simplement comprendre qu'un ou plusieurs de ses hauts dignitaires se sont ralliés à la cause politique de l'Islam, ou même se sont convertis, sans admettre pour autant que tous les membres de leurs groupes aient accepté, d'un même élan, la religion prêchée par Muḥammad.

Plus problématique et autrement lourde de conséquences fut la conversion de Badhân, le gouverneur persan du Yémen. Son ralliement à l'Islam constituait en effet une trahison pure et simple envers son empereur. En fait, on l'a dit plus haut, celui-ci avait de sérieux problèmes avec Byzance, et son représentant au Yémen en avait profité pour se tailler un royaume. Les annales arabes donnent une version miraculeuse de cette conversion. L'empereur de Perse, furieux du message envoyé par Muḥammad qui le conviait à embrasser l'Islam, intima l'ordre à son vassal de faire escorter, jusqu'à la cour impériale, l'auteur de la missive irrespectueuse. Mais lorsque les agents de Badhân arrivèrent à Médine, ils furent reçu par le Prophète qui leur dit : « faites savoir à votre maître que cette nuit mon Seigneur tua le sien ». La nouvelle de l'assassinat de l'empereur par son fils vint confirmer la prédiction de Muḥammad. Badhân crut en lui et embrassa l'Islam.

Si les chroniqueurs et même des historiens contemporains admettent ce « miracle », ils sont pourtant loin d'être d'accord sur la date de cet événement. Les uns le situent avant la trêve de Ḥudaybiyya, d'autres après. Un historien musulman, connu pourtant pour son prosélytisme, attribue sans ambages la conversion de Badhân à l'opportunisme politique. La position des Iraniens domiciliés au Yémen était très critique, observe justement M. Hamidullah. Détestés des gens du pays qui voyaient en eux des occupants, ils avaient essayé de rallier à leur cause quelques familles influentes en établissant avec elles des alliances matrimoniales. Leur situation devint plus précaire après la victoire d'Héraclius sur Chosroès II. Les *abnâ'*, c'est-à-dire les fils des Iraniens du Yémen, selon la terminologie arabe, auraient embrassé l'Islam dans

le but de s'assurer de la protection de Muḥammad contre l'agitation xénophobe. Celui-ci n'eut à entreprendre contre eux aucune expédition [4]. Grâce à cette allégeance, Badhân garda le pouvoir sur le Yémen, soumis maintenant à l'influence politique de l'Islam. C'est ce qui semble expliquer, du moins partiellement, le succès rapide du champion de l'indépendance nationale, al-Aswad al-'Ansî, contre les représentants de Muḥammad, lors de la *ridda* ou apostasie, sur laquelle nous reviendrons bientôt.

On note aussi d'autres actes d'allégeance politico-religieuse, notamment celui des Ḥaḍramawt dont la députation était conduite par Wâ'il ibn Ḥujr, et celui des Kinda qui dépêchèrent une soixantaine des leurs présidés par al-'Ash'ath ibn Qays. D'autres tribus kindites, comme les Tujîb, les Sakûn et les Sakâsik envoyèrent également des délégations, ce qui laisse supposer une adhésion massive à l'Islam de cette partie du Yémen. En réalité, il faudrait accueillir toutes ces assertions avec une prudente réserve. La position des Kinda pose un sérieux problème. On sait en effet qu'ils étaient divisés en deux branches principales, les Banu 'Ashras, alliés des Ḥaḍramawt et les Banu Mu'âwiya, surnommés les Kinda royaux. A leur tour ces derniers étaient partagés en Banu al-Ḥârith (auxquels appartenait le célèbre al-'Ash'ath) et en Banu 'Amrû. Or il semble bien qu'ils se soient gardé d'envoyer une délégation à Médine [5]. Est-ce parce que leurs membres avaient embrassé le judaïsme, comme c'était le cas du père d'Al-'Ash'ath ou est-ce à cause de leur inimitié séculaire avec les Ḥaḍramawt ? Toujours est-il qu'ils se rallieront à la cause d'al-'Aswad al-'Ansi et compteront parmi ses plus chauds partisans contre l'Islam.

De cette incursion rapide dans l'histoire de la conversion de l'Arabie du Sud à la nouvelle foi religieuse, il semble possible de conclure que celle-ci a pu faire des conquêtes individuelles. Mais les accords passés avec les tribus étaient plutôt de nature politique et ne concernaient généralement qu'une fraction du groupe représenté [6]. Les convertis acceptaient notamment de payer tribut à Muḥammad. En échange de quoi, ils jouissaient du prestige de la nouvelle puissance établie à Médine avec laquelle il fallait désormais compter. D'ailleurs l'Islam, comme religion, était mal connu des convertis yéménites. Après la grande bataille de Qâdisiyya, c'est-à-dire une quinzaine d'années après l'Hégire (635 ? 637 ?), peu d'entre eux connaissaient bien le Coran. Les chroniqueurs nous informent que pour le partage du butin, on procéda à une

---

(4) M. HAMIDULLAH, *Le Prophète de l'Islam*, t. I, p. 242, 276 s. J. Vrin, Paris, 1959.

(5) Pourtant Ibn Ḥazm les cite parmi les tribus qui avaient envoyé une députation à Muḥammad. Mais le nom du chef de la délégation n'est pas mentionné (cf. *Jamharat 'ansâb al-'arab*, p. 428, Dâr al-Ma'ârif, Le Caire, 1962).

(6) 'Amru ibn Ma'dikarib aurait conseillé à son ami Qays ibn Makshûḥ de sonder les intentions de Muḥammad et de le suivre éventuellement, afin de pouvoir conserver son autorité sur les siens et de ne point tomber au rang d'un subalterne. C'est ce qu'il ne put lui-même éviter, car Farwa ibn Musayk embrassa l'Islam avant lui et devint ainsi l'agent de Muḥammad sur l'ensemble des Madhḥij, plus exactemment sur les fractions de cette confédération qui avaient adhéré à l'Islam. On sait en effet qu'une partie du Murâd qui avait pour chef Qays ibn Makshûḥ refusa de se joindre à Farwa. Le dualisme tribal favorisa ainsi le bipartisme politique.

première répartition des biens parmi les combattants, qui comprenaient même des Arabes chrétiens. Ensuite, sur l'ordre du calife 'Umar, des primes furent accordées au « porteurs du Coran », c'est-à-dire à ceux qui avaient appris par cœur une partie ou la totalité du livre sacré. Le prestigieux guerrier 'Amru ibn Ma'dikarib réclama sa part. « Que sais-tu du livre d'Allah ? » lui demanda le commandant de l'armée. Il répondit : « ma conversion à l'Islam eut lieu au Yémen ; depuis j'ai été engagé dans les batailles, de sorte que j'étais empêché d'apprendre le Coran ». Un autre se présenta et dit : « je connais : *au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux* ». Et tout le monde d'en rire [7].

La *ridda* ou apostasie

Nous ne pouvons donc accepter qu'avec beaucoup de réserve et de prudence les faits concernant la conversion des Yéménites. Leur adhésion semble avoir été avant tout de nature politique. A l'instar de ces Arabes du désert qui disaient « nous croyons », on pourrait apostropher la plupart des convertis yéménites en ces termes empruntés au Coran : « Dites : nous avons embrassé l'Islam, mais la foi n'est pas encore entrée dans nos cœurs » (XLIX, 39). Celle-ci était bien chancelante. Au premier mouvement d'opposition à l'Islam, avant même le décès de l'Apôtre d'Allah, et plus encore après, l'Arabie du Sud abjurait en masse. Seules les rivalités tribales, adroitement exploitées par les musulmans permirent à ces derniers, non sans difficulté, de réprimer la *ridda* ou apostasie. Celle-ci commença par la révolte d'un chef, apparemment de haut rang puisqu'on lui donnait le titre de *'abhala* réservé d'habitude à un souverain. Il s'agissait du célèbre al-'Aswad, de la tribu des 'Ans, rameau des Madhḥij, honni par les historiens musulmans, mais considéré aujourd'hui, par plus d'un Yéménite, comme un héros de l'indépendance nationale [8]. Deux notables de marque se sont ralliés à lui : 'Amru ibn Ma'dikarib et Qays ibn Makshûḥ. Al-'Aswad marcha sur Sanaa, défit la coalition irano-musulmane, en tua le commandant Shahr ibn Bâdhân et s'empara de la grande métropole.

Son exemple fut suivi par d'autres chefs arabes qui aspiraient également à secouer le joug du pouvoir musulman et revendiquaient, eux aussi, le titre de prophète. On dénombre plusieurs centres de résistance, en dehors du Yémen proprement dit : Musa'ylima prit la tête de la révolte dans la Yamâma, Dhu-l Tâj Laqîṭ al-'Azdi dans l'Oman, Ṭulaḥya, dans les tribus des 'Asad et Ghaṭafân, enfin, Sujâḥ, la prophétesse, chez les Banu Tamîm.

C'est dans la Yamâma que les musulmans rencontrèrent la plus forte opposition. Musaylima a pu y réunir des forces considérables : quarante mille combattants, estiment les historiens arabes. Après deux victoires sur les armées musulmanes, il fut défait par le grand capitaine

(7) Abu Faraj al-IṢFAHĀNI, *Kîtâb al-Aghâni*, t. XIV, p. 82 s. Dâr al-Ḥayât, Bayrût, 1955.

(8) Muḥammad Aḥmad NU'MĀN, *Al-Aṭrâf al-Ma'niyya fi-l-Yaman*, p. 86 ; s.l., 1965.

Khâlid ibn al-Wâlid. Mais c'est le mouvement d'al-'Ansi qui connut la plus grande extension. Le Ḥaḍramawt s'est rallié en effet à lui. Suivi d'abord par les Banu Wâ'ila ibn Mu'âwiya, sa cause fut embrassée ensuite par l'autre branche des Kinda : les Banu Ḥârith, conduits par al-'Ash'ath lui-même. Bien au courant des rivalités tribales, les musulmans surent les exploiter à leur profit. Quant aux insurgés, ils manœuvrèrent pitoyablement.

Après avoir défait les Persans et tué leur chef, al-'Aswad commit l'imprudence d'épouser sa veuve et de placer à leur tête deux des leurs : Fayrûz et Dâdhaway. Des pourparlers secrets aboutirent à son assassinat par ces derniers, avec la complicité de son épouse et l'aide de son propre lieutenant Qays ibn Makshûḥ. Nommé gouverneur de Sanaa par le calife Abu Bakr, Fayrûz vit se dresser contre lui ce même Qays qui avait espéré obtenir ce poste. Il prit donc la tête de l'opposition, notamment contre les *abnâ'* (les Iraniens) avec lesquels il voulait en finir, soit en les massacrant, soit en les contraignant à retourner dans leur pays d'origine. Mais ces derniers, soutenus par les musulmans de La Mekke, et aidés par la grande tribu des Khawlân à laquelle appartenait la mère de Fayrûz, purent réprimer la révolte.

Dans la province de Ḥaḍramawt, les Kinda royaux eurent d'abord contre eux la confédération des Ḥaḍramawt, leurs adversaires traditionnels. Mais des fractions de l'autre branche des Kinda, les Sakûn, se dressèrent aussi contre eux et aidèrent les musulmans. En outre, les assaillants recevaient constamment des renforts envoyés par le calife. Les révoltés ne pouvaient tenir tête à des forces aussi importantes. Attaqués nuitamment, les quatre « rois » des Banu Wâ'ila, ainsi que leur sœur 'Amarrada, également souveraine, furent massacrés. Al-Ash'ath, toujours versatile, négocia la reddition dans l'espoir de sauver sa tête. Le calife lui fit effectivement grâce. Mais les Ḥaḍramis eurent à déplorer un grand nombre de victimes. Il y aurait eu même un millier de captives.

Sous couvert de guerre contre l'apostasie, le jeune Etat musulman chercha à imposer son hégémonie à l'ensemble de la Péninsule arabe. Les juifs et les chrétiens furent contraints de reconnaître son autorité et de payer la *jizya*, avant d'être expulsés hors de l'Arabie, mesure qui sera rapportée ultérieurement, sauf en ce qui concerne le Hijâz. Muḥammad a-t-il songé à jeter les bases d'un empire ? Bien que cette question sorte des limites de ce chapitre, il nous semble opportun de la poser puisque l'occasion se présente. Il ne fait pas de doute que son dessein était d'unifier tous les habitants de l'Arabie dans une même foi et de mettre un terme aux rivalités tribales. Mais il serait hasardeux de lui prêter des intentions plus ambitieuses.

L'Arabie du Sud, une province musulmane

Dès que l'Islam eut pris pied en Arabie du Sud, celle-ci fut divisée en trois *mikhlâf* [9] (pl. *makhâlif*) ou préfecture. Le *mikhlâf* de Janad était le plus important : il embrassait en effet toute la plaine côtière, y compris Aden et Laḥj. Celui de Sanaa comprenait une grande partie des hauts plateaux, depuis Saada et Najrân, au nord jusqu'à la ville de Janad, au sud. Celui du Ḥaḍramawt, enfin, était le plus petit des trois : il était limité au district qui porte encore son nom et avait pour ville principale Shibâm.

Ces divisions administratives ne signifiaient nullement que chaque *mikhlâf* avait à sa tête un *'âmil* ou agent nommé directement par le pouvoir central. Il arrivait que le gouverneur désigné par le Calife eût la haute main sur toute la province. Il lui incombait donc de choisir ses subordonnés pour en diriger les différentes parties.

Nous avons noté plus haut que le premier gouverneur du Yémen, nommé par Muḥammad lui-même, était le Persan Badhân. A sa mort, son fils Shahr lui succéda. Mais l'autorité de ce dernier se limitait à Sanaa. Janad avait à sa tête Ya'la ibn Munya (nom de sa mère) ; on dit aussi ibn Umayya. Abu Musa al-'Ash'ari était le gouverneur de Ma'rib. Le Ḥaḍramawt était administré par trois agents. Mais tous étaient soumis à l'autorité spirituelle de Mu'âdh ibn Jabal, agent itinérant chargé surtout d'enseigner la doctrine et la loi.

La *ridda* et la guerre qui s'en suivit amenèrent de nombreux changement dans l'appareil administratif de l'Arabie du Sud. Il semble superflu de citer tous les agents qui gouvernèrent cette partie de la péninsule, devenue une simple province musulmane. Notons seulement qu'à la mort du Prophète, en l'an 10 de l'Hégire, les personnages suivants étaient à la tête des principaux districts :

'Abân ibn Sa'îd ibn al-'Âṣ	:	*mikhlâf* de Sanaa,
Mu'âdh ibn Jabal	:	*mikhlâf* de Janad,
Ziyâd ibn Labîd	:	*mikhlâf* du Ḥaḍramawt.

Une fois la *ridda* réprimée, de nouveaux changements étaient intervenus. Ya'la ibn Munya devint le gouverneur de Sanaa. Nous en parlons à cause de la part qu'il a prise à la lutte qui opposa Mu'awiya au quatrième calife, 'Ali.

La paix revenue, Abu Bakr et, après lui, 'Umar songèrent à prévenir tout mouvement de révolte contre le jeune Etat, en utilisant les guerres de conquête comme dérivatif aux mœurs belliqueuses des Bédouins. On attribue même au second calife la parole suivante : « par Dieu, je frapperai les rois étrangers par les rois arabes ». Et Ṭabari d'ajouter : il mobilisa ainsi contre l'ennemi tous les chefs, toutes les personnalités marquantes, tous ceux qui étaient réputés pour leur sagacité [10]. Il n'est

(9) *Mikhlâf*, terme arabe antéislamique, signifie lieu et résidence d'un *khalîfa* (d'où calife), lieutenant, substantif déjà utilisé par les Sud-Arabes avant l'Islam.

(10) ṬABARI, *Histoire*, IV, p. 87 (cité par ṢÂLIḤ M. Amîn, *Târîkh al-Yaman al-Islâmi*, Le Caire, 1975).

donc pas étonnant, dans ces conditions, de voir l'Arabie du Sud, la partie la plus peuplée et la plus avancée intellectuellement de la Péninsule, se vider progressivement de ses habitants. Elle apporta en effet sa contribution à la conquête arabe, par un exode massif de ses enfants. C'est la deuxième migration yéménite dont il est difficile de chiffrer l'ampleur malgré les informations fournies par les chroniqueurs, notamment par Ṭabari. Cette migration affecta plus particulièrement les Hamdân, les Madhḥij, les Kinda et les Ḥaḍramawt.

Répondant à l'appel du calife, les Yéménites avaient rejoint les rangs des premières armées musulmanes. Mais ils partaient à la guerre à la manière bédouine, accompagnés de leurs femmes et leurs progénitures. Ainsi un grand nombre de mariages étaient contractés sur les lieux mêmes des batailles. A peine veuve, après le décès de 'Ikrima ibn Abi Jahl, tombé au champ d'honneur, sa femme Um Ḥakîma se mariait avec Khâlid ibn Sa'id ibn al-'Âṣ. Celui-ci trouva la mort le lendemain de son hyménée. Mise au courant de son nouveau veuvage, elle aurait arraché le pilier d'une tente avec lequel elle aurait tué sept ennemis [11]. Durant la célèbre journée de Qâdisiyya, qui marqua la chute de l'empire sassanide, de très nombreuses femmes auraient pris part à la bataille, parmi lesquelles, nous renseigne Ṭabari, sept cents des Nakh' et mille des Bajîla, jeunes filles, veuves ou divorcées, toutes des Yéménites. Elles n'avaient pas tardé à trouver des époux [12]. Les armées qui avaient combattu les Persans, durant cette bataille décisive, étaient composées, en grande partie, de Yéménites. Quand elles quittèrent Médine, en l'an 14 de l'Hégire (= 635), pour se rendre en Iraq, les forces musulmanes comptaient déjà, dans leurs rangs, quelques huit mille combattants venus de l'Arabie du Sud. Ce nombre avait grossi par l'arrivée des renforts, dont 1700 Kindites conduits par 'Ash'ath ibn Qays [13]. Le franc engagement de plusieurs célèbres guerriers yéménites aurait hâté la déroute des forces sassanides.

Contre les Byzantins de Syrie, trois corps d'armée furent constitués à Médine. L'un d'eux avait à sa tête Shuraḥbîl ibn Ḥasana, un Arabe de Kinda [14]. Ce qui revient à dire, selon les principes de commandement suivis alors dans les forces musulmanes, qu'il était composé exclusivement de Sud-Arabes, (avec les membres de leur famille, comme à l'accoutumée).

Il n'est pas dans notre intention de passer en revue les hauts faits de guerre qui illustrent la participation de l'Arabie du Sud à la conquête musulmane. Nous ne pouvons néanmoins manquer d'insister sur le nombre très élevé des émigrants de cette province. Les chroniqueurs nous informent que la ville de Kûfa, lors de sa fondation, fut divisée en deux parties : l'une, yéménite, comptait douze mille personnes, l'autre, nizârite (ou nord-arabe) totalisait huit mille seulement [15]. En outre, les forces arabes de Syrie étaient, en grande partie, yéménites. La ville de

(11) BALÂDHURI, *Futûḥ al-Buldân*, p. 121, 125 ; édité par Raḍwân, Le Caire, 1959.
(12) ṢÂLIḤ, *Târîkh*, p. 76.
(13) ṢÂLIḤ, *Târîkh*, p. 74.
(14) BALÂDHURI, *Futûḥ*, p. 115 s.
(15) BALÂDHURI, *Futûḥ*, p. 276.

Ḥumṣ était habitée essentiellement par des Kinda, Ḥimyar et Hamdân. Enfin, Damas était le fief par excellence des Sud-Arabes.

Arrêtons là cette énumération qui risquerait de devenir fastidieuse. L'essentiel est de souligner la part active prise par les Yéménites dans la conquête arabe. Ils ont quitté en effet leurs montagnes et leurs vallées, leurs plaines et leurs déserts, avec leur esprit guerrier et leurs traditions agricoles, caressant l'espoir de trouver ailleurs des terres plus clémentes. Cette migration massive porta un coup dur à leur patrie d'origine, privée ainsi des éléments les plus entreprenants et les plus éclairés.

Nous n'avons pas à parler ici de la lutte pour le pouvoir, après l'assassinat du calife 'Umar, entre le clan des Umayyades qui réussit à faire élire 'Uthmân à la magistrature suprême, et celui des Hâshimites dont le champion 'Ali, cousin et gendre du Prophète, fut évincé pour la troisième fois. Mais ce qu'il importe de souligner c'est que la victoire des Umayyades portait en elle les germes de la guerre civile. Cette branche rivale de la parenté de Muḥammad, qui avait pris longtemps la tête de l'opposition à l'Islam avant d'être vaincue par lui tenait ainsi sa revanche. Son premier soin fut donc d'écarter les anciens compagnons du Prophète, de pieux musulmans incapables de donner au gouvernement les structures nouvelles qu'exigeait l'empire. D'autre part, elle plaça, à chaque poste clé, un homme à sa dévotion. Il s'en suivit une agitation dans toutes les provinces musulmanes, habilement entretenue par les partisans de la *saba'iyya*, secte musulmane qui déclarait 'Ali héritier de droit divin de Muḥammad. Les agents du calife étaient ouvertement critiqués. Lui-même aligna, contre lui, une grande partie des musulmans, notamment parmi les Anṣârs et les Yéménites. On exigea finalement son abdication. Il paya de sa vie son refus de se démettre.

Loin de calmer les esprits, l'accession de 'Ali au califat ne fit qu'accentuer le déchirement de la communauté. Dans la guerre qui s'en suivit entre ses partisans et ceux qui voulaient venger le sang du calife assassiné, on trouvait des Yéménites dans les deux camps. Les Hamdân, Madhḥij, Bajîla et Kinda s'étaient déclarés pour 'Ali. Les Sakûn et Ḥimyar avaient pris le parti de l'aristocratie qurayshite. Les 'Azd, les 'Ashâ'ir et d'autres grandes tribus étaient divisées contre elles-mêmes et soutenaient qui le nouveau calife, qui ses adversaires. Quant au chef kindite al-'Ash'ath, toujours versatile, il prit la tête de l'opposition contre 'Ali [16], après l'avoir vaillamment soutenu. Celui-ci tomba, à son tour, frappé par un Khârijite avec une épée empoisonnée, en l'an 40 (661). Dès lors, Mu'awiya avait le champ libre.

Quelle était la situation intérieure du Yémen durant ces tragiques événements ? Saigné par les guerres contre l'apostasie, vidé des meilleurs des siens, partis à la recherche de la gloire et de la toison d'or, il se souciait avant tout de panser ses blessures et de retrouver ses forces. Sa faiblesse ne lui permettait guère d'opposer la moindre résistance aux représentants du pouvoir central. Ces derniers, tant qu'ils étaient sévèrement contrôlés par l'inflexible calife 'Umar, qui ne tolérait aucune sorte de prévarication, ne pouvaient s'écarter de la ligne de conduite qui

(16) ṢÂLIḤ, *Târîkh*, p. 94 s.

leur était tracée. 'Uthmân, son successeur, n'avait pas la même poigne. Les préfets avaient donc profité de sa mansuétude pour détourner, à leur profit, une partie des fonds publics. L'un d'eux, Ya'la ibn Munya, amassa une fortune colossale au Yémen. Destitué par 'Ali, il se rallia aux opposants du nouveau calife et soutint leur cause financièrement.

Face aux événements tragiques qui venaient de déchirer la communauté musulmane, l'Arabie du Sud ne réagissait guère, comme frappée de paralysie. La lutte pour le pouvoir ne la concernait pas et se jouait entre les partisans de 'Ali et ceux qui criaient vengeance pour le sang de 'Uthmân. Reconnu calife par toute la province syrienne, Mu'awiya mobilisa une forte armée placée sous le commandement d'un tyran, Busr ibn 'Arṭa'a. Celui-ci reçut l'ordre de marcher sur le Hijâz. Il conquit donc Médine et La Mekke, s'empara de Sanaa et occupa Aden. Il se montra impitoyable pour la Shi'a, passa au fil de l'épée les agents du calife légitime et n'épargna pas les enfants. La réaction de ce dernier ne se fit pas attendre. Un corps expéditionnaire fut chargé de poursuivre ibn 'Arṭa'a en quelque lieu qu'il fût. Mais le proscrit réussit néanmoins à s'échapper. Quant aux Yéménites, ils ne réagirent que pour venger ceux de leur parenté, victimes de la cruauté du commandant des forces umayyades.

Sous les Umayyades

La disparition de 'Ali (40/661) laissa le champ libre à Mu'awiya. L'Arabie du Sud fut administrée par des gouverneurs nommés par le calife de Damas. Il ne semble pas qu'elle ait manifesté une velléité d'indépendance durant le règne des Umayyades (41-132/662-750). Le seul événement politique grave eut lieu dans le Ḥaḍramawt, précisément à un moment où l'Etat, frappé de décrépitude, vivait ses ultimes heures (129/747). Malgré l'énergie et la détermination de Mirwân ibn Muḥammad, le dernier calife de cette dynastie, tous les efforts qu'il déploya pour redresser la situation et sauver le trône ne purent avoir raison des forces qui travaillaient à sa perte. Partout dans les provinces les révoltes éclataient. Les Abbassides, comme les Alides, jugèrent le moment propice pour renverser le régime. A leur tour, les khârijites, qui ont toujours considéré les Umayyades comme des usurpateurs, cherchèrent aussi à en précipiter la fin. Plus grave encore, la maison umayyade était divisée contre elle-même. Sulaymân ibn Hishâm revint sur son serment d'allégeance et proclama la destitution du calife. Il fut suivi par une partie importante des Syriens contre lesquels Mirwân dut mobiliser une partie de ses forces, alors qu'il en avait le plus grand besoin ailleurs.

C'est dans ce climat de troubles et d'agitation que la propagande ibâḍite frappa dans le Ḥaḍramawt où elle avait trouvé un terrain particulièrement favorable. L'Arabie du Sud était en effet gouvernée par des agents à la dévotion des Umayyades, choisis surtout parmi les *thaqafites*, c'est-à-dire de la tribu du célèbre Ḥajjâj ibn Yûsuf et presque

aussi despotes que lui. De sorte que lorsque le Kindite 'Abdallah ibn Yaḥya fut gagné à la cause ibâḍite, toute cette province qui avait retrouvé une partie de sa vitalité, était prête à briser ses chaînes. Proclamé imâm, il prit le titre de Ṭâlib al-Ḥaqq (demandeur du droit) [17], se plaça à la tête de la rebellion et chassa le représentant du pouvoir central. Conseillé et aidé par Abu Ḥamza, khârijite intrépide et valeureux capitaine, originaire de Baṣra, il décida de marcher sur Sanaa. La grande métropole yéménite ne put résister à l'assaut de deux mille guerriers, d'une incroyable audace. Le Yémen tout entier tomba ainsi entre leurs mains. Une foule de gens mécontents vinrent grossir leurs rangs, ce qui décida l'Imâm ibâḍite à poursuivre ses conquêtes. Une armée forte d'un millier de combattants, sous la conduite d'Abu Ḥamza, prit le chemin de La Mekke qui fut atteinte en plein pèlerinage. Le jour même de la station de 'Arafat, les fidèles réunis se virent entourés « d'une forêt de lances au bout desquelles flottaient des turbans noirs », selon l'expression d'un chroniqueur. Une trêve fut donc conclue pour leur permettre d'achever les rites et de se désacraliser. Abu Ḥamza put s'emparer de la ville sainte sans coup férir. Il se dirigea ensuite vers Médine que défendait une armée forte de huit mille hommes, levée hâtivement par le gouverneur. Mais le nombre ne pouvait suppléer à la qualité. Composée essentiellement de commerçants et de citadins habitués à la vie bourgeoise, elle n'était pas en mesure de faire face aux assaillants, à l'existence spartiate. La rencontre eut lieu à Qudayd. Le premier choc avec les redoutables khârijites donna le signal de la débandade des Médinois, dont les pertes furent importantes, plus de deux mille tués, dit-on. La seconde ville sainte fut, à son tour, soumise à l'autorité ibâḍite et à sa loi (130/748). Confiant, Abu Ḥamza se proposait alors d'attaquer le califat dans son propre fief : la Syrie.

Quoique son attention fût sollicitée par de nombreuses révoltes, l'énergique calife dépêcha une armée aguerrie forte de quatre mille hommes, commandée par un soldat expérimenté : Abdul-Malik ibn 'Aṭiyya. Abu Ḥamza ne put lui opposer qu'une petite troupe décidée de six cents personnes. Malgré leur intrépidité, la lutte était trop inégale, et les khârijites furent exterminés. Ibn 'Aṭiyya investit alors Médine. Il lança ensuite ses soldats contre Abu Ḥamza et ses partisans réfugiés à La Mekke. L'issue de la bataille fut fatale aux ibâḍites qui périrent presque jusqu'au dernier. Abu Ḥamza y trouva aussi la mort. Ceux qui réussirent à s'échapper allèrent rejoindre les khârijites de Sanaa, commandés par l'imâm en personne. Celui-ci décida imprudemment d'attaquer Ibn 'Aṭiyya, bien que ses fidèles fussent très inférieurs en nombre. Leur courage leur assura un premier succès. Mais en dépit de leur témérité, ils furent battus et périrent avec leur chef.

Ibn 'Aṭiyya reçut l'ordre d'en finir avec les insurgés. Il occupa donc Sanaa et marcha sur le Ḥaḍramawt où il remporta un nouveau succès dû, comme les précédents, à un défaut de commandement dans les rangs ibâḍites, trop confiants dans leur courage. Un repli stratégique, tant à Médine qu'à La Mekke, leur aurait permis d'opposer aux armées

(17) *Ḥaqq* signifie également justice, vérité.

du calife des troupes presques aussi nombreuses. Le sort de l'ibâḍisme aurait été différent.

Le capitaine victorieux dut quand même conclure une paix hâtive dans le Ḥaḍramawt, une nouvelle mission lui ayant été confiée : celle de conduire les pèlerins à La Mekke. Il se mit donc en route avec un petit détachement. Les partisans de l'imâm tué lors de la bataille de Sanaa en profitèrent pour le venger. L'assassinat d'Ibn 'Aṭiyya fut suivi d'une répression sauvage qui n'épargna même pas les enfants des ibâḍites du Ḥaḍramawt.

Ainsi prit fin la première tentative de créer en Arabie du Sud un État indépendant basé sur des principes religieux extrémistes. Mais les effets de cette insurrection et des combats sanglants qui s'en suivirent pèseront sur l'avenir de cette province, éprouvée de nouveau et démographiquement diminuée. Il est symptomatique que la révolte ibâḍite n'ait eu lieu qu'au déclin de la dynastie des Umayyades, durant laquelle l'Arabie du Sud pansait ses blessures.

Sur le plan intérieur, les rivalités tribales, que l'Islam n'a jamais pu étouffer, étaient adroitement apaisées par l'habileté des gouverneurs, généralement choisis parmi les non-Yéménites. Ils faisaient donc tout leur possible pour maintenir l'équilibre entre les groupes antagonistes. Même l'animosité contre les *abnâ'* était plus ou moins étouffée. En tous cas, elle ne pouvait s'exprimer ouvertement, car ces derniers, des musulmans de la première heure, avaient le soutien du pouvoir central. Le despotisme des gouverneurs, en assurant la sécurité, permit au commerce de connaître un certain essor. Grâce à l'activité maritime, Aden devint le grand entrepôt des marchandises en provenance de l'Inde et de l'Afrique orientale. Une classe bourgeoise sut profiter de la *pax islamica* pour reprendre, à son compte, le rôle d'intermédiaire jadis joué par les Sabéens. Quant aux richesses que drainaient les conquêtes musulmanes vers les grands centres de l'empire, elles n'atteignaient guère cette province du bout du monde qu'était le Yémen. Si un petit nombre de commerçants ont pu faire fortune, les Yéménites, dans leur ensemble, étaient dans une situation financière précaire. La classe paysanne, ossature de l'économie yéménite, et la classe laborieuse généralement méprisée à cause de certains préjugés de caste, étaient, l'une et l'autre, accablées d'impôts qui enrichissaient les caisses du calife et augmentaient substantiellement les revenus de ses représentants. Et c'est précisément ces injustices sociales, auxquelles s'ajoutait une agitation politique permanente, entretenue par les ennemis traditionnels du régime : les Abbassides et les Alides, qui furent à l'origine de l'insurrection ibâḍite. Redisons-le, ce mouvement n'a pu prendre de l'envergure qu'à cause de la faiblesse même du pouvoir umayyade, alors au déclin. L'État instauré par l'imâm Ṭâlib al-Ḥaqq dura seize mois seulement. Une année après la sanglante répression qui endeuilla le Ḥaḍramawt, les Abbassides jetaient bas la dynastie umayyade et prenaient le pouvoir (132/750).

Sous le califat abbasside

La guerre contre l'ibâḍisme laissa l'Arabie du Sud et tout particulièrement le Ḥaḍramawt presque aussi exsangue qu'après la *ridda* et l'appel du calife à la guerre sainte. Le nouvel Etat, alors dans toute la force de sa jeunesse, entendait faire respecter sa loi dans toutes les provinces de l'empire, notamment dans celles où régnait une agitation endémique. Les gouverneurs étaient donc choisis pour leur dévouement à la cause, mais aussi pour leur capacité et leur énergie qui leur permettaient de réprimer toute velléité de révolte. L'auteur yéménite Ibn al-Dayba' parle de cette période de l'histoire de son pays, comme d'ailleurs de celle qui l'a précédée, avec une indifférence qui nous semble intentionnelle, peut-être pour nous faire comprendre que cette province administrée par l'étranger n'avait rien de commun avec celle pour laquelle son être frémit, quand elle est gouvernée par un pouvoir national. Aussi se contente-t-il de citer les noms des différents agents qui se sont succédé sur le *mikhlâf* de Sanaa devenu, entre-temps, plus important que celui de Janad. C'est à peine s'il mentionne Ma'n ibn Zâ'ida, pour nous informer qu'il se livra à des représailles sauvages dans le Ḥaḍramawt, qui eut à déplorer quinze mille morts [18]. En fait, il s'agit d'un coup terrible dont la conséquence immédiate est une prise de conscience nationale et, à moyen terme, une tentative pour libérer toute l'Arabie du Sud de l'autorité de Bagdad. Il semble même que les signes avant-coureurs de ce souhait d'autonomie, qui n'a rien à voir avec l'extrémisme ibâḍite, se soient déjà manifestés avant les crimes perpétrés par Ma'n. Son prédécesseur 'Abdallah ibn al-Rabî' appartenait à la noble famille yéménite des 'Abd al-Madân. Sa noble extraction, la puissance de sa tribu, rameau des Madhḥij, ses capacités et ses hautes fonctions ne pouvaient manquer de susciter en lui le désir d'accaparer le pouvoir. Pour réprimer ce mouvement de révolte le calife dépêcha Ma'n ibn Zâ'îda, homme de guerre énergique, à la générosité proverbiale. Il reprit la situation en main, mais au prix d'un véritable carnage. Il le paiera de sa vie.

En réprimant ainsi, avec une sévérité extrême, l'aspiration à l'indépendance, Ma'n réussit à en retarder l'échéance. Ses successeurs n'étaient pas de la même trempe que lui et parvenaient difficilement à faire face aux troubles suscités par un mécontentement quasi général. En l'espace de trente-cinq ans (765-800), dix-huit gouverneurs se sont succédés sur le siège de Sanaa. Le dernier en date, Muḥammad ibn Barmak, de l'aveu même des auteurs yéménites, était un bon agent qui avait à cœur les intérêts du peuple. Sa mansuétude fut interprétée comme une faiblesse, et la Tihâma ne reconnaissait plus son autorité. Hârun al-Rashîd, le puissant calife de Bagdad, voulut briser la rebellion dans l'œuf. Il fit de son affranchi Ḥammâd al-Barbari, son agent sur Sanaa et lui prescrivit la sévérité. « Fais-moi entendre jusqu'ici les voix

(18) Ibn al-DAYBA', *Bughyat al-Mustafîd fî 'akhbâr madînat Zabîd*, manuscrit de Paris, feuillet 13, (Bibliothèque nationale, Fonds arabe, n° 6069). Cf., infra, n° 46.

des Yéménites », lui aurait-il ordonné. Les instructions du calife furent appliquées avec une implacable dureté. Les troubles cessèrent, les impôts furent payés et la prospérité gagna tout le pays, disent les chroniqueurs. L'un d'eux prétend même que Sanaa avait atteint alors un développement urbain considérable, si prodigieux qu'il serait permis de le mettre en doute. Selon 'Aḥmad al-Râzi, dans la capitale du Yémen, on comptait cent vingt mille demeures (ou habitations, *dâr*, pl. *dûr*) et dix mille mosquées [19]. On recensa même les indigents : il y en avait quatre-vingt-cinq mille, selon les uns [20], cinquante-deux mille, selon d'autres informateurs [21]. C'est manifestement exagéré et en tout cas en contradiction avec la prétendue prospérité du pays. D'ailleurs le même auteur nous informe que le gouverneur Muḥammad ibn Barmak, en se promenant un jour dans la campagne proche de Sanaa, fut accueilli par des gens si misérablement vêtus qu'il demanda à sa suite de les nourrir et de leur faire l'aumône. On lui fit savoir alors que c'étaient précisément ces gens-là que les percepteurs des villages imposaient. Il ordonna alors que cessât une telle pratique car, dit-il, il serait illicite d'exiger d'eux le moindre paiement [22]. Il semble donc normal que l'on mette en doute cet essor fabuleux du Yémen sous Harûn al-Rashîd, alors que les paysans vivaient misérablement et que la ville de Sanaa aurait compté quelque cinquante mille indigents. Mais cette attitude critique ne signifie nullement qu'une classe de commerçants, de bourgeois et de hauts fonctionnaires ne possédait des fortunes colossales. Quant au nombre des demeures et des mosquées de Sanaa, il relève du domaine du fantastique et du chimérique. Il suppose en effet que sa population était environ d'un million d'habitants. Un autre recensement, effectué deux cents ans plus tard, exactement, en l'an 381/991, nous renseigne cette fois-ci sur la grande décadence de la capitale yéménite. Elle comptait seulement, nous dit-on, mille quarante habitations dont trente-cinq appartenaient aux juifs et cent six mosquées en état de recevoir les fidèles [23]. Ces chiffres laissent supposer que sa population était de l'ordre de dix mille habitants. Certes, les historiens parlent de la destruction de Sanaa. Mais même détruite aux deux tiers ou aux trois quarts, on est bien loin des chiffres extraordinaires avancés plus haut.

Mais revenons à Ḥammâd al-Barbari. Sa tyrannie, à la longue, ne pouvait que susciter la rebellion. Elle éclata en effet, mais il put la réprimer grâce aux forces envoyées par le calife [24]. D'autre part, le vieil antagonisme entre les *'abnâ'* ou Yéménites d'origine iranienne et les Yéménites arabes avait atteint son paroxysme. Il opposait les premiers surtout aux Banu Shihâb, immigrés de Saada à Sanaa, et qui avaient une politique pro-abbasside, en échange de quoi le califat de Bagdad leur prodiguait les marques d'estime. Cette rivalité prit des formes qui

(19) Aḥmad al-Râzi, *Tarîkh Ṣan'â'*, p. 106, édité par al-'Amri et Zakkâr, Ṣan'â', 1974.

(20) Aḥmad al-Râzi, *ibid.* p. 109.

(21) Aḥmad al-Râzi, *ibid.* p. 110.

(22) Aḥmad al-Râzi, *ibid.* p. 107.

(23) Aḥmad al-Râzi, *ibid.* p. 114.

(24) Ibn al-Dayba', *Qurrat al-'Uyûn*, I, p. 131 ; édité par al-Akwa', s.d.n.l., imprimé au Caire.

frôlèrent le racisme. Un des successeurs de Ḥammâd al-Barbari, le prénommé Yazîd al-Qasri, d'une grande famille yéménite, chercha à contraindre les *'abnâ'*, pourtant musulmans de la première heure, à répudier leurs épouses arabes, sans parler d'autres vexations. L'historien-géographe al-Hamdâni dont le parti pris pour les Qaḥṭanites est bien connu, n'hésita pas à accuser les *'abnâ'* de toutes les bassesses [25]. Un poète yéménite va même jusqu'à dire, qu'ils n'étaient aptes qu'à exercer des métiers méprisés, tels que celui de revendeur, pressureur, boucher, tanneur et tisserand [26]. Mais les *'abnâ'* étaient les alliés d'une branche des Quraysh, les descendants du calife 'Umar [27], ce qui accentuait les divisions du Yémen et ses rivalités.

La situation intérieure de cette province ne pouvait qu'inspirer des inquiétudes au califat qui voyait partout grandir les vieilles querelles entre Arabes du Nord et Arabes du Sud. Ces derniers se sentaient de plus en plus brimés. Ils ne se lassaient pas de rappeler aux nouveaux maîtres du monde leur rôle déterminant dans le succès initial du Prophète et, plus tard, dans la conquête arabe. En outre, ils avaient toujours la nostalgie de leur passé glorieux. Leurs poètes avaient même l'audace de conspuer les Quraysh, qui n'étaient que des commerçants et des bédouins, alors que les Yéménites, sédentaires raffinés, étaient gouvernés par des rois qui commandaient aussi aux Arabes du Nord [28]. Certes, les Quraysh pouvaient tirer gloire de leur parenté avec le messager d'Allah. Mais ils l'avaient pourtant combattu, alors que les *anṣârs* l'avaient accueilli, soutenu, défendu, contre les siens, les armes à la main.

On retrouve l'écho, très amplifié, de ces récriminations dans la poésie panégyrique yéménite. Hamdâni rapporte même le récit d'une audience accordée par le calife Mu'âwiya à un notable yéménite au cours de laquelle ce dernier dénigra la tribu du Prophète et menaça le Prince des Croyants [29]. Celui-ci donna l'ordre de le décapiter. Mais devant la détermination des Sud-Arabes à s'opposer, même par la force à l'exécution de la sentence, il fit preuve de mansuétude et le nomma gouverneur de l'Arménie [30]. Bien que l'on puisse douter de la véracité des propos échangés, qui se résument en glorioles, mises en garde, bravades... sans nul ménagement pour le détenteur de l'autorité suprême, ils traduisent néanmoins une réalité : l'antagonisme entre Arabes du Nord et Arabes du Sud avait pris des proportions alarmantes. Malheureusement le califat abbasside n'a rien fait pour détendre la situation, bien au contraire. Sa politique anti-alide sensibilisait les Yéménites, traditionnellement dévoués aux *ahl-al-bayt*, « gens de la maison du Prophète ». En l'an 176/792, une lutte armée opposa les

(25) HAMDÂNI, *Iklîl*, I, p. 531 ; édité par al-Akwa', seconde édition, s.l., 1977, imprimé à Bagdad.
(26) HAMDÂNI, *'Iklîl*, I, p. 482.
(27) HAMDÂNI, *Ibid.*, I, p. 480.
(28) HAMDÂNI, *Ibid.*, I, p. 481 et 486.
(29) HAMDÂNI, *Iklîl*, II, p. 201 s. ; éd. al-Akwa', s.d.n.l.
(30) HAMDÂNI, *Ibid.*, II, p. 206.

Nizârites (Arabes du Nord) aux Yéménites de Syrie et l'on eut à déplorer, de part et d'autre, de nombreuses victimes.

A la mort de Harûn al-Rashîd, la lutte entre les deux prétendants au califat : *al-'Amîn* et *al-Ma'mûn* ne fit qu'attiser les haines ethniques. Ce dernier finit par l'emporter sur son frère, et son règne est considéré, à juste titre, comme l'âge d'or de l'Islam. Mais la division entre les deux branches de la communauté arabe ne faisait que grandir. Les Arabes du Sud ne craignaient pas de défier le pouvoir central et leur grand poète Di'bil eut l'audace de braver le puissant calife de Bagdad, en lui rappelant même le sort de son frère :

« Al-Ma'mûn me menace, comme un ignorant,
« N'a-t-il donc pas vu hier la tête de Muḥammad ?
« Sache que j'appartiens aux gens dont les épées
« Ont tué ton frère et t'ont honoré d'un trône.
« Ils ont glorifié ton nom alors qu'il était obscur.
« Ils t'ont tiré du plus bas des pavés [31].

De leur côté, les Alides, mécontents d'avoir été évincés par les Abbassides, travaillaient également à affaiblir le califat. En l'an 199/815, Ibn Ṭabâṭabâ prenait le pouvoir à Kûfa et remportait une victoire sur les forces loyalistes. Les conséquences de cette révolte se firent sentir d'abord dans les deux villes saintes de l'Islam, un moment ralliées aux insurgés ; ensuite au Yémen même ou Ibrâhîm al-Kâẓim jugea le moment opportun pour en faire une province indépendante, nominalement sous l'autorité d'Ibn Ṭabâṭabâ. Mais la mort subite de celui-ci, la capture de son capitaine et la défaite de son armée mirent fin à son mouvement, malgré l'opposition acharnée d'Ibrâhîm al-Kâẓim. Pour réprimer de nouvelles velléités d'indépendance, surtout dans la Tihâma, toujours en effervescence, le calife al-Ma'mûm dépêcha au Yémen le prénommé Ibn Ziyâd, en l'an 203/819, pour rétablir l'ordre dans la plaine côtière. A cet effet il devait y bâtir une nouvelle ville. C'est ainsi qu'en 820, Zabid, jadis simple bourg appelé Ḥuṣayb, devint le siège d'Ibn Ziyâd et, plus tard, la capitale du Yémen inférieur.

La *yamâniyya* (ou le sectarisme yéménite) ne désarmait point et souhaitait l'indépendance. Ses aspirations allaient bientôt se concrétiser, mais d'une manière si disparate qu'elles ne tiraient pas à conséquence. En effet, elles étaient non seulement dépourvues de cohésion et d'unité, mais, plus grave encore, les chefs qui cherchaient à les réaliser travaillaient les uns contre les autres, ce qui ne pouvait que profiter au pouvoir central.

Le premier mouvement séparatiste eut lieu dans la Tihâma. Il fut réprimé grâce à l'énergique gouverneur Ibn Ziyâd, avec l'aide des armées du calife. Nous verrons bientôt comment ce chef ambitieux imposa son autorité à une grande partie du Yémen, avant de se déclarer indépendant vis-à-vis du pouvoir abbasside.

---

(31) Abu Faraj al-IṢFAHÂNI, *Aghâni*, t. XVIII, p. 79.

Dans les hauts plateaux du Yémen, plus précisément à Shibâm, ville fortifiée proche de Sanaa, un notable d'une grande famille yéménite, Yu'fir [32] ibn Abdulraḥmân, s'opposa ouvertement, dès 214/829, au gouverneur du Yémen nommé par le calife. Son ambition souleva contre lui une partie des tribus. Un chef rival demanda même l'assistance de Bagdad, qui dépêcha contre Yu'fir des forces importantes. Celui-ci fut contraint à la soumission et paya tribut. Son fils reprendra le flambeau et réussira à se faire reconnaître par le pouvoir central comme chef autonome vers 872.

Dans les dernières années du neuvième siècle, plus précisément en 284/898 prenait pied à Saada le premier imâm zaydite, fondateur d'une théocratie qui a pu se maintenir au Yémen jusqu'à la révolution du 26 septembre 1962.

Ainsi, le troisième siècle de l'Hégire (ou le neuvième siècle de l'ère chrétienne) est marqué par trois événements d'une importance capitale pour l'Arabie du Sud. Ils portent en effet en eux, en même temps que les germes de l'indépendance, un levain de discorde qui empoisonnera l'unité nationale et l'empêchera de se réaliser jusqu'à nos jours. Certes, il arrive qu'un prince énergique et ambitieux galvanise les volontés et réussisse à créer un semblant de front uni. Mais, à son décès, voire au premier signe de faiblesse, tout est remis en question. Ainsi, il n'était pas rare que plusieurs pouvoirs différents fussent exercés simultanément au Yémen et se disputassent l'hégémonie. Le Ḥaḍramawt, d'habitude soumis au gouverneur d'Aden, a connu également des moments d'indépendance – effective ou nominale – comme nous l'exposerons bientôt.

Les Ziyâdides

Nous avons noté plus haut qu'à la suite du soulèvement des tribus de la Tihâma – les 'Akk et les 'Ashâ'ira –, le calife al-Ma'mûn nomma Ibn Ziyâd gouverneur de cette région, ayant pour mission de réprimer la révolte et rétablir l'ordre. Il y parvint, nous dit Ibn al-Dayba', mais au prix de durs combats et d'une lutte sans merci. La Tihâma pacifiée, du moins provisoirement, il y fit construire une ville, Zabid, qu'il fortifia sur l'emplacement d'un ancien bourg appelé Ḥuṣayb. Politicien habile, il sut gagner l'estime et la confiance du calife. Celui-ci, pour renforcer le pouvoir de son agent et en témoignage de satisfaction pour son action dans une région sans cesse agitée, l'appuya par une armée forte d'un millier de cavaliers. Grâce à cet appréciable renfort, il devint le maître incontesté de tout le Yémen inférieur, y compris Janad et le Ḥaḍramawt. Quant au Yémen supérieur, c'est-à-dire la région de Sanaa et des hauts plateaux, il était administré par un autre gouverneur, nommé également par le calife. Mais il ne tardera pas à échapper à l'autorité de Bagdad.

(32) L'historien al-Hamdâni nous informe que la vocalisation correcte est *Yu'fir* quand il s'agit des Sud-Arabes. Mais ce nom qui s'écrit d'ailleurs de la même manière, se prononce *Ya'fur* lorsqu'il est utilisé par les autres Arabes (HAMDÂNI, *'Iklîl*, II, p. 71 s.).

Bien qu'Ibn Ziyâd se conduisît en véritable potentat, il ne reniera jamais son allégeance au califat abbasside. En revanche, celui-ci voyait en lui plus qu'un simple agent. Il prenait à son égard l'attitude d'un suzerain envers un puissant vassal. Il l'était effectivement, puisqu'il réussit à jeter les bases d'une dynastie qui se maintint honorablement, parfois même avec éclat, pendant près de deux siècles, (205-402/821-1012).

Les Yu'firides

Tandis que les Ziyâdides régnaient à Zabid et tentaient d'étendre leur domination, par delà la plaine côtière sur une partie des hauts plateaux, le *mikhlâf* de Sanaa allait être, à son tour, le théâtre de violentes secousses. Le Prince Muḥammad ibn Yu'fir, dont le père avait déjà tenté de rejeter l'autorité des Abbassides, fut nommé, en 285/872, gouverneur du Yémen supérieur pour le compte de ces derniers. C'était l'occasion inespérée de réaliser une vieille ambition. Il fit preuve de beaucoup de détermination pour soumettre, en sus du *mikhlâf* de Sanaa, le Janad et le Ḥaḍramawt, pourtant gagnés nominalement à Ibn Ziyâd. En fin politicien, il reconnaissait la suzeraineté du gouverneur de Zadib, mais il aurait refusé de lui payer tribut [33].

Ainsi, tout en administrant la région pour le compte des Abbassides, sous l'égide des Ziyâdides, les Yu'firides travaillaient en fait à jeter les bases d'un État autonome, le deuxième au Yémen, ayant pour siège Shibâm, au nord-ouest de Sanaa. Mais le Prince Yu'fir, pour des raisons qui ne seraient pas sans rapport avec une crise de mysticisme, se fit remplacer, à la suite de son pèlerinage à La Mekke (262/876), par son fils Ibrâhîm. Le nouveau gouverneur garda le pouvoir pendant une quinzaine d'années, marquées par des soubresauts. Sa tyrannie dressa contre lui à la fois les *abnâ'* (iraniens) et leurs rivaux, les Banu Shihâb. Il mécontenta aussi les principales tribus montagnardes, notamment les Hamdân. Accusé de l'assassinat de son propre père et de son oncle paternel, il fut exécuté, en représailles, en 272/892. Pour ramener l'ordre, le calife dépêcha un nouvel agent. Mais l'unité se refit au tour de 'As'ad ibn 'Abi Yu'fir en 282/896. Il aura la lourde tâche de soutenir la lutte à la fois contre l'imâmat zaydite et contre les carmates.

L'imâmat zaydite : al-Hâdi (898-911)

En tant que secte religieuse ayant sa propre doctrine du pouvoir, le zaydisme fera l'objet d'un exposé à part. On est intéressé ici avant tout par son implantation au Yémen et la part qu'il prendra dans les luttes politiques. Rappelons néanmoins les grandes lignes de sa théorie de

(33) 'UMARA, *Al-Mufîd fi 'akhbâr ṣan'â' wa Zabîd*, p. 50 s. ; édité par al-Akwa', s.l. 1967.

l'Etat. A sa tête, il prévoit un imâm, librement choisi, mais appartenant nécessairement à la lignée de Fâṭima, fille de Muḥammad et épouse de son cousin 'Ali. Néanmoins, contrairement aux idées exprimées par la *Shî'a*, il reconnaît la légitimité du califat de 'Abu Bakr et de 'Umar. En effet, selon son enseignement, le choix des fidèles peut se faire sur le moins méritant (*mafḍûl*) malgré l'existence de quelqu'un de meilleur (*al-'afḍal*). Le zaydisme rejette aussi le principe de l'impeccabilité de l'imâm. En revanche, il exige de ce dernier, pour l'exercice de sa charge, de hautes qualités physiques, intellectuelles et morales. Il devrait, en particulier, faire la preuve de sa profonde connaissance de la science religieuse et montrer une grande combativité pour la foi. Enfin, à cause de l'extension des Etats islamiques, deux imâms pourraient régner en même temps.

Le zaydisme, qui comprend plusieurs branches, jeta les bases d'un premier émirat dans le Tabaristan en 875. Au Yémen, les tentatives d'instaurer un régime zaydite remonte à l'an 280/893, quand Yaḥya ibn al-Ḥusayn al-Rassî, plus connu sous le nom d'al-Hâdi, y effectua une visite d'exploration qui se solda par un échec. Invité, plus tard, par plusieurs tribus de la confédération des Khawlân, qui lui accordèrent leur soutien militaire, il s'empara de Saada, en 897, et étendit sa conquête au Najrân. Sa tentative de soumettre Sanaa à son autorité se heurta à l'opposition des Yu'firides. Néanmoins, malgré cet échec, il réussit à implanter solidement le zaydisme au Yémen. L'imâmat ne disparaîtra de ce pays qu'en 1962, avec l'avènement de la République.

Les Carmates au Yémen (884-915)

La secte des carmates, aux principes collectivistes, de la branche shiite de l'Islam, fut introduite au Yémen vers 270/884, par deux missionnaires : 'Ali ibn al-Faḍl, d'origine yéménite, et Ibn Ḥawshab. Après une habile propagande religieuse, faite séparément par les deux protagonistes, ce qui permit à chacun d'eux de rassembler autour de lui de nombreux partisans, séduits par leurs bonnes paroles et leur piété apparente, ils passèrent à l'action. Le mouvement se propagea, sur un terrain bien préparé, avec la rapidité d'un feu de brousse. 'Ali ibn al-Faḍl, plus ambitieux et actif que son acolyte, alla de victoire en victoire. Il finit par investir Sanaa et en chasser le maître, 'As'ad ibn Abi Yu'fir (293/906). La même année il occupa Zabid qu'il livra au pillage et à l'incendie.

Presque simultanément, le fondateur du zaydisme au Yémen prenait pied à Saada. Il ne devait pas tarder à se heurter aux deux forces en présence : les carmates et les Yu'firides. Ces derniers qui n'étaient pas encore inquiétés par le redoutable 'Ali ibn al-Faḍl, ne voyaient pas d'un bon œil se dresser dans les hauts plateaux et presque à leur porte un pouvoir rival. Ils luttèrent donc énergiquement contre l'imâm et ses partisans. Mais ils allaient bientôt subir l'assaut des carmates.

Maître d'une grande partie du Yémen, Ibn al-Faḍl lutta victorieusement à la fois contre les forces de l'Imâm, appelé par les habitants de Sanaa pour les délivrer des carmates, et contre celles de 'As'ad ibn Abi Yu'fir, qui dut plus d'une fois s'avouer vaincu. Il accepta finalement la suzeraineté d'Ibn al-Faḍl ; il redevint donc gouverneur de Sanaa pour le compte de son vainqueur. La chance lui sourit enfin : le décès de l'imâm al-Hâdi (298/911), fut suivi de celui d'Ibn al-Faḍl (303/915), mort empoisonné disent les chroniqueurs [34]. Il reconquit le pays, n'ayant devant lui que des forces disparates, dépourvues de dirigeants. Pendant près de trente ans, il fut le véritable maître du Yémen, évitant les querelles inutiles avec les zaydites, cantonnés à Saada, comme avec les Ziyâdides, alors au déclin. Mais les successeurs de 'As'ad n'avaient ni son énergie, ni son habileté politique. Sa mort sonnait le glas de l'hégémonie yu'firide. La lutte entre les principales forces rivales (ziyâdides, zaydites, yu'firides) reprenait de plus belle. Sanaa changeait souvent de maître. Le dernier des Yu'firides, 'As'ad ibn 'Abdallah (mort en 393/1003) accepta la suzeraineté de l'imâm al-Qâsim. Quant au califat abbasside, sa mise en tutelle par le pouvoir prétorien et les troubles qui agitaient l'empire ne lui permettaient guère de reprendre en main une province ballottée par le vent de l'insurrection et dont les chefs aspiraient à l'indépendance.

Si nous nous sommes quelque peu étendu sur cette partie de l'histoire du Yémen, peut-être la moins brillante, c'est à cause de son incidence sur les événements qui vont suivre et qui en porteront profondément la marque. Les forces qui s'affronteront pendant plusieurs centaines d'années sont déjà en place : le zaydisme implanté principalement à Saada et appuyé par plusieurs tribus du Nord ; l'ismaélisme qui garde encore de profondes racines dans les hauts plateaux de Ḥarâz, malgré l'extinction du carmatisme ; le féodalisme tribal opposé à toute autorité durable et dont le concours ne cesse d'être recherché par tout chef ambitieux ; enfin, dans la plaine côtière, le souverain de Zabid dont l'autorité s'étendait sur Aden, voire sur le Ḥaḍramawt, et dont le fer de lance de ses armées était formé de mercenaires sinon abyssins, du moins fortement métissés. L'unité nationale à laquelle le peuple aspirait confusément était constamment tenue en échec par les ambitions personnelles. De sorte qu'elle sera l'œuvre de l'étranger, imposée à la pointe de l'épée, condamnée de ce fait à l'échec parce qu'elle blessait l'orgueil national.

Les Banu Najâḥ (1016-1150)

La disparition des Yu'firides laissa le champ libre aux Ziyâdides dont la puissance, après la mise à sac de Zabid par 'Ali Ibn al-Faḍl, fut sérieusement ébranlée. Le dernier de leurs souverains ne laissa, à sa mort, qu'un enfant en bas âge. Celui-ci fut donc placé sous tutelle, et le

(34) Ibn al-DAYBA', *Qurrat al-'Uyûn*, I, p. 206.

pouvoir exercé, en son nom, par un affranchi nubien, Ḥusayn ibn Salâma. Il remplit son ministère avec beaucoup d'éclat, se révéla un grand capitaine, un excellent administrateur et un bâtisseur infatigable. Il redonna au royaume son ancien éclat et son autorité s'étendit même sur Aden et le Ḥaḍramawt. Mais sa régence (1001-1012), en dépit de toute l'habilité déployée, ne pouvait résoudre les problèmes majeurs de la dynastie : l'absence d'un héritier capable de prendre en main les rênes du royaume et l'ascendance de plus en plus grande prise par la garde prétorienne. Les Ziyâdides appartenaient en effet à la tribu des Umayyades, des Arabes du Nord. Ils se sentaient donc plus ou moins étrangers au Yémen. Aussi se sont-ils appuyés, pour asseoir leur autorité, sur des serviteurs abyssins dont le nombre allait en s'accroissant. A la mort de Ḥusayn ibn Salâma, ils avaient pratiquement la main sur tous les rouages de l'Etat.

L'héritier du trône était un tout jeune garçon. Il fut donc placé sous la tutelle de sa tante paternelle et d'un affranchi de Ḥusayn ibn Salâma, un certain Marjân, qui confia la direction du royaume à deux esclaves abyssins, Najâḥ et Nafîs. Celui-ci, de nature despotique, jugea le moment opportun pour mettre fin à la dynastie moribonde. Il profita de l'absence de son acolyte pour emmurer vivants le dernier rejeton des Ziyâdides et sa tante et s'emparer du pouvoir (407/1016).

La lutte ne tarda pas à éclater entre les deux nouveaux maîtres de Zabid. Najâḥ plus fin politicien et meilleur diplomate que Nafîs, souleva la population contre lui et lui fit payer de sa vie sa traîtrise. Resté seul, il proclama son allégeance au calife abbasside qui, en échange, le reconnut comme son vassal sur la Tihâma. Ambitieux et doué d'une forte personnalité, Najâḥ agrandit rapidement son domaine et fut craint et respecté même dans le Yémen supérieur. Il est le fondateur de la dynastie des Banu Najâh qui règna sur Zabid pendant 134 ans.

Les Ṣulayḥides (1038-1138)

Cette longue domination fut interrompue par les incursions des Ṣulayḥides, dynastie yéménite d'obédience fatimide, qui établit son autorité sur Zabid à plusieurs reprises. En effet, dans les hauts plateaux, le mouvement ismaélien, après le cuisant échec des Carmates, avait repris sa propagande. Son principal instigateur, 'Ali al-Ṣulayḥi, appartenait au clan des Yâm, de la célèbre confédération des Hamdân. Fils d'un *qâḍi*, lui-même très versé dans la science religieuse, il avait conduit les pèlerins de sa tribu à La Mekke pendant une quinzaine d'années. Ayant acquis ainsi une certaine notoriété, il jugea alors le moment opportun pour une action d'envergure. A la tête d'une soixantaine de partisans qui lui avaient juré fidélité, il prit possession, en 429/1038, de Jabal Masâr, véritable nid d'aigle à l'ouest de Sanaa, dans les montagnes de Ḥarâz. A son appel, les tribus de cette région se soulevèrent. Appuyé par tous les shiites du Yémen, il rencontra quand même une vive résistance et vit se dresser contre lui les petits princes qui avaient profité de la chute des

Ziyâdides pour se proclamer indépendants. Vainqueur d'une première coalition, il conquit rapidement le Yémen supérieur et occupa Sanaa, après en avoir chassé les Yu'firides. Mais il a vite compris qu'il ne pouvait venir à bout de ses rivaux, tant qu'ils recevaient de Najâḥ aide et assistance. Il s'employa donc à séduire le maître de Zabid, à lui faire de nombreuses concessions. Il réussit finalement à le faire empoisonner par une esclave, en 1060. Il put alors occuper Zabid et établit progressivement sa domination sur l'ensemble du Yémen. En 455 (1063), il soumit le Ḥaḍramawt à son autorité et s'employa à en extirper les derniers germes de l'ibâḍisme.

Il y a lieu de reconnaître que cette page de l'histoire de Zabid comporte d'autres versions sur lesquelles nous ne saurions nous attarder ici. Néanmoins, on peut avancer, avec certitude, qu'après une lune de miel de courte durée, les relations entre ces deux chefs ambitieux se détériorèrent rapidement. La mort de Najâḥ, loin de mettre fin au conflit, le transforma en rivalité entre deux clans, voire entre deux races. En effet, le nouveau maître de la Tihâma pourchassa les Abyssins qu'il massacra en grand nombre. Mais les fils de Najâḥ réussirent à s'échapper et épièrent dans l'ombre les mouvements de leur ennemi. L'un d'eux, le prénommé Sa'îd, à la tête de ses partisans, surprit Ṣulayḥi alors qu'il se rendait en pèlerinage à La Mekke et le tua (1067). Sa tête fut fichée dans l'embout de son propre parasol. Précédé de cet emblème hideux, le vainqueur fit une entrée triomphale à Zabid.

La victoire de Sa'îd fut de courte durée. En effet, à l'appel de sa mère, prisonnière de l'Abyssin, Mukarram al-Ṣulayḥi marcha sur Zabid et la prit d'assaut en 1068. Son succès sera également éphémère car les vaincus ne tarderont pas à réintégrer leur capitale. Sa'îd règna jusqu'en 1088, date à laquelle il fut tué sous les murs de sa ville, victime d'un stratagème ourdi par la célèbre reine 'Arwâ, épouse de Mukarram. Son frère Jayyâsh échappa au massacre gagna l'Inde où il ne resta que quelques mois, retourna la même année au Yémen et reprit Zabid.

La lutte pour l'hégémonie opposa longtemps les deux dynasties rivales. Pour épargner Zabid, elles en vinrent à un arrangement comique, mais non dépourvu d'originalité : durant l'hiver et le printemps, la ville était occupée par les Arabes qui, à l'approche des mois chauds, regagnaient les hauts plateaux et cédaient la place aux Abyssins, réfugiés entre temps à Dahlak. Cet intermède dura plusieurs années. Mais en 1092 (?), les Najâḥ infligèrent une défaite si sévère aux Ṣulayḥides qu'ils durent abandonner définitivement la Tihâma à leurs vainqueurs. Leur dynastie allait bientôt s'éteindre, avec la mort de la célèbre reine 'Arwa, en 1138, âgée de quatre-vingt-dix ans.

Les Banu Zuray' à Aden et dans le Ḥaḍramawt (1078-1174)

Quand 'Ali al-Ṣulayḥi occupa Aden en 1063, le célèbre port et les régions qui en dépendaient , c'est-à-dire Laḥj, 'Abyan, Shiḥr et le Ḥaḍramawt, étaient sous l'autorité des Banu Ma'n. Le nouveau maître

du Yémen maintint ces derniers au pouvoir, moyennant le paiement d'un tribut annuel. A sa mort, ils revinrent sur leur allégeance. Son fils al-Mukarram, leur fit la guerre. Vainqueur, il chassa les rebelles et confia l'administration de toutes les régions du sud à deux de ses partisans, 'Abbâs et Mas'ud, de la famille Zuray', appartenant, comme lui, à la grande confédération des Hamdân. Mais selon un scénario classique au Yémen, l'allégeance ne survit pas à la faiblesse du suzerain. Un arrière petit-fils de 'Abbas, le prénommé Sabâ, domina la branche collatérale et proclama son indépendance.

Une pléthore d'Etats éphémères

La dynastie des Ṣulayḥides, au temps de sa splendeur, avait imposé à l'Arabie du Sud une certaine unité politique. Son déclin donna le signal du démembrement de l'Etat. Après les Banu Zuray', à Aden, les Banu Ḥâtim (1099-1174) tentèrent de constituer, à leur tour, un sultanat indépendant à Sanaa. Ils appartenaient, eux aussi, à la confédération des Hamdân, lesquels n'étaient guère constants dans leur allégeance et leur soutien. Le petit Etat ainsi formé aura notamment à contenir les assauts de l'imâm zaydite Aḥmad ibn Sulaymân, qui occupera Sanaa en 566/1171.

Dans la plaine côtière, les Banu Najâḥ ne survivront pas longtemps à leurs ennemis traditionnels. Devant leur incapacité à repousser les attaques d'Ibn Mahdi, un autre chef ambitieux qui cherchait à se tailler un royaume sous couvert de la religion, les habitants de Zabid, affamés par un siège très dur qui les avait contraints à manger de la charogne, appelèrent à leur secours l'imâm de Saada (553/1158). Mais celui-ci accusait le souverain de la Tihâma d'homosexualité. Il posa donc comme condition à son assistance militaire la mort du sodomite. C'est ainsi que périt le dernier des Najâḥ des mains de ses propres sujets. Mais ni sa disparition ni les troupes de l'imâm ne suffiront à arrêter les assauts d'Ibn Mahdi, qui s'était juré de chasser les Abyssins. Après des combats acharnés, il occupa Zabid qui devint la capitale d'un nouveau royaume riche et éphémère (1158-1174). Sa faible longévité s'explique par la grande anarchie qui régnait alors au Yémen. Pour s'en faire une idée, il suffit de savoir qu'Ibn Mahdi, aux dires des chroniqueurs, fit main basse sur les richesses de vingt-cinq Etats, chiffre à peine croyable pour un si petit pays, Un de ses successeurs, 'Abd al-Nabî, poussa ses conquêtes jusqu'à Bayḥan, qu'il saccagea (559/1164). Dans le Ḥaḍramawt enfin, le déclin des Ṣulayḥides créa un vide politique, rapidement comblé par les ambitions locales. Trois petits Etats y virent le jour : le sultanat des âl-Qaḥṭân, à Tarîm, le sultanat des âl-Da''âr, à Shibâm et le sultanat des âl-Faris à Shiḥr. En fait, ces trois sultanats n'étaient pas entièrement indépendants, puisqu'ils étaient plus ou moins soumis à l'autorité soit d'Aden, soit de Sanaa. Mais l'éloignement et l'absence d'un pouvoir central fort donnèrent aux roitelets qui commandaient le

Ḥaḍramawt le sentiment de l'indépendance. L'arrivée des Ayyûbides mettra un terme à l'anarchie, comme aux illusions.

Depuis le début du III[e] siècle de l'Hégire, jusqu'à la conquête du Yémen par les Ayyûbides, le pays était gouverné par des chefs ambitieux, dont l'aspiration à l'hégémonie les dressait les uns contre les autres. Deux d'entre eux étaient étrangers au Yémen : Ibn Ziyâd, vassal nominal du calife abbasside, et l'Imâm al-Hâdi, également un Arabe du Nord, fondateur d'une secte indépendante dont les principes politiques visaient à renverser le califat. La disparition des Ziyâdides amena au pouvoir, dans la Tihâma, les Banu Najâḥ, anciens esclaves abyssins qui cherchaient naturellement l'appui de leurs frères de race et étaient en relations constantes avec leur pays d'origine. Même les troupes des Ṣulayḥides comprenaient un nombre important de mercenaires étrangers et d'esclaves noirs, ce qui ne pouvait que mettre la dynastie en danger et compromettre l'unité nationale. A Sanaa, la rivalité entre les *Abna'*, d'origine persane, et les Banu Shihâb, ne faisait qu'ajouter à la confusion. Quant aux éléments tribaux, leur individualisme farouche les rendait inconstants dans leur loyalisme.

Le Yémen, très divisé et secoué par des soubresauts, aspirait à la paix. Certes, sur le plan économique, il avait connu une certaine prospérité quand les Ziyâdides et, plus tard, les Ṣulayḥides étaient à l'apogée de leur puissance. Mais déchiré bientôt par les ambitions rivales, meurtri par les luttes intérieures, ouvert à toutes les intrigues, son commerce allait sombrer dans le marasme. Comme à l'accoutumée, le paysan en faisait les frais. Affaibli, le pays appelait de ses vœux le maître capable de le soustraire à l'anarchie et de relever son économie. Le conquérant kurde Tûrânshâh avait la tâche facile. Il mettra rapidement tous les petits princes yéménites à la raison.

Les Ayyûbides en Arabie du Sud (1174-1229)

Ibn Mahdi, nous l'avons dit plus haut, avait fini par occuper Zabid, malgré l'appui des forces zaydites pour desserrer l'étreinte des assaillants. Ces derniers poursuivirent leurs attaques contre d'autres centres de la Tihâma, faisant partout des ravages. Pour échapper à ce fléau, des chefs yéménites sollicitèrent l'assistance du calife fâtimide d'Egypte. Saladin, alors son ministre, reçut l'ordre de mettre fin à l'anarchie qui régnait au Yémen. Il dépêcha, dans ce but, son frère Tûrânshâh, en 569/1174.

Arrivé avec des forces considérables à Zabid, le conquérant kurde s'empara de la grande métropole de la Tihâma et mit fin brutalement à la dynastie des Mahdides, dont les trois principaux membres furent pendus sous la porte même de leur capitale. Il avait pour conseillers des membres de la famille Rasûl, venus avec lui du Caire. Leur rôle sera déterminant dans la conquête et l'administration du pays, dont ils deviendront ensuite les maîtres. L'action militaire fut menée tambour battant. Après l'occupation de Zabid, Tûrânshâh se rendit à Aden où il

mit fin à la dynastie des Zuray', héritiers et successeurs des Ṣulayḥides, déclara la guerre aux petits seigneurs de la montagne et occupa Sanaa. Il soumit ainsi à son autorité l'ensemble du pays. Au bout d'une année, il regagna l'Egypte, laissant à ses préfets le soin d'administrer la nouvelle province, apparemment soumise et pacifiée. Mais sans chef énergique à sa tête, elle ne devait pas tarder à retomber dans l'anarchie. Saladin dépêcha alors son autre frère Teghtakîn qui mata rapidement toutes les rébellions. Pendant les quatorze années de son règne (1183-1196), ce fut pour le Yémen une période de calme relatif et de contrainte. La mort de ce souverain autoritaire fut accueillie avec soulagement ; il aurait même été empoisonné. C'est lui qui donna à Zabid sa quatrième enceinte et imposa lourdement les propriétaires des palmiers-dattiers.

Son successeur, qui n'était autre que son propre fils Ismâ'îl, exerça un pouvoir tyrannique, joua au calife indépendant et ligua contre lui aussi bien les Yéménites que ses propres mercenaires. Sa garde finit par l'assassiner non loin de Zabid, en 1201. Il fut inhumé à l'est de la ville, et son tombeau est encore connu sous le nom de Qubbat al-khalîfa, coupole du calife.

Malgré son jeune âge, son frère al-Nâṣir fut placé sur le trône. En fait le pouvoir était exercé, en son nom, par de hauts dignitaires qui portaient le titre d'*atabeg*. Un de ses ministres se débarrassa de lui en l'empoisonnant ; mais il paya de sa vie cette traîtrise. Devant cette nouvelle flambée de violence, le souverain d'Egypte eut recours à une méthode éprouvée : l'envoi de nouvelles forces. Le sultan Mas'ûd, qui les commandait, occupa d'abord Zabid (1216), prit Taëz et soumit rapidement la plus grande partie du Yémen, à l'exception de Sanaa qui lui résista. Mais en 1218, après un long siège, il y fit son entrée. Le clan des Rasûlides, entièrement à la dévotion des Banû Ayyûb, fit preuve, dans les moments les plus difficiles, de courage et de sagacité. Aussi se vit-il confier les plus hautes fonctions. Un de ses membres, 'Umar ibn al-Rasûl, fut même nommé gouverneur général du Yémen par le sultan Mas'ûd. Ce fut son dernier acte politique en Arabie du Sud. Il devait décéder, un peu plus tard, à La Mekke , en 1229, alors qu'il regagnait l'Egypte.

L'occupation du Yémen par les Ayyûbides fut donc de cinquante cinq ans, durant lesquels tout autre pouvoir autre que le leur fut soit brisé, soit réduit à l'impuissance. Ils ont poussé leurs conquêtes jusqu'au cœur même du Ḥaḍramawt que le gouverneur d'Aden, al-Zanjabîli, soumit en 575/1179. Une année plus tard, cette province, toujours en ébullition, devait être reconquise. En fait, le Ḥaḍramawt où régnait un esprit tribal très fort, n'était guère disposé à rester passif face à ses vainqueurs. Il n'acceptait qu'une vassalité nominale, et ses soubresauts rappelaient constamment à l'occupant qu'il était un indésirable. De sorte qu'en 612/1215, un des commandants de l'armée ayyûbide, le prénommé 'Umar ibn Mahdi, dut entreprendre une guerre contre toute cette région. Il parvint à la soumettre, non sans difficulté. Mais à peine l'eut-il quittée que les habitants se soulevaient contre ses délégués et les massacraient. Il y retourna donc pour rétablir l'ordre. Sa réaction fut tellement empreinte de violence et de cruauté qu'elle suscita contre lui

une sorte d'union sacrée. La confédération des Nahd réussit un coup d'éclat en tuant Ibn Mahdi à Shibâm et en libérant tout le Ḥaḍramawt (621/1224).

Deux forces avaient résisté aux Ayyûbides : d'une part, comme on vient de le voir, les tribus du Ḥaḍramawt, d'autre part, celles des hauts plateaux du nord Yémen, généralement loyales au zaydisme. C'est ainsi que l'imâm Abdallah ibn Ḥamza (qui prit le pouvoir de 583/1187 jusqu'à sa mort en 614/1217), lutta contre Teghtakîn, ensuite contre son fils Ismâ'îl, occupa Sanaa et poussa ses conquêtes jusqu'à Dhamâr. Néanmoins, cette double opposition n'était pas assez forte pour mettre en danger le pouvoir central. Guerriers avisés, les nouveaux maîtres se sont appuyés notamment sur les Ghuzz, une ethnie turque, pour asseoir leur autorité. Ils ont accordé une attention particulière aux ouvrages militaires pour arrêter les incursions et protéger le commerce. La centralisation fut extrêmement poussée, et Teghtakîn tenta de s'approprier la totalité des terres arables, pour les louer ensuite aux agriculteurs, déjà si lourdement imposés que beaucoup d'entre eux avaient déserté leurs exploitations. Sa mort soudaine fit avorter ce projet.

Les Ayyûbides, malgré leur absolutisme, n'ont pas su donner au Yémen la paix et la sécurité dont il avait tant besoin. Ils régnaient par la contrainte et s'appuyaient sur des mercenaires turcs et kurdes pour maintenir l'ordre. Pour illustrer le despotisme du pouvoir, il suffirait de noter qu'à l'exception du Tûrânshâh, qui passa seulement une année dans la province conquise, et de Mas'ud, le dernier roi de cette dynastie, tous les autres souverains ayyûbides sont morts de mort violente, soit par le poison, soit par l'épée. C'est ainsi que le successeur de Teghtakîn, son propre fils Ismâ'îl, fut contraint de vivre dans le Yémen inférieur à cause de l'hostilité des montagnards, pour être finalement assassiné par les soldats de sa propre garde. Les Rasûlides, plus fins politiciens et amis des sciences et des lettres, donnèrent au Yémen la prospérité et l'essor qui lui ont fait jusqu'ici défaut.

Les Rasûlides (1229-1454)

Leur rôle de conseillers des Ayyûbides, puis d'administrateurs, les avait familiarisés avec la vie politique yéménite dont ils connaissaient tous les rouages. Ils savaient aussi de quel doigté il leur faudrait faire preuve dans leurs rapports avec les gens du pays. Quoique d'origine turkmène, ils se réclamaient très habilement d'une ascendance ghassanide, qui faisait d'eux des Arabes du Sud, au même titre que les Yéménites de la plus noble extraction. Enfin, leur longue expérience, aux côtés des Ayyûbides, leur avait appris à se méfier des hauts plateaux où les tribus faisaient la loi, tramaient des complots, repoussaient énergiquement tout conquérant et lui opposaient une résistance farouche, dans des forteresses réputées inexpugnables. Sans doute, les nouveaux maîtres du Yémen ne délaisseront pas Sanaa, sur laquelle d'ailleurs ils établiront également leur autorité. Mais celle-ci sera

périodiquement mise en cause. Ils se fixeront donc à Taëz, dont ils feront leur capitale, et à Zabid qui deviendra leur résidence d'hiver. Conséquence inattendue de cette politique, le Yémen, aux yeux d'al-Khazraji, le principal historien de cette dynastie, se limitait à Zabid et la plaine côtière jusqu'à Aden : il en excluait tacitement tout le nord du pays, y compris Sanaa.

A la mort du roi Mas'ûd, le gouverneur du Yémen, 'Umar Ibn al-Rasûl prit le pouvoir (1229). Selon un schéma devenu coutumier, il établit d'abord son autorité sur Zabid, occupa Taëz après un dur siège et entra presque sans coup férir à Sanaa dont il confia l'administration à son neveu. En l'espace d'un an, il devint le maître de tout le Yémen et fit frapper sa propre monnaie. Pour marquer son indépendance vis-à-vis des souverains d'Egypte, il sollicita et obtint, en 1235, l'investiture du calife de Bagdad. Sa puissance alla en grandissant et s'étendit bientôt depuis Aden jusqu'à La Mekke. Mais à l'instigation de son neveu qui aspirait à devenir le maître incontesté de Sanaa, il fut traîtreusement assassiné par ses propres serviteurs, alors qu'il se trouvait à Janad. Leur forfait accompli, ils choisirent un nouveau roi et mirent le siège devant Zabid.

Une longue lutte pour la succession allait s'ouvrir. Elle finira par le triomphe d'al-Muẓaffar, fils du disparu, qui s'assurera d'abord de l'allégeance de la Tihâma, avant de soumettre le reste du pays. Son long règne (1249-1295) sera surtout marqué par ses guerres contre les imâms zaydites qui lui disputeront sans cesse Sanaa. A l'instar de son illustre père, il accordera une attention particulière à Zabid, qui deviendra ainsi la seconde ville du Yémen. Cette politique sera suivie par tous les souverains rasûlides (1229-1454).

Sous leur impulsion et pour concurrencer le zaydisme, la capitale de la Tihâma allait devenir un centre universitaire islamique de première grandeur, essentiellement consacré à l'enseignement du sunnisme. La générosité de la classe dirigeante attirait d'autant plus aisément les savants que ces derniers, honorés, respectés et bien rétribués, voyaient se multiplier à Zabid et ailleurs les établissements religieux. La fièvre des fondations pieuses gagna les princes, leurs épouses et les notables. Il y aurait tout un chapitre à écrire sur les édifices dus aux Rasûlides. L'urbanisme a connu en effet un essor prodigieux. Chaque souverain s'est fait construire une ou deux résidences dans les deux principales villes du royaume. Mu'ayyid avait une grande maison de plaisance à l'extérieur de Bâb Shabâriq, au milieu d'un beau parc ; celle du roi Ẓâhir était érigée dans les palmeraies. Grand bâtisseurs. Ashraf II avait fait de Zabid sa ville de prédilection et il y avait conçu des châteaux merveilleux et des maisons spacieuses, nous dit al-Khazraji. Les notables rivalisaient d'enthousiasme avec les princes et bâtissaient aussi de nombreuses maisons.

Un soin particulier était accordé à l'agriculture et à l'arboriculture. Zabid comptait, sous Ashraf II, vingt-six pressoirs à huile. Ce souverain fit aménager, dans la vallée, un magnifique parc auquel il donna curieusement le nom de Siryaqûs (Syracuse ?) et qu'il garnit d'essences rares, d'arbres au bois précieux et de plantes exotiques. C'est à ce même

souverain qu'on doit l'introduction du riz à Zabid. De magnifiques palmeraies entouraient la cité, qui possédait aussi, nous informe Ibn Baṭṭûṭa, « beaucoup de jardins et de fruits tels que bananes et autres » [35].

La taxe sur les dattes constituait une source appréciable de revenus. Pour encourager les planteurs, Ashraf 1er (1295-1297) mit fin aux abus dont ils étaient victimes. La culture des palmiers reprit de plus belle. Ce souverain en fit planter 1240 au lieu-dit Jahm et 5000 dans un autre lieu de Wâdi Zabid. Les dattiers furent recensés à plusieurs reprises. Malheureusement, nos sources ne nous renseignent pas sur leur nombre au temps des Rasûlides. Nous savons néanmoins que dix ans à peine après la chute de cette dynastie, il y avait, dans la vallée de Zabid, quelque cent vingt mille palmiers soumis à la taxe.

Chaque année, au moment de la récolte des dattes, on prenait le chemin des palmeraies plusieurs samedis de suite, à la recherche de quelques moments de détente. L'instauration, plus exactement la restauration de ces réjouissances qui auraient disparu depuis Teghtakîn, serait due au roi Mu'ayyid. Le sultan lui-même prenait part à la fête. Accompagné de ses intimes et de ses courtisans, il se rendait aux palmeraies où il passait plusieurs jours, puis il allait à la mer. A cette occasion, écrit Ibn Baṭṭûṭa, « il ne reste dans la ville aucun de ses habitants ni des étrangers. Les musiciens sortent aussi et il en est de même des marchands, qui vont débiter les fruits et les sucreries. Les femmes quittent la ville portées par des chameaux dans des litières » [36]. Aux dires des chroniqueurs, « des choses très blâmables » se déroulaient pendant ces festivités : promiscuité, chant et allégresse. Quelque sept cents juristes et puritains ont préféré quitter Zabid plutôt que d'assister, impuissants, à un tel dévergondage. Les historiens ne disent rien de l'usage du vin de dattes lors de ces moments de liesse. Nous savons en revanche que les hauts dignitaires du royaume, le monarque lui-même, s'adonnaient à la boisson et ne s'en cachaient pas.

Sous la sage administration des souverains rasûlides le Yémen sortit de son isolement et se fit une place parmi les puissances de l'Orient. Ils étaient en effet en relation avec les cours de Dahlak, de Bagdad, du Caire, de Delhi, de Ceylan et de la Chine, avec lesquelles ils échangeaient des cadeaux. C'est l'Inde surtout qui exerçait sur eux la plus grande influence, au point que leurs usages étaient conformes à ceux des souverains de ce pays, comme l'avait noté Ibn Baṭṭûṭa.

Le règne des Rasûlides, le plus brillant dans l'histoire du Yémen musulman, fut aussi le plus long : deux cent vingt-cinq ans, si l'on excepte celui des imâms zaydites qui surent garder le pouvoir pendant plus de mille ans. Sans doute, leur fief se limitait souvent à la seule région de Saada. Mais nous verrons bientôt qu'ils eurent parfois la haute main sur une partie importante du Yémen, sans jamais atteindre l'ex-

(35) Ibn BAṬṬUṬA, *Riḥla*, p. 247 ; Dâr Ṣâdir-Dâr Bayrût, Bayrût, 1960 . *Voyages d'Ibn Baṭṭuṭa*, tr. fr. par Defrémery et Sanguinetti, t. II, p. 163, Anthropos, Paris 1969.

(36) Ibn BAṬṬUṬA, *Riḥla*, p. 247 s.

tension territoriale des Rasûlides, moins encore leur splendeur, quand ils étaient au faîte de leur gloire [37].

A l'instar de tous les souverains de l'Arabie du Sud, depuis que cette province musulmane rejeta l'autorité des Abbassides, les Rasûlides eurent maille à partir avec les Zaydites, comme avec les membres de leur propre famille. Leur pouvoir, surtout au déclin de leur dynastie, fut aussi contesté par les mercenaires *mamluks* qui prétendaient imposer leur loi et placer sur le trône l'homme de leur choix. Mais ils eurent surtout à lutter contre le féodalisme tribal qui avait deux principaux foyers d'agitation : le *Ḥaḍramawt* et la *Tihâma*.

Agitation dans le Ḥaḍramawt

Après la disparition tragique d'Ibn Mahdi, en 621/1224, grâce à une coalition tribale composée principalement des Nahd, ces derniers avaient pris une telle ascendance que toutes les tribus non originaires du Ḥaḍramawt, fixées dans cette région, étaient censées appartenir à cette grande confédération. C'est durant cette période trouble que les al-Yamâni, avec l'appui de la tribu des Banu Ḥarâm, jetèrent les fondements d'un nouveau royaume qui avait Tarîm pour capitale. Mas'ûd, le premier souverain de cette dynastie, chercha à agrandir son domaine et attaqua Shibâm. Il mit aussi le siège devant Shiḥr, où régnait Ibn Iqbâl, vassal des Rasûlides. Celui-ci réagit violemment, marcha sur les principales villes du Ḥaḍramawt et finit par s'emparer de Tarîm où il installa un gouverneur à sa dévotion. Mais les Nahd vinrent au secours de leur allié Mas'ud. Sous la conduite de leur chef, Ibn Shammâkh, ils investirent Tarîm et réinstallèrent Mas'ûd, sur son trône.

La réponse des Rasûlides à cette provocation fut prompte : leurs armées envahirent la région. Une fois de plus, l'instabilité des alliances tribales se confirma : Ibn Shammâkh donna d'abord un sérieux coup de main aux Ghuzz puis, alors que le succès était assuré, fit volte face, les attaqua et les expulsa du Ḥaḍramawt. L'agitation et les troubles ne cessèrent qu'avec l'arrivée au pouvoir du sultan rasûlide al-Muẓaffar, qui se lia d'amitié avec 'Umar, fils de Mas'ûd décédé en 648/1250. Le Ḥaḍramawt connut alors une certaine stabilité politique, troublée néanmoins par un chef ambitieux, Sâlim al-Ḥabûẓi, dont le grand-père fut le fondateur de la ville de Ẓufar (620/1223), à laquelle son nom restera longtemps attaché, comme en témoigne Ibn Baṭṭûṭa [38]. Le petit-fils tenta de marcher sur les pas se son illustre aïeul en se taillant un royaume. Il chercha donc, soit par achat, soit par les armes, à mettre

(37) Afin de ne pas alourdir le texte, nous nous permettons de renvoyer, pour les références, à notre travail : Introduction à l'histoire sociale et urbaine de Zabîd, *Arabica*, t. XXV, fasc. 1, p. 48-88 ; voir également les ouvrages d'Ibn al-DAYBA', *Qurrat al-'Uyûn* et *Bughyat al-Mustafîd*, déjà cités.

(38) Ibn BAṬṬUṬA, *Riḥla*, p. 259 ; Voyages, t. II, p. 196. Une erreur s'est glissée dans les deux ouvrages (le premier n'étant qu'une copie du second) à cet endroit où l'on lit : Zafâr al-ḥamûd, au lieu de : Zufâr al-Ḥabûẓi.

la main sur l'ensemble de la région. Mais il se heurta aux forces rasûlides et trouva ainsi la mort (675/1276). C'est sous son règne que la famille Kathîri fit son entrée sur la scène politique du Ḥaḍramawt. Elle sera appelée à y jouer un rôle important, comme nous le verrons bientôt.

Il serait long de retracer, même brièvement, toute l'histoire politique de cette partie de l'Arabie, sans cesse agitée par l'anarchie tribale, l'aspiration à l'indépendance et la lutte pour le pouvoir. Soumise aux Rasûlides qui l'ont gouvernée, soit directement [39], soit par l'intermédiaire de leurs agents à Shiḥr, elle restera sous leur tutelle pendant plus de cent ans. Ce n'est qu'en 723/1323 que le sultan de Tarîm, 'Abdallah al-Yamâni songea sérieusement à en finir avec cette mainmise sur son pays. Il fit donc la guerre aux mercenaires Ghuzz et réussit à les expulser en grande partie de la région. Ils se maintinrent néanmoins à Shibâm d'où ils seront chassés également en 734/1333.

Malgré ces succès militaires, les al-Yamâni restèrent soumis, du moins nominalement, à l'autorité des Rasûlides. En d'autres termes, ils reconnaissaient en eux leurs suzerains, tout en préservant leur autonomie. Leur dynastie gardera le pouvoir jusqu'en 920/1514, c'est-à-dire bien après la fin des Rasûlides (858/1454). Mais à peine sont-ils installés solidement sur leur trône, que leur unité s'en allait en lambeaux. Divisé, le clan des al-Yamâni fut affaibli par les luttes intestines. Les Kathîri en profitèrent pour intervenir dans les affaires du Ḥaḍramawt. Ils mirent aussi la main sur Ẓufâr (807/1404), après en avoir expulsé le dernier descendant d'al-Wâthiq le Rasûlide [40]. Désormais, il fallait compter avec le pouvoir des Kathîri.

Agitation dans la Tihâma

Dans la Tihâma, tant que le pouvoir central restait fort, les nombreuses tribus de la région, toujours turbulentes et prêtes à la rébellion, acceptaient de mauvaise grâce de se soumettre au gouverneur de Zabid. Mais elles mettaient à profit le moindre signe de faiblesse, notamment lors de l'avènement d'un nouveau souverain pour troubler l'ordre public. En effet, il était rare que le nouveau roi fût accepté d'emblée par toute sa proche parenté, notamment par ses frères ou ses oncles paternels. Celui ou ceux qui avaient des prétentions sur le trône s'appuyaient sur une partie des Mamlûks, cherchaient l'alliance de l'Imâm zaydite et n'hésitaient pas à faire appel aux éléments qui se vendaient au plus offrant. Dès lors les tribus de la Tihâma avaient beau jeu. Mais tant que les Rasûlides étaient forts, ils parvenaient à mater facilement la

(39) Après la prise de Ẓufâr par al-Muẓaffar, en 678/1279, il céda cette partie du Ḥaḍramawt à son fils al-Wâthiq, qui en devint le roi. Le pouvoir passa ensuite à ses descendants. Ils se succèderont sur le trône de Ẓufâr jusqu'à leur expulsion par les Kathîrî, en 807 H.

(40) Al-'Alawi, Ṣâliḥ ibn-Ḥâmid, *Tarîkh Ḥaḍramawt*, t. II, p. 605, Maktabat al-Irshâd, Judda, 1366 H.

rébellion. En 741/1340, à la suite d'une atteinte grave à l'ordre public de la part des tribus Ma'âziba, le Sultan Mujâhid saccagea leurs demeures, coupa leurs palmiers-dattiers, fit périr par l'épée et par noyade une partie des leurs et, comble de déshonneur pour ces fières tribus, mit à leur tête une femme pour les commander [41].

Cependant, au déclin de leur dynastie, les souverains au pouvoir n'étaient plus à même de lutter contre ces mêmes tribus. Les troupes parvenaient difficilement à maintenir l'ordre dans la Tihâma, sans cesse menacée par la sédition. Profitant de cet état d'agitation, l'imâm zaydite, qui ne laissait jamais passer l'occasion de s'agrandir au détriment des Rasûlides, envoya ses armées pour mettre le siège devant Zabid (en 1389) et faillit l'occuper. Cette insécurité, bien néfaste au commerce, porta un coup d'autant plus dur à l'économie que les bateaux, en provenance de l'Inde, évitaient le port d'Aden, tant à cause des troubles que du mauvais traitement auquel ils étaient assujettis.

Sous le règne du Sultan 'Ashraf Ismâ'îl (842-845/1438-1441), l'insécurité dans la Tihâma était à son comble. Les armées rasûlides s'attaquèrent aux forces rebelles, remportant parfois des victoires, mais essuyant aussi de sévères défaites [42]. Ces revers militaires eurent pour résultat de hâter la fin de cette dynastie.

Par ailleurs, le détenteur du pouvoir se méfiait de plus en plus des membres de sa parenté, comme de ses sujets yéménites. Pour maintenir le royaume et diriger les affaires de l'Etat, le souverain se reposait essentiellement sur ses serviteurs et ses esclaves. Devenus nombreux et puissants, ils avaient mis le Sultan en tutelle.

Ainsi al-Muẓaffar, qui prit le pouvoir en 845/1441, vit se dresser successivement contre lui trois membres de sa parenté qui firent valoir leur droit sur le trône de Zabid. Le dernier d'entre eux, le roi Mas'ud, n'avait que treize ans. Il fit pourtant la guerre à Muẓaffar et put s'emparer du fort de Taëz en 854. Mais l'Etat moribond ne pouvait s'opposer au despotisme des mercenaires qui étaient les véritables maîtres du pays et y faisaient régner la terreur. Mécontents de Mas'ud, ils proclamèrent un autre Sultan à Zabid en 855/1451. Cette ville, mise plusieurs fois à sac, appela à son secours le gouverneur d'Aden, 'Amir Ibn Ṭâhir. Celui-ci profita de l'occasion pour occuper la ville et s'emparer du pouvoir (858/1454).

Les Tâhirides (1454-1517)

Ils faisaient remonter leurs origines aux Umayyades, mais ils appartenaient en réalité à la puissante confédération des Madhḥij, des tribus montagnardes fixées dans la région de Radâ', au sud-est de Sanaa. Leurs préférences allaient donc aux hauts plateaux où ils pouvaient compter sur les liens du sang et la solidarité agnatique. Aussi ont-ils fait de Miqrâna leur capitale.

(41) Ibn al-DAYBA', *Qurrat al-'uyûn*, t. II, p. 85.
(42) Ibn al-DAYBA', *ibid*, t. II, p. 137.

Leur premier soin, après l'occupation de Zabid, fut d'assurer la sécurité dans la plaine côtière. Ils commencèrent donc par châtier sévèrement les esclaves dont la sédition avait précipité la chute de la précédente dynastie. Maîtres de tout le Yémen inférieur, ils jetèrent alors leur dévolu sur le nord du pays. Mais l'imâm al-Nâṣir leur barrait la route de Sanaa. La lutte pour cette dernière ville, qu'ils ont occupée pendant plus de deux ans, les mit aux prises avec les forces zaydites et coûta la vie au premier de leurs souverains : 'Âmir I (1466). Dès lors, son frère 'Ali, qui régna sous le titre de Mujâhid, limita ses ambitions au Yémen méridional, avec ses trois principales villes : Taëz, Zabid et Aden. Cette politique de prudence sera aussi celle de son successeur. Mais 'Âmir II, qui accéda au trône en 1489, avait des visées autrement audacieuses et réussit là où son homonyme avait échoué. Il établit donc progressivement sa domination sur les hauts plateaux, disputa Sanaa à l'imâm zaydite et y fit une entrée triomphale en 1504, après un siège épique de six mois. Il était dès lors en mesure de résister victorieusement à ses nombreux ennemis. Mais le coup qui devait lui être fatal, ainsi qu'à sa dynastie, allait venir de l'extérieur.

Vers la fin du XV ^{e} siècle, les Portugais faisaient des tentatives pour pénétrer dans l'océan Indien en contournant l'Afrique. Conseillé et peut-être guidé par Ibn Mâjîd, le plus grand navigateur arabe du Moyen Age et précisément un Yéménite – par une ironie du sort – Vasco de Gama réussit à franchir le Cap de Bonne Espérance. Bientôt les vaisseaux portugais terroriseront les Arabes depuis Aden jusqu'au Golfe. Pour faire face à ce nouveau danger, les Mamlûks d'Egypte à l'invitation de la Sublime Porte, envoyèrent une flotte dans la mer Rouge, commandée par Ḥusayn al-Kurdî. Celui-ci s'empara d'abord de Djeddah et la fortifia (1511). Puis n'ayant pas reçu du sultan du Yémen l'aide matérielle qu'il lui avait demandée, il prit d'assaut Zabid, qui fut livrée au pillage pendant trois jours (1516). En outre, les riches de la cité eurent à payer dix mille dinars. C'était la première fois que les Yéménites faisaient connaissance avec les armes à feu : ils en éprouvèrent une grande frayeur. Battus par les Mamlûks qui les avaient pourchassés de place forte en place forte jusqu'aux portes de Sanaa, ils livrèrent la capitale du Yémen après un combat héroïque dans lequel 'Amîr II trouva la mort (1517). Les Ṭâhirides de Taëz et d'Aden opposeront à l'envahisseur un combat d'arrière garde. Mais la lutte sera inégale et le dernier d'entre eux sera pendu au plus haut mât du vaisseau amiral de la flotte turque en l'an 1538.

Commencée déjà à la fin du règne des Rasûlides, la décadence économique du Yémen se poursuivra sous les Ṭâhirides. Le pays était sévèrement touché par le marasme qui avait suivi le boycottage du port d'Aden par les navires en provenance de l'Inde. D'autre part, les tribus de la Tihâma troublaient sans cesse la sécurité de la région et entravaient la marche du commerce. Le règne des Ṭâhirides fut marqué en effet par d'interminables luttes contre les éléments rebelles, au point qu'au moment de la cueillette des dattes, les palmeraies devaient être protégées par les forces du Sultan.

Comme leurs prédécesseurs, mais à un moindre degré peut-être, les Ṭâhirides étaient aussi des bâtisseurs. Néanmoins, ils avaient accordé leurs soins surtout à leur capitale, Miqrâna, à Radâ' et à Juban. Zabid, dont les remparts furent réparés et fortifiés, leur doit aussi quelques belles réalisations. Les chroniqueurs signalent la construction de plusieurs écoles coraniques, comme la *madrasa* manṣuriyya et la *madrasa* ẓâfiriyya. Ibn al-Dayba' ne leur ménage pas ses éloges quand il décrit, dans les détails, la restauration de la mosquée Manâkh effectuée en 1491. Les Ṭâhirides avaient pris soin également de l'agriculture. Pour protéger les terres arables contre les inondations, 'Amir II fit ériger une digue en terre battue en aval de Wâdi Zabid [43].

La situation dans le Ḥaḍramawt était sensiblement différente. Les Tâhirides, durant le bref laps de temps où ils étaient les agents des Rasûlides à Aden (858/1454), avaient cette province sous leur juridiction. Devenus les souverains du Yémen inférieur, ils entendaient évidemment maintenir leur autorité sur le Ḥaḍramawt dont l'instabilité politique était déroutante.

Trois forces principales y étaient en présence : les Yamâni dont la capitale était Tarîm, les Kathîri, anciens agents du sultan Ḥabûẓi et bientôt ses successeurs à Ẓufâr, enfin l'émir de Shiḥr, Muhammad Bâdajâna, de la célèbre confédération des Kinda. On peut y ajouter le pouvoir tribal, toujours turbulent, accordant son soutien au plus offrant.

Le clan des Yamâni, nous l'avons vu plus haut, souffrait de son bipartisme. Quoique affaibli, il restait néanmoins le maître de Tarîm. Mais la désunion de ses chefs offrit aux Kathîri l'occasion de se prévaloir de cette situation confuse pour en tirer le meilleur parti. C'est ainsi qu'en 807/1123, la moitié de Ẓufâr leur appartenait. Dix ans plus tard, ils en étaient les seuls maîtres. Non contents de ce succès, ils entendaient pousser leur avantage pour se tailler un royaume. Ils réussirent effectivement à éliminer petit à petit les Yamâni. En 825 le sultan 'Ali ibn 'Umar, fondateur de la première dynastie Kathîri, s'empara de Shibâm et mit la main sur toute la région du Ẓufar, à l'exception de Shiḥr, qui tombera entre les mains de ses successeurs. La puissance du nouveau sultanat résidait surtout dans la forte personnalité de son chef. Mais à l'instar des autres royaumes du Ḥaḍramawt, il prenait appui sur les forces tribales, toujours versatiles. Aussi devait-il disparaître en 1130/1714, victime de ses propres divisions.

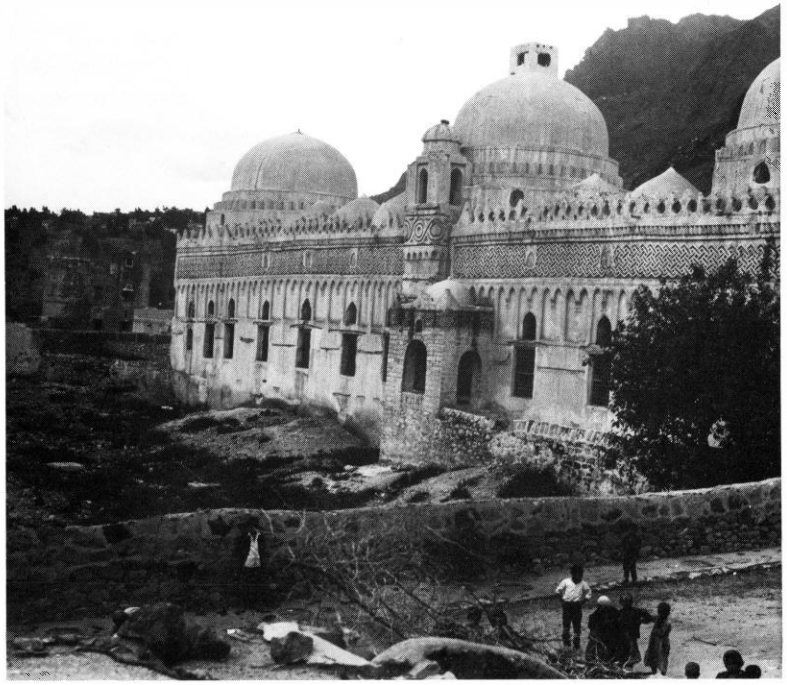
(43) Ibn al-DAYBA', *Al-Faḍl al-Mazîd*, feuillet 50, manuscrit du Caire.Cf. Infra, n° 46.

La troisième puissance dans le Ḥaḍramawt avait à sa tête l'émir Sa'îd Bâdajâna, le maître de Shiḥr [44], durant la première moitié du IX e siècle de l'hégire, c'est-à-dire à un moment où le pouvoir des Rasûlides était au déclin. Profitant de leur faiblesse, cet émir, avec l'assistance des Kinda, sa propre tribu, et des Mahra, auxquels il était apparenté par sa mère, s'est créé une forte armée. Il put ainsi défier les Rasûlides (836/1132) dans leur ultime tentative d'investir le Ḥaḍramawt.

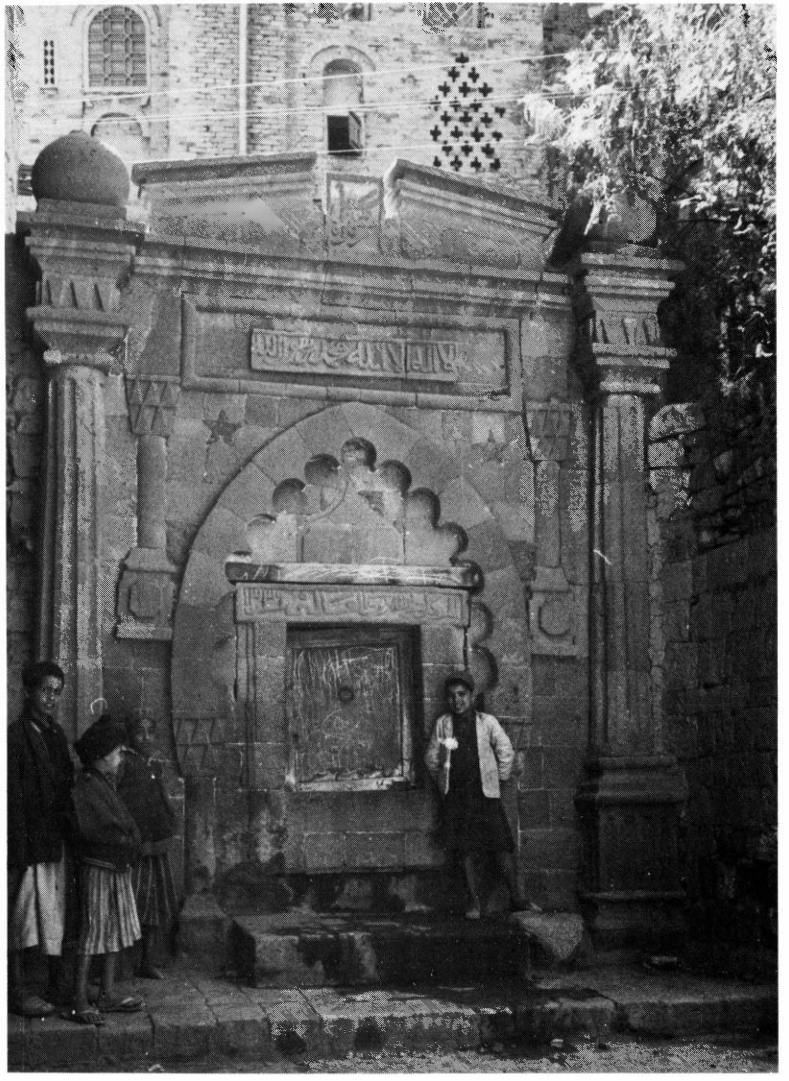
Les Ṭâhirides qui prirent le pouvoir en 858/1454, n'attendaient que l'occasion propice pour soumettre cette province à leur autorité. Elle ne tarda pas à se présenter. En effet, l'émir Muḥammad, fils de Sa'îd Bâdajâna, s'était constitué une flotte commerciale importante dont il tirait vanité. Abusé par sa force navale et mal conseillé par les Yâfi', qui cherchaient à se venger des Ṭâhirides, il tenta d'investir Aden par la mer en 862/1458. Le port, mal défendu, était une proie facile. Mais le sort en avait décidé autrement. A peine en vue d'Aden, la flotte d'invasion dut faire face à une mer houleuse et déchaînée. Deux navires sur les neuf armés pour cette entreprise furent ainsi détruits. La tempête empêcha les autres d'accoster. Entre-temps, le pouvoir central réagit rapidement et envoya des secours pour repousser les assaillants. Conscient de l'échec de son entreprise, Bâdajâna décida de regagner sa capitale. Mais son bateau poussé par un vent violent, échoua près d'Aden. L'émir ambitieux tomba entre les mains de ses adversaires.

Deux ans après l'échec de cette aventure, les Ṭâhirides débarquaient en force dans cette province agitée et faisaient des Kathîri leurs principaux agents. Ces derniers en profitèrent pour mettre la main sur Shiḥr. L'un d'eux, Badr Abu Ṭuwayriq, tenta d'établir son autorité sur tout le Ḥaḍramawt. Pour réaliser ses desseins, il lui fallait une armée dont la fidélité ne lui ferait pas défaut dans les moments décisifs. Aussi fit-il appel à des mercenaires turcs qui devinrent le fer de lance de ses troupes. Ainsi il put s'emparer de Shibâm, de Tarîm (927/1521) et d'autres localités importantes du Ḥaḍramawt. Diplomate habile, il sut se faire reconnaître à la fois par la puissance ottomane et par l'imâmat zaydite. Mais il dut faire face à un danger extérieur : les Portugais. Leur entrée, dans l'océan Indien, fit du Ḥaḍramawt, jusqu'ici une province d'importance secondaire, un centre névralgique : ses principaux ports, notamment Aden et Shiḥr, commandaient dans une large mesure la route des Indes. Aussi les puissances engagées dans la région, les

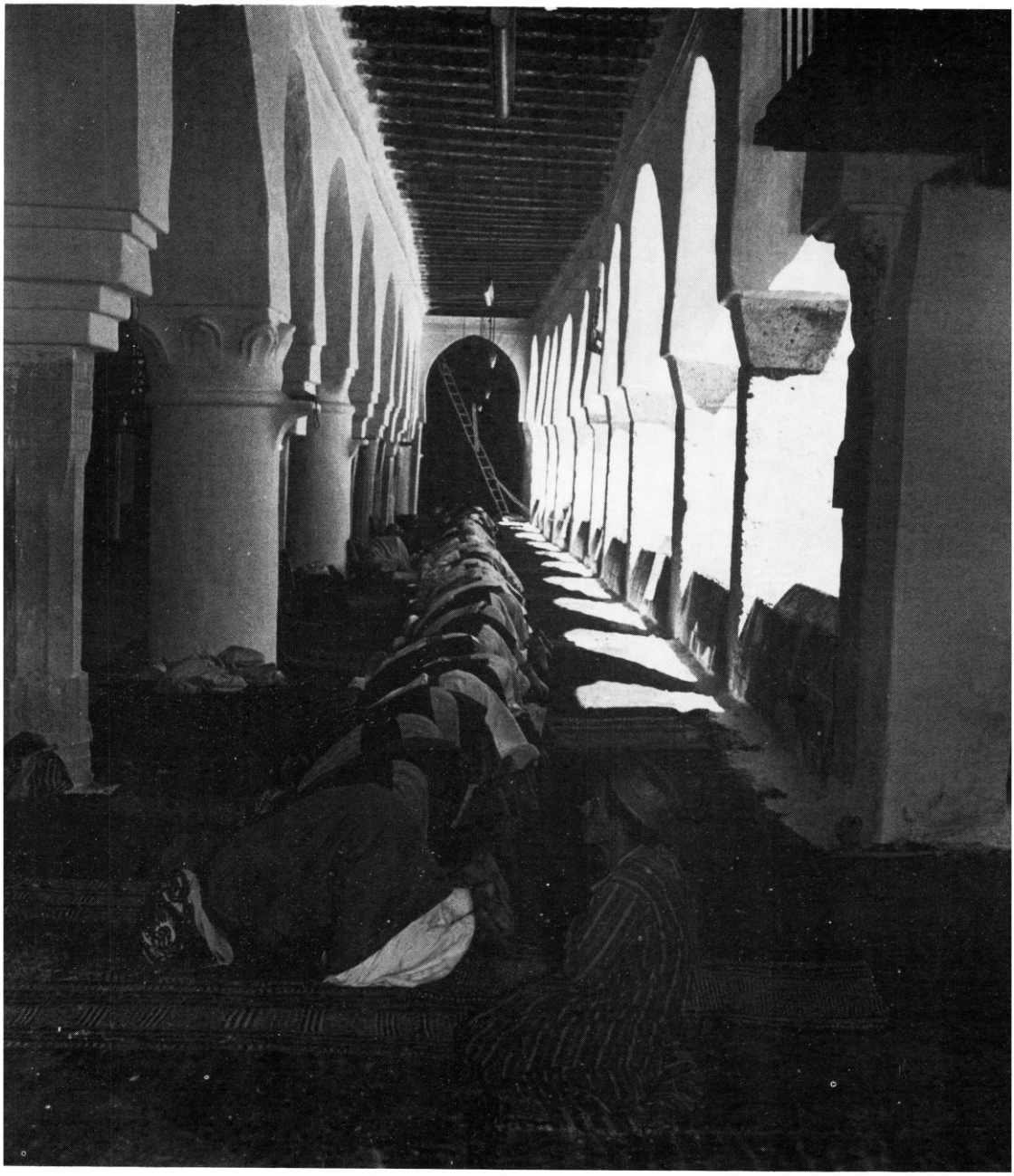
(44) Shihr désigne à la fois une région et une ville. Les anciens géographes entendaient par Shiḥr le littoral du Ḥaḍramawt, de Mahra jusqu'à l'Oman (HAMDANI, *Ṣifat Jâzirat al-'Arab*, p. 57 et n° 4 ; édité par al-Akwa', Dâr al-Yamâma, Riyâḍ, 1974). Ce nom désigne aussi une ville, aujourd'hui en pleine extension, dont la date de fondation semble incertaine. Elle serait ancienne et aurait été jadis connue sous le nom d'al-'As'â', mentionné par le géographe al-Hamdâni (Hamdâni, *ibid.*, p. 54 et 66). Il ne s'agit donc pas de Mukalla, comme l'affirme l'historien yéménite contemporain Muḥammad al-Akwa' (Hamdâni, ibid. p. 57, n° 4). C'est cette dernière cité qui aurait été bâtie par le roi rasûlide al-Muẓaffar (al-'ALAWI, *Tarîkh Ḥaḍramawt*, t. II, p. 557). Mais ce souverain, qui s'était emparé de Shiḥr en 677, l'aurait agrandie et fortifiée. Toujours est-il que Shiḥr était soumise aux Rasûlides qui la gouvernaient, ainsi que la plus grande partie du Ḥaḍramawt, par l'intermédiaire de leurs agents, jusqu'à leur chute et l'avènement des Ṭâhirides.



Cl. 1 — Une mosquée de Taëz de l'époque rasûlide.



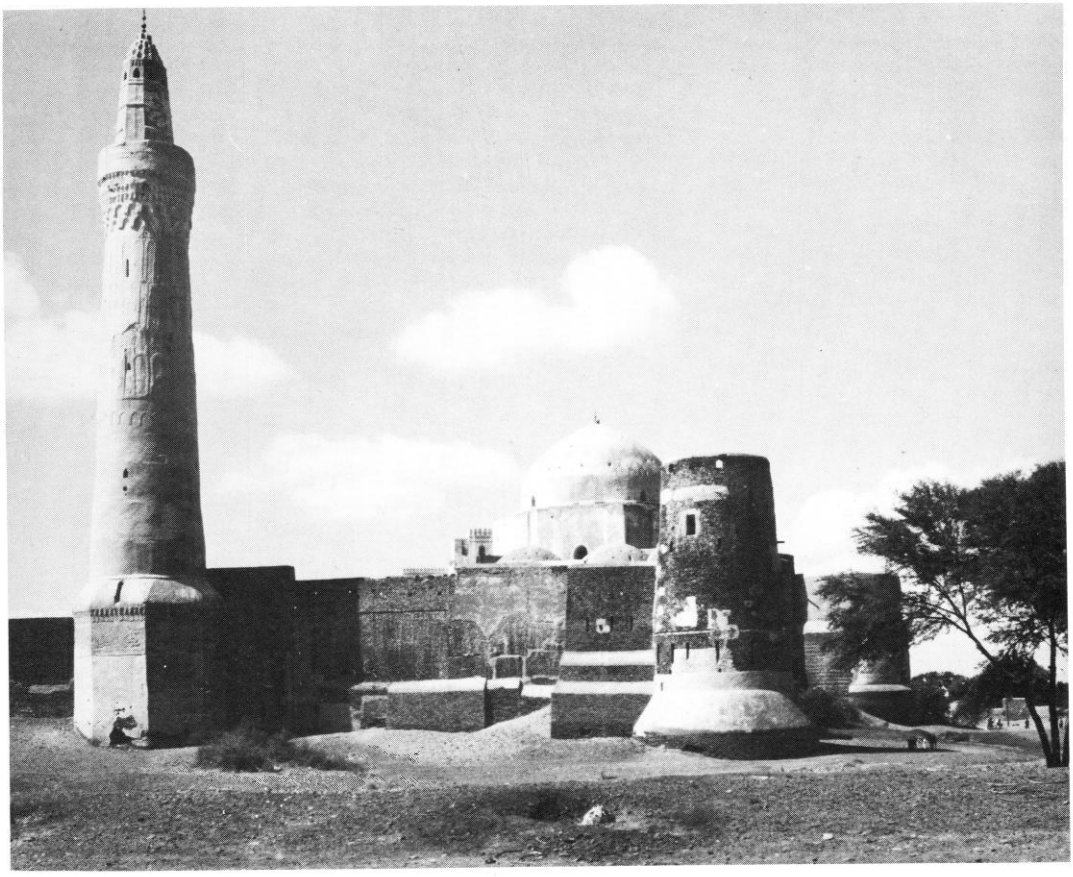
Cl. 2 — Un *sabîl* à Sanaa : fontaine publique mise à la disposition des passants par un acte de donation pieuse. Le petit panneau de bois préserve l'eau de la poussière de la rue et lui garde sa fraîcheur.

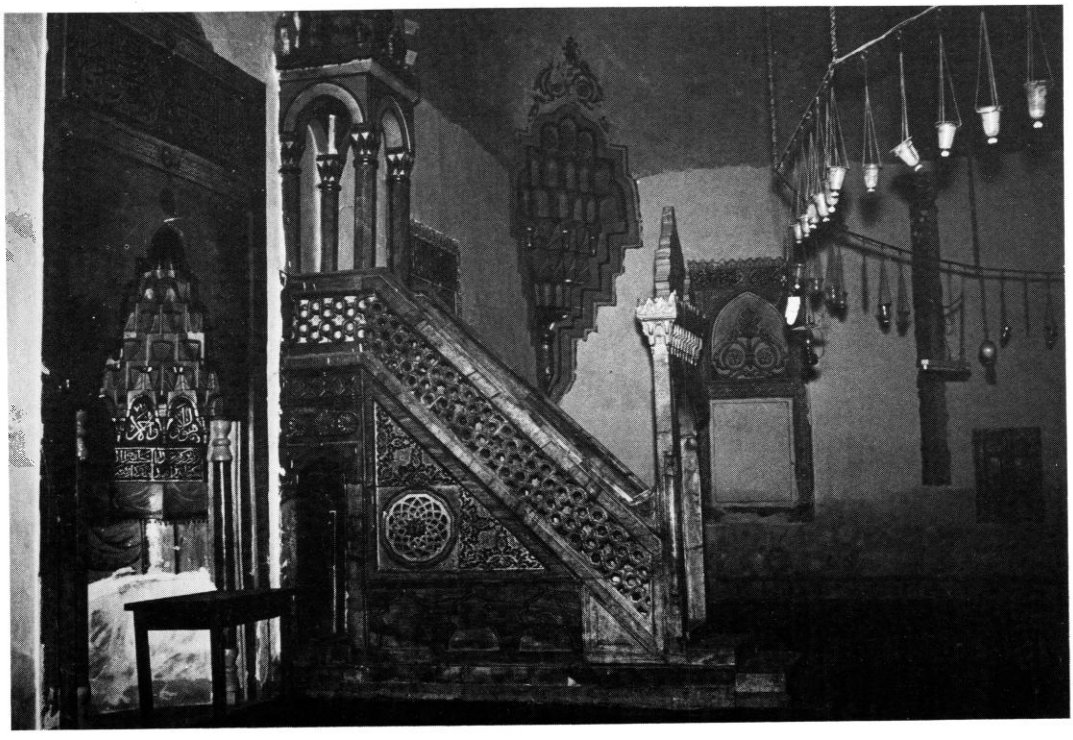


Cl. 3 — La prière publique à la grande mosquée de Sanaa. A noter qu'une partie du chapiteau de la première colonne de droite, ainsi que la colonne de gauche remontent à l'époque ḥimyarite.

Cl. 4 — *Jâmi'* Iskandar Pacha al-Mawz à Zabid.

Cl. 5 — L'intérieur d'une mosquée de Sanaa : à noter la chaire en bois sculpté et le *mihrâb*.





Cl. 6 — Mausolée de l'Imâm al-Hâdi, le fondateur du Zaydisme au Yémen, à l'intérieur de la grande mosquée qui porte encore son nom à Saada.

Portugais, les Ottomans et les princes locaux, allaient-elles se livrer à une lutte acharnée pour leur possession. Elles ont cherché aussi à contrôler ceux de la mer Rouge, notamment Ḥudayda, Mukha et Kamarân.

Après la mort tragique de 'Amir II, le dernier des souverains ṭâhirides (en 923/1517), les Mamlûks d'Egypte étaient les maîtres du Yémen inférieur, alors que Saada et même Sanaa (pour une brève durée) étaient entre les mains de l'imâm zaydite.

Les Ottomans au Yémen

Entre-temps, l'Egypte avait changé de maîtres. Les Mamlûks ont été écrasés, par les Ottomans, à Marj Dâbiq et le dernier de leurs sultans envoyé au gibet. Ceux d'entre eux qui se trouvaient en Arabie ont jugé prudent d'unir leurs forces et de chercher refuge à Zabid. Là, sous la conduite d'un des leurs, ils tenteront de se tailler un nouveau royaume. Ce sera « l'état circassien du Yémen » (1516-1538).

Maîtres de Zabid qu'ils avaient ravagée, les Mamlûks, rappelons-le, ont investi aussi Sanaa et fait main-basse sur ses richesses. Selon un historien yéménite sans doute enclin à l'exagération, il aurait fallu huit mille chameaux pour transporter le butin du seul commandant. Celui-ci trouva la mort sur le chemin de retour. Attaqués par les tribus de la montagne qui leur infligèrent de lourdes pertes, ses soldats regagnèrent Zabid par petits groupes. Leur nouveau chef, l'Emir Iskandar, dut s'incliner devant les ordres de la Sublime Porte et devint ainsi le premier gouverneur du Yémen dépendant des autorités ottomanes. En fait, l'ancien Mamlûk gardait le pouvoir, tout en acceptant la suzeraineté turque. Cette position ambiguë lui coûtera la vie. L'épisode circassien prendra fin avec l'arrivée, au Yémen, de Sulaymân Pacha.

Devant la progression rapide des Portugais en Inde, la Sublime Porte décida d'endiguer leur avance et de les chasser de la région. Pour réaliser ce projet, les Ottomans, à partir d'Egypte dont ils étaient les maîtres, devaient conquérir aussi les principaux ports de la mer Rouge et de l'océan Indien. C'est ainsi qu'ils ont entrepris la conquête du Yémen. Leur premier acte fut d'en finir avec les anciens Mamlûks et d'occuper Zabid. Pendant une centaine d'années (1538-1636), cette ville sera leur principale (et, pour un bref laps de temps, leur unique) base en Arabie du Sud. De là, ils vont tenter d'assujettir l'ensemble du pays. Les Yéménites, qui n'étaient guère familiarisés avec les armes à feu, n'opposèrent d'abord qu'une faible résistance. Après de durs combats, Sanaa tomba entre les mains de l'envahisseur.

L'imâm zaydite Sharaf al-Dîn et, après lui, son fils Muṭahhar, entreprirent contre les Ottomans une guerre d'usure. Bien à l'abri dans des bastions inaccessibles, les forces de libération épiaient les occasions, frappaient à l'improviste et s'évanouissaient comme des ombres dans les défilés des hauts plateaux. Les pertes de l'armée turque étaient si

lourdes qu'elle finit par capituler (1568). Elle conserva néanmoins Zabid et repoussa tous les assauts des troupes de l'imâm contre cette ville.

Devant cette défaite, la Sublime Porte réagit violemment. Une seconde armée, plus importante que la première fut dépêchée d'Egypte en 1569 et se porta au secours des forces stationnées à Zabid. Elle poursuivit sa route vers Sanaa qu'elle occupa l'année suivante. La mort de l'imâm Muṭahhar en 1573, mit fin provisoirement à toute résistance, et les Ottomans réussirent à établir leur domination sur tout le Yémen. Ce sont les péripéties de cette seconde invasion que nous conte l'auteur du Barq al-Yamâni [45]. Mais les Yéménites, avec des moyens bien rs à ceux de l'occupant, allaient entreprendre une seconde guerre de libération.

A l'appel de l'imâm al-Qâsim, toutes les tribus zaydites du Nord prirent les armes contre l'étranger. L'imâm sut même gagner à sa cause les non-zaydites. Usant des mêmes méthodes que ses illustres predécesseurs, il harcelait les armées ennemies par des attaques rapides et leur tendait des embuscades. Mais il ne s'en tenait pas à la seule guérilla. Il remporta en effet sur les Ottomans une éclatante victoire dans une bataille rangée. L'influence de ces derniers alla en s'amenuisant et ils finirent par perdre Sanaa. Les principales places fortes tombèrent l'une après l'autre entre les mains des patriotes. Acculés, le dos à la mer, n'espérant plus aucun secours, leurs adversaires prirent la sage décision d'évacuer tout le Yémen, y compris Zabid (1636).

Pendant plus de deux siècles (1636-1849) le Yémen recouvra sa liberté. L'imâm symbole de la résistance nationale face à l'occupant, ne connut plus de concurrent parmi les chefs de tribu. Le pouvoir était entre les mains des Qâsimides, du nom du fondateur de cette dynastie, Manṣûr al-Qasim (1598-1620) dont l'action, comme on vient de le noter, fut décisive contre les Turcs. Sous l'égide de l'imâm al-Mutawakkil Ismâ'il (1644-1676), le Yémen refit son unité politique et parvint même à étendre sa souveraineté sur la majeure partie de l'Arabie du Sud, y compris le Ḥaḍramawt. Mais il sera bientôt repris par le démon des contestations. Des anti-imâms affaibliront énormément l'autorité du souverain régnant par des actions subversives, allant jusqu'à la guerre. Ainsi, le maître de Mawâhib, celui-là même qui sera soigné par Barbier, le chirurgien du navire français frété par les marchands de Saint-Malo, aura à combattre deux autres prétendants à l'imâmat. Cette dignité suprême finira par perdre de son auréole : elle ne sera plus qu'un jouet susceptible d'être convoité par tout mâle majeur de la maison hashémite. Le retour à l'anarchie incitera les Ottomans, toujours à l'affût d'une occasion favorable, à réoccuper le Yémen, à partir de Djeddah, en 1849.

---

(45) Qutb al-Dîn al-NAHRAWALI, *al-Barq al-Yamâni fi-l-Fatḥ al- 'Uthmâni*, Dâr al-Yamâma, Riyâḍ, 1967 ; cf. SALIM al-Sayyid Muṣṭafa, *Al-fatḥ al-'Uthmâni al-Awwal lil-Yaman*, Le Caire, 1974.

Et après

La suite de cette histoire fera l'objet de deux chapitres. Pour la période qui va de la fin des Ṭâhirides jusqu'à l'évacuation du Yémen par les Ottomans (1517-1636), les faits ont été schématisés à l'extrême, car ils n'ont d'intérêt que pour celui qui s'occupe de l'histoire de l'imâmat zaydite. Devenu une province turque, le Yémen a perdu son indépendance, malgré la lutte des imâms pour conserver un semblant d'autorité. L'occupation étrangère leur rendit, en réalité, un service inespéré. En écrasant toute résistance, sauf celle de la religion, les envahisseurs, eux-mêmes musulmans, devaient donc témoigner un certain respect aux descendants du Prophète. Epargnés ainsi par les occupants qui n'éprouvaient pourtant aucun scrupule à faire exécuter les opposants, les imâms zaydites incarnaient désormais, aux yeux du peuple yéménite, la légitimité et le pouvoir national, malgré leurs origines étrangères.

Tout autre sera le sort du Ḥaḍramawt. La position stratégique de son littoral, sur la route des Indes, fera de lui l'enjeu des luttes entres les puissances engagées dans cette partie du monde pour la maîtrise des mers, surtout après l'échec des Portugais devant Aden. Ce port leur résista une première fois, en 908/1503. Avec des forces bien plus importantes, ils devaient récidiver en 919/1513. Malgré la destruction des installations portuaires et les lourdes pertes infligées aux défenseurs, les assaillants furent finalement repoussés et la ville resta entre les mains des autorités locales. L'agent des Ṭâhirides à Aden, après la mort tragique du dernier de leurs souverains, se déclara son successeur. Mais il n'en avait ni la force, ni l'envergure. Une lutte épisodique contre l'imâm Sharaf al-Dîn tourna au désavantage du Ṭâhiride. Il tenta donc de rallier à sa cause la puissance ottomane. Sulaymân Pacha, dont la flotte mouillait au large d'Aden, mit traîtreusement fin à l'aventure de ce franc-tireur et occupa le célèbre port (954/1538).

L'échec des Portugais devant Aden les incita à attaquer d'autres villes côtières. Shiḥr eut à souffrir particulièrement de leurs assauts (en 929/1523 et 942/1535). Une fois de plus, ils échouèrent devant la défense désespérée des Arabes. D'ailleurs le sultan Badr Abu Ṭuwayriq renforça singulièrement son potentiel militaire, par suite d'un accord conclu avec le fameux conquérant d'Aden : Sulaymân Pacha. Celui-ci fit même de lui le représentant de la Sublime Porte sur tout le Ḥaḍramawt. Mais le nouvel agent des Ottomans connaissait, par expérience, la duplicité de son allié. Aussi, en dépit de l'importance de Shiḥr et pour échapper précisément à l'emprise de la flotte turque, transféra-t-il le siège de son gouvernement à Say'ûn, qui devint ainsi la capitale du sultanat Kathîri.

Arrêtons-là cette incursion dans l'histoire du Ḥaḍramawt, car elle se confond désormais avec celle des tribus. L'hégémonie à laquelle Abu Ṭuwayriq avait consacré ses talents et son énergie fut de courte durée. A l'instigation de quelques membres de sa propre famille, qui s'estimaient brimés, les chefs de tribus fomentèrent des troubles un peu partout dans cette province toujours en ébullition. Les Mahra firent même appel aux Portugais qui n'en espéraient pas tant. Grâce à l'assis-

tance des forces locales, ils purent s'emparer du port de Maqshin (955/1548). Le despotisme de Badr dressa contre lui son propre fils 'Abdallah, qui se mit à la tête des révoltés et fit arrêter son père (976/1568). Dès lors ce ne sera plus qu'une succession de coups d'état et de révolutions de palais. Un des principaux successeurs du grand Abu Ṭuwayriq, le prénommé Badr Ibn 'Umar, se convertit même au zaydisme. Sous l'imâmat d'al-Mutawakkil Ismâ'îl, l'armée zaydite envahit le Ḥaḍramawt (1070/1659). Cette occupation sera de courte durée. Quant au sultanat Kathîri, malgré un sursaut d'énergie, il disparaîtra dans le premier quart du XVIII[e] siècle, victime, comme ceux qui l'ont précédé, de l'agitation tribale. Il renaîtra de ses cendres en 1823 et reprendra possession de Sayûn, son ancienne capitale. Il aura pour grand rival le sultanat des Qu'aytî, qui établira son siège à Shibâm. L'un et l'autre sultanat ne put voir le jour que grâce à l'émigration des Ḥaḍramis aux Indes, plus particulièrement à Haydarabad, et aux richesses qu'ils ont pu y acquérir en s'enrôlant dans l'armée.

L'avènement de la République a mis fin au régime des roitelets. Mais il ne semble pas que le pouvoir tribal ait dit son dernier mot, tant au Nord qu'au Sud-Yémen [46].

Chronologie

575	Fin de l'occupation du Yémen par les Abyssins chrétiens ; le Yémen devient une province de l'empire sassanide.
622	Muḥammad se réfugie à Médine ; c'est l'an 1 de l'Hégire.
628	Mort de Khusraw II, assassiné par son fils.
628-630	L'Islam se répand au Yémen ; Bâdhân conclut un accord avec Muḥammad.
630	Prise de La Mekke par Muḥammad.
632	Al-'Aswad al-'Ansi apostasie et prend le pouvoir à Sanaa ; il est tué par ses lieutenants. Mort de Muḥammad ; califat d'Abu Bakr.
633	L'apostasie embrase aussi le Ḥaḍramawt et la Yamâma ; elle est sévèrement réprimée par Abu Bakr. Le Yémen devient une province de l'Etat musulman.
634	Mort d'Abu Bakr ; califat de 'Umar.
644	Califat de 'Uthmân.
656	Assassinat de 'Uthmân ; califat de 'Ali.
657	Bataille de Ṣiffîn entre les partisans de 'Ali et ceux de Mu'âwiya.
660	Mu'âwiya proclamé calife à Damas ; il envoie une armée contre le Yémen.
661	Mort de 'Ali.
740	Mort de Zayd, fondateur du zaydisme.

(46) Les manuscrits cités ont été depuis édités par nos soins. Cf. Ibn al-Dayba', *Neuf siècles d'histoire de l'Arabie du Sud : 622-1517*, édition critique par J. CHELHOD, Publications du Centre yéménite de recherches et d'études, Sanaa et Beyrouth, 1983.

746	L'agitation ibâḍite gagne le Ḥaḍramawt où 'Abdallah ibn Yaḥya al-Kindi, proclamé imâm, se soulève contre le pouvoir umayyade.
747	Sanaa, La Mekke et Médine prises par les Khârijites ; ils sont écrasés par les forces umayyades.
750	Début du califat abbasside.
757	Ma'n ibn Zâ'ida nommé gouverneur du Yémen.
763	Répression sauvage dans le Ḥaḍramawt.
786	Califat de Harûn al-Rashîd.
809	Mort d'al-Rashîd ; califat d'al-Amîn.
812	Califat d'al-Ma'mûn.
815	Ibn Ṭabâṭabâ se révolte à Kûfa ; Ibrâhîm al-Kâẓim cherche à mettre la main sur le Yémen.
819	Ibn Ziyâd est dépêché au Yémen par le calife al-Ma'mûn.
820	Fondation de Zabid.
829	Yu'fir ibn 'Abdallah se révolte à Shibâm, près de Sanaa.
884-915	Les Carmates au Yémen.
898	Début de l'imâmat zaydite.
821-1012	Les Ziyâdides (Zabid).
839-1003	Les Yu'firides (Shibâm et Sanaa).
898-1962	Les Zaydites (Saada, Sanaa, Taëz).
1012-1160	Les Najâḥides (Zabid).
1047-1138	Les Ṣulayḥides (Sanaa et Jibla).
1077-1173	Banu Zuray' (Aden).
1099-1173	Banu Ḥâtim (Sanaa).
1158-1173	Banu Mahdi (Zabid).
1173-1229	Les Ayyûbides (Sanaa).
1229-1454	Les Rasûlides (Taëz et Zabid).
1454-1526	Les Ṭâhirides (Miqrâna et Aden).
1497	Vasco de Gama double le Cap de Bonne Espérance.
1516-1538	L'état circassien du Yémen (Zabid).
1538-1636	Le Yémen, une province de l'Empire ottoman.
1636-1849	Le Yémen retrouve son indépendance sous l'égide de l'imâmat zaydite.
1839	Occupation d'Aden par les forces britanniques.
1849-1918	Les Ottomans réoccupent le Yémen.

II

HISTOIRE DE LA PENSÉE RELIGIEUSE AU YÉMEN

Etienne RENAUD

Chaque année, les Yéménites célèbrent *jum'at rajab*, le premier vendredi du mois de *rajab*, qui marque la conversion du Yémen à l'Islam, du vivant même du Prophète. Et ils s'enorgueillissent de cette conversion en bloc, sans coup férir. Un *ḥadîth* célèbre du Prophète Muḥammad ne dit-il pas : « *al-'imânu yamânin wa l-ḥikma yamâniyya* ». « La foi est yéménite et yéménite est la sagesse» . La sourate CX du Coran, (*al-naṣr*), célébrant la victoire de la nouvelle foi, aurait été révélée à l'occasion de la conversion du Yémen.

La réalité historique est certainement plus complexe, et probablement il fallut plusieurs décades, voire plusieurs siècles, pour que le Yémen devienne un pays vraiment musulman. Dans le processus initial d'islamisation, on peut distinguer trois phases : d'abord des contacts sporadiques avec le prophète de l'Islam, par les caravanes de marchands qui chaque année se rendaient en Arabie et jusqu'en Syrie. Puis la neuvième année de l'Hégire voit des délégations officielles de quelques tribus yéménites (particulièrement les Hamdân et les 'Ashâ'ira de la Tihâma) allant rencontrer le Prophète à Médine. Enfin Muḥammad envoie lui-même de ses « compagnons », dont les plus connus sont Mu'adh Ibn Jabal et Farwah Ibn Musayk, pour soutenir le zèle des nouveaux croyants, et percevoir l'impôt religieux de la *zakât*. C'est du vivant du Prophète que date la première mosquée du Yémen, à Janad près de Taëz, ainsi que celle qui allait devenir la Grande Mosquée de Sanaa.

La conversion des quelques centaines de Perses qui occupaient le Yémen, descendants de ceux qui avaient contribué à libérer le pays du joug abyssin, aida certainement l'Islam à prendre racine. Mais dès les

premières années, des réactions nationalistes durent être matées, telle la rébellion (*ridda*) de al-Aswad al-'Ansi.

Les troubles causés par la succession de Muḥammad, en particulier la confrontation entre l'Omeyyade Mu'âwiya et 'Alî Ibn Abî Ṭâlib, eurent leurs échos jusqu'au Yémen. C'est un fait bien connu, d'autre part, que les Yéménites prirent une part active dans les conquêtes de l'Islam.

Le peu de renseignements que l'on possède sur l'histoire du Yémen au temps des califes omeyyades et des premiers Abbassides ne doit pas être pris pour un signe de sa tranquillité. Le pays était divisé en trois gouvernorats, respectivement Sanaa, Janad et le Ḥaḍramawt.

Le troisième siècle de l'Hégire est très important pour l'histoire musulmane du Yémen. Tout d'abord Zabid, sous la direction de Muḥammad Ibn Ziyâd, devient le foyer d'un royaume indépendant du califat abbasside. Quelques années plus tard, les Bani Ya'fûr, une vieille famille yéménite, avec leur capitale à Shibam, secouent également le joug abbasside. Puis le Yémen connaît une période troublée avec la venue de missionnaires carmates, 'Alî Ibn Faḍl et Manṣûr al-Yaman. Le mouvement carmate, né parmi les classes frustrées de l'empire abbasside de Bagdad, était une doctrine ésotérique d'inspiration isma'ilite, qui prônait un collectivisme contestataire. Pendant un quart de siècle, les carmates guerroyèrent dans le Yémen, allant jusqu'à occuper Sanaa pendant trois ans. C'est dans ce contexte troublé qu'arrive en 898 au Yémen, al-Hâdi Yaḥyâ Ibn al-Ḥusayn, le fondateur du *zaydisme* yéménite.

Le nom de « Zaydisme » vient de son chef de file, Zayd ibn 'Ali, arrière-petit-fils de 'Ali Ibn Abi Ṭâlib par Ḥusayn et Zayn al-'Âbidîn. Au début du II ^{e} siècle de l'Islam, il avait essayé d'arracher le pouvoir aux Omeyyades de Damas en regroupant les mécontents dans la région de Kûfa. Tentative de révolte rapidement matée dans le sang : Zayd lui-même trouva la mort en 122/740. Mais le nom de Zayd devint le porte-drapeau d'un mouvement qui, grâce à son fils Ḥasan, se répandit au bord de la mer Caspienne où il se maintint trois siècles, et grâce à un autre alide, Muhammad ibn Ibrâhîm Ṭabâṭabâ, fut propagé au Ḥijâz, où il ne prit pas vraiment racine. C'est au Yémen que le zaydisme connut la meilleure fortune, vu que, bon an mal an, il s'y maintint pendant dix siècles.

Le fondateur du Zaydisme au Yémen, Yaḥya Ibn al-Ḥusayn, était le petit-fils de Qâsim al-Rassi, et par lui de la descendance de 'Ali Ibn Abi Ṭâlib. Il fut invité à arbitrer des conflits entre les tribus du Nord-Yémen. Par un jeu habile de combats et d'alliances, il réussit à prendre pied dans la région de Saada et à recevoir l'allégeance de nombreuses tribus. Il fit un pacte avec les chrétiens et les juifs de Najrân. Son tombeau est encore vénéré à Saada. Il n'est pas douteux que l'imâm Yaḥya Ibn Ḥusayn apportait avec lui un Islam de haute tenue, proche du Coran et soucieux de justice. On peut même penser que sa venue marquait le début de l'islamisation en profondeur du Yémen. Mais avant d'étudier plus en détail les caractéristiques religieuses du zaydisme, il faut revenir

à l'entrée en scène de son fondateur au Yémen, car l'histoire personnelle d'al-Hâdi est une clé pour l'histoire du Yémen.

Il s'agit donc d'un « outsider ». Plus précisément, c'est un homme du Nord, un fils de 'Adnân, par opposition aux véritables Yéménites de tribus, qui sont qaḥṭânides, soit descendants de Qaḥṭân, une autre souche de Sémites. A cet outsider, les chefs de tribu vont faire allégeance (*bay'a*) en reconnaissant sa qualité d'arbitre de conflits, en échange de quoi sa personne, sa famille et sa résidence sont considérés comme sacrés, et ne sont pas entraînés dans les conflits. Ce processus d'arbitrage n'était pas propre à l'imâm al-Hâdi : il s'agissait d'une institution très ancienne, connue au Yémen du Nord sous le nom de *hijra* et au Ḥaḍramawt sous celui de *ḥawṭa*. (C'est en bonne partie par un processus de ce genre que le Prophète Muḥammad avait réussi à étendre son influence sur toute l'Arabie, et la célèbre « Hégire » connote beaucoup plus qu'une simple émigration).

Le fait d'avoir à se faire reconnaître et accepter confère au pouvoir une certaine fragilité, vu qu'il peut être souvent remis en question. En particulier, il n'y a pas, dans ce système, de succession héréditaire, et l'histoire postérieure des imâms zaydites fut témoin de beaucoup de successions contestées, avec parfois deux ou trois anti-imâms cherchant chacun à s'imposer. Quelles sont en effet les conditions requises pour être imâm ? il faut être mâle, adulte, libre (par opposition au statut d'esclave), de la famille de 'Alî et Fâṭima, versé dans les sciences religieuses (c'est-à-dire *mujtahid* comme on le verra plus loin), bon, généreux, craignant Dieu, sain de corps, sain d'esprit, courageux au combat, bon cavalier, administrateur avisé.

Lorsque la succession est ouverte par la mort de l'imâm, c'est le principe de la sélection naturelle qui entre en jeu pour la désignation du successeur. Il est incontestable qu'un tel principe a souvent joué pour maintenir à l'imâmat un haut niveau de qualité, et le Yémen a vu quelques imâms remarquables à travers dix siècles d'histoire mouvementée, au cours desquels l'imâmat zaydite a su se maintenir, tantôt sur une vaste portion du pays, plus souvent retranché dans les montagnes (Shahârah, Dhafâr Dhi Bîn, Thulâ, Kawkabân...) Certains imâms se signalèrent surtout en combattant contre l'envahisseur : d'abord 'Abdallah Ibn Ḥamza (1185-1217), qui de la forteresse de Dhafâr Dhi Bîn lutta contre les Ayyûbides. Et surtout Manṣûr al-Qâsim Ibn Muḥammad (1598-1620) qui regroupa les tribus pour lutter contre l'invasion ottomane ; son fils Muḥammad (1620-1644), acheva de chasser l'envahisseur, et depuis lors, l'imâmat connût au Yémen une assise plus large. Quand le Français La Grelaudière visita le Yémen en 1711, l'imâm avait son siège à Mawâhib, près de Dhamar. Mais la capitale des imâms devint plus souvent Sanaa, qui par leurs soins s'enrichit de nombreuses mosquées et bâtiments publics.

Lors de la deuxième occupation turque, l'imâm al-Mutawakkil Yaḥya parvint à son tour à reconquérir le pays en son entier. Lorsqu'il fut assassiné en 1948 par un éphémère contre-imâm, 'Abdallah al-Wazîr, son fils Aḥmad réussit en un mois à reprendre le pouvoir. Il transporta alors la capitale à Taëz. Quand à son tour, il mourut le 20

septembre 1962, il avait, contrairement à la tradition zaydite, désigné son fils Badr comme prince héritier. Mais déjà la révolution, fomentée par les « Yéménites Libres » (aḥrâr), avec l'aide des Egyptiens, était en marche, et Badr fut chassé de Sanaa par la proclamation de la République (26 septembre 1962). Cette date marquait la fin officielle de l'imâmat au Yémen, mais la révolution ne se fit pas sans mal et c'est seulement au terme de huit ans d'une lutte fratricide, que, de guerre lasse, la République finit par s'imposer, obligeant l'imâm destitué à s'exiler en Angleterre. Badr avait été le 69e imâm à régner officiellement au Yémen, le 100e environ en comptant les contre-imâms, et de la 26e génération après al-Hâdi Yaḥya.

Jusqu'à la Révolution de 1962, le Yémen s'appelait « Royaume Mutawakkilite du Yémen », en référence à la lignée des imâms zaydites. On a insisté sur l'aspect historique pour bien mettre en valeur que le zaydisme, avant d'être une école théologique, est un régime politique islamique. Et puisque l'imâm est choisi parmi les descendants du Prophète, force est donc d'appliquer au zaydisme le qualificatif « shi' 'ite ». Mais il faut tout de suite préciser que cette étiquette « shi'isme » peut conduire à d'importants contre-sens sur l'islam yéménite. Le zaydisme en effet n'a pratiquement rien de commun, ni avec le shi'isme duodécimain de l'Iran, ni avec les multiples ramifications de l'isma'ilisme septimain. Ainsi, la *'ashûra*, passion de Ḥusayn Ibn 'Alî à Karbalâ, n'est pas célébrée. Il n'y a pas de doctrine de l'imâm caché, pas d'exégèse ésotérique du Coran... Il faut affirmer avec force que le zaydisme, a tout à fait une résonnance sunnite. Il se baptise lui-même volontiers : « al-madhhab al-khâmis » la cinquième Ecole, en parallèle avec les quatre écoles sunnites officielles.

Le moment est venu d'entrer plus en détail dans la doctrine zaydite elle-même.

La caractéristique principale de l'Ecole zaydite est d'être profondément influencée par le mu'tazilisme. Et ce n'est pas pur hasard si c'est précisément au Yémen que de très importants manuscrits mu'tazilites, en particulier le *mughni*, ont été découverts il y a une vingtaine d'années, permettant une bien meilleure connaissance de ce mouvement théologique si important. Comme les mu'tazilites, les zaydites aiment à se faire appeler *ahl al-'adl wa l-tawḥîd*, « les gens de la justice et de l'unicité ». D'ailleurs, le chef de file du zaydisme, l'Imâm Zayd Ibn 'Alî, fut en rapport à Baṣra avec Wâṣil Ibn 'Atâ', fondateur du mu'tazilisme au début du VIIIe siècle.

Dans le domaine des « uṣûl al-dîn », le zaydisme reprend à son compte les fameuses cinq thèses du mu'tazilisme.

– Le *tawḥîd* (l'unicité) appelé au Yémen plus volontiers *'ilm al-kalâm*.

Il y a possibilité, et même devoir, pour la raison, de connaître l'existence de Dieu à travers les signes de la création. Mais d'un autre côté, l'accent est mis sur l'inaccessibilité divine ; il faut purifier (*tanzîh*) Dieu de tout anthropomorphisme. D'ailleurs, les attributs divins (*ṣifât*) ne sont pas distincts de son essence. Dieu étant un Etre absolument

spirituel ne peut être vu ni en ce monde, ni dans l'autre, ceci en opposition à la conception sunnite. Le Coran est certes « Parole de Dieu », mais, n'étant pas un attribut subsistant de Dieu, il est créé directement par Dieu. Ces conceptions théologiques confèrent indiscutablement à l'Islam zaydite une grande pureté : la religion populaire véhicule fort peu de superstitions. Pas de culte des saints, de maraboutisme, comme on peut en trouver dans la Tihâma, qui comme nous le verrons, n'est pas d'obédience zaydite.

– Le *'adl* (la justice). Là encore les zaydites souscrivent aux vues du mu'tazilisme : Dieu ne peut vouloir que le meilleur, *al-aṣlaḥ*. L'homme est « créateur » de ses actes par un pouvoir donné par Dieu . Il est donc responsable du bien comme du mal, et Dieu le rétribue en conséquence.

– Le *wa'd* et le *wa'îd* (la promesse et la menace) : rappelle la nécessité des œuvres : le grand pécheur qui ne se repent pas est promis à la peine éternelle.

– Cette quatrième thèse rejoint la très fameuse, « de l'état intermédiaire entre la foi et l'impiété » *manzila bayn manzilatayn*, par laquelle les mu'tazilites, et après eux les zaydites, déclaraient que le croyant pécheur (*fâsiq*) n'était ni un croyant à part entière (*mu'min*), ni vraiment un impie (*kâfir*).

– La cinquième thèse est « la commanderie du Bien et l'interdiction du Mal » (*al-amr bi l-ma'rûf wa-l-nahy 'an il-munkar*). Ceci joue à double sens : devoir de l'imâm à l'égard de la communauté, sorte de justification du bras séculier. Mais aussi devoir des croyants de se révolter contre le tyran (*wâjib al-khurûj 'alâ l-ẓulm*), un précepte qui aura au Yémen de multiples conséquences historiques.

Cette cinquième thèse nous ramène à la question de l'imâmat. On a déjà parlé assez longuement du choix de l'imâm parmi les descendants de 'Alî Ibn Abi Ṭâlib. Pour compléter ce sujet, il convient de noter un fait important : les shi'ites « orthodoxes » considèrent 'Alî comme seul successeur choisi par le Prophète lui-même ; par conséquent Abû Bakr et 'Umar sont des usurpateurs. La majorité des zaydites en revanche, quoique tenant 'Alî pour le plus digne à succéder à Muḥammad, reconnaissent la validité de l'allégeance aux deux premiers califes, appelés curieusement « al-shaykhân ». C'est le point de vue modéré : « tolérer l'imâmat de celui qui est surpassé en mérite, malgré la présence de celui qui le surpasse ». (*Imâmat al-mafḍûl ma'a wujûd al-fâḍil*). Mais ce principe fut interprété diversement dans le zaydisme primitif, donnant lieu à plusieurs tendances (on peut noter jusqu'à six subdivisions : *jârûdiyya, sulaymâniyya, batriyya...*) qui n'ont d'intérêt que pour l'érudition historique.

Par rapport au sunnisme, le zaydisme se distingue encore par un certain nombre de détails : une phrase est ajoutée à l'appel à la prière :

ḥayya 'alâ khayr al-'amal (debout pour la meilleure des œuvres). Les mains restent le long du corps pour la prière. Dans les mosquées zaydites les plus importantes, une porte est aménagée à droite de la *qibla* pour l'entrée de l'imâm. Notons également la tolérance sunnite « *al-masḥ 'alâ l-khuffayn* » qui consiste à épousseter les pieds chaussés au lieu de les laver, comme le prévoient les ablutions rituelles. Question casuistique s'il en fut, mais qui a fait couler beaucoup d'encre. En fait la méthode d'argumentation (à base de ḥadîths et de contre-ḥadîths) est ici plus importante que le sujet lui-même.

Beaucoup plus important et lourd de conséquences est la différence entre le zaydisme et le sunnisme à propos de l'*ijtihâd*. L'*ijthihâd* est l'effort personnel déployé pour résoudre des cas juridiques en applicant l'analogie (*qiyâs*), à partir de textes du Coran ou de la Sunna. On sait que dans le Sunnisme, *l'ijtihâd* ne fut plus reconnu dès le III e siècle de l'Islam, car on considérait que les questions essentielles avaient trouvé leur solution définitive. Au contraire le *madhhab* zaydite reconnaît encore à certains savants particulièrement experts en sciences religieuses le droit d'être des *mujtahid*. On dit *fîl-zaydiyya, bâb al-ijtihâd maftûḥ*, « dans le zaydisme, la porte de l'effort personnel reste ouverte. »

On a vu d'ailleurs, que parmi les conditions requises pour accéder à l'imâmat, il faut précisément être *mujtahid*. Au cours des âges, ce standard de niveau intellectuel s'est souvent trouvé vérifié et de nombreux imâms ont déployé une large activité de recherche religieuse et littéraire. Déjà on attribue au fondateur du zaydisme, Zayd Ibn 'Ali, un ouvrage de *fiqh* (droit religieux), considéré comme le plus vieux du genre. En fait, il est difficile de déterminer la part qui revient à Zayd lui-même. Cet ouvrage a donné lieu à de nombreux commentaires, dont le plus important est *al-Rawḍ al-naḍîr* (le jardin florissant) du Qâḍi Sharaf al-Dîn al-Ṣayyâghi. De l'imâm al-Hâdi Yaḥya, on connaît un important recueil de lettres : *Rasâ'il al-'adl wa l-tawḥîd*. Il convient de mentionner l'imâm 'Abdallah Ibn Ḥamza (1185-1217), auteur du *Shâfi*, ouvrage comportant 50 000 ḥadîth. Un siècle et demi plus tard, Yaḥya Ibn Ḥamza compose plusieurs ouvrages de théologie et un livre célèbre sur l'inimitabilité du Coran (*'i'jâz*). La pensée zaydite est surtout marquée par al-Mahdi Aḥmad Ibn Yaḥya al-Murtaḍa (1393-1394) qui compose le *kitâb al-azhâr* (le livre des Fleurs), ouvrage de base du zaydisme, repris, glosé et commenté par de nombreux auteurs, notamment le qâḍi Aḥmad al-'Ansî dans *al-Tâj al-mudhahhab li-aḥkâm al-madhhab*, (Le Diadème doré des sentences de l'Ecole). Al-Murtaḍa est également l'auteur de *al-Baḥr al-Zakhkhâr* (6 volumes), étude d'ensemble sur les diverses écoles juridiques.

Bien sûr, la production littéraire et théologique n'est pas l'apanage exclusif des imâms. Le Yémen à connu de nombreux théologiens, en particulier, au début du XIX e siècle, le qâḍi Muḥammad Ibn 'Alî al-Shawkânî. On lui doit un volumineux recueil de ḥadîths commentés *Nayl al-awṭâr* (La satisfaction des désirs).

La biographie des imâms, théologiens et juristes, nous est connue par les *tarâjim*, ouvrages très caractéristiques de la littérature zaydite. Pour ne signaler que les plus importants : de Shawkâni, *al-Badr al-ṭâli'*

bi-maḥâsin man ba'd al-qarn al-tâsi', et de Muḥammad Zabarâh, les deux ouvrages *Nashr al-'arf li-nubalâ' al-yaman ba'd al-alf* et *Nayl al-waṭr min tarâjim rijâl al-yaman fî l-qarn al-thâlith 'ashar.*

Mais la majeure partie de cette production théologique et littéraire reste mal connue car elle n'a pas été publiée. Elle était distillée dans les écoles (*madâris*) dont les plus célèbres étaient, à Sanaa, la Grande Mosquée et la « Maison de la Science » (*dâr al-'ilm*). Il y avait des écoles à Dhamâr, Rawḍa, Hûth, Shahârah, Ṣa'da et, près de Ṣa'da, Ḍaḥyân (*dâr al-hijra*)... Ces écoles ont maintenant une activité fort réduite. L'essentiel de l'enseignement religieux se fait actuellement dans les écoles dépendant du ministère de l'Education nationale (chaque jour une classe de religion, au cours des six années du primaire, des trois années du préparatoire et des trois années du secondaire). Tout ceci contribue à niveller les nuances entre Ecoles juridiques, en particulier par le fait que la plupart des enseignants sont égyptiens.

Une question importante reste à poser : qu'en est-il de la communauté zaydite privée d'imâm ? si au cours des âges on a vu des zaydites rigoristes déclarer sans objet la prière commune du vendredi en cas de vacance de l'imâmat, les Yéménites contemporains réagissent avec pragmatisme et ne se posent pas de questions théologiques sur cette situation paradoxale. La justification est tout simplement que lorsque quelqu'un a toutes les qualités requises pour être imâm, on lui doit allégeance. Mais si ce candidat n'existe pas, le système n'en est pas suspendu pour autant. Le Zaydisme peut donc continuer sur sa lancée, mais il est probable que le temps contribuera à estomper les originalités du *madhhab*.

Il va de soi que la zone d'influence zaydite est depuis longtemps stabilisée. Elle inclue la plupart des tribus du nord du pays, couvrant grosso modo la région montagneuse délimitée par le col de Sumâra au sud, la frange du désert à l'est, et la plaine de Tihama à l'ouest. On peut remarquer que cette zone recouvre la région où les structures tribales sont les plus fortes. Ceci s'explique facilement par des raisons politico-historiques : on se trouve zaydites du fait que le Shaykh de la tribu à laquelle on appartient fait allégeance à l'imâm.

Le reste du pays, pour la majeure partie de l'Histoire, a échappé à l'influence durable des imâms zaydites. C'est pourquoi toute la région de Ibb, Taëz, et la plaine côtière de la Tihâma sont restées traditionnellement sunnites. C'est donc la sunna qui nous retiendra maintenant.

On trouve encore au Yémen quelques groupes ḥanafites (par exemple à Zabid). En effet la dynastie des Rasûlides qui régna pendant deux siècles sur la région de Taëz, Zabid et la Tihâma était, du moins à ses débuts, à la suite des Ayyûbides, d'obédience ḥanafite. De même les Turcs, qui à deux reprises vinrent occuper partiellement le Yémen, étaient ḥanafites.

On peut signaler, à cause de l'influence du wahhabisme, quelques éléments ḥanbalites à Ḥudayda et en Tihâma du Nord. Cependant la grosse majorité des sunnites du Yémen relève du rite shâfi'ite.

Le fondateur même de l'Ecole shâfi'ite, l'imâm 'Alî 'Abdallah Muḥammad Ibn Idrîs al-Shâfi'î (mort en 820), est censé être venu jusqu'au Yémen, en quête de ḥadîth. Mais le principal propagateur du rite au Yémen fut al-Qâsim Ibn Muḥammad Ibn 'Abdallah al-Qirshî (mort en 1045). Il eut de nombreux disciples et donna une école à Sahfana, village actuellement sans importance dans le voisinage de Janad. C'est aussi par les livres que la doctrine shâfi'ite se répandit. On peut citer principalement la *Risâla* de l'imâm al-Shâfi'i lui-même et les deux livres du *faqîh* Abû Isḥâq al-Shirâzî (mort en 1083) *al-Lam' fî uṣûl al-fiqh* (la lumière sur les sources du droit) et *al-Muhadhdhab* (le bien-éduqué). Assez rapidement, le centre de rayonnement de l'Ecole shâfi'ite devint Zabid avec ses nombreuses *madrasa* ce fut un rayonnement qui dépassa les frontières du Yémen.

Le grand mérite du shâfi'isme fut de systématiser les sources du droit et de valoriser la Sunna. Il élargit également la notion d'*ijmâ'*, le considérant non pas comme un consensus de savants d'une époque donnée, mais comme le consensus vivant et unanime de la communauté.

Quoique sur le plan du droit, le zaydisme soit considéré comme plus proche de l'Ecole ḥanafite – les fondateurs respectifs, Zayd Ibn 'Alî et Abû Ḥanîfa étaient contemporains et se sont influencés mutuellement –, les nuances de *fiqh* entre le *shâfi'isme* et le *zaydisme* sont minces et relèvent le plus souvent de cas d'espèce. Au temps de l'imâmat, de nombreux juges zaydites étaient nommés dans les régions shâfi'ites. En cas de litige, (par exemple pour les héritages), ils devaient alors appliquer la jurisprudence shâfi'ite, selon un principe commun en Islam. Et si les décisions en haut lieu (*ikhtiyârât al-imâm*) étaient tacitement liantes pour tout le monde, un homme de haute culture religieuse pouvait toujours les contester, au nom même du principe de l'*ijtihâd* reconnu par le zaydisme.

Il n'y a donc pas lieu de parler de divisions doctrinales entre les shâfi'ites et les zaydites. Leurs différences relèvent bien plus de facteurs géo-politiques. On a vu que la zone d'influence zaydite n'avait pas dépassé, de façon durable, la région, des plateaux. Traditionnellement, *al-Yaman al-asfal* (le Bas-Yémen), a eu beaucoup plus de contacts avec Aden et le Ḥaḍramawt. En particulier, les commerçants du Sud-Yémen ont joué un rôle important dans ce brassage d'idées, de cultures, d'opinions religieuses. Et si les circonstances historiques ou sociales ont amené des notables zaydites dans la région de Taëz ou Zabid, on a pu assister le plus souvent à une assimilation progressive, ne serait-ce que par le biais de l'école fréquentée par la deuxième génération.

Maintenant, sous la République, le brassage est encore plus grand : on a déja mentionné l'Education Nationale. Il y a aussi le développement des communications, des moyens d'information (radio, télévision...). Une entreprise lourde de conséquences est actuellement en cours : il s'agit de la codification de la Loi religieuse, par une commission spécialisée regroupant des *'ulamâ'* de tout le pays. Il est clair qu'une telle codification vise à l'unification des divergences d'école, arbitrant le cas échéant dans un sens ou dans un l'autre. Cette codification met un

terme à l'*ijtihâd* individuel et, transformant les préceptes en lois ratifiées par le parlement, ouvre la voie à une évolution ultérieure plus aisée.

Avant de quitter le sujet du sunnisme, il convient de dire un mot du soufisme au Yémen. Traditionnellement, les imâms ont été opposés au soufisme et à sa forme populaire qu'est le culte des saints. On voit donc fort peu de tombes de *walis* dans les régions zaydites et les quelques mausolées de saints (tombe de Job au Nord de Sanaa, Nabî Shu'ayb...) sont loin d'attirer les foules. Les tombes des imâms ne sont pas très visitées non plus.

En revanche, la zone sunnite a accueilli le soufisme et les confréries. Les sultans rasûlides ont même favorisé le mouvement soufi au Yémen. C'est ainsi que les principales confréries soufies se sont trouvées représentées au Yémen : la *ṭarîqa qâdiriyya* du Shaykh 'Abd al-Qâdir al-Jîlânî, la *shâdhiliyya* (introduite par un membre de la famille, le Shaykh 'Alî Ibn 'Umar al-Shâdhili : sa tombe est encore à Mokha, et la légende lui attribue l'introduction du café au Yémen), la *rifâ'iyya*... Même Ibn 'Arabî eut des disciples au Yémen (Abû l-Ghayth Ibn Jamîl) et ses œuvres circulaient sous le manteau. Cependant force est de constater que le Yémen n'a pas connu d'école soufie autonome, à part peut-être la *ṭarîqa* de Aḥmad Ibn 'Alwân (mort en 1266), enterré à Yafrûs près de Taëz, et qui est encore le siège d'une certaine activité, malgré les persécutions de l'imâm Aḥmad.

D'après la tradition, de nombreuses villes de Tihâma doivent leur fondation à un saint personnage. C'est le cas de Mokha avec al-Shâdhili, bayt al-Faqîh avec Ibn 'Ujayl, Luḥayyah avec al-Zayla'i... sans compter de nombreux villages. Des coupoles blanches ponctuent la monotonie de la plaine, et les fêtes annuelles (*ziyâra, mawsim*) sont l'occasion de rencontres et de festivités autour des tombeaux des saints.

Une présentation de l'Islam yéménite serait incomplète sans un mot sur les ismaéliens. L'intérêt de cette question ne réside pas dans leur nombre : il ne doit pas dépasser les 30 000, essentiellement dans la région du Jabal Ḥarâz (autour de Manâkha sur la route Sanaa-Ḥudayda), ainsi que l'un ou l'autre îlot (village de 'Arâs juste au sud de Yarîm, Ṭayba dans le Wâdi Ḍahr) sans compter une partie de la tribu des Yâm dans l'oasis de Najrân (mais ce groupe fait maintenant partie de l'Arabie Saoudite). Mais le mouvement ismaélien a joué un rôle essentiel dans le monde musulman, et en particulier au Yémen.

Quelles en étaient les racines historiques ? Au milieu du VIII[e] siècle, la succession du sixième imâm shi'ite Ja'far al-Ṣâdiq (mort en 765) fut à l'origine d'une division. Une bonne partie de la Shî'a se rangea sous la bannière de son second fils, Mûsa al-Kâẓim, tardivement désigné comme imâm (ce fût l'origine de la Shî'a imâmite, doctrine officielle de l'Iran actuel qu'on appelle également mouvement « duodécimain »). Un autre groupe resta fidèle à son fils aîné Ismâ'îl, et à son petit-fils Muḥammad, considéré comme septième et dernier Imâm visible. D'où

le nom d'ismaéliens ou de septimains donné aux adeptes de cette branche.

Les ismaéliens, persécutés dans l'empire califal de Bagdad, durent vivre dans la clandestinité, gagnant des adhérents par l'activité de leurs propagandistes, les *dâ'is*. A la fin du IX e siècle, l'un d'eux fût Hamdân Qarmaṭ, d'où le nom de *Qarmates* (ou Carmates) donné à ses partisans. Il prêchait une révolution sociale égalitaire, jointe à une sorte de corporatisme des métiers, où l'on s'est plu à voir une des origines de la Franc-Maçonnerie. Le mouvement carmate fut introduit au Yémen par deux propagandistes, Ibn Hawshab qui devait prendre le nom de « Manṣûr al-Yaman » et 'Alî Ibn al-Faḍl. Le premier réussit à prendre pied dans la région du Jabal Maswar, au sud-est de Hajja. Quant à Alî Ibn al-Faḍl, il commença sa mission dans le secteur de Janad – ville dont on a déjà parlé comme siège de la première mosquée Yéménite –, puis dans les montagnes de Mudhaykhira, à 40 kms au Nord-Ouest de Taëz. De là il guerroya contre les diverses dynasties yéménites et contre l'imâm zaydite al-Hâdi, nouvellement arrivé au Yémen. Il réussit même à s'emparer de Sanaa pour trois ans. Cependant le mouvement carmate ne survécut pas aux deux propagandistes, et rentra dans la clandestinité. Remarquons au passage que c'est par une confusion indue de vocabulaire que l'on continue parfois à appeler carmates les ismaéliens du Yémen.

Beaucoup plus important de conséquences fut pour le Yémen le mouvement fâṭimide. Né au début du X e siècle sur les rives de l'Afrique du Nord, à la suite de la propagande ismaélite téléguidée de Syrie, le califat fâṭimide avait d'étape en étape établi un règne brillant au Caire, mettant en échec le califat de Bagdad. Un de leurs *dâ'is*, 'Alî al-Ṣulayḥi, après des débuts modestes dans le Jabal Ḥarâz, parvint à étendre son pouvoir sur tout le pays. Sa succession échut à son fils Mukarram, puis à sa belle-fille, la célèbre Arwâ Bint Aḥmad (1091-1138). Elle établit sa résidence à Jibla, entre Sanaa et Taëz, près de 'Ibb. On lui doit de nombreux travaux, dont en particulier l'aggrandissement de la grande mosquée de Sanaa.

Pendant ce temps, le califat fâṭimide du Caire avait connu une division à la succession du 9e calife Mustanṣir (mort en 1094). Nizâr, le fils aîné du calife, se vit supplanté par son frère al-Musta'li. Ses partisans prirent le nom de nizârites (ismaéliens orientaux), tandis que ceux qui suivirent al-Musta'lî, et parmi eux les Yéménites, furent appelés musta' 'lites. Le dernier imâm visible des musta'lites fût le calife al-Âmir qui tomba sous le coup des « assassins » ismaélites en 1130. Son fils présumé, al-Ṭayyib est l'imâm caché de cette fraction. A la chute des Fâṭimides et au retour officiel de l'Egypte aux doctrines sunnites, les musta'lites vinrent établir leur centre au Yémen. Après la mort de la Reine Arwâ, la dynastie Ṣulayḥide s'éteignit et le premier *dâ'i muṭlaq*, c'est-à-dire le représentant sur terre de l'imâm caché fut Dhu'ayb Ibn Mûsa (son tombeau est à Ḥûth, à mi-chemin entre Sanaa et Saada).

Dès cette époque, les musta'lites envoyèrent leurs propagandistes dans la province du Gujerat, sur la côte ouest de l'Inde, ce qui est à l'origine de la branche ismaélienne des *Bohoras*, (mot gujrati qui veut

dire : commerçant). Les *dâ'îs* successifs furent en très grande vénération, en particulier le troisième, Ḥâtim al-Ḥâmidi, dont la tombe à Ḥutayb près de Manâkha, reçoit chaque année la visite de nombreux pèlerins bohoras. C'est aussi le cas de la tombe du 24e *dâ'i*, Yûsuf Najm al-Dîn Ibn Sulaymân à Ṭayba (village dominant le Wadi Ḍahr dans la banlieue de Sanaa). Ce 24e *dâ'î* est le premier à être de race indienne. Son successeur, le 25e, Jalâl Shams al-Dîn, s'installa en Inde, et à la mort du 26e *dâ'i*, il y eût une scission. La majorité, presque toute *bohora*, se déclara pour un des prétendants, appelé Dâwûd, d'où le nom de Dâwûdites donné à ses partisans. Les autres, presque tous Yéménites, préférent le candidat rival Sulaymân, et furent nommés Sulaymânites. Les deux branches sont représentées au Yémen ; la seconde porte également le nom de *Makârima*, car depuis le XVII e siècle les *dâ'îs* sulaymanites sont tous de la famille al-Makrami.

Les ismaélites du Jabal Ḥarâz ont utilisé leurs contacts avec les communautés indiennes pour émigrer vers Bombay où vers les centres de commerce d'Afrique de l'Est, où les Bohoras ont d'importants intérêts économiques. Au Yémen même, au milieu de leurs divisions internes, tant religieuses que tribales, les ismaéliens ont eu, depuis l'occupation turque de la fin du XIX e siècle, une situation précaire, voyant leurs propriétés confisquées par les envahisseurs. L'imâm Yaḥya lui-même envoya, en 1902, un contingent militaire piller le sanctuaire de Ḥutayb et confisquer de nombreux manuscrits de la secte. De fait, par leurs relations avec l'extérieur et leurs convictions religieuses, les ismaéliens constituaient pour l'imâm une cinquième colonne.

Extérieurement, les ismaéliens ne se distinguent en rien des autres montagnards zaydites. Il est douteux que beaucoup d'entre eux aient connaissance des élaborations théologiques ismaélites, qu'il est donc hors de propos de développer ici. Le caractère ésotérique de leur interprétation du Coran leur a conféré le nom de *bâṭiniyyah*, nom assez couramment employé pour les désigner au Yémen. Par cet aspect de *taqiyya* ou dissimulation de la foi, ils ont, au cours des âges, prêté le flanc aux calomnies. Les travaux récents de Orientalistes (en particulier Ivanow) ont largement eu raison de ces accusations.

Il est intéressant de noter, comme on l'a déjà vu à propos du mu'tazilisme, que le Yémen permet une meilleur connaissance de l'ismaélisme. On peut citer à cet égard le livre : *Tuḥfat al-qulûb*, du *dâ'î* Ḥâtim al-Ḥâmidî (mort en 1199) et les ouvrages *'uyûn al-akhbâr* et *Nuzhat al-afkâr* du *dâ'î* Idrîs 'Imâd al-Dîn (mort en 1428). Même les fameuses *Rasâ'il ikhwân al-ṣafâ*, si controversées, auraient un lien avec les ismaéliens du Yémen.

Malheureusement, un grand nombre d'ouvrages ismaéliens furent détruits en 902/1496, par ordre du sultan ṭâhiride 'Âmir II. Le maître de l'ismaélisme lui-même fut jeté en prison, nous informe l'historien yéménite Ibn al-Dayba' [1]. C'est dire combien cette secte avait perdu de son influence depuis l'époque glorieuse des Ṣulayḥides.

(1) Ibn al-DAYBA', *Al-Faḍl al-mazîd 'ala bughyat al-mustafîd*, manuscrit de Berlin, feuillet 71.

Bibliographie sommaire

ARENDONK C. Van, *Les débuts de l'imâmat zaidite au Yémen*, Leyde, Brill, 1960.

BOUSQUET G.H. et BERQUE J., *Recueil de la loi musulmane de Zaîd ben 'Ali*, Alger, Faculté des lettres, 1941, 87 p.

CANARD M., article « Fâṭimides », *E.I².*, t. II, p. 870-882.

LAOUST Henri, *Les schismes dans l'Islam*, Payot, Paris, 1965.

MADELUNG W., article « Ismâ'iliyya », *E.I².*, t. IV, p. 206-215.

SERJEANT R.B., « The Zaydis », in *Religion in the middle East*, par A.J. Arberry, Cambridge Univ. Press., t. II, 1969, p. 285-301.

SHARAF AL-DÎN, Aḥmad Ḥusayn, *Târikh al-fikr al-islâmi fi-l-yaman*, Le Caire, 1968.

STROTHMANN R., « Al-Zaydiya », E.I.[1], t. IV, 1913, p. 1264-1265.

Sources biographiques des Zaïdites, Paris, C.N.R.S., *Onomasticon Arabicum*, série listing, 1978. Ce travail va de la lettre *'alif* à *ḥâ'*.

III

ONE HUNDRED YEARS OF YEMENI HISTORY 1849-1948

John BALDRY

Résumé en français, par J. Chelhod

Vers la fin de la première moitié du XIX^e siècle, l'Empire ottoman, malgré les revers subis par ses armées, constituait une force avec laquelle l'Occident devait compter. Sa position en Arabie était certes affaiblie : dès 1636 ses soldats furent contraints de quitter le Yémen. Mais les Turcs étaient encore présents au Ḥijâz, dans le Golfe et contrôlaient également le Najd. L'activisme des grandes puissances européennes, de l'Angleterre notammment, dans la mer Rouge, poussait la Sublime Porte à réoccuper le Yémen. Cette action militaire devenait même primordiale après la mainmise de la Grande Bretagne sur Aden en 1839. La faiblesse du pouvoir zaydite, miné par les rivalités politiques et les révoltes tribales augurait favorablement du succès d'une telle opération. Les événements allaient même au devant des souhaits du Sultan, puisque c'est l'Imâm Muḥammad ibn Yaḥya lui-même qui invita le commandant des forces turques, arrivées en renfort à Ḥudayda pour pacifier la Tihâma, à l'accompagner à Sanaa afin d'y rétablir l'ordre. A peine les Turcs ont-ils investi la capitale du Yémen (1849) que ses habitants se soulevaient contre eux, les traquaient et les contraignaient finalement à la fuite. L'Imâm imprudent paya de sa vie sa « traîtrise ». Quant aux Turcs, ils devaient attendre 1872 pour entreprendre une action d'envergure contre le Yémen et réoccuper Sanaa. Dès lors le pays fut agité par des soulèvements quasi permanents pour chasser l'envahisseur. Avec

l'avènement de l'Imâm Yaḥya Ḥamîd al-Dîn, en 1904, la lutte pour la libération du joug ottoman s'intensifia, marquée notamment par le siège et l'occupation momentanée de Sanaa (1905) et la bataille de Shahâra où les forces turques subirent une défaite cuisante. L'Imâm Yaḥya réussit finalement à arracher à la Sublime Porte l'autonomie interne de son pays sous l'égide du pouvoir zaydite (traité de Da''ân, en 1911). La grande ambition de cet Imâm était de préserver son indépendance et d'étendre son autorité sur l'ensemble du Yémen. Mais il devait faire face aux pressions et aux convoitises des Puissances occidentales. Très habilement il sut tirer parti de leurs dissensions et mener à bon port son pays durant les deux Guerres mondiales. Mais il réussit moins bien avec son grand voisin, le roi Abdul 'Azîz ibn Sa'ûd, à qui il dut céder al-'Asîr et Najrân (traité de Ṭâ'if, 1934). En contrepartie, il se débarrassa définitivement des Idrîsides qui avaient mis la main sur la Tihâma.

Sa politique intérieure fut un mélange de patriarcalisme et de despotisme. Pour garder la haute main sur le pays, il maintint le peuple dans l'obscurantisme. Son refus de toute réforme poussa les Yéménites libres à son élimination (1948).

A l'intention du lecteur français non familiarisé avec l'anglais, nous donnons ci-après un tableau chronologique des principaux événements qui ont marqué l'histoire de l'Arabie du Sud de 1849 à 1948.

Chronologie

1636 : Retrait des forces turques du Yémen.
1712 : Visite des marins français à l'Imâm de Mawâhib.
1762 : Niebuhr au Yémen.
1803 : Les Wahhabites occupent La Mekke.
1805 : Les Wahhabites occupent Médine.
1812-1819 : A la demande de la Sublime Porte, les armées égyptiennes de Muḥammad 'Ali écrasent les forces wahhabites.
1819 : L'Imâm reconnaît la suzeraineté ottomane, en échange de la restitution, par les Turcs, des parties de la Tihâma occupées par les Wahhabites, à l'exception d'Abu 'Arîsh.
1836-1840 : Troubles dans la Tihâma ; les forces égyptiennes occupent al-'Asîr et s'installent à Ḥudayda.
1839 : La Grande Bretagne s'empare d'Aden.
1840 : Les forces égyptiennes se retirent du Yémen.
1840 : Sharîf Ḥusayn Ibn 'Ali, gouverneur du Mikhlâf al-Sulaymâni *dont la capitale est Abu 'Arîsh, occupe Ḥudayda et se déclare vassal de la Sublime Porte. Il s'empare aussi de Mokha, Zabid et Ḥays.*
1848 : Troubles dans la Tihâma ; Sharîf Ḥusayn est prisonnier de l'Imâm.

1849 : Libéré, Sharîf Ḥusayn demande l'aide de la Porte. Arrivée d'une force expéditionnaire turque à Ḥudayda. L'Imâm Muḥammad ibn Yaḥya sollicite l'aide des armées turques contre son rival 'Ali ibn Mahdi.

1849 : Les forces turques entrent à Sanaa sans coup férir. Soulèvement à Sanaa contre les Turcs qui se retirent à Ḥudayda. L'Imâm complaisant est exécuté.

1863-1864 : Troubles dans la Tihâma ; la Sublime Porte demande au gouverneur d'Egypte de rétablir l'ordre.

1865 : Après la pacification de la Tihâma, les forces égyptiennes stationnent à Qunfudha.

1869 : Ouverture du Canal de Suez.

1871 : L'émir de 'Asîr attaque les forces turques dans la Tihâma et les boute hors du mikhlâf al-Sulaymâni *; elles se réorganisent à Ḥudayda.*

1871 : La Sublime Porte envoie au Yémen de nouvelles forces.

1872 : Défaite totale de l'émir de 'Asîr ; les Ottomanes annexent le Mikhlâf.

1872 : Troubles graves dans le Yémen supérieur ; l'Imâm 'Ali ibn Mahdi et ses rivaux demandent l'intervention des Turcs. Ces derniers investissent Sanaa et étendent leur autorité sur une grande partie du pays.

1890 : Avènement de l'Imâm al-Manṣûr Muḥammad ibn Yaḥya Ḥamîd al-Dîn.

1891 : Les tribus yéménites se révoltent dans les hauts plateaux et occupent plusieurs localités.

1892 : Sanaa et d'autres villes sont assiégées par les forces de l'Imâm ; les Turcs cèdent partout du terrain.

1893 : Faydi Pacha est dépêché par la Sublime Porte pour secourir les assiégés. Fin du siège de Sanaa ; représailles exercées par les forces d'occupation.

1894-1896 : Troubles dans les Hauts plateaux ; dynamitage des maisons des hauts fonctionnaires turcs. La Sublime Porte propose à l'Imâm un traité de paix.

1904 : Mort de l'Imâm al-Manṣûr ; avènement de son fils Yaḥya.

1905 : Nouveaux combats entre les forces turques et les Yéménites qui mettent le siège devant Sanaa. Défaite des Turcs. L'Imâm Yaḥya entre dans Sanaa.

1905 : Des forces turques sont dépêchées sous le commandement de Faydi Pacha qui reprend Sanaa et pourchasse l'Imâm réfugié à Shahâra. Défaite cuisante des forces ottomanes devant Shahâra.

1905-1910 : Tentatives de paix ; échecs ; soulèvement quasi général contre l'occupant.

1907 : Muḥammad al-Idrîsi se déclare Imâm du 'Asîr.

1911 : L'Imâm Yaḥya met le siège devant Sanaa ; des forces turques viennent au secours des assiégés et entrent dans Sanaa.

1911 : L'Italie attaque la Tripolitaine.
1911 : Signature du traité de paix entre la Porte et l'Imâm à Da''ân.
1912 : Influence grandissante du Sharîf Idrîsi dans la Tihâma. Il se révolte contre les Turcs, avec l'appui de l'Italie.
1914 : Début de la Première Guerre mondiale. L'Imâm Yaḥya observe la neutralité. La flotte britannique bombarde Sheikh Sa'îd, Ḥudayda et d'autres ports yéménites. Les Anglais occupent Ḥudayda.
1915 : Traité anglo-idrîside.
1918 : Fin de la Première Guerre mondiale.
1919 : Les forces turques quittent le Yémen.
1924 : Les forces de l'Imâm Yaḥya occupent al-'Asîr.
1926 : Traité d'amitié entre l'Italie et le Yémen.
1926 : Traité de La Mekke entre l'Arabie Sa'ûdite et l'Imâm du 'Asîr : celui-ci devient le vassal d'Ibn Sa'ûd.
1928 : Soulèvement des Zarânîq dans la Tihâma.
1928 : Traité d'amitié et de commerce entre l'URSS et le Yémen.
1931 : Traité d'amitié entre l'Irak et le Yémen.
1933 : Révolte dans al-'Asîr contre les forces sa'ûdites.
1934 : Guerre entre l'Arabie Sa'ûdite et le Yémen à propos de Najrân. Les forces sa'udites occupent Ḥudayda. Traité de Ṭâ'if : le Yémen cède al-'Asîr et Najrân à l'Arabie Sa'ûdite ; celle-ci évacue Ḥudayda.
1934 : Traité d'amitié entre l'Angleterre et le Yémen.
1945 : Le Yémen adhère à la Ligue arabe.
1947 : Le Yémen, membre des Nations Unies.
1948 : Assassinat de l'Imâm Yaḥya par les Yéménites libres.

Introduction

The hundred years of Yemeni history which begin with the arrival of the Turkish occupation forces at al-Ḥudayda and Kamarân in 1849 and ends with the assassination of Imâm Yaḥya in 1948 has two major themes, the successive assaults on the independence of the country and the determination of the Zaydi imâms to retain the independence of and unite Greater Yemen under their rule. In the 1720's the country had fragmented as many districts seceded from the central authority of the Imâm in Ṣan'â' : after 1839 the south fell progressively under British occupation.

With the occupation of the Yemen littoral by Turkish forces in 1849, Yemen suffered the second loss to its sovereignty in ten years, for in 1839 the British had finally occupied Aden. Whereas there had been little response initially from the Zaydis to the British presence in Aden, the Turks encountered fierce opposition from the Zaydi tribesmen as they attempted to penetrate the highlands. But the opening of the Suez Canal in 1869, by facilitating troop movements between Turkey and Yemen, enabled the Turks to rapidly extend their control beyond the coast to the capital and most of the mountainous areas. Thereafter until the conclusion of the Treaty of Da''ân in 1911, Turkish garrisons were continuously harassed by Zaydi tribesmen.

The beginning of the third and final Turkish occupation

British fears that the advance of troops of the Egyptian viceroy, Muḥammad 'Alî, towards Aden in 1839 threatened not only the British presence in Aden, but also the Bâb al-Mandab Straits, provoked the British in concert with the other European powers, to exert pressure on the viceroy to evacuate the Arabian peninsula. When the Egyptian expeditionary forces accordingly sailed from al-Ḥudayda in April 1840, sovereignty of the Tihâma was surrendered to Sharîf Ḥusayn of Abû 'Arîsh, the then Imâm of Ṣan'â' being unable to raise the lack of rupees demanded by Muḥammad 'Alî.

Almost immediately after assuming control of the Tihâma, Sharîf Ḥusayn demanded that Britain restore Aden to Arab rule. Then, according to the British, he insulted a British officer at al-Mukhâ', cut down the flag staff at the British Agency there and raised custom's dues payable by British traders from 2 $^{1}/_{4}$ % to 9 %. Britain, recognizing only Ottoman sovereignty over the Tihâma, protested to the Porte at the Sharîf's alleged outrages, and a turkish commission reached Zabîd in

1842 to investigate the British complaints. The Sharîf not only acknowledged his dependence on the Ottoman Sultan, but agreed to restore the flag staff at al-Mukhâ'. The Sharîf's accomodating attitude led the Turks to reinstate him as governor of the Tihâma.

On several occasions until 1849 successive imâms, for this was a period of instability and rivalry among members of the principal Zaydi families, attempted to eject Ḥusayn from the Tihâma and indeed, once briefly occupied al-Quṭay' where Ḥusayn was imprisoned.

However, by 1849 when the Turks decided upon the re-occupation of Yemen, Sharîf Ḥusayn had again established his authority over the littoral. The part of the Ottoman force under Tawfîq Pasha reached al-Ḥudayda on 19 April 1849 : Sharîf Ḥusayn voluntarily relinquished his control over the Tihâma and returned with a pension to his native Abû 'Arîsh. Control of the Tihâma was then divided between Tawfîq Pasha in al-Ḥudayda, Bayt al-Faqîh and the north and 'Abdallâh 'Awn of Mecca who received the governorship of Zabîd and al-Mukhâ'.

Early opposition to Turkish expansion

Ottoman attemps to extend their control beyond the Tihâma encountered immediate opposition. A small force which entered Ṣan'â' following an agreement between Tawfiq Pasha and the Imâm was almost totally annihilated when the Sultan's name was substitued for that of the Imâm in the Friday prayers. The tribesmen then directed their anger against the Imâm who was overthrown for permitting a Turkish garrison in Ṣan'â'. Tawfîq Pasha died of injuries received during the attack at Ṣan'â' and 'Abdallâh 'Awn received the government of the whole Tihâma.

Foiled in their designs on Ṣan'â', the Ottomans dispatched a 500 strong naval force from al-Mukhâ' against al-Shiḥr and al-Mukalla in August 1850 but it retired when threatened by a stronger Mukalla force. At this time another unsuccessfull force was sent to occupy Jabal Rayma, south-east of al-Ḥudayda.

By 1852 opposition to the exactions of the Turkish government had developed in the Tihâma itself : that year 15 tax collectors were murdered by Zarânîq tribesmen and a 150 strong force subsequently sent to subdue them was routed near Ḥusayniyya. Four years later an 'Asîri tribe from the vicinity of Abhâ easily advanced from 'Asîr and besieged al-Ḥudayda : only the death of 3000 of the 'Asîris from cholera and the presence of two East India Company vessels prevented the invaders from pursuing the siege.

Disturbances in 'Asîr broke out in 1860 in the wake of the oppressive rule of the *vali*, Aḥmad Pasha, who, according to one British consular report, was « goading the Arab population to desperation »[1]. A Turkish force sent from al-Ḥudayda to quell the troubles was almost annihilated whilst attempting to land at Jîzân. In northern 'Asîr, other

(1) British Consul, Alexandria to Lord John Russell, Dec. 1860 in Fo 195/642.

Turkish forces sought refuge at al-Qunfudha after attacks against garrisons in the interior.

In 'Asîr disturbances continued throughout the 1860 s and unsuccessful campaigns were undertaken against the « rebels » in 1865 and 1867. In November 1870, 3000 'Asîris again attacked al-Ḥudayda but the 2000 Ottomans were able to repel them. Resulting from the increasing insecurity and the attack against al-Ḥudayda, 3000 reinforcements from Constantinople reached Yemen in December 1870 forcing the 'Asîris to retreat to their mountain strongholds. The Ottomans followed up this advantage by sending two forces to 'Asîr, one from al-Ḥudayda and the second from al-Qunfudha. The region, having been subdued, was divided into nine administrative districts.

With their northern districts secure at last, the Ottomans were now free to concentrate on the subjection of the Yemen highlands. A force under Mukhtâr Pasha advancing from al-Ḥudayda occupied Ṣan'â' in April 1872. By the end of the year most of the Zaydi areas had been garrisoned by Turkish forces. Ṣan'â' became the capital of the Turkish *vilayet* of Yemen, which in turn was divided into four *sanjaks*, Markaz or Ṣan'a', 'Asîr, al-Ḥudayda and Ta'iz, each under the authority of a *mutaṣarrif*.

Opposition to the Turkish occupation of the highlands was initially isolated and uncoordinated with the imâms playing almost no part in the resistance. In 1882 the Banû Mâlik cut Turkish forces from the coast in 'Asîr : later in the year the Banû Marwân launched attacks against the Turkish garrison at al-Luḥayya. The next year the Banû Marwân again attacked the Turks. Simultaneously several attacks were made against troops garrisoning the north-west mountains of Yemen under the leadership of Aḥmad Sharaf al-Dîn, a member of an old established Zaydi family which had previously given several imâms to Yemen.

It was not apparently until 1891 that the imâms themselves began to organize and coordinate opposition to the Turks. That year tribesmen from the vicinity of Ṣa'da loyal to Imâm Muḥammad assembled at al-Qufla in readiness for a march against Ṣan'â'. Concurrently with the Imâm's preparations against the capital, Mabkhût al-Ahmâr, shaykh of the powerful Ḥâshid tribal confederation, attacked Ottoman positions in the neighbourhood of Ḥajja. Al-Aḥmâr's marauding operations caused serious setbacks to Ottoman garrisons. Simultaneously fighting occured along the Ṣan'â' – al-Ḥudayda road.

In 1894 Imâm Muḥammad's authority seems to have extended far to the south-west of Ṣan'â' for that year hostilities broke out, reportedly at the Imâm's instigation, in 'Uṣâb and Manâkha. In the following July, the Turks encountered troubles, again instigated by the Imâm, on Jabal Ḥufâsh. In 1895 the Turks dispatched troops against several tribes in the Tihâma and foothills in the tribal territories of the Jarâba, Banû Sulayl, Banû Bura', Banû Muḥammad and Quḥra who all refused to remit taxes to the Ottoman authorities. This refusal culminated in the execution of 29 shaykhs. Other revolts in Ḥajja and Ḥajjûr were repressed with considerable harshness in 1896.

By the end of the century western consular observers in Arabia were predicting a general uprising against Turkish « misrule » : indeed, as early as 1879 the British consul in Judda noted that « the time is fast approaching for a massacre » of the Turkish forces. The Turkish *pashas* sent to Arabia were « as a rule in very poor circumstances, but they generally retire rich ». However, it was not until 1898 that the predicted uprising occured in Yemen. The list of military actions against the Turks that year is long : imâmic tribesmen exterminated a Turkish battalion near Ḥajjûr ; Manâkha was besieged ; 150 Turks were killed at al-Quful and the *vali* was himself attacked between al-Ḥudayda and Bâjil. Disturbances too occured in the foothills east of al-Luḥayya, while later in the year the Imâm led operations which continuated into 1899 near al-Qufla.

The year 1900 was no less eventful ; the Zarânîq interrupted communications between al-Ḥudayda and Zabîd, while newly-opened schools and hospitals in the capital were shaken by explosions. The Tihâma was the scene of numerous troubles during 1901 : the Zarânîq, following up their successes of the previous year, expelled all Turkish troops from their territory. Tax-collectors were molested in Wâ'iẓât territory. Construction of the Yemen – Ḥijâz telegraph was interrupted between al-Luḥayya and Mîdî due to attacks on the workmen by the Banû Marwân.

It was again necessary for a Turkish force to guard the telegraph line in 1902 when it was subject to attacks by the Banû Marwân. In February troubles spread to the central Tihâma where armed tribesmen were active between al-Ḥudayda and Zabîd and the road between the former and Bâjil was unsafe as a result of the retaliation of tribesmen for the « oppressive and exorbitant » taxation imposed on both land and crops. Towards the middle of the year troubles had spread to Ṣan'â', Jibla and Ibb, the two latter towns being besieged. The Imâm's authority appeared to have grown for tribesmen became active against Turkish positions at 'Asar (just outside Ṣan'â'), Kawkabân and in the Ḥarâz and Khawlân regions. For the first time one of the Tihâma tribes heeded the Imâm's call to insurrection and the Turkish garrison was expelled from the port of Mîdî.

In a letter to the *mufti* of Ḥama in Syria, Imâm Muḥammad explained that Yemen was in a state of revolt :

« The [Turkish] officials were not giving Allah His due, nor respecting His Laws, nor those of Prophets of Allah, but they have rather set up unto themselves a religion that was offensive to the sight of Allah and antagonistic to His Laws, committing every kind of transgression and leading to the participation therein by all those of our people who came in contact with them, violating Allah by the drinking of wine, obscene relation with males and every kind of fornication ; they have oppressed the weak and degraded the noble, until prosperity was corrupted, and the word of the Jews and Christians rose high and the Kurds and Ethiopians ruled the people [2] ».

(2) L/P&S/10/68.

These disturbances so alarmed the Porte that a commission reached Yemen to enquire into the causes of the disturbed state of the country. The commission received numerous complaints against the *vali* and the commander-in-chief of the 7th Army Corps, but failures to alleviate the plight of the tribes and remove causes of dissatisfaction soon led to the resumption of revolts. The situation was further aggravated by the absence of an effective administration in the Tihâma where taxes went uncollected and salaries unpaid.

In June 1902 armed tribesmen profitting from the failure of the Turks to appoint a *mutaṣarrif* at al-Ḥudayda attacked the town. In November the Turkish garrison in Abhâ was only relieved after the dispatch of reinforcements to al-Qunfudha from Ṣan'â'. The salt mines at al-Ṣalîf were also attacked at this time.

Early in 1903 the revolt which had been smouldering for two years in 'Asîr was strengthened by the adhesion of 2000 Rijâl al-Ma' tribesmen. In the Tihâma in March of the same year the road between al-Ḥudayda and Bâjil was again unsafe : simultaneously the Turkish garrison in Zabîd was reinforced following disturbances in the neighbourhood. Two months later 1500 troops were dispatched against the Zarânîq and 'Absîya while other complications were encountered from the tribes near Qanâwiṣ and al-Zaydîya.

In the highlands, the garrisons at Ḥajjûr and Ḥajja were also threatened in July. At Bû'ân, between Ṣan'â' and Manâkhah, 200 Arabs were killed when troops were employed to ensure the collection of taxes. The situation deteriorated when in August the Turkish garrison in Bayt al-Faqîh mutinied as they had received almost no pay during their eight years' service in Yemen.

New impetus was given to the revolt in 'Asîr later in 1903 with the imposition of a new tax of 5 piastres on all males over 18 and the increase from 3 to 10 piastres on the tax on cattle : in the renewed fighting both the *mutaṣarrif* and general commander were killed.

The seeming indifference of the Porte to the fate of the administration in Yemen, coupled with the widespread corruption of Turkish officials, rendered it virtually impossible for the army to restore order. Transport was inadequate with the result that troops could only be moved with difficulty to disturbed areas. Once in the highlands, troops had to contend with insufficient warm clothing and food.

In mid-1904 Turkish troops were again dispatched to Zarânîq country while in 'Asîr, Ottoman garrisons fell back from the interior to the coast at al-Qunfudha in face of increasing attacks from the tribes.

It was at this time that Imâm Muḥammad died and was succeeded by his son Yaḥya, who within weeks of his election to the imâmate established his authority over most of the northern highlands and led the country for the next three years in a great uprising.

The uprising of 1904-1907

The election of Yaḥya to the imâmate coincided with a most propitious moment for a general uprising against the Turks. The morale of the occupation army was low, for it was badly equipped, under-fed, poorly clothed, irreguarly paid and its garrisons in both 'Asîr and the Tihâma were constantly under attack. The population was seething with discontent and ready to lend its support to any movement with prospects of forcing the occupation army out of the country. The Government had taken inadequate measures to offset the effects of the drought and famine, leading the British vice-consul in al-Ḥudayda to comment on the « sad spectacles » to be seen in villages and towns alike with their « swarms of hungry and starving men, women and children » [3]. Corruption and immorality among Ottoman officials caused further discontent.

The uprising began in October 1904 when all Ottoman garrisons between Manâkha and Ṣan'a' were simultaneously attacked. Mafḥâq surrendered immediately, Sûq al-Khamîs was soon evacuated, one of the two guard houses at Bû'ân was razed to the ground and on 26 December Matna (Sinân Pasha) was over-run. Ṣan'â' itself was surrounded on 12 December and Manâkha invested. Attacks were also launched in November against Ḥajja and Ḥajjûr : the 400 garrison on Jabal Hufâsh was massacred and 'Amrân fell to the Imâm's tribesmen. At the end of December al-Ṭawîla and al-Maḥwît too were captured.

In February 1905 the Imâm had new successes : the 1800 strong garrison at Ḥajja surrendered leaving immense quantities of arms and ammunition, while along the Ṣan'â' – Ta'iz road, Yarîm, Dhamâr and Wa'lân fell to the Imâm. To the east Râdâ' was also occupied by the Imâm's adherents. This was followed by the evacuation of all garrisons in the tribal territory of 'Ânis : the towns of Qa'ṭaba and Ibb were besieged.

The Government experienced the greatest difficulty in dispatching reinforcements to Yemen : there were insufficient vessels for their transportation and many *redif* (reserve) battalions either mutinied or deserted rather than go to Yemen and it was only at the end of March 1905 that 1500 troops had disembarked at al-Ḥudayda. By this time the garrison in Ṣan'â' was reduced to slaughtering camels and donkeys for food.

General 'Alî Riḍâ Pasha, the newly appointed commander of the Ottoman forces in Yemen, left al-Ḥudayda on 7 March for the relief of the capital at the head of the 7-8000 troops. Simultaneously, a second force advanced northwards from Ta'iz, but was unable to proceed beyond Ma'bar. On 10 March General (now Marshal) Riḍâ reached Manâkha and ten days later had advanced to Bû'ân.

When at the end of March Marshal Riḍâ's force had arrived within eight kilometers of Ṣan'â', it was attacked by 30 000 Arabs and at the end of the day only 1000 survivers managed to affect their entry into the

(3) Fo 195/2174 f.240. Nonetheless numerous Yemenis have recalled how the Turks distributed food in times of drought.

besieged Ṣan'â'. At the same time the Imâm's adherents recaptured all the places garrisoned by Ottoman forces between Manâkha and the capital. Then, on 20 April, its supplies exhausted, Ṣan'â' surrendered, and Turkish officials and the army withdrew to the coast.

Marshal Aḥmad Fayḍî Pasha, who replaced Marshal Riḍâ, arrived in Yemen at the beginning of May with orders to reconquer the country as rapidly as possible. By the end of June, 42 750 troops had disembarked in Yemen in readiness for the campaign and guns and other equipment arrived during the following two weeks.

In the middle of July three columns, one from al-Ḥudayda under Aḥmad Fayḍî Pasha, another from Ta'iz and the third from al-Quful, began advancing towards the capital. The column from al-Quful met the main force at Manâkha from where they proceeded together against Ṣan'â'. Although the Marshal encountered only slight opposition, he left strongly garrisoned outposts at Mafḥâq and al-'Ajz to ensure a secure supply route.

The ease with which the Turks advanced disheartened many of the Imâm's adherents ; and the shaykhs of the Banû Maṭar, Bilâd Bustân, Banû Surîḥ and 'Amrân submitted in person to the Marshal. South of Ṣan'â', however, the Yemenis successfully stopped the Turkish advance from Ta'iz at Yarîm.

Imâm Yaḥyâ brought all the tribesmen he could spare from other fronts to impede the Marshal's advance and for the defence of Ṣan'â', but despite fierce fighting near Bû'ân the Turks managed to reach Matna with only small losses. From there they rapidly surrounded Ṣan'â'. Simultaneously 1000 Banû Maṭar seized Jabal Nuqum on behalf of the Turks on 30 August. The following day Bîr al-'Azab fell and on 1 September Aḥmad Faydî Pasha's entered the capital.

The reoccupation of the capital lost Imâm Yaḥyâ considerable support and during September most of the tribes in the vicinity of Ṣan'â' submitted to the Turks : news of the Turkish success led opposition to the Turkish force held up at Yarîm to evaporate almost over night, thus freeing Ghâlib Pasha to pacify the country between Ta'iz and Qaṭaba. During the first half of October the Marshal personally led successful operations against the remaining towns still holding out to north of Ṣan'â'.

Imâm Yaḥya had sought refuge at Shahâra in his mountain fortress and it appeared that the insurrection was over. Thus 14 battalions of *redifs* of the 5th Army Corps were disbanded and withdrawn from Yemen. Aḥmad Fayḍî Pasha then dispatched a force against Shahâra with the aim of capturing the Imâm. The latter had the assistance of Lt. Ḥusayn, a Syrian deserter, who using captured Turkish guns, inflicted heavy losses on the Turkish forces below. In face of impossible odds, Aḥmad Fayḍi Pasha abandoned his attempt to capture the Imâm's head-quarters.

Ḥâshid tribesmen now rejoined the fray and harassed the retreating Turkish force, inflicting heavy losses on them at Jabal 'Iyâl Yazîd and Khamir.

By the time the dejected Turkish forces had regained Ṣan'â' in January 1906, the Banû Maṭar, Banû Bahlûl, Banû al-Ḥârith and Banû Ḥushaysh had already renewed their support for the Imâm and disturbances occured in different parts of the country including Ḥajja. In February the Imâm began distributing arms in readiness for renewed hostilities : simultaneously leading sayyids and *ulama* urged those tribes which had submitted to government to refuse to pay taxes.

Between March and June 1906 an Ottoman commission was convoked to study the economic, religious, political and military situation in Yemen. Special attention was devoted to Imâm Yaḥya's demand for limited autonomy and Aḥmad Fayḍî Pasha's call for the dispatch of reinforcements. The commission concluded its deliberations by calling for the elimination of the Imâm.

In August 1906 another Turkish commission reached Yemen where it remained until the following March. Throughout the duration of its stay the country was calm although the population was as discontented as ever and the British vice-consul in al-Ḥudayda reported that it was « believed generally » that the Arabs would join the Imâm « when a suitable opportunity » occurred. The Imâm himself on a letter to the Sultan of Laḥaj alleged that the Turks had returned to drinking and sodomy, thus making a new *jiḥad* inevitable.

At the instigation of the Porte, the Sharîf of Mecca dispatched a mission to Imâm Yaḥya offering him a situation similar to that held by the Sharîf. The Imâm, however, argued that the basis for any understanding should begin with the withdrawal of the Turks from Ṣan'â' to Manâkha, although a small token garrison could be maintained in the capital. The Imâm would administer the highlands on behalf of the Sultan.

A further attempt to reach an accomodation was made by the President of the Reform Commission who requested the Imâm to receive a mission from the *vilayet* « with whom he might discuss in a friendly spirit the basis of a peaceful and permanent understanding ». When the two sides subsequently met, the Turks made unacceptable demands : an end to hostilities, the release of tribal hostages and the return of military equipment captured at the time of the capitulation of Ṣan'â'.

Yet another Ottoman commission reached Yemen in April 1907, but the Imam's insistance upon the evacuation of Ṣan'â' and some form of autonomy in the highlands again precluded the conclusion of any agreement. The commission did, however, go some way towards meeting the grievances of the population when at the end of the month, by assembling the population of the capital outside Government House. Both the inhabitants who had fled the capital and those in prison were promised an amnesty. Immunity from punishment was offered to those « insurgents » who surrendered. The population was then invited to select a delegation of *ulama* and shaykhs who would then travel to Constantinople to present their grievances to the Sultan.

In Constantinople the delegates made several proposals, among which were :

1. that Yemen should be « managed » by the Imâm who would nominate the shaykhs ;
2. that « honest and just » officials should be appointed ;
3. that taxation should be administered by the Imâm who would however pay an annual tribute to the Sultan.

While the delegation was still in the Turkish capital, fighting intensified in Yemen : in July, Yarîm and Dhamâr were besieged and fighting occured near Nâdara and Qaṭaba. A few days later Râdâ' fell to the Yemenis. The Ottomans also lost Jabal Ḥufâsh, 'Utma, 'Uṣâb and al-Ṭawîla in July.

Meanwhile in Constantinople the Sultan proposed a number of reforms : *kaimakams* and *mudirs* should be Yemenis appointed by the Imâm, only the governor-general and *mutaṣarrifs* being appointed by the Porte. These proposals fell short of the Imâm's wishes and fighting continued into August when Milḥân fell to the tribesmen and al-Maḥwît was attacked.

That month yet another Turkish commission reached Yemen together with the returning shaykhs from Constantinople. This was followed by the arrival in September of a peace mission from the Sharîf of Mecca. These missions appear to have induced the Imâm to come to terms and on 7 September a three months' truce was announced. This was observed by the Imâm until 1911.

The period of peace 1907-1911

« Gross mismanagement and neglect of public affairs » and the appropriation of much of the *vilayet*'s revenues by Ottoman officials continued, after the truce. In 1908 the British vice-consul in al-Ḥudayda observed that he had the impression that only « exile and criminals » were sent to govern « this hapless province ». However, Imâm Yaḥyâ's preoccupation with the claims of Sayyid Ḥasan al-Qâsîmî to the imâmate obliged him to cease all hostilities. On the Ottoman side, of the two most effective commanders of the campaigns of 1904-07, one had died and the other had been evacuated due to poor health. Both sides, too, had suffered heavy losses and neither was prepared to resume hostilities.

The reforms promulgated by the Young Turks in 1908 were reflected in Yemen where Aḥmad Faydî Pasha was replaced by Ḥasan Taḥsîn, « an upright and energetic Turk from South Albania ». The new commander-in-chief reached Yemen with instructions to replace those officials who had acquired a reputation for corruption, to reorganize the police and to end mal-practice in tax-collection. The number of schools was to be increased and the « more competent » sons of the shaykhs were to be sent to military and civilian schools in Constantinople. Other children were to attend teacher training colleges in the Turkish capital.

Ḥasan Taḥsîn was to offer Imâm Yaḥyâ the civil and military administration of Ṣan'â' and the Zaydi highlands. The Imâm responded to these proposals by sending a mission to the Ottoman capital to negotiate a kind of autonomy « on colonial lines », but the talks were broken off soon after the deposition of Sultan 'Abd al-Ḥamîd in 1908, amid the Yemenis growing distrust of Turkish nationalism.

Despite the rupture of the talks, reforms were drawn up in Constantinople for the future administration of Yemen. It was suggested that the *vilayet* should be divided into two provinces ; the first, comprising 'Amrân, Ḥajja, al-Ṭawîla, Dhamâr, Yîrîm and 'Ânis, should be governed by Imâm Yaḥyâ while the rest of the country including Ṣan'â' would be administrated by Turkish officials. Sharî'a law would be administered throughout Yemen except in the coastal towns. The qâḍîs were to be locally elected, but would require the sanction of the central government before assuming office. The revenues from the two provinces were to be expended on local needs, any surplus being divided between the Imâm and the central government. Finally, it was proposed that Turkish troops would garrison only the second province.

When these proposals were discussed in the Chamber of Representatives in Constantinople it was argued that such changes would create similar demands in Albania. It was also feared that the Shâfi'î inhabitants of the Imâm's area would resent Zaydi rule. When the Chamber showed no signs of approving the measures, Imâm Yaḥyâ assumed « a threatening attitude ».

By the end of 1908 some of the Yemeni delegates had returned from Constantinople and met the Imâm in Shahâra where they convinced him that the Turks would not promote reforms in Yemen. Likewise Sayyid Muḥammad al-Idrîsî began to doubt Turkish intentions of promoting reform in 'Asîr and it seems that the two opponents of the Turks made preparations for a simultaneous uprising in both 'Asîr and Yemen. However, it was the independent-minded Zarânîq tribe in the Tihâma who first revolted. In reply the Turks dispatched a battalion in February 1909 to the vicinity of Bayt al-Faqîh where military operations lasted until April.

The uprising in 'Asîr, July 1909

The Idrîsî's uprising which began in July is significant in that it marks the beginning of Idrîsî influence in the Yemeni Tihâma which was to last until 1925. The troubles started when the tribes inhabiting the region between al-Zaydîya and Ḥajja protested to the Idrîsî that Bawnî Pasha, a pro-Turkish shaykh, was levying illegal taxes. Sayyid Muḥammad proclaimed the dismissal of the shaykh.

Hostilities occurred when a Turkish convoy taking supplies to Ḥusayb, a depot which served the Ḥajja and Ḥajjûr garrisons, was attacked by the Banû Sulayl and Banû Qays near al-Zaydîya. Pro-Idrîsî tribesmen then razed Rayqa, Bawni Pasha's head-quarters near al-

Zaydîya, before seizing Qanâwaṣ, al-Zaydîya and finally al-Luḥayya. Although order was restored in the Tihâma at the end of September, Idrîsî partisans remained active until November in the hills around Ḥajja and Ḥajjûr.

These disturbances of the summer of 1909 convinced the Turkish Interior Minister that any plan to grant any form of autonomy should be postponed until the re-establishment of order. The troubles in the Tihâma also led to the dispatch of twelve infantry divisions to Yemen. Their arrival at al-Ḥudayda in November 1909 brought all hostilities against the Turks to an abrupt end. At the same time Imâm Yaḥya paid homage to the Sultan [4].

A Turkish commission reached Yemen at the end of the year to examine « the disparity of reports submitted to the central government by the local authorities on the one hand and these sent by special deputies on the other ». The commission accepted the Idrîsî's denial that he had played any part in the disturbances in the Tihâma and it was expected that he would shortly be granted some kind of autonomy there.

Preparations for a new uprising in Yemen

By the second half of 1910 the Imâm and Sayyid Muḥammad dispaired of gaining autonomy and both were believed to be preparing for a general uprising. From July the Imâm's tribesmen moved nightly in the mountains near Ṣan'â' and in September the Government building in Dhamâr was blown up. Simultaneously the Idrîsî contacted the Zarânîq and the leaders of 'Usâb and Zabîd. Evidence suggests that the Imâm and Idrîsî had renewed their agreement to cooperate.

Apart from the Imâm's isolated action at Dhamâr, the first hostilities were made by the Idrîsî : in September Turkish positions in 'Asîr were attacked and fortified positions along the coast destroyed. Two months later all communications were out between Abhâ and the coast. The Wâ'iẓât and the tribes around al-Zaydîya were invited to revolt.

Troops were dispatched from Ṣan'â' to al-Ḥudayda in December to restore order in the Tihâma, but it was not until the end of January 1911 that the first reinforcements sailed from Constantinople bound for Yemen. The next month 'Izzât Pasha, the commander-in-chief of the Turkish expeditionary force, left the Turkish capital for Yemen. Whilst passing through Egypt he held talks with a relative of the Idrîsî ; he offered to concede all the Idrîsî's demands if Turkish forces be permitted to cross Idrîsî territory to the Imâm's head-quarters at Shahâra. The offer was rejected as 'Izzât Pasha was informed that the Idrîsî had reached an agreement with Imâm Yaḥyâ.

(4) *The Times*, 9.10.1909.

The siege of Ṣan'â'

The Imâm's insurrection began on 2 January 1911 when his forces advanced on Ṣan'â' : six days later al-Rawḍa was reached and the same time the then village of Sha'ûb was occupied. From the latter the tribesmen sniped at the walls of Ṣan'â' [5]. The next day the capital was besieged. At the end of January the Imâm brought in more tribesmen against Ṣan'â' and one observer noted that had he thrown all his forces against the capital he could have captured it with ease, but the Imâm had no desire to destroy the city and so refrained from using artillery.

During the first week of January a Turkish detachment was molested at Summâra but this was only a prelude to attacks the next week against 'Amrân, Kawkabân, Jaḥrân, 'Ânis, Radâ', Wa'lân, Ma'bar, Yarîm, al-Ḥujayla and 'Ubâl and garrisons on Jabal Rayma [6].

By 1911 Imâm Yaḥyâ appears to have regained the support of the tribes near Ḥajja and Ḥajjûr where the Ḥâshid resumed hostilities against Turkish garrisons. Idrîsî partisans were also active in 1911 around Ṣabya and another 25-30 000 between Abhâ and the coast and between Abha and Ḥajjûr.

The Ottoman campaign

Only nine days after his arrival in Yemen 'Izzât Pasha left al-Ḥudayda in the direction of Manâkha at the head of the main army. On 15 March he reached Manâkha from where colonel Riḍâ Bey slowly advanced towards Ṣan'â' : he took two days to gain al-'Ajz, normally a six-hour march. During the next six days he covered only 20 kilometers to Sûq al-Khamîs.

During the third week of March 'Izzât Pasha joined Riḍâ's force at Sûq al-Khamîs : again the latter's army advanced alone to Matna where it encountered fierce opposition, obliging it to fall back on Sûq al-Khamîs. In the meantime to facilitate the advance of the relief forces the *vali*, still besieged in Ṣan'â', created a number of diversions by sending a force out of Ṣan'â' sometimes to a point just below Jabal Nuqum from where the Imâm's strenghold at Sha'ûb was shelled [7]. Further sorties were made by the garrison against the then village of Salfîya and Ḥadda [8] but on each occasion the ploy failed as the force was compelled to retreat back inside the walls of the capital. Moreover the relief column continued to encounter determined resistance in its advance from Manâkha.

It was the two defeats inflicted on the Arab levies by Riḍâ Bey at the foot of Nabî Shu'ayb and at Musâjid at the beginning of April that finally

(5) W.J.B. Wavell, *A modern pilgrim in Mecca and a siege in Sanaa*, London, 1912, 252.
(6) *Yemeni Gazetta*, 20.2.1911.
(7) Wavell, *op. cit.*, 275.
(8) Wavell, *op. cit.*, 276.

sealed the fate of the insurrection : the tribesmen fled thus allowing Riḍâ Bey to enter Ṣan'â' on 4 April almost unopposed.

The column marching northwards from Ta'iz concurrently with Riḍâ Bey's column and 'Izzât Pasha, while easily overcoming the Imâm's forces at Ibb, Yarîm and Dhurân, encountered considerable opposition at Dhamâr and so only reached Ṣan'â' on 7 April.

After the Turks had regained the capital detachments successfully drove off Arab forces threatening 'Amrân and other garrisons in the direction of Kawkabân and al-Ṭawîla. To secure the submission of tribes near Ṣan'â' and loosen their dependence on the Imâm, 'Izzât Pasha presented the shaykhs with gifts and large sums of money. In Ṣan'â' alone he was reported to have distributed £ 80 000.

'Izzât Pasha then initiated a correspondence with Imâm Yaḥya with a view to opening negotiations for a permanent settlement. Discussions were eventually held at Da''ân and ended with the conclusion of an agreement which included the following provisions :

1. The Imâm would nominate judges in Zaydi districts ;
2. a court of appeal would be established to deal with cases submitted by the Imâm ;
3. the president and members of the court, which would meet in Ṣan'â', would be nominated by the Imâm and confirmed by government ;
4. the two parties would « try to unite their opinions » in cases concerning the death penalty : in the event of their failing to agree the case would be settled in Turkey ;
5. the Imâm would notify the *vali* of any judge whose conduct was deemed unsatisfactory ;
6. a mixed court would be established in cases between followers of different schools of Islam ;
7. the Ottomans would nominate judges in the non-Zaydi districts ;
8. Government would appoint a travelling inspector-general to inspect judges ;
9. the Imâm would have sole responsibility for matters concerning *wakf* and wills ;
10. all political offenders would be pardoned ;
11. no taxes would be levied for ten years in certain impoverished districts ;
12. taxes would be levied in accordance with the sharî'a ;
13. the Imâm would pay tithes on his own land ;
14. the Imâm was to surrender hostages ;
15. both government officials and the Imâm were free to move about the country.

Revolt in 'Asîr and the Turkish-Italian War of 1911-1912 [9].

The Imâm faithfully respected the terms of the agreement until the Turkish evacuation in 1919. The end of hostilities in 1911 enabled large

(9) See J. Baldry, « The Turkish-Italian War in the Yemen », *Arabian Studies*, III, 51-65.

numbers of Turkish forces to be withdrawn from Yemen. Those remaining were free to concentrate their efforts in 'Asîr and the Yemeni Tihâma, where the momentum of Sayyid Muḥammad al-Idrîsî's revolt had grown. Since November 1910 Abhâ had been besieged and Idrîsî bands were active along the coast opposite Abû 'Arîsh. When a large Turkish force assembling at Jîzân in readiness for a campaign against the Idrîsî was attacked, the Turks lost 1000 killed and 400 injured. Another campaign was subsequently planned but the spread of the Italian-Turkish War to Yemen obliged the Turks to postpone the expedition.

The Italian-Turkish War had far reaching consequences in Yemen. The Italians supplied the Idrîsî with arms with which he was able to arm the Ḥâshid and Bakîl who had deserted the Imâm in protest at the Treaty of Da''ân. The Turks, fearing a joint Italian-Idrîsî attack, evacuated Jîzân which the Idrîsî occupied. In October 1911 the first of several bombardments against Turkish Yemeni ports by Italian warships occured, the main Italian objective being to neutralize the ports of al-Ḥudayda, Shaykh Sa'îd, Khawkha, al-Mukhâ' and al-Luḥayya. These hostile actions not only helped to cement the Turko-Yemeni agreement but led the Imâm to declare a *jiḥâd*.

It was not until March 1912 that there was military collaboration between the Idrîsî and Italy. Two warships shelled Mîdî while the Idrîsî launched a successful attack by land and occupied the town. Subsequently part of the Idrîsî force which had seized Mîdî moved northwards to al-Qunfudha where despite the bombardment of the town by the Italians for three days the Idrîsî failed to dislodge the Turkish garrison.

In April a 6000 strong Idrîsî force surrounded al-Luḥayya while Italian vessels anchored off the town, but again the Arabs failed to take the town. Two months later in the wake of an Italian blockade of the Yemeni coast, the Idrîsî occupied the Farasân islands.

Renewed Italian attempts to gain influence occured in June when they contacted the Zarânîq leader Aḥmad Fâtini : he was to be supplied with arms for an attack on al-Ḥudayda. Fâtini accepted the arms but made no move against the Turks ; instead he supplied food stuffs which he had received from Eritrea to merchants in al-Ḥudayda, Bayt al-Faqîh and Zabîd.

Upon the conclusion of peace in October 1912 the Turks dispatched reinforcements to the Tihâma thus forcing Idrîsî partisans to evacuate the country around al-Luḥayya : in the high lands of 'Asîr, however, the Idrîsî confined the Turks to the principal towns. The Turkish position was further weakened when large numbers of troops were withdrawn from both 'Asîr and Yemen in view of the impending Balkan wars. This left the Idrîsî virtually independent in 'Asîr.

Turkish relations with the Idrîsî after October 1912

This situation led the Turks to attempt to reach an understanding with the Idrîsî. They were prepared to give him limited autonomy in the Abû 'Arîsh area and total control in Ḥabl, Mîdî, Jîzân and Birk with freedom to expend income from taxation. On the other hand, he would not be permitted to fly his own flag, nor to make relations with foreign powers or grant concessions. The Turks hoped that such an agreement would not only preclude Italian interference in the area but also end the state of war between the Idrîsî and Imâm Yaḥya. This warfare was a considerable drain on Turkish resources for since the outbreak of the Italian-Turkish war, the Turks paid the Imâm blood money for every one of his tribesmen killed by Idrîsî troops.

Thus in March 1913 negotiations were opened in Jîzân between the Turks and the Idrîsî, but the latter, believing that Turkish days in Yemen were numbered anyway, refused to meet the Turkish mission after the first three days of talks.

The Turks, while wishing to combat Italian influence in Yemen also desired to counter the growing influence of Imâm Yaḥya. These objectives could only be achieved by the creation of a semi-autonomous Idrîsî state. In face of these irreconcilable alternatives, the Turks decided to wage war against the Idrîsî : in this they had the assistance of Imâm Yaḥya who seized 20 villages from the Idrîsî in June 1913. The next month a reward was offered for the capture of the Idrîsî dead or alive. Within a month of the opening of the campaign against the Idrîsî the Turks had regained Mîdî and Jîzân. During this period Sayyid Muḥammad while making several unsuccessful appeals to Britain for assistance against the Turks, continued to receive money from the Italians.

By the beginning of 1914 the Turkish blockade of the Idrîsî coast had deprived the Idrîsî of both arms and food. In August the blockade had become so effective that the Idrîsî dispatched a delegation to the Turks to sue for peace : simultaneously the Imâm prepared for what he believed would be the final battle against the Idrîsî.

The First World War and the Anglo-Idrîsî treaties

When the Turks finally joined Germany in the Great War they had still not solved the dilemma of how to deal with the Idrîsî who maintained authority over much of the Tihâma and throughout the 'Asîrî highlands.

British policy towards the Arabian rulers evolved with the outbreak of War. It centred around limiting the influence of other European powers in the Peninsula. Britain also sought to secure the active support of all Arabian rulers against the Turks. In persuance of these aims the British Resident in Aden was authorized in October 1914 to make overtures to the Imâm, promising british diplomatic support to assist him acquire autonomy at the end of the War and offering him arms and

ammunition if he renounced his agreement with the Turks and joined the Allies. These contacts between Britain and the Imâm continued throughout the War but the latter always declined to revoke the Treaty of Da''ân, although his tribal forces took no part in the War.

The Imâm had been brought up in a strict religious environment and had no wish to ally himself with Christians against his co-religionists : in this policy he had the support of the great majority of the *ulama*. Furthermore, he needed Turkish support in his struggle to regain Idrîsî occupied country. He also required Turkish subsidies to enable him to buy the allegiance of the more independent minded tribes. Another consideration was his belief that after British warships had shelled Yemeni ports Britain was intent on occupying the coast and to counter this threat he regarded a Turkish military presence as essential. Finally, the ease with which Turkish forces had overrun parts of the Aden Protectorate led the Imâm to believe in a Turko-German victory.

As early as August 1913 the Idrîsî had sent one of his ministers to Aden to ascertain the British Government's attitude towards him. Britain took no action but in September 1914 when a second Idrîsî mission reached Aden the viceroy in India suggested that negotiations « should immediately be commenced by Resident... [who] should offer [the Idrîsî] our protection and friendship ». The Resident was to offer arms and ammunition in return for the Idrîsî undertaking to use them against the Turks in Yemen. The Resident's discussions with the Idrîsî mission resulted in the signature of a treaty in April 1915. This required the Idrîsî to make war on the Turks in Yemen and to extend his influence at their expense but to refrain from any action likely to antagonize the Imâm and throw him into an active alliance with the Turks. In return Britain undertook to safeguard Idrîsî territory from all attack on the seaboard. The terms of the agreement were slightly modified in a new treaty concluded in 1917.

British assistance to the Idrîsî

After the conclusion of the first Anglo-Idrîsî Treaty, Britain supplied the Idrîsî with considerable quantities of arms, ammunition, money and food supplies : British military advisers were seconded to 'Asîr. Small numbers of Idrîsî tribesmen received military training in Aden. Certain Idrîsî ports were exempted from the blockade imposed on the eastern coast of the Red Sea by vessels of the Red Sea Patrol. In November 1915 both British warships and seaplanes were used in support of the Idrîsî's attacks against al-Luḥayya. Much later other joint attacks were again made against al Luḥayya and al-Qunfudha.

In 1916 when it became apparent that Imâm Yaḥyâ did not have the support of several tribes and was unwilling to break his agreement with the Turks, the British contemplated making monthly payments of £ 7000 to the Idrîsî. With this he was to enlist the assistance of tribes, *ulama* and leading Sayyids who were disenchanted with the Imâm.

Accordingly, later in the year representatives of the Ḥâshid and Bakîl, the Yâm from near Najrân, the Banû Marwân, the Banû 'Abs, the Zarânîq as well as the *ulama* of Hûth and the sayyids of Kawkabân held discussions with Sayyid Muḥammad al-Idrîsî in Jîzân. The next year the British paid the Idrîsî to recruit these dissident elements from the Imâm's country, but the subsequent military operations in which they participated were far from successful.

Although the Idrîsî suffered from poor military organization, his operations did succeed in drawing off Turkish troops which might otherwise have been deployed against the small British garrison in Aden. Moreover, by arming the Rijâl al-Ma' in 'Asîr, the Idrîsî left the sharîf of Mecca secure on his southern front.

The Red Sea Patrol and the Sharîf of Mecca's revolt cut off all communications between the Turkish C.-in-C. in Yemen and Constantinople and news of the armistice failed to reach Ṣan'â' from the Turkish Government. The C.-in-C. in Ṣan'â' refused to surrender, partly out of his doubts as to the veracity of the British notification of the terms of the surrender and partly because Imâm Yaḥya wanted payment for his support during the war and therefore refused to allow Turkish troops to withdraw to the coast. He was also reluctant to see the departure of Turkish troops which had helped to enforce the subservience of the more unruly of his tribes.

To enforce the surrender and evacuation of Turkish troops from Yemen, a detachment of British troops landed at al-Ḥudayda. But having secured the evacuation of the last Turkish troops by March 1919, Britain was faced with another problem : the future sovereignty of al-Ḥudayda.

The early post war years

Upon the departure of the Turkish army from Yemen there was a fierce struggle for the sovereignty of the country. Imâm Yaḥya's forces occupied most of the high lands but in the Tihâma it was the Idrîsî who took control. However, as a result of repeated British requests the Idrîsî refrained from advancing into the southern Tihâma and temporally stopped his advance at al-Zaydîya. In the vicinity of al-Ḥudayda, Bâjil and Bayt al-Faqîh, the Quḥra, 'Absîya and Zarânîq resisted the authority of both. But, when later in 1919 Imâm Yaḥya's forces reached the foothills overlooking the Tihâma, the tribes between al-Zaydîya and Zabîd, while wishing to remain independent, knew that alone they would be unable to resist the Imâm's army and so reluctantly called upon the Idrîsî for assistance, which was immediately forthcoming and thus within a year of the Turkish evacuation the wole Tihâma as far south as Zabîd fell under the effective control of the Idrîsî, apart from British occupied al-Ḥudayda.

The situation was further complicated by the problem of the sovereignty of al-Ḥudayda whose population was divided among those

who favoured a continuing British control, the return of the Turks or failing that an Egyptian administration and finally a small group inclined towards the Idrîsî.

The town of al-Ḥudayda became the subject of discussions between Imâm Yaḥya and the British when the former refused to stop his advance in the southern high lands at the border with the Aden Protectorate which had been delimited in 1911 between Britain and Turkey after protracted negociations.

What was seen by the British as the Imâm's intransigeance over the protectorate question was only one reason for Britain ceding al-Ḥudayda to the Idrîsî in 1921. By mid-1920 it was apparent that the tribes of the Tihâma that had already requested Idrîsî assistance would acquiesce in his continuing rule. Moreover, the British had no desire to retain possession of the town, authority over which was « a burden » on the British tax payer. Thus, as British troops withdrew from al-Ḥudayda in January 1921, an Idrîsî force disembarked from a British vessel and took control of the town.

Neither the Idrîsî nor the Imâm had shown any willingness to conclude simultaneous treaties with Britain by which each would recognize the mutual independence of the other and thus the surrender of al-Ḥudayda led to a bitter conflict between the Idrîsî and the Imâm for control of the Tihâma until in a rapid campaign in March 1925 the Imâm, who had acquired large quantities of arms from Italy, seized al-Ḥudayda and expelled Idrîsî forces from the Tihâma to a point just north of the present boundary between Yemen and Saudi Arabia.

Idrîsî rule in Yemen

The establishment of Idrîsî authority was the cause of considerable turbulence in both 'Asîr and the Yemeni Tihâma which was to last until the elimination of the régime in the 1930s. Yet it has been said that in the vicinity of Jîzân where Idrîsî influence was direct, « his patricial system of government [was] exactly suited to his people ». In 'Asîr his influence was small but « beneficial ». But the same source noted that his rule which centred all government in himself was not suited to the needs of the « thriving commercial port » of al-Ḥudayda.

Within a month of occupying al-Ḥudayda, the Idrîsî imposed forced loans on the merchants, increased customs duties and levied war taxes, causing disputes between government and the Indian, Adeni and Ḥaḍrami merchants. The appointment of corrupt administrators to the town increased dissatisfaction. The situation worsened upon the death of Sayyid Muḥammad al-Idrîsî in March 1923 when his 16 year old son 'Alî was elected ruler of the 'Asîrî state. A rapid decline in the fortunes of the country soon followed.

'Alî immediately appointed five councillors, all with the exception of Yaḥyâ Bâ Ṣuhay were undistinquished, without « any outstanding ability » and with little influence among the tribes. Sayyid Muṣṭafâ, the

late Idrîsî's cousin, was perhaps the only member of the family who could have retained the respect of the tribes and thus preserve the integrity of the Idrîsî state.

So great was 'Alî's mismanagement that within a month of assuming power the Banû Marwân, Banû Sulayl and Banû Jami' were expressing their desire for Muṣṭafâ to assume control. Opposition to 'Alî's rule manifested itself within the Idrîsî family. At Muṣṭafâ's instigation it was decided to replace 'Alî by Ḥasan, brother of the late Muḥammad. In March 1924, Muṣṭafâ at the head of 2-3000 men marched from Jîzân to Abû 'Arîsh to collect other tribesmen with whom he intended to march against 'Alî in Ṣabyâ, 'Alî however fled to Jîzân where he managed to rally certain tribes and with Italian arms newly arrived at Mîdî succeeded in cutting the plotters off from their supporters.

As a result of the mediation of Sharîf Aḥmad al-Sanûssî of the North African branch of the Idrîsî family a compromise was reached whereby 'Alî retained the imâmate under the tutelage of his uncle Ḥasan. Muṣṭafâ retained his position as 'Alî's representative in the southern Tihâma.

In February 1925 'Alî, finding himself with inexperienced advisers, embarked on a foolhardy campaign against Ḥadî Ḥayj of the Wâ'iẓat to punish him for his neutrality during the war between 'Alî and Muṣṭafâ. Ḥadî Ḥayj successfully appealed to Imâm Yaḥya for assistance and at the end of March imamic forces had occupied al-Zaydîya, Ibn 'Abbâs, al-Ṣalîf, and al-Ḥudayda : the Wa'iẓât seized al-Luḥayya. In 'Asîr the Rijal al-Ma' took advantage of the situation to advance towards Ṣabyâ.

In Ṣabyâ responsability for the loss of the Yemeni Tihâma was placed on 'Alî and the population favoured replacing him with Sayyid Ḥasan al-Idrîsî. When in November 1925 Imâm Yaḥya's forces made further gains in the Tihâma, the notables of Ṣabyâ approached Ḥasan « to relieve them » of 'Alî. Ḥasan returned from exile to Ṣabyâ and in face of the pressure of the nobles 'Alî was obliged to accept Ḥasan as his principal adviser. It was not long before the corruption at court convinced Ḥasan that 'Alî should be removed from power. With the support of the whole family 'Alî was dethroned in December 1925 and Ḥasan elected in his place.

Ḥasan immediately repulsed Imâm Yaḥya's force from Ṣâmta, only 45 kilometers from Ṣabyâ. But Ḥasan now faced a new threat : ibn Sa'ûd alarmed at Imâm Yaḥya's rapid advance, had dispatched a force to Ṣabyâ instead of the ammunition requested by the Idrîsî. However Ḥasan regarded ibn Sa'ûd as a lesser threat than the Imâm and the new Idrîsî Government decided to seek his protection. After protracted negotiations in Mecca an agreement between the two was reached on 21 October 1926.

Events leading to the Saudi-Yemeni war of 1934

The period from 1926 is dominated by the Saudi-Yemeni dispute over the delimitation of the frontier between the two states. In the Treaty of Mecca, Ibn Sa'ûd undertook to defend Idrîsî territory from both internal and external aggression. The Idrîsî, while retaining responsability for the administration of 'Asîr, engaged not to enter into political negociations with any government, not to grant commercial concessions and not to declare war or peace without the consent of Ibn Sa'ûd. Sayyid Ḥasan was recognized as Imâm of 'Asîr during his life time, and thereafter whomsoever the Idrîsî and other competant 'Asîrîs might nominate. Ibn Sa'ûd undertook to regain all the Idrîsî's former territory along the coast up to, but excluding, al-Ḥudayda.

Ibn Sa'ûd besides sending a copy of the treaty to Imâm Yaḥya also dispatched a mission to Ṣan'â' : in the course of the ensuing discussions the Imâm insisted that the frontier between their two countries should be that which existed at the end of 1926 between Yemen and the Idrîsî. Ibn Sa'ûd agreed to accept the frontier proposed by the Imâm, but it was believed that once he felt sufficiently strong to extend his authority up to al-Ḥudayda as dictated by the Treaty of Mecca, he would do so.

It was at this time that Ibn Sa'ûd sent representatives to Ṣabyâ to administer the Idrîsî imâmate. However friction soon arose between the Najdis and Sayyid Ḥasan. The situation deteriorated with the arrival of 4500 Najdi troops in Jîzân only two months after the conclusion of the treaty.

The treaty had enabled Ibn Sa'ûd to achieve his ambition of extending his authority over 'Asîr : at the same time the treaty was a direct challenge to Imâm Yaḥyâ who could not accept the claims to his territories which the treaty implied go unheeded : collusion between the two became inevitable.

Imâm Yaḥya's military preparations were hampered at the end of 1926 by widespread revolts against his authority in the highlands by the northern Khawlân, Dhû Muḥammad, Dhû Ḥusayn and Hamdân tribes. In the Tihâma the Zarânîq took to arms due to the heavy taxation imposed by the Imâm : they turned to the Idrîsî for assistance to free them from Zaydi rule. In the Jawf, several tribes refused to accept the presence of the Imâm's troops and even sent a delegation to Aden to request arms.

Ibn Sa'ûd was not in a position to take advantage of the Imâm's difficulties and invade Yemen : drought prevailed in 'Asîr which would have rendered difficult the supply of food for his troops. He also feared the possible extent of Italian support for the Imâm in the event of war. But even more serious for ibn Sa'ûd was the dubious loyalty of the Idrîsî's ministers, for in January 1927 they had contacted Imâm Yaḥyâ's governor of al-Ḥudayda to suggest an immediate attack against the Idrîsî before the arrival of Ibn Sa'ûd's troops in 'Asîr. The Imâm ignored the appeal and instead talks were held in Ṣan'â' in February 1927 with ibn Sa'ûd's representatives in an attempt to resolve the issue of the

Idrîsî-Yemeni frontier. When the discussions broke down both sides renewed their preparations for war. By April 1927, 7300 Yemeni troops had reached Mîdî.

In January 1928 Ibn Sa'ûd again made warlike preparations after the break down of discussions with Imâm Yaḥyâ's representatives in Mecca. It was a favourable moment for Ibn Sa'ûd to attack Yemen for the British RAF was bombing Yemeni cities in an attempt to induce the Imâm to withdraw from the Aden Protectorate but war was once again averted when an imâmic delegation reached Mecca to discuss the frontier question : when the negociations failed the Yemeni delegates received second class steamer tickets for their return to al-Ḥudayda. At this moment the Imâm's position was critical : the British were still bombing his territory, the Ḥâshid and Bakîl were opposing him, the Zarânîq were expected to attack al-Ḥudayda and ibn Sa'ûd dispatched reinforcements to 'Asîr.

When the Imâm's son Aḥmad began military operations against the Zarânîq in 1928, Ibn Sa'ûd actively assisted the Zarânîq in the form of ammunition. The Imâm had to contend with further uprisings as other Tihâma tribes joined the Zarânîq : these included the Banû Marwân and Banû Sulayl as well as Ḥadî Ḥayj. It was not until the second half of 1929 that Aḥmad finally ended the Zarânîq rebellion. Many tribesmen were put to death while the women were forced to marry Zaydi soldiers.

In August 1931 Yemeni forces attacked the Idrîsî's frontier east of Ṣabyâ and the next month advanced against Jabal Fayfa « to test the pulse » of Ibn Sa'ûd. The latter refrained from declaring war, probably due to his lack of popularity in 'Asîr and instead dispatched a mission to Ṣan'â' for discussions in October when it was agreed that talks should continue in the vicinity of the disputed frontier. But within a week the talks had broken down when the Imâm refused to accede to Ibn Sa'ûd's demand to evacuate the recently occupied territories and to delimit the boundaries between them. Both sides dispatched troops to the frontier but tribal opposition in 'Asîr to Ibn Sa'ûd's authority rendered it too dangerous for him to contemplate war against the Imâm. Indeed, early in 1932 several 'Asîrî tribes had requested Imâm Yaḥya to take over their territory.

Neither ibn Sa'ûd nor Imâm Yaḥyâ was prepared to go to war, both suspecting the allegiance of tribesmen under their nominal control. During renewed talks in June Imam Yaḥya claimed Najran to be a Yemeni protectorate. The difficult task of reaching an agreement in face of these irreconcilable claims to 'Asîr was rendered even more formidable with the arrival in Ṣan'â' during the Saudi-Yemeni talks of an Idrîsî delegation to press the Imâm not to recognize Ibn Sa'ûd's boundaries as Sayyid Ḥasan was prepared to fight for « his rights ». Imâm Yaḥya dispatched supplies and guns to his son Aḥmad at Najrân.

During the last five months of 1933 both sides fortified the frontier areas under their control and dispatched further troops and arms to the frontier regions near Najrân and Jîsân amid continual skirmishing around Najrân. Skirmishing again occured at the end of March when Saudi forces at Ṣamta attacked Ḥaraḍ and the Yemenis inflicted casua-

lities on the Saudis near Najrân [10]. This was followed by two further Saudi attacks against Ḥaraḍ in April and after the fall of the latter an attack on Mîdî. Then on 7 April Ibn Sa'ûd declared war.

A Saudi force under Amîr (later King) Faysal rapidly advanced southwards along the coast towards al-Ḥudayda as the majority of the tribal leaders, including Ḥadî Ḥayj, deserted the Imâm. On 5 May the Saudis entered al-Ḥudayda, but not before British and Italian naval detachments had landed in the town, the former to defend European life and property and the latter with a view to later assisting Imâm Yaḥya against the Saudis [11]. On the Ṣa'da-Najrân front Aḥmad successfully resisted a second Saudi force.

With the Imâm's principal port in Saudi occupation for six weeks and little likelihood of immediate Italian assistance the Imâm had little option but to agree to Ibn Sa'ud's demands for the surrender of Sayyid Ḥasan, the evacuation of Najrân and the region near Jabal Fayfa and finally the delimitation of the boundary between the two countries. On 28 May Imâm Yaḥya announced his intention of completely fulfilling Ibn Sa'ud's demands and stated that his forces had already evacuated the mountains in 'Asîr and that the Idrîsî had been arrested. As Ibn Sa'ûd's conditions had been met, Saudi troops began to evacuate the Yemeni Tihâma en 25 June. By 6 July all Saudi troops had withdrawn north of Mîdî.

In the preamble to the Treaty of Ṭâ'îf which brought an end to hostilities it was stated that the two countries aimed at creating « a unified front against eventualities and a solid structure to preserve the security of the Arab Peninsula ». In article 2 Ibn Sa'ûd renounced his claims to territory formerly possessed by the Idrîsî in what was then recognized as Yemeni territory while Imâm Yaḥya renouced his claims to territory formerly possessed by the Idrîsî in Najrân and Yâm country. A boundary commission was established and by 1936 the frontier between the two states had been defined.

The defence of Yemen from European powers

Almost throughout the hundred years between 1849 and 1948 Yemen had to face the threat of foreign occupation from Britain, France and Italy as well as Turkey and to a lesser degree from Germany, the Austro-Hungarian Empire and the Soviet Union. After the 1934 war Imâm Yaḥya's principal concern was to defend the territorial integrity of his country from the European powers.

---

(10) A.H. Sharaf al-Dîn, *Al-Yaman 'abr-al-Tarîkh*, 1963, 160.

(11) See J. Baldry, « The Powers and al-Ḥudayda during the Sa'ûdî-Yamani War of 1934 », to be published in *Arabian Studies* , VI, and also J. Baldry, « The struggle for the Red Sea : Mussolini's policy in Yemen, 1934-43 » in *Asian and African Studies*, XVI, Bratislava, 53-88.

Italian influence in Yemen [12].

The opening of the Suez Canal in 1869 not only encouraged European expansion, but also led to increased rivalry between Italy, France and Britain for influence on both banks of the Red Sea. Italy first directed its attention to the western shore and it was not until 1880 that the *Societa Italiana di Commercio coll Africa* established an agency in Yemen, that being the first Italian company to do so [13]. Three years later the Capretti Brothers reached Ṣan'â' as agents of Mazzuchelli e Perera.

In 1899 the Government itself showed interest in Yemen when a warship was dispatched to al-Ḥudayda threatening action unless the Turkish autorities paid compensation for an Italian vessel which had been seized. Three years later the Italians again threatened to use force if attacks against Italian sambûqs by Turkish Arabs did not cease. In July armed Italian vessels patrolled the eastern Red Sea coast in an attempt to end piracy against Italian sambûqs. Following the bombardment of Mîdî by an Italian cruiser in October 1902, the Turkish authorities paid an indemnity to the value of Italian goods seized by Yemeni pirates.

In 1904 an Italian consulate was opened in al-Ḥudayda while five years later Gaetane Benzoni was sent to al-Mukhâ' to recruit Yemenis for the Eritrean army. Italian penetration of Yemen increased during the Italian-Turkish War of 1911-12. The Idrîsî was furnished with Italian arms for the war against the Turks in 'Asîr. On several occasions the principal Turkish-Yemeni ports were also bombarded by Italian warships and the coast blockaded.

Little more is heard of Italian interest in Yemen until the First World War when Italy attempted to increase its influence at the expense of Britain's hoped for hegemony in Arabia. To forestall a possible Italian occupation of Yemen, British forces occupied the islands of Kamarân, Zuqur and Great Ḥanîsh, the Foreign Office having observed that it had always regarded « with suspicion Italian contentions in the Red Sea, more especially their relations with the Idrîsî ; and we have no intention of allowing them under any pretext to get over on to the Eastern coast ». Partly to prevent Italian foodstuffs and other supplies from Eritrea from reaching Turkish troops in Yemen the British Red Sea Patrol was founded to police the coast. However, despite the British blockade, considerable quantities of *dhurra* from Eritrea continued to reach the Yemeni coast.

After the World War Italian Policy was initially directed towards diverting the Idrîsî's friendship for Britain. Gifts of arms, money and a car were sent to 'Asîr as part of the Italian plan to obtain oil, mineral and

(12) As I have published papers on this aspect of Yemeni history, the subject is only dealt with briefly here. See my « The Turkish-Italian War in Yemen, 1911-12 », *op. cit.* & my « The Struggle for the Red Sea » *op. cit.* & my « Anglo-Italian rivalry in Yemen and Asir, 1900-34 » in *Die Welt des Islams*, vol. XVII, 155-193.

(13) Archives de France, F12. 7194.

salt concessions in Idrîsî country. During 'Alî's rule, several Italian companies opened branches in the main Yemeni ports.

It was however in the territories of Imâm Yaḥya that the Italians gained greater influence. By 1922 Italians were spreading anti-British propaganda in Yemen, an easy task in view of the British occupation of the Aden Protectorate. The following year Italians obtained the customs contract for Khawkha and al-Mukhâ'. With Italian supplied arms Imâm Yaḥya succeeded in expelling the Idrîsî from the Tihâma. The Imâm also received other substantial aid from Italy : work began on linking al-Mukhâ' telegraphically with Ṣan'â' in 1924, the same year that Italians commenced to operate the Imâm's wireless station. In 1925 the Imâm sent the first of many delegations to Eritrea to purchase arms. The same year Italian doctors were appointed to al-Ḥudayda and Ṣan'â'.

Italian-Yemeni relations became almost official when Italian warships escorted commercial vessels from Eritrea trading at Yemeni ports.

In August 1926 a Treaty of Friendship was signed between the two countries. A further consignment of material for telegraph lines reached Yemen immediately afterwards and plans were made for the construction of an aerodrome at al-Ḥudayda and the development of Râs al-Kathîb harbour. More Italian doctors arrived in the capital and engineers began to run the ammunition factory there. After the visit of an official Yemeni delegation to Rome in 1927 the volume of arms supplies to Imâm Yaḥyâ increased and Yemeni pilots received training in Eritrea.

The conclusion of the Italian-Yemeni Treaty of Friendship caused a rift in Anglo-Italian relations. The British regarded Italian recogntion of Imâm Yaḥyâ as King of Yemen as implying recognition of the Imâm's claims to sovereignty over Aden and the Protectorate. Although the Italian Ambassador in London informed the Colonial Office that Yemeni frontiers were not defined in the Treaty, British mistrust of Italian motives was not allayed.

The Imâm continued to use Italian arms in his incursions into the Protectorate. Nor was this the sole cause of anxiety in Britain concerning Mussolini's intentions in Arabia. It was feared that Italy might close « the imperial route » through the Red Sea to India as a result of its influence on both shores of the Red Sea. In an attempt to limit Italian influence through Imâm Yaḥya, the British Government ended its embargo of arms supplies to Arabia and immediately a British company sent arms to the Idrîsî for the defence of the Farasân islands which, it was believed, the Imâm was planning to seize [14].

In another attempt to reach an agreement which would limit non-British influence in Arabia, the British Government suggested to Mussolini that discussions between the two countries should be held. These duly opened in Rome towards the end of 1926 when the British delegation was instructed to obtain recognition from Mussolini « of the vital necessity » that no power should be allowed to establish itself on the

(14) See J. Baldry, « The powers and mineral concessions in the Idrîsî imâmate of 'Asîr » in *Arabian Studies*, II, 76-103.

eastern shore of the Red Sea, especially Kamarân and Farasân. Opportunity was taken to request the Italians to use their influence with the Imâm and urge him to come to terms with Britain. In return the British undertook not to recognize the Treaty of Mecca between the Idrîsî and Ibn Sa'ûd as this would be interpreted as British recognition of the territorial changes that the Treaty implied : British recognition of the Treaty would also imply British support for Ibn Sa'ûd against the Imâm. At the conclusion of the discussions the British were satisfied that Mussolini had recognized their special interests in southern Arabia. But a few months later Mussolini asserted that Italy was more suited than either Britain or France to be a major colonial power [15].

In 1927, less than a year after the Rome Discussions, there were acrimonious exchanges between Rome and London over the respective support and encouragement the two were providing their two protégés, Imâm Yaḥyâ and Ibn Sa'ûd. In 1929 Anglo-Italian differences temporally lessened and the Imâm was even informed that he should not expect Italian support for any anti-British policies he may pursue. Mussolini seemed for the moment to regard stability in the Red Sea as the best means of reinforcing Italy's position there. Nonetheless the Imâm continued to receive large quantities of Italian arms which he would ultimately employ against Ibn Sa'ûd.

The Saudi-Yemeni War of 1934 ended the period of Anglo-Italian understanding over Arabian affairs. The War presented Mussolini with an opportunity to extend Italian influence in Yemen. The landing of French and British detachements at al-Ḥudayda for the maintenance of law and order between the time of the evacuation of the town by Yemeni troops and the arrival there by the Saudi occupation force afforded the Italians with an excuse to similarly disembark a force in the town, ostensibly to defend Italian life and property, but in reality to come to the assistance of Imâm Yaḥya, should he resume the war against the Saudis.

Hitherto Imâm Yaḥya had not regarded Mussolini's policies as a danger to Yemen but this attitude changed when it became evident that Mussolini had decided upon the occupation of Ethiopia. In Britain, however, Chamberlain, « a man with a mission to come to terms » with Hitler and Mussolini [16], acquiesced in the expansion of Italian influence on both sides of the Red Sea. Chamberlain's policy of appeasement only encouraged Mussolini to consider further conquests in the Middle East and Africa.

In 1935 Imâm Yaḥya rejected the Italian Government's request that casualties from the Ethiopian campaign be permitted to recuperate at Shaykh Sa'îd, at the entrance to the Red Sea [17]. The Imâm, evidently alarmed at the motives behind Mussolini's request, appealed to Britain for guns for the defence of Shaykh Sa'îd.

---

(15) D. Mack Smith, *Mussolini's Roman Empire*, London, 1976, 32.

(16) M. Wilson, *A prime minister on prime ministers*, London, 1977, 226, quoting A. Eden's « Diary » for 18.1.1938.

(17) *Morning Post*, 7.10.1935.

After lengthy discussions in London it was decided to inform the Imâm that the signatories to the Rome Understanding of 1927 had mutually undertaken not to etablish themselves on the east coast of the Red Sea and that the likelihood of any Italian aggression against Shaykh Sa'îd was remote. Britain itself could not provide arms for the defence of Shaykh Sa'îd as this would be contrary to the Anglo-Italian Understanding.

This failed to allay fears in Yemen that Mussolini was planning to establish a footing there, once Ethiopia had been subjugated. In Rome, too, the British Ambassador reported that Mussolini « would be glad enough to establish a footing on the Arabian coast of the Red Sea if a favourable opportunity » presented itself.

Despite Imâm Yaḥya's suspicions of Italian designs against his country, he concluded a new Treaty of Friendship with Italy in August 1936. A year later a supplementary treaty was concluded in which Yemen recognized the Italian Empire, thus giving international acceptance to the seizure of Ethiopia. This action by the Imâm seems to have been motivated by his apprehension that if he antagonized the Italians, Yemen would suffer the same fate as Ethiopia.

The new Italian-Yemeni agreements were accompanied by an increase in the dissemination of Italian propaganda in Yemen through the agency of members of the Italian medical mission, most of whom were captains in the Army Medical Service ; several prominent Yemenis were alleged to be in Italian pay.

Britain could do little to lessen Italian influence in Yemen but in the Aden Protectorate measures were taken to reduce the possibility of Italians causing disturbances. In 1937 Aden and the Protectorate were placed under the direct authority of the Colonial office as the first step towards the creation « of a peaceful internal situation ». With the restoration of peace in Ḥaḍramawt new agreements were concluded between the local rulers and the British. This however had an unforeseen result : Imâm Yaḥya accused Britain of breaking the 1934 Anglo-Yemeni Treaty and so dispatched his forces to infiltrate those areas whose leaders had just concluded treaties with Britain.

Events in Yemen in 1937 and early 1938 led the British Government to seriously consider revising the 1927 Understanding with Mussolini. When talks opened in Rome on 15 March 1938 difficulties immediately arose when the Italians argued they could not be expected to recognize Britain's exclusive rights over Ḥaḍramawt, a situation they had not been aware of at the time of the Rome Understanding. However on 9 April agreement was fully reached [18] and both parties agreed not to undertake action prejudicial to the independence or integrity of Saudi Arabia and Yemen. Neither party would seek « a privileged position of a political nature » in the two countries : they undertook not to intervene in any conflict between Saudi Arabia and Yemen.

---

(18) See « The Anglo-Italian Agreement regarding certain areas », in the *Middle East*, 16.4.1938.

After the conclusion of the Agreement, Fascist propaganda increased rather than declined in Yemen : more Yemenis than ever before were said to sympathize with Italy. Arms supplies were shipped to Yemen in ever increasing quantities, not only for the defence of Shaykh Sa'îd but also to further the Imâm's claims to the Aden Protectorate. In 1938 Yemeni forces occupied Shawba and Ḥuṣn al-'Abr. Were Britain to retaliate militarily against the Yemenis, the Italians could justifiably protest that Britain had broken Article 1 of the 1938 Agreement which stipulated that the two parties were not to undertake action which would « impair the independence or integrity » of Yemen.

The same year Italian war ships began paying regular visits to Kamarân where rumours were spread that Italy would occupy the island in 1940, in which year Britain was untruthfully said to be due to evacuate it.

At the beginning of 1939 Italian involvement in the Red Sea increased. Ciano, Mussolini's Foreign Minister, proposed a joint Franco-Italian administration of Djibouti and a stronger Italian participation in the administration of the Suez Canal [19]. These pronouncements and the occupation of Albania in March strengthened Imâm Yaḥya's suspicion of Mussolini. Despite the Imâm's continuing occupation of parts of the Protectorate, an imâmic delegation reached Aden in May to negotiate the purchase of arms for the defence of Shaykh Sa'îd in an attempt to lessen Yemen's dependence on the Italians. The mission stated that the Imâm was concerned about the possibility of a general war when he thought all belligerents would attempt to seize Shaykh Sa'îd. For this reason it should be put into a state of defence against air and sea attacks. He believed that the two governments had a common interest in preserving the security of Shaykh Sa'îd.

In reply the British Government yet again referred the Imâm to the Anglo-Italian Agreement. The British response was motivated as much by fear of Mussolini's reaction to British arms supplies as to the belief that Italy would abide by the terms of the Agreement, despite growing evidence that it was establishing a privileged position in Yemen.

At this time the Yemeni Foreign Minister informed a visiting French mission that his Government was convinced that if Mussolini joined Hitler, Yemen would be occupied by Italy : in an attempt to avert an Italian occupation Imâm Yah'ya refrained from offending Mussolini. Britain shared the Imâm's apprehension, fearing that if Yemen was occupied by the Italians, it would be used as a spring board for an invasion of British East Africa and the Aden Protectorate. To counter such a threat the Chief of Air Staff proposed strengthening Aden's defences by a squadron of aircraft.

In January 1940 the Imâm again appealed to Britain to supply arms for the defence of Shaykh Sa'îd, but as the arms situation in Britain was critical, the request had to be rejected – thus causing the Imâm considerable « hurt ». However steps were taken to reduce the Imâm's hostility towards Britain. The « forward policy » in the Protectorate was

(19) *Ciano's Diary*, ed. M. Muggeridge, London, 1947, entry for 8.1.39.

abandoned. In February 1940 Freya Stark arrived in Ṣan'â' which she described as « a Fascist reserve » [20].

When by March 1940 it was clear that Italy was about to enter the War on the German side, the British Admiralty was instructed to prepare to intercept possible Italian landings on the eastern Red Sea coast. Although Mussolini did not declare war until 10 June 1940, the Allied position in the Red Sea remained weak. From Massawa and Assab the Italians could interrupt communications in the Red Sea while Mogadiscio threatened the Cape route. Somaliland, Ethiopia and Libya afforded the Italians with a base from where they could strike against Uganda, Kenya, Sudan, Aden and the Nile.

The Italian threat both to Yemen and Britain rapidly disappeared : less than a month after the declaration of war, an Italian submarine was captured beyond Aden harbour [21]. The Aden defence forces were so effective that Italian pilots dropped their bombs in the sea rather than face anti-aircraft barrages from Aden. By July Mussolini had renounced all intention of invading Yemen or Aden from Eritrea [22], most Italian vessels having been captured in the east Mediterranean and the Red Sea [23].

However the establishment of a Vichy régime in Djibouti the same year and the fall of Somaliland offset the propaganda advantage the early Allied victories had given and Italian propaganda in Yemen continued unabated. Mussolini's successes in East Africa encouraged him to claim Nice, Corsica, Tunisia, Sudan and Aden [24].

The accomplishment of such Italian expansion in the Red Sea pre-supposed an Italian occupation of « Aden, Perim, Socotra, as well as the nearby British and French colonies on the African coast... [and] some areas in the Sudan would have to be taken from Egypt in order to provide a link between Libya, through Ethiopia to Somalia, thus opening a land route to the Indian Ocean ». The first part of Mussolini's grandiose plan was put into operation in September 1940 when Marshal Graziani launched his offensive from Libya against Egypt with the object of seizing the Suez Canal. By January 1941 Italian losses obliged Hitler to dispatch Rommel to extricate the Italian army. The same month British forces began their advance in Eritrea while by February the Italians lost much of Somaliland.

These losses dealt a severe blow to Italian prestige in Yemen and the Allied victories were given full coverage in the Yemeni press while the population manifested its delight. Rommel's initial successes in North Africa led to a revival of confidence among Italian propagandists in Yemen.

---

(20) F. Stark, *Dust in the Lion's Paw*, London, 1961, 9.
(21) F. Stark, *op. cit.*, 48.
(22) F. Stark, *East is West*, London, 1945, 48.
(23) H.M.S.O., *East of Malta, West of Suez*, London, 1943, 12.
(24) Mack Smith, *op. cit.*, 225.

In the second half of 1941 Japanese propaganda was also having some effect, especially after the Japanese proposed that the Axis powers issue a declaration in favour of the independence of India and Arabia [25]. In May 1942 after the Japanese success in Burma, the Italians began to spread pro-Japanese propaganda in Yemen.

The Imâm continued to anticipate an Axis victory until Rommel's defeat in Libya in 1942 and the American landings in Algeria and Morocco. Nonetheless it was only on 26 February 1943 that Imâm Yaḥya ordered the arrest and imprisonment of all Germans and Italians in Yemen and broke diplomatic relations with the two Axis powers. Thus ended the long standing Italian threat to Yemeni independence.

French interest in Yemen

The earliest French intention of penetrating the Red Sea dates from 1665 when a French vessel dispatched from Madagascar failed to reach the port of al-Mukhâ'. During most of the remainder of the century the French diverted their attention to the northern end of the Red Sea where Egypt was seen as providing « la véritable route de l'Inde : c'est là que la France peut s'assurer l'éternelle domination dans le Levant » [26]. However in 1709 French vessels sailed through the Bâb al-Mandab Straits and established a trading station at al-Mukhâ' [27]. The establishment of a factory in Yemen did not divert French interest from their involvement in Egypt and in 1798 the Directory instructed Napoleon to take « des mesures nécessaires pour assurer la libre et exclusive possession de la mer Rouge à la République Française » [28], and throughout the period of the subsequent French occupation of Egypt, Napoleon pursued an active policy in the Red Sea designed to eliminate or at least curtail British influence. This evidently presented a serious threat to the British route to its possessions in India. Although ejected from Egypt in 1801 the French continued to exert considerable influence in the Red Sea and between 1805-06 made concerted attempts to occupy Kamarân island.

For some years after the Napoleonic wars, France was too weak to contemplate further expansion in the Red Sea and it was not until Lefèbvre was sent to survey both shores of the sea between 1839-43 that France manifested a renewed interest in Yemen. This was followed by an agreement with the Egyptian Government in 1854 for the construction of the Suez Canal and the purchase in 1859 of a territory which was later to become Djibouti.

Less than ten years later France showed renewed interest in the eastern shore of the Red Sea when in 1868 two Frenchmen, Théodore

(25) *Ciano's Diary, op. cit.*, 456.

(26) See J. Baldry, « The Yemeni Island of Kamarân during the Napoleonic Wars », *Middle Eastern Studies*, XVI, n° 3, 53-88.

(27) See J. Baldry, « The East India Company's settlement at al-Mukhâ, 1719-1739 », *The Arab Gulf*, al-Baṣrah, XIII, n° 2, 13-38.

(28) G. Hanotaux, *Histoire de la Nation Française*, Paris, 1931, V, 320-3.

Poilay and a M. Mas, concluded an agreement with Shaykh 'Alî Thâbat for the purchase of 300 000 acres of land around Shaykh Sa'îd for M.T.$80 000 although Shaykh Sa'îd was nominally under Ottoman sovereignty. Following the signature of a second contract in 1869 French engineers constructed a fort and a large house on the Shaykh Sa'îd peninsula.

An Ottoman attempt to send a force to occupy Shaykh Sa'îd later in 1869 met with official French protests and the French Ambassador in Constantinople was instructed to negotiate with the Porte to establish French « rights » to Shaykh Sa'îd. In July 1870 the Turks acquiesced and recognized (but soon denied) the existence of a French protectorate over Shaykh Sa'îd. The British, fearing for the security of the Bâb al-Mandab Straits, and relying on the Turks for this, informed the Porte that they regarded Shaykh Sa'îd as an integral part of the Ottoman Empire and thus regarded the French claim as invalid.

Nevertheless the French claim to the peninsula was maintained by periodic visits by representatives of French business interests as well as the French navy during the next few years until 1893 when the Chamber of Representatives unsuccessfully urged the Government to re-occupy Shaykh Sa'îd. This provoked the Turks to strengthen their garrison in the peninsula. Three years later, the French Ministry of Colonies referred in the Chamber to French « rights » over Shaykh Sa'îd : the following year when a resolution was introduced in the Chamber calling for the re-occupation of the peninsula, the deputies agreed to print and transfer the resolution to the Colonial Commission, but the latter took no action.

At the beginning of the century in the course of negotiations to define the frontier between British and Turkish occupied Yemen, the French requested Britain to « respect » the position of Shaykh Sa'îd but in the Anglo-Turkish protocole of 1905 the peninsula was included within Turkish Yemen.

By this time French influence in Yemen had increased and as early as 1882 the French vice-consul at al-Ḥudayda had urged his government to see that vessels of the *Messageries Maritimes* made twice monthly calls to Yemen [29]. Two years later a French engineer designed a new harbour for al-Ḥudayda while in 1896 a French company placed lights at al-Mukhâ' and on Jabal Ṭayr and Zuqur islands. Early in the 20th century French banking interests obtained a concession for the construction of a railway between al-Ḥudayda and Ṣan'â'. This would have been in the words of the French adventurer de Monfreid, « la consécration de notre influence en Arabie » [30] but the damage caused to equipment and rolling stock already landed at Râs al-Kathîb during Italian bombardments in the course of the Italian-Turkish war caused the project to be abandoned.

---

(29) Arch. France, F12. 7194.

(30) H. de Monfreid, *Aventures de Mer*, Paris, 1961, 60.

During the First World War rivalry between the European powers for influence in Arabia led Britain to consider occupying Shaykh Sa'îd to forestall possible similar action by either France or Italy [31]. The idea was eventually abandoned, but not before British war ships had bombarded the port on several occasions. In both India and London it was feared that a British occupation of Shaykh Sa'îd would so prejudice Imâm Yaḥya that he would not consider concluding any agreement with Britain.

Anglo-French relations were soured during the first two years of the World War as a result of the determination of the authorities and trading circles in Djibouti to ignore the French Government's call for an embargo on trade with Turkish Arabia. On numerous occasions French dhows carrying contraband goods were intercepted in Yemeni waters by ships of the British Red Sea Patrol. However, the Sykes-Picot Agreement of 1916 allayed British fears that France intended to annex Shaykh Sa'îd, for the Agreement clearly stated that Britain could rectify the Aden frontier if this was necessary as a result of Turkish aggression.

Although in Britain it appeared that French policy during the War was directed towards the obtention of a privileged position in Arabia, once the War was over France showed no immediate interest in Yemen. Britain's difficulties with Imâm Yaḥya would have afforded them every opportunity to advance their influence at British expence. Yet, it was not until 1922 that French interests developed a commercial relationship with the Imâm. This followed instructions issued by the French High Commissioner in Beirut to its intelligence officers to reach a rapprochement with Imâm Yaḥya, « an enemy of Britain », through the agency of Maḥmûd Nadîm, the last Turkish Governor-General of Yemen who had chosen to remain in Yemen after the Turkish evacuation.

That year Paul Sicard supplied the Imâm with an anti-aircraft gun and undertook to supply four others in addition to a cartridge making machine and a wireless station. The same year two Frenchmen received a concession for the construction of a railway between al-Mukhâ' and the capital. Imâm Yaḥyâ subsequently dispatched a mission to Djibouti for further negociations on the subject but no more is heard of the projected railway.

At this time arms were reaching Imâm Yaḥya from Djibouti in direct breach of the Arms Traffic Convention. The French Government, when approached by Britain, referred to a commercial convention with the Imâm, but subsequently denied the existence of any such agreement, adding that an armed yacht had been dispatched to the Red Sea to prevent the smuggling of arms across the Red Sea. It seems that powerful French commercial circles in Djibouti were behind the arms trade with Yemen, often with the connivance of government officials. However, the Imâm's treaty with Mussolini in 1926 brought an abrupt end to French commerce with Yemen : as a result it was only in 1936 that a France-Yemeni Treaty of Friendship was concluded, negociations

(31) See J. Baldry, « British naval operations against Turkish Yemen during the First World War », *Arabica*, vol. XXV, June 1978, 148-197.

for such a treaty having failed in 1930 due to the French refusal to recognize the Imâm's claim to sovereignty over parts of the western Aden Protectorate and Ḥaḍramawt [32]. During the discussions which proceded the France-Yemeni agreement the Imâm informed the French negotiators that he did not accept the French claim to Shaykh Sa'îd. Evidently motivated by apprehension of Mussolini's intentions towards the peninsula the French replied that so long as he, the Imâm, effectively occupied « la zone visée par l'acte enregistré à Aden » in 1868, the French Government would not press its claim.

Nonetheless, the Shaikh Sa'îd question was replied in December 1938 when *L'Action Française* urged the Government to « establish an effective control » over the peninsula, thereby anticipating « Italo-German pretentions ». The same year the Ministry of Colonies made a film in which Shaykh Sa'îd was shown as a French colony. A few months later the French Government made enquiries as to the British opinion concerning « French rights » over the Shaykh Sa'îd peninsula.

It would seem that anxiety expressed by the British Government at French intentions towards Shaykh Sa'îd was partialy instrumental in persuading the French Government to inform a son of Imâm Yaḥya then visiting Paris that the Government reserved its rights to the peninsula but that it would not put them into effect unless a third party, presumably the Italians, landed or attempted to land on Perim or the Yemeni coast. At this time the French Government also envisaged concluding an agreement with Imâm Yaḥya in which France undertook not to press its claim.

In response to French enquiries in May 1939 as to whether Shaykh Sa'îd had been recognized as being « incontestably » in Yemeni territory in the Anglo-Italian Agreement, the French were informed that the boundaries had been recognized by both Italy and Britain in a confidential exchange of notes annexed to the Agreement.

Italy was as concerned as the British at the appearance of articles in the French press asserting French claims to the Shaykh Sa'îd peninsula. One Rome newspaper suggested that Italy should oppose by force any French action to implement its claim [33].

The Italians seem to have convinced the Imâm of the certainty of an imminent French threat to Shaykh Sa'îd with the result that Yemeni reinforcements were dispatched to the peninsula in May 1939. However, the British Ambassador in Paris was informed that France had no intention of occupying Shaykh Sa'îd : its principal concern was to prevent a third party from obtaining a footing on Yemeni territory.

To allay the Imâm's fears, the French Government addressed a note to Ṣan'â' in July 1939 in which it declared its intention of respecting the political and territorial *status quo* of all states bordering the Red Sea and reasserted that it would not raise the Shaykh Sa'îd question so long as the Imâm « effectively occupied » the peninsula and did not permit any power to establish itself en Yemeni soil. This seems to have assuaged the

(32) E. Macro, *Yemen and the Western World*, London, 1968, 70.
(33) *La Stampa*, 23.2.1939.

Imâm, for thereafter he became more apprehensive of firstly Mussolini's and then Britain's territorial intentions. At first he asked for British arms to defend Shaykh Sa'îd from Italy. Britain's inability to meet the request and its unwillingness to complicate its relations with Mussolini, compelled Imâm Yaḥya to seek arms from Mussolini himself for the defence of the Yemeni coast. Italian propagandists continued to disseminate « information » concerning French intentions to seize the Yemeni coast. This was a vain endeavour, for the earlier note sent to the Imâm by the French Government seems to have satisfied Imâm Yaḥya that France cherished no territorial ambitions in Yemen. Thereafter French interest in Yemeni affairs was minimal, being limited to discussions with Britain on means of preventing an Italian occupation of Yemen.

Several other nations also showed interest in Yemen but whether they represented any threat to the independance of the country is doubtful.

Austro-Hungarian interest in Yemen

The Austrians dispatched several vessels to the Red Sea in the 19th century with the principal, if not the sole object, of gathering commercial information. For three months in 1857-58 an Austrian vessel surveyed both banks of the Red Sea [34]. In 1870 the *Narenta* of the Imperial Austrian navy sailed from Aden to Judda calling at al-Mukhâ', al-Ḥudayda, al-Luḥayya and Massawa to collect commercial information. Fourteen years later the corvette *Frundsberg* was in Yemeni waters [35] and submitted to the Marine Section of the War Ministry in Vienna a lengthy report on al-Ḥudayda. In 1898 the *Pola* anchored off the small Yemeni port of Ghulâfiqa [36]. Despite these investigations Austrian trade with Yemen was negligible and an honorary Austro-Hungarian consulate was not established in al-Ḥudayda until 1913, although Edouard Glaser had proposed such an establishment as early as 1882.

Germany and Japan

Germany exhibited little interest in Yemen until 1913 when several sites were proposed for a coaling station. No further German activity occured until 1926 when Weiss-Sonnenberg visited Ṣan'â' : a second mission was sent to Yemen in 1930, but similarly was « of little account ». Thereafter it was Imâm Yaḥya who initiated the improvement of Yemeni-German relations, Hitler preferring to leave Mussolini to cement relations between the Axis powers and Yemen.

---

(34) Austrian War Archives, *Auszug aus Tegetthoffs Tagebuch*, 1857/58, f.209-81.

(35) *Frundsberg* to Reichs-Kriegs Ministerium, Marine Section, Vienna in Austrain Kriegsarchiv.

(36) Information from Austrian War Archives, Vienna.

In an attempt to purchase German arms in the late 1930s Imâm Yaḥya sent 'Umar Mizjâjî to meet Hitler [37] and doubtlessly to lessen Yemeni dependence on Italian arms. So secret was Mizjâjî's mission to Germany that it appears to have gone un-noticed by all foreign missions then in Yemen. Although he stayed three months in Germany, he made no arms purchases, but upon his return to Yemen he maintained a personal correspondence with the Führer and the German Ambassador in Cairo.

From this time there appears to be no further German activity in Yemen and during the early years of the Second World War only one German citizen resided in the country. This did not however deter Imâm Yaḥya from sending 2080 kilos of coffee to Hitler upon the outbreak of the war. Whether this gift was a mark of the Imâm's respect for Hitler or rather a pathetic attempt to win his friendship and thus avert a Nazi occupation of Yemen is impossible to say.

Relations with the other Axis power, Japan, were initially of a commercial nature : according to one writer between 1933-39 the Japanese won 85 % of the Yemeni textile market. However during his world tour in 1938 Ḥusayn, the Imâm's son visited Tokyo to open Japan's first mosque when he was accompanied by a number of Italian « advisers ». The British Embassy in the Japanese capital reported that the visit appeared « to be a political occasion with a slight anti-British complexion ».

Unfortunately the surviving Japanese archives contain no references to Japanese policy towards Yemen in the years immediately before and during the Second World War [38].

The Dutch in Yemen

Dutch influence in Yemen disappeared with the closure of their factory at al-Mukhâ' in the 18th century until the 1930s. In 1931 Van der Meulen, the Dutch consul in Judda, visited Yemen when he met Imâm Yaḥya. Although he established cordial relations with the Foreign Minister and several members of the royal family, he failed to conclude a Treaty of Friendship between the two countries [39]. The cordial relationship can be judged by the Imâm's expression of his concern to Van der Meulen at the attemps of Britain, Italy and Germany to « increase their political influence » [40].

It was left to Van der Meulen's successor, Adriaanse, in 1933 to conclude a Treaty of Friendship between the two nations. The following year Dr Flieringa made extensive surveys for the construction of a new port at al-Jabâna, just to the north of al-Ḥudayda.

(37) Information from 'Umar Mizjâjî who retained a volumous collection of correspondence from both Hitler and the German Ambassador in Cairo. With Mizjâjî's death in 1979 the correspondence has disappeared.

(38) Information from Military History Dept., Military Defense College, Tokyo.

(39) D. Van der Meulen, *Faces in Shem*, London, 1961, ch. 10.

(40) D. Van der Meulen, *op. cit.*, p.127.

Both in Czarist times and after the October Revolution Russia's concern was in the Arabian [Persian] Gulf rather than in the western side of the Peninsula. As a result of its « weakness vis-à-vis the imperialist » enemies, the Soviet Union was « seriously prevented » from challenging too strongly Britain's hegemony in the Peninsula [41], although in western Arabia an attempt was made to « weaken England » by strengthening its own position in Yemen, thereby threatening the British route to India. With this aim in view, the Soviet Union pursued an active policy firstly in Ḥijâz and later in Yemen where Ibn Sa'ûd and Imâm Yaḥya were regarded as « objectively revolutionary » because of their hostility towards the pro-British Idrîsî.

Soviet friendship for such a « reactionary » ruler as Imâm Yaḥya was also dictated by his active anti-colonialist, anti-British policies in Aden rather than by the internal political situation in Yemen. The « deplorable condition of his people » was recognized, but ascribed to the misdeeds of the landlords and merchants and to the constant pressure of aggression of the British from Aden.

The Soviet Union first directed its attention to Ḥijâz but with its failure there in the late 1920s, it turned to Yemen [42]. A commercial visit to Imâm Yaḥyâ by A.G. Astrakhov, former secretary at the Soviet Embassy in Turkey and Naum Belkin, formerly of the Soviet Agency in Judda, led to the signature of a Yemeni-Soviet Treaty of Friendship in 1928 in which the Soviets recognized « the full and absolute independence » of Yemen. The agreement provided for an exchange of diplomatic representatives as soon as Yemen admitted foreign missions to reside in Ṣan'â'. Traders of both countries were free to conduct commercial operations in the territories of the other [43]. More significantly the Yemeni Government emphasized how much it appreciated the attitude of the Soviet Union, not only as regards itself but also towards the people of the East.

Soon after the signature of the Treaty. Hakimoff became head of « an imposing Embassy... to which commercial, aviation and medical experts were attached » [44]. In 1930 Van der Meulen noted that the Soviet mission in Ṣan'â' occupied « three large houses surrounded by beautiful gardens ». Even before the Treaty was signed the Russian negotiators had received excellent treatment in the capital, residing in the house of Amîr Muḥammad, son of the Imâm [45].

---

(41) S. Page, *The USSR and Arabia*, London, 1971, 10. For a detailed analysis of Soviet policy in Yemen see J. Baldry, « Soviet Relations with Saudi Arabia and Yemen, 1917-1938 » to be published in *Middle Eastern Studies*.

(42) Van der Meulen, *op. cit.*, 43.

(43) Text of Treaty published in *Izvestia*, 27.1.1928, copy in Fo141/520. The Treaty was ratified by the Central Committee of the Communist Party of the USSR on 23.1.1929.

(44) Macro, *op. cit.*, 112.

(45) Letter intercepted in Cairo from Belkin to E.V.Peliakoff, Moscow, dated 10.6.1928. Copy in Fo 141/520.

Before the conclusion of the Soviet-Yemeni Treaty, the Russians were actively trading in Yemen. In August 1928 Belkin reported from Ṣan'â' that « The population here is impatiently awaiting the arrival of Soviet ships and their cargoes of merchandise ». He added that during the previous two months they had sold 7000 sacks of flour and 7500 sacks of sugar. He went on to request the dispatch « without delay » of 10-15 kilos of caviar, « photos of communist party chiefs and Bolshevik literature in French, Arabic or Turkish ». The caviar was the most « important » as it was « to be distributed among the high placed personages and officials at Sanaa, Aden and Jibouti [46] ».

Initially Soviet commerce was limited to petroleum products, but this was soon replaced by « large quantities of grain, sugar, starch and soap » [47]. The Russians then established a trading house in al-Ḥudayda from where they did « good business ». This was conducted from 'Umar Mizjâjî's house on the sea front [48]. The Ḥudayda office dealt principally in « lumber, cloth, toilet articles and footwear » [49].

The Soviet presence in Yemen was a cause of concern to the British who regarded the commercial relationship with Yemen as a cover for political activity. This attitude can be seen from a letter from the British High Commissioner in Egypt to Sir Austen Chamberlain in June 1929. He wrote that the rulers of Ḥijâz and Yemen « while trying to use the Bolsheviks for purposes of local nationalism without admitting the communist part of the programme, may find in the end that their own subjects especially the tribal elements, have been corrupted and got out of hand. Needless to say such unruliness would be directed mainly against British interest ». He continued that « inevitable anti-British tendencies must be accentuated by this association ».

In another letter the High Commissioner urged that British policy should be « such that we can count on the cooperation of » Ibn Sa'ûd and Imâm Yaḥya. « Failing this we must anticipate that with Bolshevik encouragement the Yemenis will make further difficulties for us in the Aden Protectorate ». But in London the principal threat to Britain's position in Arabia was seen to emanate not from Moscow but Rome.

According to one authority, by 1930 the USSR was supplying Yemen with 50 % of its petroleum imports, 60 % of its soap, 30 % of its sugar and 80 % of its timber and had permanent exhibitions in Ṣan'â' and al-Ḥudayda.

By 1931 the Soviet trade mission in al-Ḥudayda seemed to have created an excellent rapport with the local authorities. Football matches were arranged between the population and teams from the visiting Soviet ship SS *Turkman*. On the third day of the ship's visit Amîr 'Alî lunched on board when it was announced that a small Russian coasting

(46) Letter intercepted in Cairo from Belkin to friends in Moscow dated 21.8.1928 in Fo 141/520.

(47) Macro, *op. cit.*, 113.

(48) Information from 'Umar Mizjâjî who just before his death in 1979 showed the present writer a large collection of correspondence he had conducted with Soviet commercial organizations in Moscow.

(49) Macro, *op. cit.*, 113.

steamer would engage in the local carrying trade. A few days later Akim Turieff, « délégué du Commissariat du Peuple au Commerce Extérieur » of the USSR, and believed to be principal inspector of Soviet trade in the East arrived at al-Ḥudayda and invited the leading officials and merchants to lunch.

Between January and April 1932, five Russian vessels discharged cargoes of dates, kerosene, sugar, telegraphic material, flour, timber, cement and soap. However in June the Russians were deprived of their special customs facilities and their right to travel in the Tihâma was restricted as a result of complaints by Amîr Ḥusayn concerning certain irregularities. Officials then began to discourage local merchants from purchasing Russian goods. This coincided with Russian attemps to seek cooperation with Britain against Italy and Germany. Thereafter Russian interest steadily declined, although in 1939 a Tass *communiqué* [50] reported that at the end of 1938 the 1928 Treaty of Trade and Friendship had been prolonged until 1949 by an exchange of notes between the Imâm and Litvinov. A year earlier the Russians had wound up their commercial operations in Yemen , the members of the mission having been recalled to Moscow where they were found guilty of incompetence and financial mismanagement. Most were then executed [51].

This ended Soviet involvement in Yemen until the 1950s between which time Soviet-Yemeni relations were cool despite the Imâm's anti-British policies in the Aden Protectorate. One writer regarded the Soviet activity in Yemen as Russia's attempt « to counter Italian influence ». While this may have been partially true, the reaction of one British consular agent in Riyâḍ perhaps represented a better appreciation of Soviet motives. He urged the British Government « to strengthen the Arab states by material assistance and by helping them to compose their differences and prometing Arab unity » in face of a determined attempt by the Soviets to penetrate the region.

For the Soviet Union just as much as for Britain, Italy, France and Germany, Yemen and Aden represented a vital strategic position on the principal route from Europe to the East.

Opposition to and the assassination of Imâm Yaḥya. 1944-48 [52].

The great powers were too preoccupied with post-war reconstruction to significantly interfere in Yemeni affairs for some year after 1945.

(50) Dated 6.2.1939 and reported in Fo 371/23188 f.320. It was not reported in the Yemeni press until the following month. See also R20/A4E/ Copies letters Pol. Clerk, Hodeidah to Political Sec'y, Aden, 1939.

(51) Van der Meulen, *op. cit.*, 49 : Macro, *op. cit.*, 113.

(52) Some recent publications have dealt with this period in some detail ; research is also being conducted on the subject and thus I deal with the final years of Imâm Yaḥya's life in the briefest outline. See especially, M.W. Wenner, *Modern Yemen*, Baltimore, 1967 : H. Ingrams, *The Yemen, Imams, Rulers and Revolutions*, London, 1963 : R.W. Stookey, *Yemen, the politics of the Yemen Arab Republic*, Colorado, 1979 : R.J. Gavin, *Aden under British rule 1839-1967*, London, 1975 : MA. Ghalib, *Government Organisations as a barrier to economic development in Yemen*, Sanaa-Bochum, 1979.

The sole difficulty from outside resulted from Britain's resumption of its forward policy in Ḥaḍramawt, thereby provoking a worsening of Anglo-Yemeni relations. Aḥmad then Governor of Ta'iz responded by encouraging infiltration of the Protectorate. Being one of the earliest members of the Arab League, Imâm Yaḥya received considerable Arab diplomatic support in his campaign for the recovery of the Aden Protectorate and Kamarân island.

But the principal theme of post-war Yemeni history is the development of opposition to Imâm Yaḥya's rule. One Yemeni writer has depicted the conditions prevailing in the country during the last years of the Yemeni Kingdom. In the rural areas, schools were in a very poor condition with no system, « no curriculum... [and] a lack of essential materials » : the knowledge of the teacher was « confined to reading and writing ». The infant mortality rate was estimated to be as high as 90 % [53]. Simultaneously the old centres of Muslim culture were also declining [54].

The commercial sector similarly suffered due to the absence of any « adequate monetary system... [and] financial institutions... Not only does the country lack a national currency, but also the supply of money is not enough or at least the mobility of funds is lacking ». Tolls and dues existed on the movement of goods between rural areas and the towns. Officials were often unpaid, thus encouraging corruption.

The opposition movements were not specifically aimed at overthrowing the monarchy *per se*, but rather at replacing Imâm Yaḥya with another imâm. The opposition disapproved of the concentration of power in the hands of the Imâm and princes. The earliest opposition movement, the Hay'at al-Niḍâl, had begun in 1935 under Sayyid Aḥmad al-Muṭâ' but was short lived although it received some encouragement from the Ḥâshid and Bakîl, several Shâfi'î tribes and some members of the *qâḍi* class [55].

It was in 1944 that the first truly national organization against Imâm Yaḥya was founded, centring around al-Mutib b. Dumâj who was joined by Muḥammad al-Shâmî, Muḥammad Aḥmad Nu'mân, Muḥammad al-Zubayrî and others in the Free Yemeni movement. There was a wide spectrum of views among members of the movement : among them were disillusioned Zaydi reform minded intellectuals, emigrant workers, Shâfi'î merchants and other Shâfi'îs deprived of any role in the army and government. Opponents also included conservative Zaydis who opposed the Imâm's limited reforms while other Zaydis disliked the Imâm for giving the governorships « of the lucrative provinces » to Ḥamîd al-Dîn princes. The « dynastic ambitions » of the royal family were, moreover, incompatible with the Zaydi doctrine of succession and thus « repugnant » to the *ulama*. Opposition was not limited to exiles based in Aden. Within Yemen itself there was a group of army officers headed by Jamâl Jamîl who had received military training in Iraq. Then

(53) Ghalib, *op. cit.*, quoting S. Serin, « Sur l'Etat sanitaire en Arabie Yéménite », *Bull. de l'Acad. de Médecine*, n° 39-40, 1946.

(54) Ghalib, *op. cit.*, p. 17.

(55) Stookey, *op. cit.*, 214-5.

there was Faḍîl al-Warṭilâni, an Algerian nationalist who had settled in Ṣan'â' and received the support of a number of dissident tribesmen, although Wenner is of the opinion that this latter group was motivated by « personal revenge » [56].

In a vain bid to conciliate the opposition, Amîr Aḥmad visited Aden where he announced limited reforms and development projects, but the Free Yemenis demanded the establishment of a constitutional assembly and the exclusion of the royal family from many government posts [57].

Shortly afterwards a second opposition movement was formed, the Grand Yemeni Association. This and the Free Yemenis combined in 1946, the same year that Ibrâhîm, one of the Imâm's sons, defected to the Free Yemenis.

It was from the ranks of these opposition elements that an assassination attempt on the Imâm was made in January 1948. The would be assassin was apprehended before he had carried out his task, but managed to effect his escape. Believing the Imâm to be dead, the would be assassin's companions outside the palace immediately telegraphed to Aden the « news » of the Imâm's « death » : 'Abdallâh al-Wazîr was prematurely announced as the new Imâm.

A month later the Free Yemenis were successful when the Imâm was machine-gunned to death whilst visiting his country estates south of Ṣan'â'. 'Abdallâh al-Wazîr was again proclaimed as the new Imâm. Crown Prince Aḥmad upon learning of the news in Ta'iz left the town before an attempt was also made on his life and reached Ḥajja. Here he proclaimed himself Imâm and rapidly gathered a strong tribal force with which he marched on Ṣan'â' and entered on 14 March, helped by dissension among the leading conspirators who had by this time reached the capital from Aden. By appointing Shâfi'is to his government al-Wazîr had alienated the more conservative Zaydis. Another factor in Aḥmad's victory was the fact that many Zaydi tribes and provincial officials failed to rally around al-Wazîr until the outcome of the struggle between himself and Aḥmad was apparent. Other tribes were angered that al-Wazîr had failed to punish those responsible for Yaḥya's murder. According to one writer [58], al-Wazîr had also failed « to satisfy the expectations based both upon religious and tribal custom. His announced goals placed in question the foundations of Zaidism and thus alienated many *ulama* ».

The house of Ḥamîd al-Dîn survived a further fourteen years in power until the Revolution of 26 September 1962. But between 1948-62 the new Imâm had to survive numerous attempts on his life.

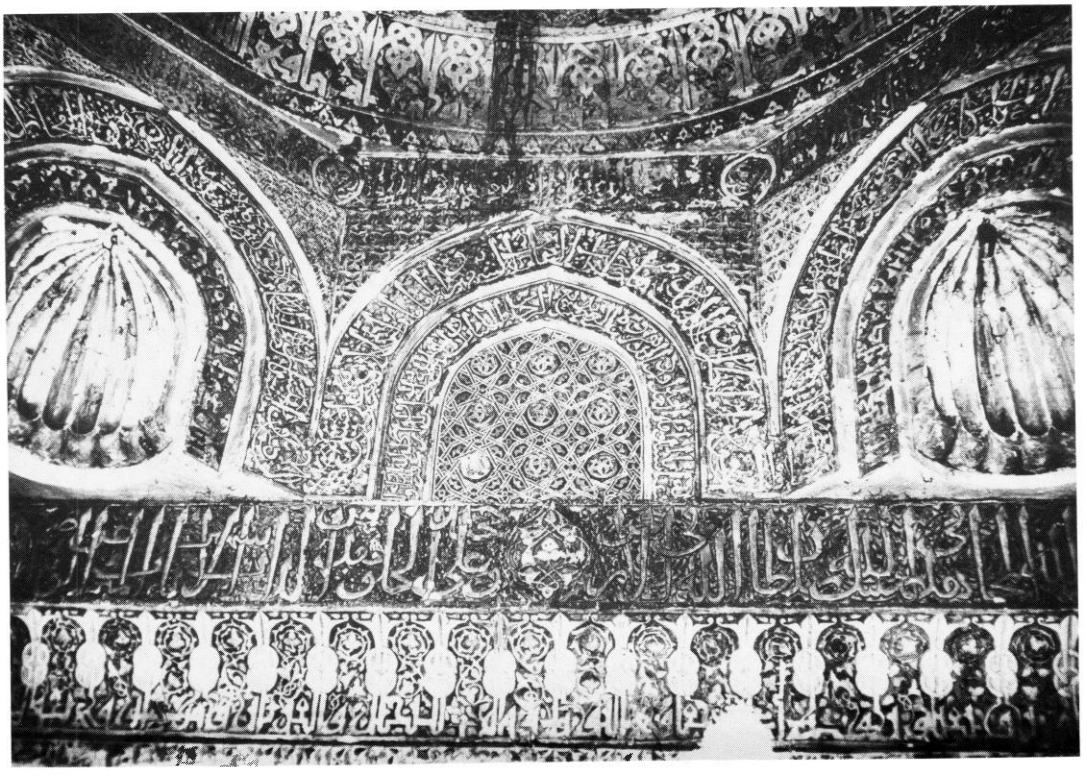
(56) Wenner, *op. cit.*, 95.
(57) Macro, *op. cit.*, 79.
(58) Stookey, *op. cit.*, 223.

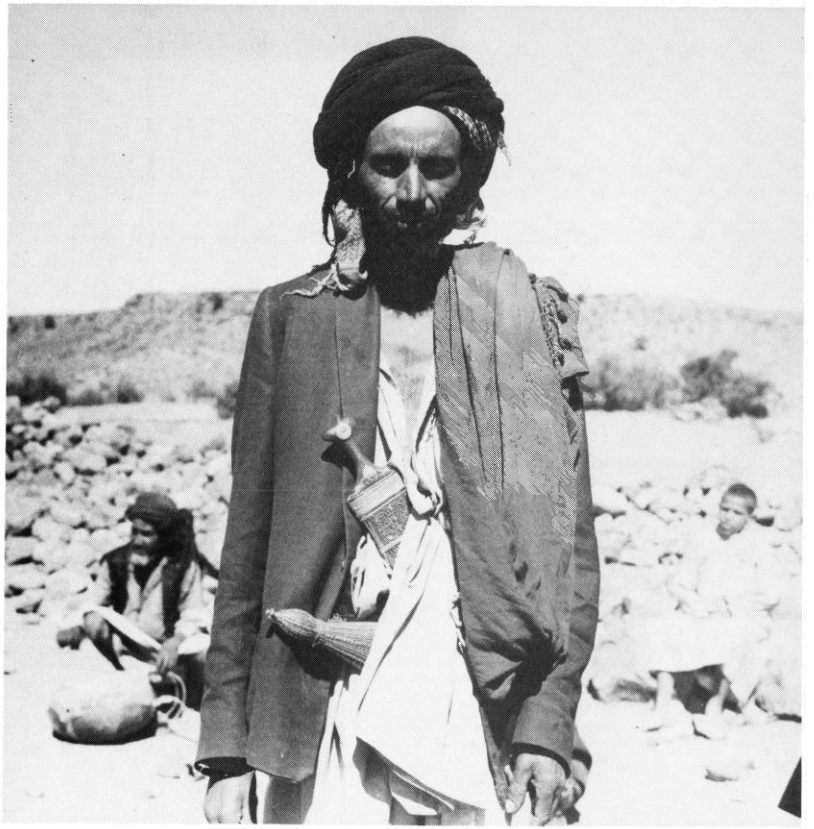
DEUXIÈME PARTIE

LES JUIFS DU YÉMEN

Cl. 7 — La mosquée de l'Imâm al-Hâdi à Saada : vue de la cour intérieure (les déformations sont dues à l'utilisation d'un objectif super grand angle).

Cl. 8 — La partie supérieure d'un mur de la mosquée al- Jalâ' à Sanaa. A noter la finesse de la dentelle de plâtre très richement peinte.

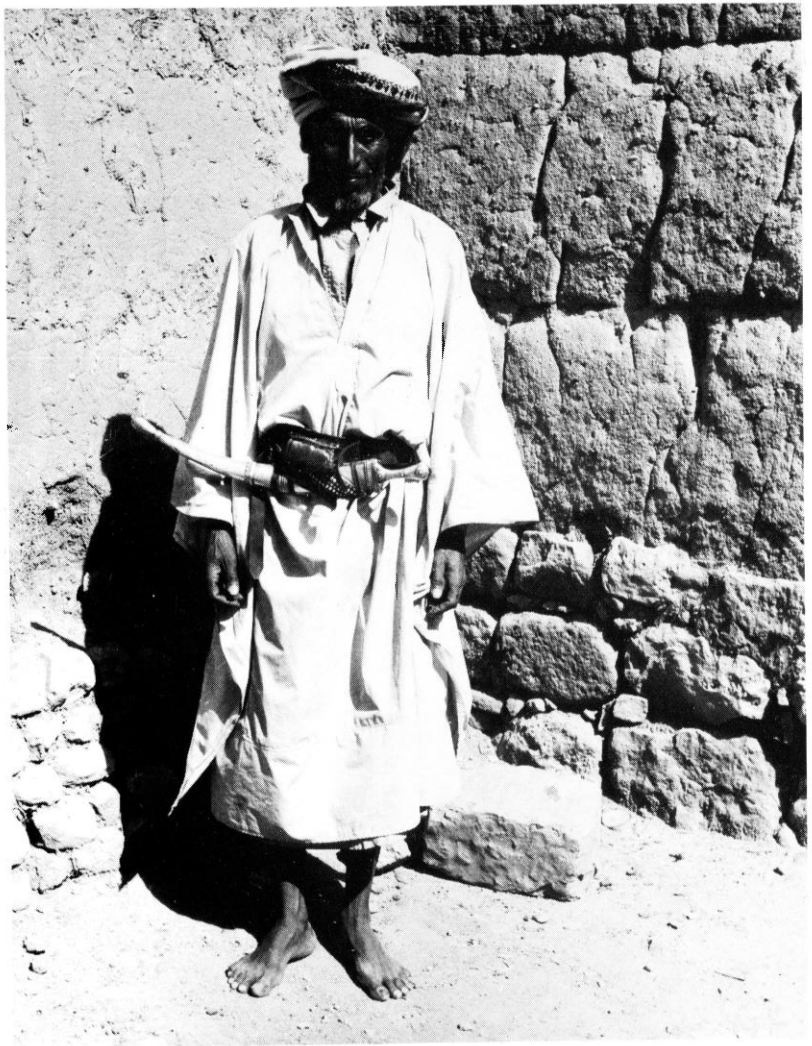




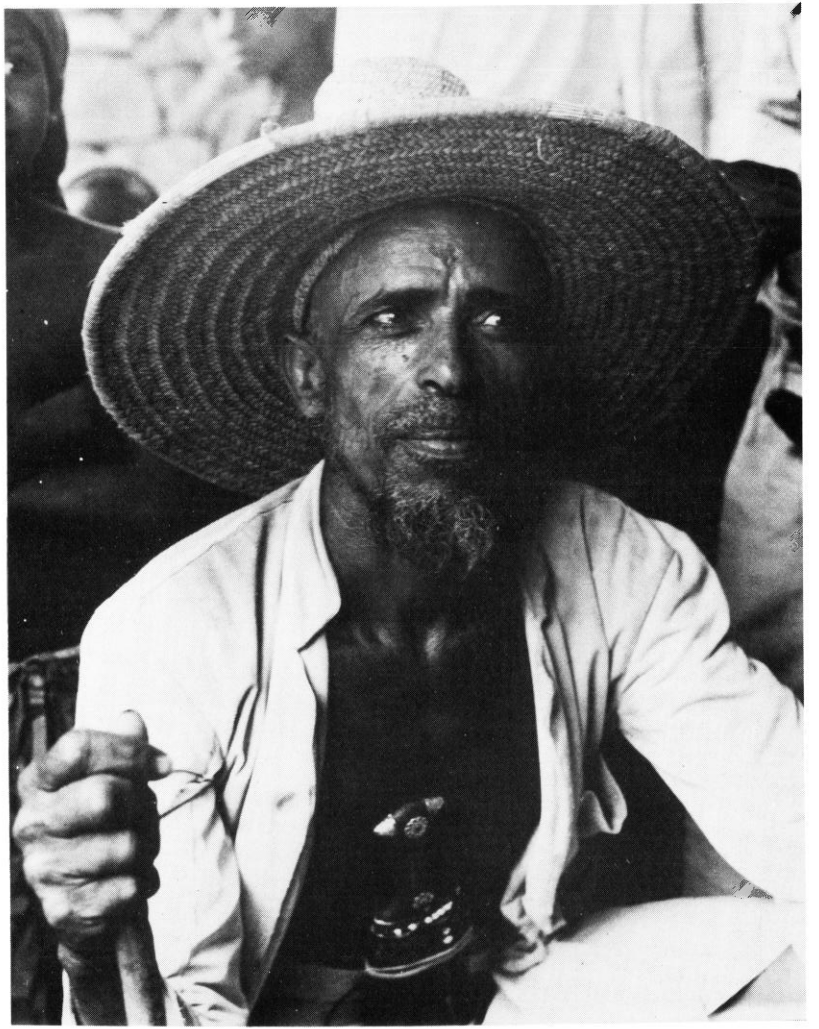
Cl. 9 – Un paysan des hauts plateaux de la région septentrionale. A remarquer son turban noir et le fourreau de sa *janbiyya*, en argent finement ciselé.

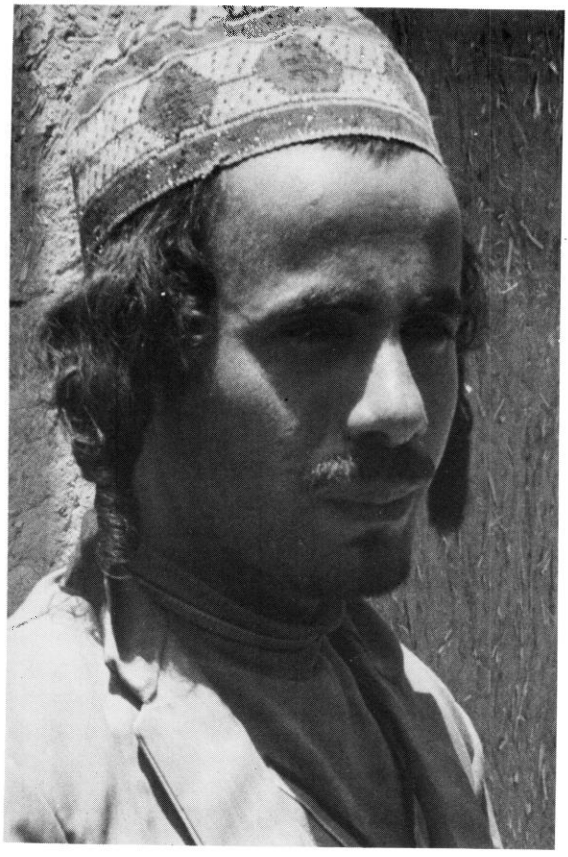
Cl. 10 – Un commerçant de Sanaa. Dans sa minuscule boutique qu'il remplit entièrement de sa présence, il vend des ceintures et des fourreaux de *janbiyya*, des cartouchières et des crachoirs à *qât*.

Cl. 11 — Un paysan de la région de Saada. Il porte une épée courte appelée *sabîka*.



Cl. 12 — Un paysan de la Tihâma ou plaine côtière. Il porte la *janbiyya* traditionnelle et un chapeau de paille spécifique de cette région.





Cl. 13 — Un jeune israélite des environs de Saada.

Cl. 14 — Sur le mur de la salle de réception d'une famille juive, près de Saada, une inscription en caractères hébraïques souhaite la bienvenue aux visiteurs.

IV

INTRODUCTION A L'HISTOIRE DES JUIFS DU YÉMEN

Joseph CHELHOD

Antérieurement à l'année 1949, vivait au Yémen une importante colonie juive forte de plus de soixante-dix mille âmes. Comme tous les juifs de la diaspora, elle était hantée par le souvenir du royaume de David et aspirait à relever de ses ruines le temple de Jérusalem. Entretenu par les promesses messianiques cet espoir revêtit finalement la forme d'une prophétie : les juifs yéménites gagneront un jour la terre promise sur les ailes d'un aigle. De sorte que lorsque la possibilité du retour se réalisa, ils étaient moralement préparés à quitter un pays dont ils faisaient partie intégrante, après un séjour ininterrompu de deux mille ans environ. C'est ainsi que, de 1919 à 1948, la Palestine accueillit 15 340 juifs Yéménites. En 1949, à la suite de la création de l'Etat d'Israël, les notables de la communauté juive de Sanaa sollicitèrent l'autorisation de quitter le pays. L'Imâm Aḥmad, qui n'avait nullement la réputation d'un prince clément, donna pourtant son accord à cette pétition. L'opération « tapis volant » permit alors à 47 140 Yéménites de s'installer en Israël [1]. L'émigration continua durant les années suivantes. Il ne reste plus aujourd'hui, dans les hauts plateaux de l'Arabie du Sud, qu'un petit nombre d'israélites, un millier peut-être. Ils sont éparpillés entre les tribus arabes du Nord, qui leur accordent la protection prévue par le Coran en faveur des « gens du livre », mais aussi celle consentie par les lois du désert au *jâr*, voisin, protégé.

Elle était pourtant influente et prospère cette communauté juive du Yémen. D'après Helfritz, qui visita l'Arabie du Sud en 1931, il y avait à Sanaa 48 mosquées et 39 synagogues, pour une population de 50 000

(1) Georges WEILL, Le Juif des Sables, *Les nouveaux cahiers*, n° 13 et 14, 1968, p. 22.

habitants [2], dont sept mille seulement étaient de confession israélite. Le voyageur syrien Nazîh al-'Aẓm, qui explora le Yémen en 1936, recensa 15 écoles juives rien qu'à Sanaa [3]. A cette date régnait l'imâm Yaḥya qui se montra favorable aux Hébreux. Tous ses achats d'armes européennes furent par l'intermédiaire de son ami juif, Isḥâq Ṣubayri.

Il ne saurait être question, dans ce bref aperçu, de retracer toute l'histoire, d'ailleurs bien obscure, de cette communauté. Nous nous contenterons d'en rappeler les grandes lignes. L'installation des juifs au Yémen remonte probablement au II e siècle après J.-C. Mais les relations entre l'Arabie du Sud et la Palestine sont bien plus vieilles, puisque, au témoignage de la Bible, la reine de Saba rendit visite à Salomon, lui offrant des quantités considérables d'aromates, d'or et de pierre précieuses (1er livre des Rois, X, 1). Il est donc légitime de supposer que le pays des épices et de l'encens, dont la prospérité éveilla même la convoitise de Rome, était connu des juifs bien avant le II e siècle. Ces derniers ont-ils cherché à y ouvrir des comptoirs, selon leurs habitudes de s'établir sur les principaux axes du commerce international ? On ne saurait *a priori* rejeter cette hypothèse. De sorte que lorsque Titus détruisit Jérusalem en l'an 70 après J.-C., les juifs persécutés auraient cherché refuge dans le royaume de Ḥimyar.

Toujours est-il que la présence d'une colonie juive au Yémen est attestée dès le II e siècle de l'ère chrétienne [4]. Elle prospéra rapidement et entreprit même la conversion du pays. Le judaïsme parvint à son apogée au VI e siècle quand il réussit à gagner à sa cause le dernier des rois ḥimyarites : Dhu Nuwas. Celui-ci chercha à imposer la religion de Moïse à tout son peuple et somma les chrétiens de Najrân d'apostasier. Il leur laissa le choix entre le judaïsme et la mort. Leurs refus donna le signal d'une hécatombe. Le martyre, par le feu, de la communauté chrétienne de Najrân en 523 est rappelé dans le Coran (LXXXV, 4). Deux ans plus tard les Abyssins occupaient le pays. Ils y resteront jusqu'à leur expulsion par les Perses en 575. Mais en 628 le Yémen, à l'appel du prophète arabe Muḥammad, se convertit à l'Islam.

Quelle était la situation des juifs sous la domination de l'Islam ? On peut affirmer qu'elle n'était ni meilleure ni pire que celle des autres minorités religieuses. Certes, celles-ci connurent parfois des moments difficiles du fait du sectarisme zélé de quelques gouverneurs. Mais, dans l'ensemble, les juifs n'ont pas eu à souffrir de persécutions religieuses pareilles à celles que subirent leurs coreligionnaires d'Europe. L'introduction du zaydisme au Yémen ne modifia par le statut légal des juifs. Les imâms zaydites, qui gouvernèrent la région des hauts plateaux du IX e siècle jusqu'à la proclamation de la république en 1962, traitèrent généralement les minoritaires (juifs et banians) avec mansuétude. Sous le règne de l'imâm Mahdi 'Abbâs (1748-1775), les juifs jouirent d'une grande liberté et prospérèrent. L'un deux, Shalom Hacohen, dit le maître, devint même ministre. Quand la mission danoise visita le Yémen en 1762, elle fut étonnée de la richesse et de l'importance de la colonie

(2) Hans HELFRITZ, *L'Arabie Heureuse*, p. 104, Albin Michel, Paris 1961.
(3) Naziḥ al-'AẒM, *Riḥla*, t. I, p. 142, Le Caire 1938.
(4) Salomon D. GOITEN, *Von den Juden Yemens*, p. 43, Berlin, 1934.

israélite. Les juifs exerçaient différents métiers, notamment celui d'orfèvre. L'excellent observateur qu'était Niebuhr constata aussi que seuls les juifs étaient employés à la fabrication de la monnaie [5]. « Cet imam, écrit G. Weill, aimait beaucoup les israélites et les recevait chez lui. Dans la bibliothèque de son palais, il avait réuni un grand nombre d'ouvrages en hébreu, d'autres en arabe, traitant de l'histoire et de la science juives. A sa mort, son fils 'Ali, prince rapace et cruel, confisqua les bien de tous les favoris juifs de son père et leur infligea mille tortures » [6].

Il est certain donc que la communauté juive yéménite a souffert parfois dans son corps. Il serait ridicule de chercher à nier l'évidence et grotesque d'affirmer que les juifs ne connurent au Yémen que des jours fastes et heureux. Comme dans la vie de n'importe quel peuple, il y eut des hauts et des bas dans leur existence. Mais, si l'on excepte le statut spécial réservé par l'Islam aux « gens du livre » : chrétiens, juifs et zoroastriens, on peut affirmer, avec une totale objectivité historique, que les musulmans du Yémen, sunnites et zaydites, eurent également à souffrir, tout comme les juifs, des incertitudes d'un régime livré au pouvoir personnel et aux sautes d'humeur d'un prince. Il suffit de lire les chroniques de Hamdâni pour être convaincu que les vicissitudes, les vexations et les brimades étaient monnaie courante durant les époques troubles de l'histoire du Yémen. Ces mesures abusives n'épargnaient personne et frappaient davantage les musulmans que les juifs. Il serait donc également grotesque de les invoquer pour crier immédiatement à la persécution religieuse et présenter ces derniers comme les éternelles victimes du fanatisme zaydite. On ne le répétera jamais assez : le pogrom, en Terre d'Islam, est rarissime.

D'aucuns tentent parfois d'exploiter le statut légal des juifs du Yémen, qui comporte indiscutablement des discriminations, pour nous décrire tout un univers d'humiliations. On aurait peut-être moins crié au scandale si l'on savait que la société yéménite était réglée par un système des castes dans lequel le rang occupé par les *dhimmi* était de loin supérieur à celui d'autres catégories de la population, pourtant arabes et musulmanes. Chaque classe sociale était astreinte au port d'un costume qui la différenciait des autres. En cela encore, les juifs n'avaient rien à envier aux musulmans. Certes, ils devaient seuls payer la *jizya* ou capitation, en échange de quoi leur existence et leurs biens étaient sauvegardés. Or, cette taxe, réellement dérisoire (le revenu de deux à trois journées de travail par an), avait son équivalent chez les Bédouins. Ces derniers imposaient la *khuwa* ou taxe de fraternisation, beaucoup plus lourde, aux clans arabes affaiblis, aux paysans isolés et aux sédentaires appelés à circuler dans le désert. Il est vrai aussi que la perception de la *jizya* était parfois abusive. Mais, une fois de plus, il ne s'agissait nullement d'une disposition spéciale à l'encontre des juifs. La collecte des impôts au Yémen, comme d'ailleurs dans presque tout État féodal, donnait lieu bien souvent à des abus. Les paysans yéménites en étaient parfois ruinés. Quant aux juifs qui vivaient parmi les tribus,

(5) NIEBUHR, *Description de l'Arabie*, t. II, p. 99, Paris 1799.
(6) Georges WEILL, *Le Juif des Sables*, p. 19.

celles-ci se faisaient un devoir de les protéger, comme l'exigeait le code d'honneur du désert. Pour tenir leurs engagements, elles prirent les armes contre l'imâm al Manṣûr, qui massacra alors sans pitié juifs et musulmans.

A la vérité, la situations des juifs du Yémen, durant des époques bien troubles n'était pas toujours pire que celle de leurs voisins musulmans. (Elle était même parfois meilleure, comme sous l'occupation ottomane). Pour bien comprendre cette situation, il faudrait se mettre objectivement dans l'ambiance d'une société féodale gouvernée par un pouvoir théocratique et régie par un système des castes. Tout s'expliquerait alors et deviendrait clair : les mesures excessives comme le traitement généreux, les brimades comme les honneurs. Et c'est précisément contre les abus d'un tel régime que les Yéménites se sont soulevés à maintes reprises, pour réussir finalement à le renverser le 26 septembre 1962. Les juifs qui vivent encore au Yémen ne semblent pas particulièrement malheureux. Ils ont été totalement épargnés par une révolution sanglante et une guerre civile qui fit des milliers de victimes parmi les musulmans.

La communauté juive du Yémen, qui a construit de nombreuses synagogues à toutes les époques, qui pouvait fabriquer son propre vin (et le vendre discrètement aux musulmans), qui a exercé tous les métiers et occupé parfois de hautes charges officielles, qui a survécu à deux mille ans d'isolement dans une aisance qui confinait parfois à l'opulence, qui a connu sans doute des revers, une telle communauté ne devrait que se féliciter de l'hospitalité arabe qu'on cherche parfois à dénier.

Mais ne sommes-nous pas à notre tour, victime de préjugés en parlant d'hospitalité ? Et les juifs du Yémen n'étaient-ils pas chez eux, en Arabie du Sud, après un long séjour deux fois millénaire ? Il y a tout lieu de croire, pour la plupart d'entre eux, qu'ils sont les descendants d'Arabes convertis au judaïsme. Leur langue et leurs coutumes sont en tout cas celles de leurs voisins arabes. C'est un poète juif, le célèbre Samaw'al, qui composa un poème immortel en l'honneur de la gloire tribale, le plus beau fleuron de la poésie arabe du désert.

V

HISTOIRE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE DU YÉMEN AUX XIX[e] ET XX[e] SIÈCLES *

Yosef TOBI

* Article traduit de l'hébreu par Joseph TEDGHI, adapté par Doris BENSIMON.

Dans la deuxième moitié du XVII[e] siècle , la promulgation des décrets – des « couronnes » en 1667 [1] et de « l'exil de Mawza » en 1679 [2] – a modifié le statut juridique et social des Juifs du Yémen. Ce nouveau statut de protection leur était moins favorable que celui qui leur avait été accordé en 628 lors de la conquête du Yémen par les Musulmans. Aussi, la situation matérielle et spirituelle [3] des Juifs du Yémen s'est dégradée à la fin du XVII [e] et au début du XVIII[e] siècle.

Toutefois, deux personnalités sauveront le judaïsme yéménite du déclin. En effet, à partir du XVIII[e] siècle et jusqu'à leur émigration vers

(1) Sous l'imâm zaydite 'Ismâ'îl al-Mutawaqil 'ala Allah (1644-1676), les juifs yéménites s'agitaient dans l'attente du Messie Shabetay Sevi. En 1667, plusieurs décrets, dont celui des « couronnes » restreignant les droits des Juifs, furent promulgués. Dans la tradition juive yéménite, ces dispositions sont connues sous le nom de « *décret des couronnes* » : en effet, il était interdit aux juifs de porter des « couronnes », c'est-à-dire des « turbans » (*'amâ'im*), symbole de souveraineté au Yémen (cf. Tobi (Y.), *Toldot Yehudei Teiman*, pp. 51-52 (reproduction d'un document concernant cette affaire).

(2) En 1679, l'imam Zaydite 'al-Mahdi 'Ahmad (1676-1680), héritier de l'imâm 'Ismâ'îl, mit les Juifs face à un choix difficile : la conversion à l'Islam ou la condamnation à mort. Après l'intervention d'éléments modérés, il prit la décision de remplacer ce choix par l'expulsion des Juifs vers Mawza', lieu isolé à l'Ouest du Yémen et proche de la ville de Mokha, située sur la côte orientale de la mer Rouge. A la suite de cette expulsion, de la fatigue du chemin, des maladies et de la famine, plus du tiers des juifs yéménites périrent. Mais ils furent autorisés à regagner leurs demeures et leurs quartiers d'origine ; ils devaient construire de nouvelles maisons et de nouveaux quartiers à l'extérieur des murailles des villes. Sur l'exil de Mawsa', cf. RASHABI, *Galut Mawza'* ; RASHABI, *Géruš Mawza'*.

(3) Cf. les écrits de deux grands rabbins de l'époque : R. Sa'îd Sa'âdi, auteur du « Dofi Hazéman » (1717-1726) ; R. Ṣalâḥ Ben Yaḥya, auteur du Péri Ṣadig (manuscrit). Ces deux rabbins reprochaient à leurs coreligionnaires leur déclin spirituel.

l'Etat d'Israël [4], la vie sociale et spirituelle des Juifs du Yémen est marquée par les activités de Rabbi Shalom 'Iraqi [5] et de sa famille, ainsi que par celles de Rabbi Yaḥya Ṣalâḥ [6]. Par ailleurs, l'évolution de la situtation politique du Yémen a des répercussions sur les conditions de vie des Juifs de ce pays [7].

A) Contexte historique

L'exil de Mawza' fut de courte durée. Sous le règne des imâms zaydites, de 1681 à 1762, les Juifs connaissent une période de calme et de prospérité. Deux Juifs, Aharon 'Iraqi et son fils Shalom exercent successivement les fonctions de ministres des finances auprès de la Cour royale. Mais en 1762, Shalom 'Iraqi est chassé de son poste. En même temps, les relations entre Musulmans et Juifs se détériorent. Les autorités ferment les synagogues. Des pamphlets anti-juifs circulent [8]. Les décrets des « orphelins » et des « éboueurs » [9] sont remis en vigueur.

(4) Le lien des Juifs du Yémen avec la Terre d'Israël fut maintenu durant toute la longue époque de leur implantation au Yémen qui selon leur tradition, remonterait à la destruction du premier Temple. Dès la fin du XIX e siècle, des Juifs du Yémen partent pour la Palestine. Lors de la création de l'Etat d'Israël, en 1948, la communauté yéménite déjà établie dans ce pays était presque aussi importante que celle restée au Yémen (environ 55000 personnes). A l'exception de quelques centaines de Juifs qui demeurent encore au Yémen, la judaïcité yéménite a rejoint l'Etat d'Israël (cf. Tobi Y., *Bibliographie des Juifs du Yémen*, (en Hébreu), pp. 55-58 ; Rashabi, *Bibliographie des Juifs du Yémen*, (en Hébreu), pp. 37-40.

(5) Rabbi Shalom 'Irâqi (1682-1780) appartient à une famille de Cohanim (prêtres du Temple) originaire d'Egypte, installée au Yémen depuis la seconde moitié du XVI e siècle. Au début du XVII e siècle, des rabbins issus de cette famille jouissaient d'une certaine renommée. Mais l'ascension de cette famille ne débute qu'à la fin du XVII e siècle sous le règne de l'imâm Zaydite al-Mahdi Muḥammad *sâḥib* al-Mawâhib (1687-1719) favorable aux Juifs. Rabbi Shalom 'Irâqi dirigea alors la communauté juive. Son fils, Aharon, lui succéda dans cette tâche et fut nommé responsable du trésor 'imâmite par l'imâm al-Mutawakkil Qâsim Ben Ḥusayn Ben 'Aḥmad (1719-1727). Le fils d'Aharon, Shalom 'Irâqi, succéda, vers 1730, à son père comme responsable du trésor imâmite et de la communauté juive. Il exerça ces deux fonctions jusqu'en 1762, année où il fut renvoyé par l'imâm al-Mahdi 'Abbâs (1748-1775). Les pouvoirs dont était investi le ministre juif ainsi que la situation sociale et économique excellente de la judaïcité yéménite à cette époque semble avoir suscité des jalousies (cf. Y. TOBI, *Toldot Yehudei Teiman*).

(6) Rabbi Yaḥya Ṣalâḥ (1715 ?-1805), président du tribunal rabbinique de Sanaa (1757-1805) était le dirigeant incontesté de toute la communauté juive du Yémen (cf. Tobi Y., *Toldot Yehudei Teiman).*

(7) Cf. Y. TOBI, *Ha'méa Ha-Tech' esré.*

(8) Ces pamphlets n'ont pas été édités, mais on connaît la réplique d'un rabbin à ces écrits (cf. RAṢHABI, *'Ynyanei Dat Be-Pulmus*).

(9) L'origine de ces décrets n'est pas connue. Mais ils sont mentionnés dès le XVII e siècle lors de l'exil de Mawza' (cf. SARI-TOBI, p. 10 ; RASHABI, *Gerush Mawsa'*, pp. 200-206). Le décret des « orphelins » préconisait que tout orphelin juif n'ayant pas encore atteint sa majorité devait être éduqué comme musulman (cf. S.D. GOITEIN, *Hayyim Ḥabashûsh*, p. 91). Le décret des « éboueurs » stipulait que les Juifs devaient nettoyer les latrines et les bains publics, enlever les cadavres d'animaux et les poubelles des rues (cf. D.L. SHEMEN, *Ḥayyim Teimanim*, pp. 130-133).

Dès le début du XIX[e] siècle , le pouvoir des imâms s'affaiblit. Des tribus révoltées contre l'autorité centrale investissent à plusieurs reprises Sanaa et se livrent au pillage : le quartier juif en est aussi victime.

Des puissances étrangères s'infiltrent au Yémen : l'ouest du pays est occupé par le corps expéditionnaire égyptien dirigé par Ibrâhîm Pâsha, fils de Muḥammad 'Ali [10]. Les Britanniques s'installent dans le sud du Yémen : ils occupent Aden en 1839 [11]. Mais surtout, les Turcs essaient de reconquérir le Yémen qu'ils avaient déjà occupé de 1546 à 1635. Les Turcs étendent d'abord leur influence sur l'ouest du pays par l'intermédiaire des Egyptiens (1811-1840) [12]. Une nouvelle tentative diplomatique a lieu en 1842 ; par la suite, les Turcs emploient la force : ils occupent dès 1848 l'ouest du Yémen et conquièrent Sanaa en 1872 : pendant 46 ans, ils détiendront le pouvoir.

Toutefois, dans le nord et l'est du Yémen, les tribus guerrières zaydites résistent à la tutelle turque. En 1890, un notable de Sanaa, Muḥammad de la famille Ḥamîd Addin, quitte la ville, se consacre imâm à Saada, et lance, à partir du nord du pays, la révolte contre les Turcs. En 1891, il assiège Sanaa ; en 1905, son fils et successeur, Yaḥya, libère cette ville pendant quelques mois [13]. Mais les Turcs reprennent le contrôle de la ville. En 1911, l'imâm Yaḥya assiège de nouveau Sanaa [14]. Ce siège prend fin avec le traité de Da''ân ; l'autorité de l'imâm en tant que chef religieux est reconnue et on lui accorde des pouvoirs judiciaires conformes à la loi zaydite [15]. Mais les relations extérieures et la sécurité demeurent du ressort des Turcs [16].

La Première Guerre mondiale entraîne la défaite des Ottomans. Fin 1918, l'armée turque quitte le Yémen. L'imâm Yaḥya consacre les premières années de son règne à stabiliser son pouvoir. Toutefois, une partie du nord du Yémen demeure sous le contrôle des Sa'ûdiens ; Aden et le sud du Yémen sont dominés par les Britanniques.

Après un siècle de troubles et d'affrontement violents, le Yémen connaît de nouveau la stabilité politique et sociale. Ce pouvoir organisé fut bénéfique aux Juifs.

Toutefois, le régime rigoureux de l'imâm Yaḥya suscite une nouvelle opposition, qui se recrute surtout parmi les exilés yéménites à Aden. Yaḥya est assassiné en 1948. Après une brève période de flottement, le fils héritier de Yaḥya, Aḥmad, reprend le pouvoir.

---

(10) Cf. M. SABRI, *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, pp. 38-65.

(11) Cf. G. WATERFIELD, *Sultans of Aden*.

(12) Cf. M. SABRI, *ibid.*, WATERFIELD (G.), *op. cit.*, pp. 32-36.

(13) Une chronique juive rédigée par un rabbin de la communauté de Sanaa relate en détail ces événements (cf. HABASHÛSH « Eshkelot Merûrot » in Y. TOBI, *Toldot Yehudei Teiman*, pp. 219-250).

(14) Une chronique juive anonyme relate ce siège (cf. Y. TOBI, *op. cit.*, pp. 251-252).

(15) Cet accord est rapporté par WÂSI'I, pp. 234-239 ; SÂLIM, *Takwîn Al-Yaman*, pp. 495-497.

(16) Sur l'administration du Yémen par les Turcs, cf. R.W. STOOKEY, *Yemen*, pp. 132-142 ; M. WENNER, *Modern Yemen*, 1918-1966, pp. 41-51.

Mais l'opposition s'organise : en 1962, une révolution éclate. L'imamat est aboli, et le Yémen devient une République [17].

C'est dans ce contexte historique que s'insère, de 1800 à 1950, la destinée de la communauté juive du Yémen.

B) Le statut juridique des Juifs

Lors de la conquête du Yémen, en 628, par les troupes de Muḥammad, les Juifs sont dôtés du statut de protégés *('Ahl-dhimma)* selon l'accord conclu entre eux et les Musulmans [18]. Ils sont tenus de payer l'impôt de protection *(jizyat)* : en contre-partie, il leur est permis de pratiquer leur religion sans aucune contrainte. Il semble que la législation discriminatoire imposée par le pouvoir musulman aux protégés de l'époque du calife Umayyade 'Umar II (717-720) [19] n'a pas été appliquée aux Juifs du Yémen. En effet, en 897, l'accord conclu entre Yaḥya al-Hâdi ilal-Ḥaqq, le premier Imam zaydite et les protégés de Najran, ne se réfère pas à la législation discriminatoire : cet accord s'inspire de celui conclut au temps de Muḥammad avec les « protégés » [20]. Les lois discriminatoires ne furent appliquées au Yémen que sous les règnes des 'Ayyubides (1174-1229), des Rasûlides (1229-1454) et des Ṭâhirides (1455-1526). Ces dynasties semblent avoir été influencées par la position de l'Egypte à l'égard des Juifs [21]. Toutefois, même au Yémen, les pressions exercées sur les Juifs en vue de leur conversion à l'Islam furent fréquentes.

Aux XIX[e] et XX[e] siècles, le statut juridique des Juifs du Yémen ne subit guère de changement, sauf pendant la période de la domination turque (cf. ci-dessous, p. 125).

Le plus important document officiel relatif au statut juridique des Juifs sous les imâms zaydites remonte au début du XX[e] siècle . Il a été rédigé en 1905 lors de la première reprise de Sanaa aux Turcs par l'imâm Yaḥya [22].

---

(17) Pour l'histoire du Yémen sous les règnes des imâms Yaḥya et 'Aḥmad et des premières années de la République : cf. M. WENNER, *op. cit.* et SÂLIM, *Takwîn-al-Yaman.*

(18) N.A. STILLMAN, *The Jews of Arab Lands*, pp. 19-20 ; A. FATTAL, *Le statut légal des Non-Musulmans en pays d'Islam*, pp. 22-27.

(19) Cf. STILLMAN, *op. cit.*, pp. 157-158 ; A. FATTAL, *op. cit.* pp. 60-69.

(20) Cet accord fut édité, à partir du manuscrit, par Van ARENDONK C., *Les débuts de l'Imamat Zaïdite au Yémen*, pp. 324-328.

(21) Sur les rapports entre Ṣalâḥ-addin al-'Ayyûbi et les Juifs ainsi que les « protégés » en général, cf. E. ASHTOR, *Saladin and the Jews.* Sur les lois discriminatoires sous le règne des Mamlûks : cf. E. ASHTOR, *Ha-Yehûdim Be-Miṣrayim ve-Ṣourya*, pp. 204-236. On peut aussi signaler que le *Kitâb al-Dhimma* (le livre de la protection) falsifié, rédigé au Yémen probablement à l'époque des Fâtimides en Egypte (909-1171) ne fait pas référence aux lois discriminatoires : cf. Y. RIVLIN, *Svat Mûhammed le-'Ali Ben 'Abi Taleb.*.

(22) Le 28 *rabî' al-'awwal* 1324 de l'Hégire (mai 1905), Yaḥya signe un décret précisant les relations entre le pouvoir et les Juifs. Ce décret devait annuler les changements survenus sous l'occupation turque et rétablir la législation pratiquée sous le règne des Zaydites. Cet acte a été conservé dans son original hébraïque (en lettres hébraïques) par *ḤABASHUSH, Eshkelot Merûrot*, pp. 220-243). On trouve aussi des infor-

La première partie de ce document est consacrée aux conditions de « protection ». Les Juifs sont assurés de la protection moyennant le payement de la *jizyat* : cet impôt devait être payé chaque année par tout homme adulte (*rajul bâligh*). Trois barèmes sont fixés : le riche devait payer 33/34 ryal, l'homme aux revenus moyens 17/18 ryal, le pauvre 15/16 ryal. Ce document stipule clairement que grâce aux payement de la *jizyat*, « le sang des Juifs ne sera pas versé » (*tuḥqan dimâ'ûhum*).

La *jizyat* était le seul impôt que les Juifs devaient verser : cette institution remonte certainement aux origines de l'Islam. Le taux de l'impôt n'était pas particulièrement élevé pour ceux qui disposaient de revenus moyens ou importants. Par contre, les pauvres s'en acquittaient difficilement : ils peinaient pour gagner 1 ryal, somme qui permettait de nourrir une famille pendant une semaine. Or, la majorité des Juifs – au moins parmi les citadins – étaient considérés comme pauvres.

Outre la *jizyat*, les commerçant juifs dont les revenus atteignaient un certain niveau, étaient soumis à un impôt annuel représentant 5 % de leurs bénéfices. Commerçants juifs et musulmans s'occupant du commerce extérieur payaient encore des taxes complémentaires. Toutefois, au moins sous le règne de Yaḥya, en comparaison avec les Musulmans et plus précisément avec la population agricole, les impôts dont les Juifs devaient s'acquitter n'étaient pas trop lourds. Cependant, en plus de ces impôts réguliers, de temps à autre, selon les demandes du gouvernement, les Juifs devaient payer des indemnités ou des taxes particulières (*Fargat*). Cette imposition concernait toute la communauté : ses dirigeants devaient collecter la somme exigée auprès des fidèles en tenant compte de la situation financière de chaque individu.

La deuxième partie du document de 1905 apporte des précisions sur les dispositions discriminatoires à l'encontre des Juifs [23]. Il leur était interdit :

1) de faire cause commune contre un Musulman [24].

2) de construire des maisons plus hautes que celles d'un Musulman.

3) de concurrencer les Musulmans ou d'empiéter sur leur domaine [25].

---

mations sur les relations entre la dynastie zaydite et les Juifs dans les différents codes de loi (fiqh). Le plus important, *Majmu' al-fiqhi* (ensemble de lois) attribué à Zayd 'Ibn 'Ali (700-740) a été édité par GRIFFINI (*Corpus Juri di Zaïd Ibn Alì*). Certains passages ont été traduits en français par BOUSQUET-BERQUE (*Recueil de la loi musulmane par Zéid Ibn Alì*). A propos des derniers livres des fiqhs zaydites : cf. la liste publiée par ZAYDÂN, pp. 658-659, ainsi que le livre du chef religieux Zaydite Muḥammad Ben 'Ali-al-Shawkâni (1760-1834).

(23) Cette liste a été utilisée par plusieurs auteurs : cf. Y.T. SEMACH, *Une mission de l'Alliance au Yémen*, pp. 84-85 (cet auteur cite des dispositions qui n'ont pas été rapportées par Ḥabashush) ; A.D. SCHMIDT, *Yemen, the Unknown War*, p. 106.

(24) Dans le texte d'origine : « *yata'âwanu 'ala Muslim* ». On suppose qu'il s'agit d'une entraide économique des commerçants juifs contre des commerçants musulmans. En effet, les Juifs originaires du Yémen parlent d'entraide entre les commerçants juifs au souk de Sanaa contre leurs concurrents ou clients musulmans. Le texte y fait peut-être allusion en affirmant que le témoignage d'un juif en faveur de son coreligionnaire en procès contre un musulman est nul devant un tribunal musulman.

(25) Ceci concerne également le domaine économique.

4) de critiquer la religion musulmane ou d'injurier l'un des prophètes musulmans.

5) de monter une bête à califourchon (les Juifs doivent placer les pieds d'un seul côté de l'animal).

6) de cligner de l'œil en apercevant la nudité d'un musulman.

7) de découvrir le sexe d'un musulman [26].

8) de dérouler les rouleaux de la Thora (Pentateuque) en dehors de la synagogue.

9) d'élever la voix lors de la lecture de la Thora.

10) de sonner fortement le shoffar (cor) pendant la prière.

Plusieurs témoignages des XIX e et XX e siècles prouvent que ces dispositions étaient appliquées [27]. Le document de 1905 n'énumère pas toutes les restrictions imposées aux Juifs. Ainsi, ce document ne fait pas état du fait que le témoignage d'un Juif contre un musulman auprès d'un tribunal islamique était nul. Il ne mentionne pas, non plus, l'obligation pour les Juifs de se vêtir de noir. Les dispositions reproduites par ce document concernent plus particulièrement le respect par les Juifs des droits et de l'honneur des Musulmans. Il ne signale pas certaines coutumes destinées à humilier les Juifs par exemple, l'obligation de marcher sur la gauche d'un musulman. Les Juifs subissaient aussi de fortes pressions afin de renier leur religion. Cependant, pendant les XIX e et XX e siècles, on ne peut guère citer de tentatives de conversions forcées à l'Islam [28]. Les pressions qui s'exerçaient dans ce sens étaient surtout d'ordre social ou économique. En périodes de famine, fréquentes au Yémen, des Juifs se sont convertis à l'Islam pour un morceau de pain. Il arriva que les autorités proposèrent à des Juifs qui avaient commis des fautes, la conversion à l'Islam : celle-ci pouvait les sauver d'une peine de prison, voire de la peine de mort [29].

Mais les conversions n'étaient pas fréquentes aux XIX e et XX e siècles. Néanmoins, on peut citer le cas d'une noble famille musulmane portant le nom de al-Muhtadi (celui qui revient au droit chemin, c'est-à-dire à l'Islam) : ses membres exerçaient des fonctions importantes sous le règne de l'imâm Yaḥya. On connaît aussi des villages dont les habitants se rappellent encore de leur origine juive [30].

L'instabilité politique et la pénétration des puissances étrangères entraînent, au XIX e siècle, une détérioration des relations entre les Juifs et les autorités yéménites. L'occupation d'Aden et du sud du Yémen par

---

(26) Il était interdit aux Juifs de pénétrer dans des bains publics musulmans.

(27) R.Y. Shemen (cf. TOBI, *Toldot Yehûdei Teiman*, p. 280) raconte qu'il fut emprisonné à Sanaa dans les années 1920-1930 pour avoir tenu des propos négatifs à l'encontre de Lot, considéré par les Musulmans comme un prophète. Il devait être condamné à mort, mais fut sauvé grâce à une intervention en sa faveur.

(28) Il faut exclure les cas des jeunes Juives enlevées par des Musulmans lors de la célébration de leur mariage. Ces rapts étaient pratiqués par désir sexuel et non pour des motifs religieux. Ainsi, l'imâm Yaḥya aurait épousé une femme juive qu'il avait enlevée : elle serait la mère de 'Aḥmad, le prince héritier.

(29) Parfois des fausses accusations contraignaient des Juifs à la conversion à l'Islam. Mais on connait aussi le cas de Rabbi Shalom 'Alshayḥ qui préféra, en 1863, la condamnation à mort à la conversion (cf. Y. TOBI, *Ha'méa Ha-Techa' esré*, p. 58 ; p. 324).

(30) N.B. GAMLIE'ILI, *Teiman ve-Meḥané Geula*, pp. 68-70.

les Britanniques, celle de la côte occidentale par les Egyptiens provoque des tensions entre les Juifs et le pouvoir yéménite. Ainsi par exemple, en 1834, l'imâm 'al-Mahdi 'Abdallah (1817-1834) exécute son ministre juif Barûḥ Ben Shemu'el accusé d'espionnage en faveur de l'Egypte.

En 1840 et en 1847, deux personnalités religieuses, le *faqîh* Sa'îd et le *sharîf* 'Ismâ'îl, préconisent le renvoi des « renégats chrétiens » d'Aden et la liquidation des Juifs éparpillés dans des centaines de villages yéménites.

La faiblesse du pouvoir politique et économique de l'imâm de Sanaa a pour conséquence un durcissement du pouvoir central à l'égard des Juifs. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'exécution, en 1863, d'un bijoutier juif de Sanaa, Rabbi Shalom 'Alshayḥ, victime d'un faux témoignage. Toutefois, au Yémen, les condamnations à mort des Juifs sont moins fréquentes que celles des Musulmans. Mais la faiblesse du pouvoir central explique les pillages, les viols, voire les assassinats des Juifs qui se sont multipliés dans les années 1808-1872.

Sous l'occupation turque (1849-1918), la situation des Juifs s'est améliorée. Comme ailleurs dans l'Empire ottoman, les Turcs qui, à cette époque, appliquaient déjà quelques réformes, considéraient les Juifs comme des citoyens égaux ayant certains droits. Aussi l'occupation turque suscite des espoirs en milieu juif. Des Juifs yéménites aident les Turcs dans la conquête du pays. Mais, en fait, le statut des Juifs ne change guère. Les dispositions discriminatoires sont toujours appliquées : après l'occupation de Sanaa, et contrairement aux promesses faites aux Juifs, les Turcs tentent d'améliorer leurs relations avec la population musulmane. En effet, les musulmans zaydites considéraient les Turcs comme des « renégats » et s'opposaient à toute tentative d'amélioration du statut des Juifs. Certes, l'impôt de protection fut annulé, mais les Juifs furent contraints à payer une autre taxe plus lourde que la *jîzyat*.

Face à la résistance des Yéménites, les Turcs maintenaient leur pouvoir par la force. Mais en même temps, ils essayaient de gagner des sympathies. Ainsi, ils tentent de nommer au Yémen un Ḥaḥam Bâshi reconnu par la « Haute-Cour » de Constantinople comme chef des communautés juives yéménites. Ce titre était attribué à un Juif non-yéménite proche des autorités turques connaissant leurs langues et leurs coutumes : Rabbi Yiṣḥâq Shâ'ûl vint de Constantinople à Sanaa pour occuper ce poste pendant deux ans (1876-1878). Il s'efforça d'améliorer les conditions de vie des Juifs, mais ses relations avec la communauté étaient tendues. Sa mort précoce solde cette expérience par un échec. Déçus, les Juifs du Yémen amorcent dès la fin du XIX^{e} siècle un mouvement migratoire important vers la Palestine [31].

Sous le règne de l'imâm Yaḥya (1904-1948) la situation des Juifs diffère de celle qu'ils ont connue pendant l'occupation turque. Dès 1906, dans la préface au document analysé ci-dessus (cf. pp. 123 s.), Yaḥya annonce ses intentions : « Voici le règlement que je donne pour tous : les Israélites doivent rester soumis à mes lois et payer l'impôt sans rien y changer. Je rappelle les paroles vieilles d'années et leur signification ; je

(31) SAPIR Y., *Mekiṣéi Nirdamim, t. I, p. 93, t. II,* pp. 1-95.

rappelle les devoirs que les Turcs ont oubliés et que l'on observait du temps des pieux imâms, avant le triomphe des gens ignorant la loi » [32].

Après le départ des Turcs, Yaḥya annule les droits que ceux-ci, au moins formellement, avaient accordés aux Juifs. Il rétablit la « tradition », c'est-à-dire l'ancien statut juridique de protection. Les décrets des « orphelins » et des « éboueurs » sont appliqués : c'est l'une des causes de l'émigration juive sous son règne. Mais, par ailleurs, la stabilité du pouvoir central inspire confiance aux Juifs : leur vie et leurs biens étaient protégés. Leurs pratiques religieuses ne posaient pas de problèmes. Aussi les Juifs yéménites considèrent Yaḥya comme un « roi pieux ».

Peu de temps après l'assassinat de Yaḥya en 1948, la communauté juive du Yémen immigre en Israël. On peut supposer que le statut juridique des quelques Juifs restés au Yémen sous le règne de l'imâm Aḥmad était identique à celui appliqué par Yaḥya.

Depuis la proclamation de la République en 1962, les informations sont rares. Les Juifs restés au Yémen vivent surtout dans le nord du pays : dans cette région, on appliquait plutôt la *'âda* (coutume) que les décrets provenant de Sanaa. Les relations entre Juifs et Musulmans ne semblent pas avoir changé. Après les grandes vagues d'émigration (1949-1951), les Juifs yéménites ne furent l'objet d'aucune poursuite, même pendant les guerres israélo-arabes [33].

C) Structures sociales

Peu de choses nous sont connues des structures sociales de la judaïcité yéménite avant le XVII[e] siècle. Il est cependant certain que la « double organisation », laïque d'une part, spirituelle d'autre part, des communautés remonte déjà à cette époque.

Aux XIX[e] et XX[e] siècles, la population juive yéménite était dispersée dans des centaines d'agglomérations, voire au-delà des frontières du Yémen dominé par les Ottomans [34]. Le sentiment d'appartenance au groupe juif yéménite s'étendit à des communautés habitant le Najrân en Arabie Sa'ûdite, Hubân et Bayḍa à l'Est, régions gouvernées par des sultans locaux, Aden sous domination britannique. Des traditions com-

(32) Texte cité d'après SEMACH, *Une mission de l'Alliance au Yémen*, pp. 83-84. Il existe plusieurs versions de ce texte. R. Shalom Ḥabashush utilise la traduction qui, selon GOITEIN, n'est pas tout à fait conforme à l'original arabe (cf. notes pp. 80-96 à l'édition de HABASHUSH, *Eshkelot Merurot*). La traduction française de Semach semble être plus proche de l'original arabe.

(33) A. SAINT-HILAIRE, *Je reviens du Yemen*, pp. 119-122 : description de la vie des Juifs de Saada et de ses environs au début des années 1970.

(34) Au début des années 1950, le professeur S.D. Goitein a mené en Israël une enquête auprès des originaires du Yémen. Il mentionne plus de mille agglomérations habitées par des Juifs. La carte de ces agglomérations se trouve à l'institut Ben-Ẓvi de Jérusalem. Il faut y ajouter 100 à 200 localités habités par des Juifs. Dans un passé lointain – au Moyen Age – on trouve des Juifs aux confins du Yémen : au nord, à la frontière actuelle de l'Arabie Sa'ûdite, à l'est dans la région de l'Imâmat située également aujourd'hui à la frontière de l'Arabie, le long de l'océan Indien, aux limites du Yémen du Sud actuel.

munes ainsi qu'une spiritualité spécifique constituaient des liens entre Juifs habitant dans les frontières politiques du Yémen et dans des régions voisines.

Dans l'organisation des communautés, on distingue la direction « temporelle » de la direction « spirituelle ». La direction temporelle était confiée à un notable aisé, proche du pouvoir politique, qui lui conférait l'autorité. En fait, le pouvoir politique reconnaissait la désignation de ce dirigeant par la communauté ; il mettait généralement à sa disposition les forces de police nécessaires pour l'exécution de ses directives. Ce dirigeant appelé en hébreu « nassi » ou en arabe « shayḫ » ou « 'âqil » (sage) assurait les relations entre le pouvoir politique et la commuauté juive. Les autorités yéménites n'intervenaient dans la vie des Juifs, groupes de protégés, que par l'intermédiaire du chef de la communauté.

Le *'âqil* était tout d'abord chargé de la collecte des impôts. Il évaluait la somme de la *jizyat* que chaque membre de la communauté devait payer en fonction de ses revenus (cf. ci-dessus p. 123). Le *'âqil* était responsable de la conduite des Juifs : ses biens pouvaient être saisis, sa vie était parfois menacée. Mais le *'âqil* n'était pas toujours appointé pour le bien-être de la communauté. Il était souvent confronté au dilemne : préserver les biens de la communauté ou accomplir la volonté des autorités. Dans certains cas, le *'âqil* tirait un profit personnel de ses activités au détriment de la communauté. Sa rémunération était prélevée sur la *jizyat* (10 %) et les revenus de la communauté.

La direction spirituelle de la communauté relevait du *mâri* (ou *môri*) [35], c'est-à-dire du rabbin. Il accédait à ce poste grâce à sa compétence dans l'étude de la Thora, mais il n'était investi d'aucun pouvoir de la part des autorités. Il ne s'occupait pas des relations entre sa communauté et les autorités, mais lorsque celles-ci se déterioraient, il pouvait intervenir en tant que dirigeant communautaire. Le *môri* remplissait également la fonction de juge. On se rendait chez lui non seulement pour des jugements concernant la vie religieuse, mais encore relatifs à la fiscalité. En effet, la tradition juive recommandait la sauvegarde de l'autonomie et déconseillait le recours aux tribunaux non-juifs, même pour des différends d'ordre temporel. Toutefois, aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, les rabbins du Yémen rappellent avec insistance cette tradition qui semble se perdre à cette époque. En effet, les Juifs s'adressaient aux tribunaux musulmans, car le tribunal rabbinique ne disposait d'aucun moyen légal pour imposer son verdict. Ses seules armes étaient l'anathème et l'excommunication. Afin de se donner quelque notoriété, le tribunal juif imposait parfois le paiement d'une amende remise aux autorités musulmanes locales.

Le rabbin, ainsi que les autres responsables religieux et communautaires, ne percevaient pas de salaire régulier de la part de la communauté. Généralement, le rabbin exerçait un métier. Ce n'est qu'occa-

(35) Mâri (ou Môri), mot araméen signifiant « Maître ». Avec les Juifs du Kurdistan qui parlaient le néo-araméen, seuls les Juifs du Yémen ont conservé la tradition vivante de l'araméen comme langue littéraire et pour l'étude de la Thora (le Pentateuque, fondement de la loi juive).

sionnellement qu'il touchait une faible rémunération prélevée sur les revenues de la communauté.

Les relations entre le rabbin et le *'âqil* étaient souvent tendues : l'autorité de ce dernier, soutenue par le pouvoir politique, avait des assises plus solides. Par ailleurs, le *'âqil* avait tendance à s'ingérer dans la vie religieuse de la communauté : il prétendait que ses connaissances en matière religieuse et ses fonctions l'y autorisaient. Parfois une même personnalité jouait le rôle de *'âqil* et de *mâri*.

Il n'y avait pas d'autres fonctions de direction de communauté au Yémen. Le père de famille assurait l'éducation de ses enfants, sans aucun contrôle de la communauté. L'enseignement formel n'était dispensé qu'aux garçons. L'enseignant était généralement un homme qui ne pouvait gagner sa vie d'autre manière. Les parents des élèves le rémunéraient en nature. Parfois, la communauté lui versait un maigre salaire. Les enfants apprenaient la lecture des prières et de la Bible. A un stade ultérieur, ils étudiaient la Mishna (loi orale), la Halaḥa (la législation religieuse) et le Mûssar (la morale). Les études d'un niveau supérieur étaient dispensées à la synagogue, le matin et le soir, avant ou après les offices. Cet enseignement était surtout suivi par les adultes. Les hommes lisaient généralement la langue hébraïque. La judaïcité yéménite était fidèle à ses traditions.

Seules les communautés numériquement importantes, comme celles de Sanaa, Aden et Radâ' géraient des institutions charitables. Leurs caisses étaient alimentées par le prélèvement d'une taxe interne sur l'abattage rituel des animaux (la graisse et la peau) et par la vente des diverses denrées comme les raisins secs. Ces taxes et les dons collectés régulièrement auprès des membres aisés de la communauté finançaient les œuvres charitables : aide aux pauvres, aux malades, aux veuves et aux orphelins ; paiement de la dot des fiancées pauvres. Ces communautés versaient aussi des sommes modiques au *mâri*, au *'âqil*, aux enseignants [36]. Elles assuraient le maintien et l'entretien des institutions publiques : bain rituels et cimetières. Les synagogues appartenaient généralement à des particuliers [37].

La judaïcité yéménite n'était pas organisée à l'échelle du pays. Géographiquement, on distingue trois niveaux :

a) à l'échelle locale, certaines communautés possédaient plusieurs synagogues ; elles étaient dirigées par un seul rabbin exerçant parfois aussi la fonction de l'unique juge. Mais dans d'autres localités, la population juive était peu nombreuse : elle ne comptait même pas les dix hommes nécessaires à la célébration de la prière publique. Ces petites communautés s'associaient à d'autres pour les offices du shabbat et des fêtes. Le *'âqil* local prélevait généralement l'impôt de protection de plusieurs communautés voisines.

b) à l'échelle régionale, on trouve une agglomération relativement importante, résidence des représentants du gouvernement central : le

(36) Cf. Y. TOBI, *The Authority of the Community of Ṣan'a over the other Communities of Yemen*.

(37) Cf. S.D. GOITEIN, *Ha'Ḥayyim Ha'Ṣiburim*, p. 52.

'âmil (le gouverneur) et le *qâḍi* (juge musulman). La communauté juive, elle aussi, était assez nombreuse. Dans cette localité siégeait le tribunal rabbinique composé de trois juges dont la juridiction s'étendait sur toutes les communautés de la région. L'impôt prélevé par le *'âqil* des communautés locales était remis à celui de la communauté régionale. Ce dernier le remettait au gouverneur et non directement aux autorités centrales de Sanaa.

c) Sanaa représente l'échelle territoriale. La communauté juive de Sanaa était importante. Dans cette ville se trouvait le centre d'études thoraniques des Juifs du Yémen. Le tribunal rabbinique de Sanaa, qui étendait son autorité sur toutes les judaïcités du pays, voire au-delà des frontières du Yémen ottoman [38], s'immisçait dans la vie des communautés locales. Son autorité spirituelle était aussi reconnue par les Musulmans [39]. Par contre, le *'âqil* ou le président de la communauté de Sanaa n'avait aucune autorité sur les autres communautés du Yémen. Les imâms ne favorisaient guère la centralisation de l'organisation des communautés juives : la politique de division leur permettait de mieux les gouverner.

A l'échelle d'une direction nationale, la judaïcité yéménite semble avoir atteint son apogée au XVIII[e] siècle. Le ministre juif, Shalom 'Irâqi (1730-1762) était non seulement le président de la communauté de Sanaa, mais encore s'occupait aussi d'autres communautés. De même, un peu plus tard, l'autorité de Rabbi Yaḥya Ṣalâḥ, chef du tribunal rabbinique de Sanaa (1757-1805) était incontestée par toutes les communautés juives du Yémen. Mais les tensions entre les pouvoirs temporels et spirituels au sein de la judaïcité yéménite étaient vives. Vers 1740, un conflit éclate : Shalom 'Irâqi avait tendance à s'ingérer dans la vie religieuse : il cherchait à imposer ses protégés comme dirigeants spirituels des communautés ; de plus il voulait leur faire admettre un rituel des prières qui n'était par reconnu par les rabbins de Sanaa. Shalom 'Irâqi se servait de son pouvoir politique et de la police mise à sa disposition par l'imâm pour imposer ses volontés à la communauté juive. L'affaire fut réglée en sa faveur : un compromis reconnaissait la suprématie du pouvoir du président de la communauté sur celui des rabbins. Après la destitution de Shalom 'Irâqi, ces derniers prirent leur revanche. Avec la nomination de Rabbi Yaḥya Ṣalâḥ, le pouvoir spirituel retrouve sa prédominance. A Sanaa, jusqu'à la fin du XIX[e] siècle, ou tout au moins jusqu'à son occupation par les Turcs en 1872, les prérogatives du rabbin sont plus importantes que celles du président de la communauté.

Néanmoins, le rôle du président de la communauté juive de Sanaa n'est pas négligeable, même après la destitution de Shalom 'Irâqi. Les familles Alshaykh et Bdidi occupent ce poste : elles étaient proches du gouvernement yéménite et responsables du trésor. Mais la principale autorité au sein de la communauté juive revenait aux chefs des tribunaux rabbiniques : Rabbi Avraham Ṣalâḥ (1805-1809), Rabbi Yossef

(38) Cf. Y. Tobi, *The Authority of the Community of Ṣan'a over the other Communities of Yemen*.

(39) Cf. S.D. Goitein, *Ha'Ḥayyim Ha'Ṣiburim*, p. 52.

Qara (1812-1849), Rabbi Shalom Qara (1849-1889), fils du précédent. Mais les tensions entre les dirigeants politiques et les dirigeants spirituels persistent. Plus particulièrement, le président très érudit Rabbi Avraham Alshaykh n'hésite pas à s'immiscer dans la vie religieuse de la communauté [40].

Cependant, au cours du XIX[e] siècle, la communauté de Sanaa perd peu à peu sa prépondérance. Pendant cette période d'instabilité politique et de luttes pour le pouvoir, Sanaa fut plusieurs fois investie par des tribus révoltées qui perpétraient des pillages, des viols et des assassinats. La plupart des Juifs abandonnaient leur quartier où leurs maisons avaient été détruites. Ils n'y parvenaient plus à subvenir à leurs besoins. Les synagogues sont désertées et les activités communautaires abandonnées. Les Juifs de Sanaa quittent la ville et se réfugient dans d'autres communautés implantées à proximité de la capitale. Mais ils rejoignent aussi des communautés situées dans le nord du pays. Vers le milieu du XIX[e] siècle, la tension entre les Juifs de Sanaa et leurs coreligionnaires des autres communautés s'amplifie. Originaires de la capitale où se trouvait le principal centre d'études rabbiniques, les Juifs de Sanaa affirmaient leur supériorité par rapport aux autres communautés.

L'occupant turc institue une direction à échelle nationale, mais les structures communautaires régionales survivent. Comme ailleurs dans l'Empire ottoman, les Turcs considèrent les Juifs comme un groupe politico-religieux. Ils nomment, à la tête de la communauté juive du Yémen, un « Ḥaḥam Bashi » (Rabbin en chef). Celui-ci était une personnalité religieuse, mais ses pouvoirs étaient surtout politiques. Le Ḥaḥam Bashi était, en fait, un fonctionnaire des autorités turques : théoriquement, son pouvoir s'étendait sur toutes les communautés juives du Yémen. Sa tentative d'organiser la communauté de Sanaa par la création de certaines institutions, et surtout celle de prélever les impôts à l'échelle nationale rencontrent une forte opposition. Les Juifs du Yémen n'étaient pas habitués à tant de fermeté : mis à part le prélèvement de l'impôt, l'organisation des communautés relevait presque entièrement du volontariat ou de la pression sociale ; aussi les Juifs du Yémen refusaient cette nouvelle fusion institutionnelle [41]. Après la mort de Rabbi Yiṣḥaq Shaul en 1878, le poste de Ḥaḥam Bashi fut en fait supprimé. On nomme alors un *wâqil* (remplaçant) du Ḥaḥam Bashi. Ce poste est confié à des dirigeants de la communauté de Sanaa : mais leur pouvoir était moins étendu que celui de Rabbi Yiṣḥaq Shaul. Pendant toute la période de la domination turque, la direction de la communauté juive de Sanaa connaît de nombreux conflits : les responsables se succèdent les uns après les autres. Ce n'est qu'au début de la période turque, à la mort de Rabbi Shlomo Qara (1889) que la communauté de Sanaa connaît une certaine stabilité. Elle exerce alors une grande influence sur les autres communautés juives du Yémen.

(40) Cf. A. QORAḤ, *Sa'arat Teiman*, p. 42 ; D. MISHRIQI, *Sefer Rebid Haza' av*, p. 78.

(41) Cf. la lettre adressée par l'une des communautés du nord de Sanaa à l'Alliance Israélite Universelle de Paris en 1877 demandant la destitution du Ḥaḥam Bashi, Rabbi Yiṣḥaq Shaul à cause des pressions qu'il exerçait (cf. Y. TOBI, *Ha-Mé'a Ha-tesha-'Esré*, pp. 239-245).

En 1905, l'imâm Yaḥya reprend temporairement Sanaa aux Turcs ; il rétablit le système de la « double organisation » des communautés juives, en approuvant la direction spirituelle élue par les Juifs, les Rabbins Aharon Hacohen, Yaḥya Qafa, Yaḥya Yiṣḥaq 'Abyaṣ. L'imâm Yaḥya nomme comme président de la communauté – *'âqil* – un notable : Yaḥya Dânuh. Cependant, lorsque les Turcs quittent le Yémen en 1918, la direction spirituelle et politique était assurée par le Rabbin Yaḥya Yiṣḥaq qui assurait déjà cette tâche sous le règne ottoman. Toutefois, lors du changement du régime, Rabbi Yaḥya Yiṣḥaq perd le pouvoir temporel, mais son autorité spirituelle est reconnue par toutes les communautés juives du Yémen. L'imâm Yaḥya confie alors le prélèvement de la *jizyat* à des *'âqil* régionaux.

Après la mort de Rabbi Yaḥya Yiṣḥaq en 1932, la communauté de Sanaa se divise en deux clans : les adeptes de la Qabbale et du Zohar d'une part, ceux qui réfutent ces croyances d'autre part. L'imâm Yaḥya encourage cette scission : pour chaque parti, il nomme un *'âqil* chargé de la collecte de la *jizyat* ; les deux *'âqil* lui faisaient parvenir l'impôt, chacun de son côté.

Entre 1881 et 1951, les structures socio-démographiques de la judaïcité se transforment à la suite des changements politiques et de l'émigration. En 1948, lors de la création de l'Etat d'Israël, environ la moitié des Juifs du Yémen étaient déjà installés dans ce pays. Aussi, depuis 1881, la plupart des communautés juives du Yémen avaient perdu une partie de leur population par l'émigration vers la Palestine. Sous le règne de l'imâm Yaḥya, on observe aussi des migrations internes : des habitants de différentes communautés se dirigent vers Sanaa : de là, ils partent, via Aden, vers la terre promise. Cette émigration était illégale. Temporairement, ces migrations internes ont pour conséquence l'accroissement de la population juive de Sanaa, mais aussi le déclin économique de cette communauté : de ce point de vue, sa situation était particulièrement mauvaise pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Après la grande émigration des années 1949-51, le petit nombre de Juifs demeurés au Yémen ne constituent plus une communauté structurée : ils disposent encore de quelques synagogues et de bains rituels.

D) L'activité économique

Depuis plusieurs siècles, l'activité économique des Juifs au Yémen se limite principalement à deux secteurs : le commerce et l'artisanat. Selon une tradition remontant au Moyen Age, les Juifs participaient , jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, au commerce international : le Yémen et son port Aden étaient situés sur l'axe commercial principal reliant le bassin méditerranéen à l'Inde. Dans ce commerce, les Juifs jouaient un rôle important [(42)]. A partir du XVI[e] siècle, les ports yéménites situés le long de la mer Rouge, et plus particulièrement Mokha prennent de

(42) S.D. GOITEIN, *A mediterranean Society*, pp. 273-352 ; *From the Mediterranean to India.*

l'importance. Des commerçants juifs s'y établissent ; ils participent au commerce international, surtout avec l'Inde. Fuyant des persécutions, des Juifs yéménites émigrent vers des villes situées sur la côte occidentale de l'Inde.

Au début du XIX[e] siècle, Mokha perd son prestige commercial au profit d'Aden. La plupart des Juifs de Mokha quittent cette ville et s'installent à Aden où ils jouissent de la protection des Anglais. Le port d'Aden et sa communauté juive connaissent un grand essor au XIX[e] siècle. Comme employés et comme fournisseurs de l'armée britannique, les Juifs collaborent avec les Anglais. Certains d'entre eux s'enrichissent considérablement.

Cependant, les troubles politiques du XIX[e] siècle ont pour conséquence une diminution du rôle joué par le Yémen dans le commerce international. Le café était la principale denrée d'exportation du Yémen. Premiers concernés par les difficultés politiques et économiques, les Juifs abandonnaient peu à peu leur participation à ce commerce.

Sous le régime ottoman, la situation économique des Juifs s'améliore. De nombreux commerçants et parmi eux des Juifs accompagnent les armées turques au Yémen et développent le commerce international. La ville de Manâkha située à l'Ouest de Sanaa connaît alors un essor exceptionnel. De nombreux Juifs s'y établissent pour commercer avec des pays étrangers par l'intermédiaire de Ḥudayda, situé au bord de la mer Rouge, principal port yéménite sous la domination turque [(43)].

De même, le quartier juif de Sanaa, abandonné par la plupart de ses habitants depuis quelques décennies, se repeuple. Un nouveau quartier juif est construit, non loin de l'ancien. Les Turcs autorisent aussi la construction d'une nouvelle synagogue et de nouveaux bains rituels. L'activité économique s'intensifie.

Les nombreux membres de l'administration et de l'armée turques, avaient besoin de marchandises que l'on ne pouvait acquérir qu'en Europe. De nouveau, les Juifs servirent d'intermédiaires. S'adaptant aux changements politiques et économiques, ils furent les premiers à subir l'influence de la modernité européenne.

Mais la situation économique des Juifs du Yémen était étroitement liée au contexte politique. La stabilité du pouvoir, même s'il est Turc, leur était favorable, mais leur situation se dégrade à partir de 1891 avec la révolte des Yéménites contre l'occupant turc, la sécheresse et la famine des années 1903-1905 et le siège de Sanaa de 1905 [(44)].

La part des Juifs dans le commerce intérieur était encore plus importante que leur participation au commerce international. Mais ce commerce-là se situait au bas de l'échelle. Les Juifs étaient de petits commerçants, petits marchands ambulants circulant de ville en ville, de village en village. Partout, ils participaient aux souks. Ces petits com-

(43) Sur la communauté de Manâkha, cf. Y.T. SEMACH, *op. cit.*, pp. 67-69, Y. TOBI, *Ha-quehilla ha-Yehoudit*, pp. 69-72.

(44) Les deux tiers des Juifs de Sanaa périrent pendant ces événements (cf. Y. RAṢHABI, *Be-Maṣor ou-vémaṣoq*). Les conséquences de ces troubles sur la situation économique des Juifs du Yémen sont relatées par SEMACH, *op. cit.*, pp. 81-83 ; S. YAVNALI, *Mas'a le'Teiman*, pp. 211-212.

merçants avaient des clients juifs, mais aussi musulmans : à ces derniers, ils fournissaient surtout des produits autres qu'alimentaires. Potiers, tisserands et savetiers juifs vendaient aussi directement leur propre production artisanale, la colportant de village en village : trop pauvres, ils ne pouvaient payer leur commission aux commerçants.

L'artisanat était un secteur d'activité presque exclusivement réservé aux Juifs ; à l'exception des travaux de construction, les Musulmans éprouvaient un certain mépris pour les métiers artisanaux. Aussi les Juifs étaient orfèvres, cordonniers, savetiers, tisserands, forgerons, potiers, réparateurs de fusils, etc. L'orfèvrerie étaient considéré comme un travail noble : Les Talmidei ḥaḥamim (personnes s'adonnant à l'étude des textes religieux), désireux de consacrer leur temps à l'étude de la Thora, avaient tendance à choisir un métier aux revenus élevés mais qui demandait peu de temps. Plus particulièrement en milieu rural, dans les villages, les Juifs jouaient un rôle économique complémentaire : ils réparaient la charrue comme le fusil du fellah yéménite. En effet, au sein de sa tribu, tout fellah était à la fois paysan et combattant. Dans le contexte économique du Yémen, les Juifs occupaient une position importante qui leur a permis, pendant des millénaires, de survivre dans ce pays.

On sait que les Juifs ne furent pas expulsés du Yémen lors de la conquête de ce pays par l'Islam. Leur utilité économique abrégea, en 1680, l'exil de Mawza'. Dans les années 1949-50, l'imâm Aḥmad ne leur a permis de quitter le Yémen qu'après avoir appris leurs métiers aux Musulmans [45].

Dans le sud et dans le nord du Yémen, quelques Juifs étaient agriculteurs [46]. Ils possédaient des exploitations et cultivaient la vigne, des céréales et le café. De ce point de vue, la situation des Juifs du Yémen était particulière : la possession des terres ne leur était pas interdite.

Par contre, les Juifs du Yémen ne pratiquaient pas le prêt à intérêt, activité interdite par la religion musulmane, dont les prescriptions étaient strictement appliquées au Yémen.

Les personnes exerçant des activités au service de la communauté juive – rabbins, juges, sacrificateurs, etc. – n'étaient pas rémunérées ; seuls les enseignants percevaient parfois un maigre salaire, insuffisant pour nourrir leur famille. Aussi, tous ceux qui exerçaient les fonctions nécessaires pour le maintien de la vie juive subvenaient à leurs besoins en pratiquant un métier. Même l'enseignant, parfois pendant ses heures de cours, travaillait comme tisserand ou copieur de livres.

Aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, la condition socio-économique des Juifs du Yémen était liée aux aléas de la situation politique du pays. De plus en plus, ils étaient cantonnés dans les métiers du petit artisanat [47]. Mais

(45) Cf. M.W. WENNER, *op. cit.*, p. 37.

(46) La proportion de Juifs yéménites s'occupant d'agriculture était relativement importante en comparaison avec des Juifs originaires d'autres pays (cf. H.J. COHEN, *The Jews of the Middle East, 1860-1972*, p. 103 et statistiques israéliennes de l'immigration : 1948-1950).

(47) On dispose de quelques statistiques relatives aux métiers exercés par les Juifs yéménites dans la première moitié du XX^{e} siècle (cf. SEMACH, *op. cit.*, p. 126 ; YAVNALI, *op. cit.*, pp. 17-18, COHEN, *op. cit.*, p. 103).

leur participation au commerce et aux activités artisanales connaît un certain déclin. En effet, dès l'époque turque, on assiste à l'introduction de produits industriels. Ce processus s'accélère sous le règne de l'imâm Yaḥya ; l'artisanat juif ne peut plus concurrencer les produits importés à bon marché et de qualité supérieure. Quelques Juifs de Sanaa créent alors de petits ateliers équipés de machines importés d'Europe – surtout d'Allemagne et d'Italie : ils fabriquent des friandises, du savon, etc. [48]. Mais cette activité pratiquée dans les années 1930-1940 ne suffisait pas pour consolider l'économie de la population juive du Yémen.

Ce déclin de leur situation économique est sans doute l'une des causes de leur départ massif du Yémen.

Bibliographie

A) Publications en hébreu

ASHTOR E., *Toldot Ha-Yehudim Be-Miṣrayim ve-Sûrya taḥat Shilton Ha-Mamliḥim* (Histoire des Juifs d'Egypte et de Syrie sous le règne des Mamluhim), Jérusalem, Mossad Rav Kook, 1951, 2 vol.

DAḤUḤ Y., Aḥinu Be-Teiman Be'n Ha-Patish ve-Ha-Sadan (Nos frères du Yémen entre le marteau et l'enclume), Tel-Aviv, *Afikim*, n° 1, 28, 12, 1964, pp. 1-2.

DAḤUḤ Y., Ṣef'Ḥei Ha-'Alya Mi-Teiman (Regain d'immigration des Juifs du Yémen), *Afikim*, n° 20, 2.8, 1967, pp. 4-5.

GAMLI'ELI N.B., *Teiman ve-Meḥané « Geula »* (Le Yémen et le camp de la « rédemption »), Tel-Aviv, 1962.

GOITEIN S.D., Hayyim Habashush ve-Sefro Ḥision Teiman (La vie de Habashush et son apocalypse du Yémen), Jérusalem, *Recueil Magnès*, Université Hébraïque, 1938, pp. 47-69.

GOITEIN S.D., Yehudei-Teiman ve-Saḥar Hodu (Les Juifs du Yémen et le commerce avec l'Inde) in *Yahadout Teiman, Pirkei Merḥkar ve-Youn* (Recueil de recherches sur le judaïsme yéménite), Jérusalem, Institut I. Ben-Zvi, 1976, pp. 47-69.

GOITEIN S.D., 'Al Ḥa-Hayyim Ha-Ṣiburim Be-Eretz Teiman (La vie publique au Yémen) in *Sefer Kaplan*, (partie hébraïque), New York, Séminaire Rabbinique d'Amérique, 1957, pp. 43-61.

ḤABASHUSH, *Eshkelot Merurot* (L'Encyclopédie des malheurs) édité par Goitein S.D., 1re édition : Seliman ; 2e édition Jérusalem, 1937 (repris par Y. Tobi, *Histoire des Juifs du Yémen*, pp. 219-250.

ḤABASHUSH, Korot Ysraël Be-Teiman (Les clameurs d'Israël au Yémen) édité par Qapeh Y. in *Sefunot*, vol. 2, 1958, Jérusalem, pp. 246-286 (repris par Y. Tobi, *Histoire des Juifs du Yémen*, p. 1-41.

MEIR L.A., Emdat Ha-Yehudim Be-Yamei Hamamluḥim (La situation des Juifs à l'époque des Mamluḥim), Jérusalem, *Recueil Magnès*, Université hébraïque, 1938, pp. 161-167.

(48) Témoignages oraux recueillis par Y. TOBI.

MISHRIQI D., *Sefer Revid Ha-Sa'av* (Livre de la Chaîne d'Or), Tel-Aviv, Conseil pour la diffusion des Archives du Yémen, 1959.

QARASO-HALEVI D.S., *Sikaron Teiman* (Souvenir du Yémen – en ladino) Traduction hébraïque (Mas'a Teiman – Voyage au Yémen) par Y. Tobi (Ha-Me'a Ha-Tesha Esré : le XIX[e] siècle, pp. 122-190).

QORAḤ A;, *S'arat Teiman* (Agitation au Yémen), Jérusalem, S. Gridi, éditeur, 1954.

RAṢHABI Y., *Ḥeqer Yahadut Teiman, Bibliografia Le-Shanim 1935-1973.* (Recherche sur le judaïsme du Yémen, Bibliographie : 1935-1973), Jérusalem, Bibliothèque Nationale et Universitaire, 1976.

RAṢHABI Y., Be-Maṣor Ou-Be-Maṣok, Le-Parashat Ha-R'av : 1903-1905 (Dans la détresse : la famine de 1903-1905) in *Bo'i-Teiman* (Les Yéménites), Jérusalem, pp. 102-167.

RAṢHABI Y., Galut Mawsa' (L'exil de Mawsa), Jérusalem, *Sefunot*, n° 6, 1961, pp. 337-396.

RAṢHABI Y., Gerush Mawsa' Le-Or Mekorot Ḥadashim (L'exil de Mawsa' d'après de nouvelles sources), Jérusalem, *Ṣion*, n° 37, 1972, pp. 197-215.

RAṢHABI Y., Mered 'Alkasem (La révolte d''Alkasem), Jérusalem, *Ṣion*, n° 20, 1959, pp. 32-46.

RAṢHABI Y., 'Ynyanei Dat Be-Pulmus be'n Muslim Le'Yehudim Be-Teiman (Polémiques religieuses entre Musulmans et Juifs au Yémen), Tel-Aviv, *Yeda' 'Am*, n° 14, 1970, pp. 12-21.

RAṢHABI Y., Qehilat Sana Be-Shanot : 1899-1919 (La communauté de San'a : 1899-1919), Jérusalem, *Sinaï*, n° 67, 1970, pp. 202-218 ; n° 68, 1971.

RAṢHABI Y., Yehudei Teiman Taḥat Ha-shilton Ha-Turqi (Les Juifs du Yémen sous le règne turc), Jérusalem, *Sinaï*, n° 64, 1969, pp. 53-77.

RIVLIN Y., Ṣvat Muhammed Le 'Ali Ben 'Abi Taleb (Testament de Muhammed pour 'Ali Ben 'Abi Taleb) in *Recueil David Yellin*, Jérusalem, Reuven Maas, 1936, pp. 139-156.

SAPIR-HALEVY Y., *Mekiṣei-Nirdamim* (Des contrées lointaines) 2 vol., Mayence, 1874.

SARI S., TOBI Y., *Shirei Ḥadashim Le-Rabbi Shalom Shavzai*, (Chants nouveaux pour Rabbi Shalom Shavzai), Jérusalem, Institut Ben-Ẓvi, 1976.

SHEMEN Y., Ḥaï Ha-Temanim (La vie des Yéménites selon le Rabbi Yosef Shemen) in *Yahadut Teiman, Pirké Meḥqar ve-'Youn* (Recueil de recherches sur le judaïsme yéménite), Tobi Y., éditeur, Jérusalem, Institut I. Ben Ẓvi, 1976.

TOBI Y., *Yahadut Teiman* (Bibliografia) (Les Juifs du Yémen, Bibliographie), Jérusalem, Centre Zalman Shazar, 1975.

TOBI Y., Ha-Qehila ha-Yehudit Be-Teiman (La communauté juive au Yémen) in *Moreshet Yehudei Teiman* (L'héritage des Juifs du Yémen), recueil édité par Tobi Y., Jérusalem, 1977, pp. 65-117.

TOBI Y., *Yehudei Teiman Be-Meâ Ha-Tesha-Esré – Toldot Ve-Mekorot* (Les Juifs du Yémen au XIX[e] siècle, histoire et sources), Tel-Aviv, Afikim, 1976.

TOBY Y., *Toldot Yehudei Teiman, Meqitvahem* (Histoire des Juifs du Yémen d'après leurs écrits), Jérusalem, Centre Zalman Shazar et Dinur, 1980.

YAVNALI S., *Masâ Le-Teiman* (Voyage au Yémen), Tel-Aviv, 1952.

B) Publications en langues européennes

ABIR M., *'International Commerce'and Yemen's Jewry, 15 th to 19 th centuries.* A paper submitted to the International Conference on Jewish Communities in Muslim Lands, Ben Zvi Institute, Jerusalem, 1974.

ARENDONK C. Van, *Les débuts de l'imamat Zaïdite au Yémen*, E.J. Brill Leyden, 1960.

ASHTOR E., Saladin and the Jews, *Huca* XXVII (1956), Cincinnati, pp. 305-326.

BOUSQUET G.H. et BERQUE J., *Recueil de la loi Musulmane de Zaïd ben 'Ali*, La Maison des Livres, Alger, 1941.

BURY G.W., *Arabia Infelix or the Turks in Yamen*, Macmillan and Co, London, 1915.

COHEN H.J., *The Jews of the Middle-East 1860-1972*, Israel University Press, Jérusalem, 1973.

FATTAL A., *Le statut légal des non-Musulmans en pays d'Islam*, Imprimerie Catholique, Beyrouth, 1958.

GOITEIN S.D., *A Mediterranean Society*. Vol. 1 : *Economic Foundations*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1967.

GOITEIN S.D., From the Mediterranean to India : Documents on the Trade to India, South Arabia and East Africa from the Eleventh and Twelfth Centuries, *Speculum*29, 1954, pp. 181-197.

GRIFFINI E., *« Corpus Iuris » di Zaïd Ibn 'Ali*, Hoepli, Milano, 1919.

KLEIN A. Tesig-Bandweberei mit Gold – und Silberfaden in San'a, *Baessler-Archiv ; Beiträge zur Völkerkunde*, Band XXII, 1974, pp. 225-246.

LOPES D., *Extractos do Historia do Conquista do Yaman pelos*, Othmanos, Lisboa, 1892 (Arabic chronicle with a Portuguese translation).

PLATFAIR R.L., *A History of Arabia Felix or Yemen*, Bombay, 1859.

SABRI M., *L'Empire égyptien sous Mohamed-Ali et la question d'Orient (1811-1849)*, Paris, Librairie Orientaliste, Paul Geuthner, 1930.

SAINT-HILAIRE A., *Je reviens du Yémen et t'en rapporte des nouvelles vraies*, Editions de la Pensée Moderne, Paris, 1975.

SCHMIDT D.A., *Yemen, The Unknown War*, The Bodley Head, London, 1968.

SCHUMAN L.O., *Political History of the Yemen at the Beginning of the 10 th Century According to Contemporary Arabic Sources*, Djambatan, Amsterdam (Arabic Chronicles with an English Translation).

SEMACH Y.T., Une mission de l'Alliance au Yémen, *Bulletin de l'Alliance, 1910, Paris, pp. 48-167.*

STILLMAN N.A., *The Jews of Arab Lands ; a History and Source Book*, The Jewish Publication Society of America, Philadelphia, 1979.

STOOKEY R.W., *Yemen, The Politics of the Yemen Arab Republic*, Westview Press, Boulder, Colorado, 1978.

TOBI Y., *The Authority of the Community of San'a over the other Communities of Yemen*. A paper submitted to the Inernational Conference on Jewish Communities in Muslim Lands, Ben Zvi Institute, Jerusalem, 1974.

WATERFIELD G., *Sultans of Aden*, John Murray, London, 1968.

WENNER M., *Modern Yemen : 1918-1966*, The John Hopkins Press, Baltimore, 1967.

C) Publications en arabe

BAṬRIQ, 'Abdul-Hamid, *Min târîkh al-yaman al-ḥadîth, 1517-1840*, Al-Qâhira, 1969.

ZAYDÂN, 'Abdul-Karîm, *Ahkâm al-Dhimmiyîn wal-musta'minîn*.

SÂLIM, Muṣtafa, *Al-Fath al-'uthmâni al-'awwal lil-yaman*, Al-Qâhira, 1969.

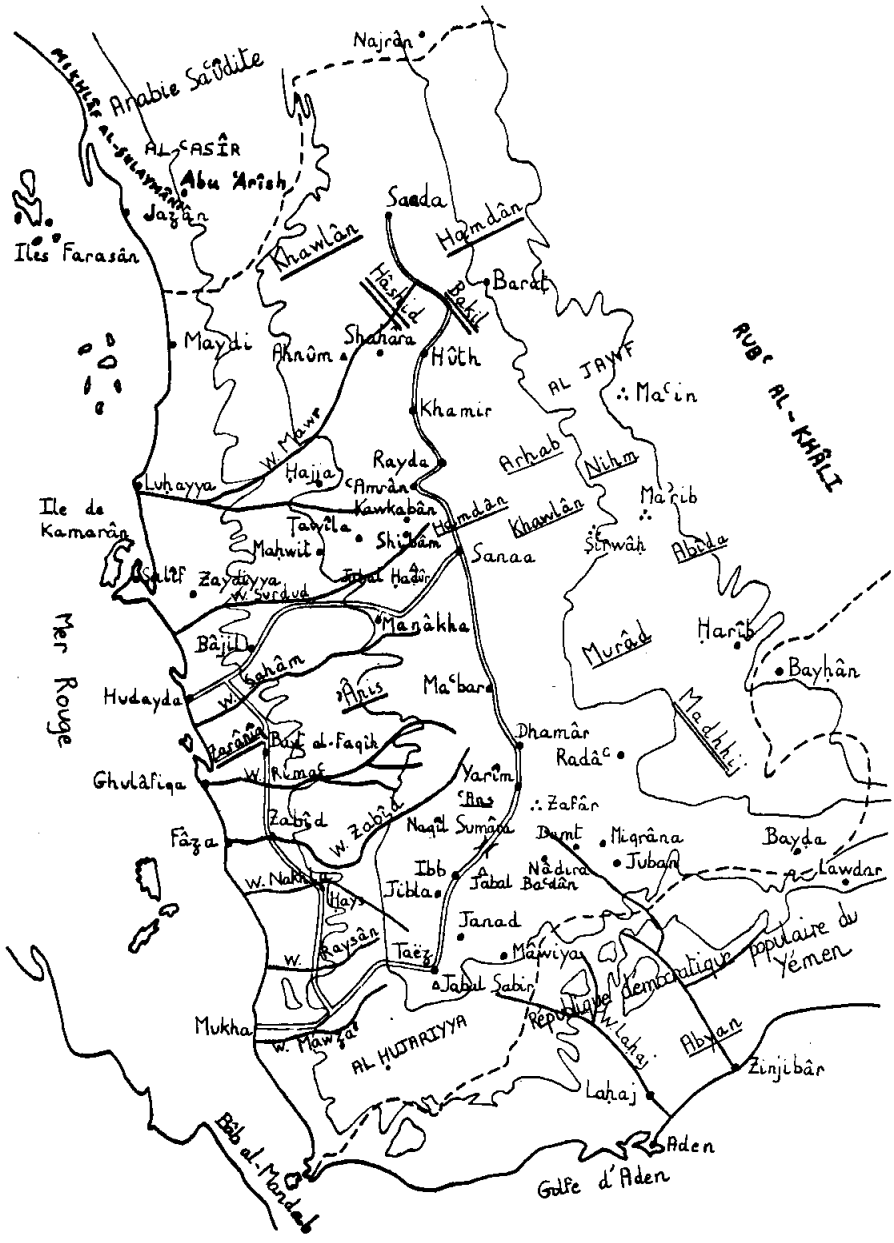
SÂLIM, Muṣtafa, *Takwîn al-yaman al-Hadîth*, Al-Qâhira, 1964.

SHAWKÂNI, Muhammad bin 'Ali, *Kitâb al-sayl al-djarrâr*, Al-Qâhira, 1970.

WÂSI'I, 'Abdul-Wâsi', *Târîkh al-yaman*, Al-Qâhira, 1937.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE



La République Arabe du Yémen.

VI

LA DOUBLE RÉVOLUTION YÉMÉNITE 1948-1970

Alain ROUAUD

1948 : l'*imâm* Yaḥya qui règne sur le royaume mutawakkili du Yémen (Nord-Yémen) meurt victime d'un attentat. Sans conséquence dans l'immédiat, l'événement ouvre cependant une période troublée qui conduit 15 ans plus tard à l'effondrement de l'imâmat. L'opposition à ses descendants et successeurs, Aḥmad et Muḥammad al-Badr, soumise aux influences modernistes que ceux-ci ne savent juguler après les avoir imprudemment favorisées, triomphe en effet par la révolution de 1962. Un groupe hétérogène de révolutionnaires proclame alors la république mais, privés d'un soutien populaire unanime, ils doivent affronter les éléments traditionnalistes. La guerre civile ravage le pays et ne s'achève qu'en 1970 au prix d'un compromis entraînant l'élimination des révolutionnaires les plus radicaux. Parrainée dès lors par l'Arabie saoudite et gouvernée par des notables, la République tente de construire l'Etat nord-yéménite contre l'irrédentisme tribal, tandis que sur le plan économique, le capitalisme moderne fait une timide apparition.

Au Sud-Yémen, aucun événement déterminant ne marque l'année 1948. Pourtant, c'est à cette époque qu'entrent en gestation le nationalisme et le syndicalisme qui dressent bientôt la population contre l'occupant britannique. Celui-ci entreprend justement d'unifier les principautés qu'il contrôle pour les mener à une indépendance de son choix. Les nationalistes s'opposent à ces plans les armes à la main et imposent l'indépendance de la République populaire du Sud-Yémen (1967). Le nouvel Etat, unifié, ne tarde pas à être transformé en démocratie populaire, après l'arrivée de la gauche au pouvoir (1969).

Entre 1948 et 1970, les deux Yémen vivent donc simultanément une profonde mutation. Le Nord naît à la vie moderne et au capitalisme tandis que le Sud passe d'un régime colonial à un socialisme radical et

autoritaire. Engagés dans ces processus évolutifs contradictoires, les deux pays se redécouvrent pourtant, mais leurs relations restent empreintes d'ambiguïté.

LE NORD-YÉMEN : DE L'IMÂMAT À LA RÉPUBLIQUE DES NOTABLES

Le règne d'Aḥmad le Jinn

Lorsqu'il monte sur le trône, Aḥmad qui a pris le nom de règne de *'an-Nâṣir li-dîn Allâh* (« le défenseur de la religion de Dieu ») [1] a 57 ans. Trapu et obèse, la barbe en collier, les yeux immenses noircis au *kohl*, la tête serrée dans le turban blanc des *sayyid* mais à deux pans [2], il n'est plus l'intrépide guerrier qui avait vaincu les Zarânîq [3]. Souffrant d'arthrite, impotent et insomniaque, il use parfois de morphine et traverse des crises de fureur autocratique suivies de périodes d'abattement mystique. Sa légende, tissée par le peuple et par les voyageurs étrangers qui faisaient les frais de ses extravagances et de ses sautes d'humeur n'était pas usurpée. Echappant miraculeusement aux attentats, à n'en pas douter, il bénéficiait de la protection des *jinn*. Indécis autant par caprice que par ruse, parcimonieux et suspicieux, il était souvent impitoyable voire cruel. Mais il savait aussi se montrer juste, affable, et faire usage de sa culture avec humour. Ce singulier et déconcertant personnage devait régner quatorze ans sur le Nord-Yémen[4].

La première décision de son règne fut de maintenir sa résidence à Taëz (Ta'izz) dont il avait été le gouverneur pendant de longues années. En délaissant Sanaa (Ṣan'â') dont il tenait les habitants pour responsables de la mort de son père, il cherchait surtout à affirmer l'unité de son royaume en déplaçant son centre vers les zones shâfi'î et les territoires yéménites occupés par les Britanniques. En outre, il pouvait ainsi être informé au mieux de ce que tramaient contre lui les opposants à son régime, exilés à Aden ('Adan).

Ne quittant que très exceptionnellement Taëz où il menait une vie sans faste, Aḥmad reprit la politique de son père – fermeture du pays à toute influence moderniste et lutte contre la présence britannique au Sud –, comme ses méthodes de gouvernement. Sa méfiance naturelle

(1) M.W. WENNER, *Modern Yemen*, Baltimore, 1967 (cité WENNER), p. 104.

(2) E. ROSSI, *L'arabo parlato a San'â'*, Roma, 1939, (cité ROSSI), p. 156.

(3) Le poème donné par ROSSI (p. 111) illustre la popularité que lui avait valu sa bravoure.

(4) Sur la personnalité de l'*imâm* Aḥmad voir : C. FAYEIN. *Une Française médecin au Yémen*, Paris, 1955, (cité FAYEIN), pp 44-45 ; PHILLIPS, *Qataban et Saba*, Paris 1956, pp. 305-306, 228-232 ; R.W. STOOKEY. *Yemen, The Politics of the Yemen Arab Republic*, Boulder, 1978 (cité STOOKEY), p. 217 ; WENNER, p. 119. La conclusion sur ce personnage doit être empruntée à STOOKEY, p. 217 : « His conventional portrait as simply bloodthirsty tyrant is pure caricature ».

ayant été exacerbée par les circonstances de la chute de Yaḥya, pas plus que celui-ci il ne délégua son autorité. Toute affaire, même insignifiante, était réglée par ses soins. Chacun de ses sujets pouvait, en revanche , lui soumettre n'importe quelle question qu'il examinait en son conseil[5].

Il surveillait étroitement la circulation des biens et des personnes, surtout en direction d'Aden vers où tant de ses sujets continuaient à émigrer [6]. Il contrôlait de même l'activité économique par des agents à sa dévotion dont le plus actif, al-Jabali [7], détenait avec sa famille le commerce des peaux, du café, du *qât*, du sel, du pétrole, du sucre, etc. Aḥmad régnait comme un régisseur gérerait un domaine. Un domaine qu'il fallait administrer mais aussi protéger. C'est pourquoi, à l'instar de Yaḥya, il était hostile à l'évolution technique et aux réformes qu'il croyait sincèrement néfastes à son peuple, propres à engendrer des troubles et à compromettre l'indépendance du pays. Lorsqu'il lui arriva d'introduire des innovations ce ne fut jamais que pour désarmer l'opposition ou améliorer son image de marque aux yeux du monde extérieur.

Aḥmad inaugura son règne par quelques mesures libérales [8] en faveur des shâfi'îtes et des conjurés de 1948. Il nomma aussi des ministres parmi les membres de sa famille mais ne leur fournit aucun moyen de donner à leurs charges la moindre consistance. Par ces dispositions, il pensa avoir été généreux [9]. En fait, il continua à décider de toute chose par lui-même, peut-être moins par goût que pour ne pas altérer le caractère d'absolu qu'il croyait inhérent à sa fonction. Non seulement le fonctionnement de l'imâmat et les structures sociales demeurèrent sous Aḥmad ce qu'ils avaient été sous Yaḥya, mais la situation économique, sanitaire et culturelle n'évolua pratiquement pas : le Yémen restait à l'écart de tout progrès d'importance [10].

Renaissance de l'opposition

L'opposition qui avait abattu le père, un moment décontenancée par l'échec du coup d'Etat, se reconstitua pour lutter contre le fils. Les

(5) FAYEIN, p. 47.

(6) Après 1950 le nombre des Nord-Yéménites travaillant à Aden dépassait les 80 000 (cf. infra).

(7) FAYEIN, pp. 23-26 ; MOHAMED SAID EL ATTAR, *Le Sous-développement économique et social du Yémen*, Alger, 1964, (cité EL ATTAR), p. 53, 110, 256.

(8) WENNER, p. 110.

(9) Aḥmad crut avoir ainsi tenu les promesses qu'il avait faites aux Yéménites Libres au cours de son voyage à Aden en 1946, J. HEYWORTH-DUNNE. *Al-Yemen, general social, political and economique survey*, (cité HEYWORTH), p. 38 ; WENNER, p. 111.

(10) Reprenant un thème cher à son père, Aḥmad se plaisait à déclarer : « Il s'agit de choisir entre la liberté dans la pauvreté et la dépendance dans l'opulence. J'ai choisi, moi, l'indépendance », EL ATTAR, p. 73. Sur l'état de l'imâmat sous Aḥmad, voir : la première partie de EL ATTAR, la compilation de J.J. BERREBY (*Le Yémen*, N.D. n° 2. 141, La Documentation française, Paris, février 1956) ; FAYEIN ; S. GOLOVINE, Quatre ans et demi au service de S.M. l'imam du Yémen, *La Presse médicale*, n° 9, janv. 1957 ; etc. On trouvera les sources en arabe concernant ce sujet et l'ensemble de la question dans STOOKEY, pp. 311-314 ; M.TUCHSCHRERER. *introduction bibliographique à une étude des mouvements réformistes et révolutionnaires au Yémen*, Paris, 1979 (multigraphié), pp. 67-69, 74-76 et s. ; WENNER p. 234-236, 240.

shâfi'ites contrariés dans leurs entreprises économiques par le dirigisme accapareur et anticapitaliste de l'*imâm* continuèrent à émigrer allant grossir les rangs de l'opposition extérieure. Les traditionalistes, alarmés de le voir s'entourer de conseillers étrangers le crurent gagné au progressisme. Quant aux candidats potentiels à l'imâmat, déçus de constater que, contrairement à la tradition zaydite [11], l'hérédité était devenue la règle de dévolution de la fonction imâmique, ils ne renoncèrent pas à leurs prétentions. Parmi eux figuraient certains membres des Ḥamîd ad-Dîn, la propre famille de l'*imâm* [12].

De leur côté, les Yéménites Libres, après avoir attendu, pour les juger, les premières décisions du nouvel *imâm* reprirent leurs actions depuis Aden et Le Caire, sous l'impulsion d'anciens meneurs du complot de 1948, Aḥmad Muḥammad Nu'mân et Muḥammad Maḥmûd az-Zubayri. Dans la capitale de l'Egypte, ils fondèrent, avec des nationalistes ba'thîstes et nassériens l'Union Yéménite (1952) [13]. Dans l'armée aussi l'opposition subsistait, parmi les officiers formés au temps de Yaḥya par les missions irakiennes. Les premières menaces contre le régime imâmique vinrent des militaires.

Un premier complot échoua en 1953. Deux ans plus tard une autre tentative faillit réussir sous la conduite d'un officier, Aḥmad ath-Thalâya qui, assuré de la complicité de deux frères de l'*imâm*, 'Abd Allâh et 'Abbâs, assiégea le palais royal. Mais le prompt secours que le fils d'Aḥmad, Muḥammad al-Badr, apporta à son père, à la tête de troupes tribales, permit de rétablir rapidement la situation [14]. Après avoir restauré l'ordre, Aḥmad, plus méfiant que jamais concentra entre les mains d'al-Badr des fonctions que sa santé déficiente ne lui permettait plus d'assurer. Nommé prince héritier, vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Défense et commandant en chef des armées, celui-ci se trouva ainsi à 25 ans largement associé au pouvoir. C'était la principale conséquence du coup d'Etat avorté, conséquence importante pour l'avenir de l'imâmat car al-Badr se voulait ouvert aux idées nouvelles alors en vogue dans le monde arabe.

Limitée à Taëz et rapidement écrasée, la révolte de 1955 n'avait suscité aucune réaction dans le peuple et se soldait par un renforcement du pouvoir imâmique. Malgré cela, elle redonna courage aux opposants de l'extérieur. Ils élaborèrent de nouveaux programmes de réforme [15] et amplifièrent la propagande qu'ils menaient désormais non seulement contre la personne de l'*imâm* mais aussi contre l'institution même de l'imâmat.

(11) Sur la fonction imâmique et sa dévolution : HEYWORTH, p. 18 ; M.M. MORENO, la dottrina zeidita nello Yemen, *Rivista delle Colonie*, 1929, pp. 394-397 ; art. al-zaidîya, *Enc. isl.* 1re éd. ; R. STROTHMANN, *Das Staatsrecht der Zaiditen*, Strasburgo, 1912.

(12) WENNER, p. 113.

(13) F. HALLIDAY, *Arabia Without Sultans*, Penguin Books, Hardmondsworth, 1975, (cité HALLIDAY), p. 98.

(14) HALLIDAY, p. 97 ; H. INGRAMS, *The Yemen, Imams, Rulers and Revolutions* , London, 1963, (cité INGRAMS), p. 90 ; STOOKEY, pp. 223-225 ; WENNER, pp. 114-118 ; M. KAPELIOUK, Coup d'Etat manqué au Yémen, *A.D.* n° 0201, La Doc. Fse, avr. 1955, pp. 15-16.

(15) WENNER, p. 121.

La politique étrangère d'Aḥmad

Dès son accession au trône Aḥmad rouvrit le dossier de la présence britannique au Sud [16]. Tout comme Yaḥya, il portait aux Anglais une haine farouche, quasi-maniaque. Il leur reprochait non seulement d'occuper une part importante du territoire yéménite, mais aussi de tolérer à Aden l'action des opposants à son régime et d'avoir ainsi favorisé, si ce n'est organisé, l'assassinat de son père. Contestant globalement l'occupation de territoires appartenant au Grand Yémen historique, il revendiquait plus particulièrement quelques régions limitrophes du royaume [17] que les Anglais considéraient comme leurs depuis le traité de 1934.

Rejetant l'interprétation qu'ils faisaient de cet accord, il entretint aux confins des protectorats britanniques une insécurité permanente. Intervenant sans cesse dans les disputes intertribales et distribuant généreusement armes et subsides, il réussit à s'inféoder un certain nombre de tribus frontalières, pourtant shâfi'îtes qui entrèrent périodiquement en conflit avec les Anglais ou les tribus qui leur étaient dévouées. Dès 1949, un accrochage dans le Bayḥân conduisit à la réunion à Londres d'une table ronde anglo-yéménite mais le *modus vivendi* qui y fut adopté (1950) [18] resta lettre morte. La situation semblait inextricable car les Britanniques poursuivaient avec persévérance une politique de réorganisation des sultanats placés sous leur tutelle qui consistait à les fédérer [19] et à les préparer à l'indépendance. Cette politique entérinait la division du Yémen et exaspérait l'*imâm*. Jusqu'à la fin de l'imâmat, les incidents de frontière, les rencontres anglo-yéménites et les tentatives de rapprochement se succédèrent sans aucun résultat.

A la recherche d'alliés

Pour soutenir sa lutte contre les Anglais, Aḥmad avait besoin d'appuis diplomatiques et d'armes qu'il ne pouvait obtenir que des nations les plus hostiles à ses adversaires britanniques. Dans le contexte des années 1950, seule l'U.R.S.S. qui soutenait déjà diplomatiquement la Syrie et assistait économiquement et militairement l'Egypte nassérienne pouvait s'engager. C'est donc vers Moscou que l'*imâm* se tourna. Les deux pays conclurent un traité en 1955 qui restaurait les liens bien distendus qu'avait tissé celui de 1928. Les Yéménites recevaient une

(16) INGRAMS, pp. 77-89 ; E. MACRO, *Yemen and the Western World since 1571*, London, 1968, (cité MACRO), pp. 105-111.

(17) Un livret destiné aux écoles intitulé *'Ilm al-buldân* (1941) définissait l'étendue du Yémen comme suit : « Le Yémen se divise politiquement en trois parties : le Yémen indépendant, le Ḥaḍramawt, l'Oman soumis au mandat anglais (sic) et le 'Asîr sujet du Royaume arabe saoudien ». Sur le problème des frontières : *Oriente Moderno*, vol. XIX, 1939, pp. 453-454 ; WENNER, pp. 95, 163-164.

(18) INGRAMS, p. 81 ; MACRO, p. 92 ; WENNER, 173-174.

(19) Les Anglais auraient offert à l'*imâm* de s'associer à une telle fédération, R. SORENSEN, *Aden, the Protectorates and the Yémen*, London, 1961.

assistance économique, technique et militaire [20] et cédaient en échange quelques denrées agricoles. La contre partie se fût limitée à cela qu'elle eût été dérisoire, mais l'U.R.S.S. obtenait en outre un inappréciable avantage : celui de prendre pied au sud de la mer Rouge comme elle l'avait fait au nord, en Egypte.

« L'ostpolitik » de l'*imâm* Aḥmad ne s'arrêta pas là. En 1956 et 1957, le prince héritier al-Badr visita divers pays socialistes et en rapporta des accords. A Pékin, il obtint un ferme soutien à la cause yéménite et une aide économique qui furent payés d'une reconnaissance diplomatique de la Chine populaire. Cette politique eut un effet indirect : la réouverture des relations américano-yéménites jusqu'alors pratiquement inexistantes [21]. L'*imâm* se donnait ainsi la possibilité d'utiliser le cas échéant ce nouvel allié pour contrarier les menées soviétiques ou faire pression sur les Britanniques.

Aḥmad rechercha aussi l'alliance de pays arabes en rupture de ban avec l'impérialisme britannique. Alors que Yaḥya avait eu recours à l'Irak, il se tourna sur les conseils d'al-Badr devenu ouvertement pro-nassérien vers Nasser (Jamâl 'Abd al-Nâṣir). Il entra d'abord aux côtés de l'Egypte et de l'Arabie saoudite dans un pacte de défense mutuelle signé en 1956 [22], puis il tenta d'aller plus loin et de faire admettre son royaume comme partenaire à part entière du jeu arabe que dominait Le Caire. Les préventions égyptiennes contre son régime réactionnaire étaient vives mais il sut tirer profit des événements pour les surmonter.

En février 1958, l'Egypte et la Syrie s'unissaient pour former la République Arabe Unie (R.A.U.) et Nasser appelait tous les pays arabes à se joindre aux deux pays fondateurs. Seul à saisir cette opportunité, l'*imâm* demanda immédiatement l'admission du Yémen au sein de la R.A.U. [23] Au nom du dogme sacro-saint de l'unité arabe, Nasser ne put qu'accepter. Il était piquant de voir le souverain le plus conservateur du monde arabe recevoir ainsi l'aval des gouvernements les plus progressistes. C'était précisément ce qu'il désirait. Il espérait que cette caution morale désarmerait l'opposition à son régime et améliorerait à l'étranger son image de marque. Il escomptait aussi que Nasser mettrait un frein aux activités des Yéménites Libres et que la radio du Caire s'abstiendrait désormais de lancer à son encontre les attaques, critiques et injures dont elle accablait les rois Ḥusayn de Jordanie et Ibn Sa'ûd d'Arabie. De fait, Nasser sans perdre de vue l'intérêt stratégique et politique qu'il avait à s'immiscer au Yémen [24] (faire de la mer Rouge un lac égyptien...) ménagea dès lors la personne de l'*imâm*.

L'union avec l'Egypte fut toute formelle car Aḥmad se méfiait et restait sur la défensive. Il en tira cependant des avantages politiques, en

(20) INGRAMS, p. 118 ; MACRO, pp. 111-120 ; WENNER, p. 176.
(21) WENNER, pp. 177-179.
(22) INGRAMS, p. 119.
(23) WENNER, p. 184.
(24) Des pharaons aux khédives, tous les pouvoirs installés en Egypte ont été poussés par les données géographiques à vouloir contrôler l'accès Sud de la mer Rouge. Cf. J.B. KELLY, l'avenir de l'Arabie, *A.D.* n° 0. 1839, La Doc. Fse, 1966, p. 19.

inquiétant les Britanniques, et matériels, en recevant des armes et des conseillers. Mais en acceptant ces derniers, il avait pris trop de risques. Bien qu'il s'appliquât à limiter leur prosélytisme; il ne put les empêcher d'exercer une influence qu'al-Badr, au demeurant, encourageait de sa sympathie. L'aide égyptienne eut donc les mêmes effets qu'avait eu jadis l'aide irakienne : elle créa au sein de l'armée un noyau d'opposants progressistes munis, en raison de leurs fonctions, des moyens d'imposer un jour leurs conceptions [25]. L'emprise égyptienne et le comportement du prince héritier soulevèrent l'indignation des milieux traditionalistes et discréditèrent l'*imâm* aux yeux de nombreux *shaykh* et *sayyid.*

La fin de l'imâmat

Aḥmad dont l'état de santé s'était aggravé se rendit, en 1959, en Italie pour se soigner. Chargé de la régence pendant son absence, al-Badr risqua quelques changements [26] qui ouvrirent la porte au désordre, tant dans l'armée que dans le monde tribal. A son retour, Aḥmad fit table rase des réformes promues par son fils et rétablit l'ordre brutalement. Mais il commit l'erreur d'exiger des tribus qu'elles restituassent les subsides que le prince héritier leur avait versés et fit même décapiter le *shaykh* des Hâshid et son fils aîné [27] qui s'y refusaient. Ces mesures lui aliénèrent une partie des tribus et engendrèrent des révoltes dans le nord du pays.

Pendant l'année 1960 des libelles circulèrent dans plusieurs villes et des incidents obligèrent l'armée à intervenir. Les désordres tribaux s'amplifiètent gagnant les Bakîl et les Khawlân [28]. Aḥmad, malade et mal secondé par al-Badr, se résigna à négocier avec les *shaykh* une paix qui devait rester instable et se rapprocha des *sayyid* dont il s'était méfié depuis 1948. Mais son prestige était irrémédiablement atteint et la situation allait en se dégradant. Début 1961, il réchappa d'un accident de voiture et fut victime d'un attentat qui l'obligea à confier de nouveau le pouvoir à al-Badr, le temps de sa convalescence [29].

Rendant le progressisme responsable des difficultés qu'il rencontrait, l'*imâm* cherchait maintenant à se libérer de l'influence égyptienne. Fin 1961, un coup d'Etat en Syrie provoqua l'éclatement de la R.A.U. et lui fournit prétexte à rompre avec Le Caire [30]. Cette décision condamna

(25) Assez nombreux étaient les jeunes qui bénéficiaient de bourses d'études à l'étranger (EL ATTAR, p. 97). Sur l'accueil qui leur était réservé au retour, voir W.R. BROWN, The Yemeni Dilemna, *M.E.J.*, vol. 17, n° 4, 1963, p. 354-355.

(26) HALLIDAY, p. 97 ; WENNER, p. 124.

(27) HALLIDAY, p. 98 ; INGRAMS, p. 110 ; R. NYROP, *Area Handbook for the Yemens*, Washington, 1977, p. 41 ; WENNER, p. 126.

(28) WENNER, pp. 128-130.

(29) Voir l'instructif discours du trône prononcé par Aḥmad en octobre 1961 pour confirmer que son fils lui succéderait : *Cahiers de l'Orient contemporain*, n° 47, 1961, pp. 472-473.

(30) Il le fit dans un poème fameux (texte arabe dans *al-Ayyâm* du 9 déc. 1961, texte français partiel dans EL ATTAR, p. 83-84) dans lequel il rappelait que pour un musulman il ne doit y avoir de socialisme qu'islamique.

son régime car dès lors rien ne retenait plus Nasser de tout mettre en œuvre pour l'abattre. La radio égyptienne se déchaîna contre lui et ouvrit largement ses ondes aux exilés. Les effets de cette propagande furent rapides. En 1962, pamphlets et manifestations acculaient Aḥmad à promettre des réformes. Mais, le 18 septembre, il mourait dans son lit.

Aḥmad a laissé le souvenir d'un chef d'Etat fantasque, despotique et réactionnaire qui n'apporta à des problèmes nouveaux que des solutions périmées. Sa principale « erreur » fut de n'avoir pas su canaliser le progressisme ni conserver l'estime et le soutien des couches sociales traditionnelles, tribales et religieuses. Avec le temps, ce jugement pourrait être nuancé. Si l'histoire ne le blanchira pas d'avoir été obscurantiste, peut-être le créditera-t-elle d'avoir tenté de maintenir le pouvoir hors d'atteinte des groupes tribaux, religieux et militaires et d'avoir pressenti les dangers qu'un développement hâtif et mal conçu ferait peser sur l'équilibre interne du pays. Elle retiendra aussi qu'il fut un nationaliste pan-yéménite intransigeant.

La révolution de 1962

Al-Badr devenait *imâm* et disposait enfin des moyens de mettre en œuvres les idées qu'il croyait propres à rénover l'imâmat. Dans son discours du trône prononcé à Sanaa qui redevenait la capitale, il promit un « Yémen meilleur », qui garantirait l'égalité à tous ses fils. Il annonça en outre une amnistie générale des prisonniers, l'abolition du système des otages [31], la création de conseils ainsi que des mesures de libéralisation économique. Aussitôt sermonné par les traditionalistes, il précisa contradictoirement qu'il suivrait la voie tracée par son père. Il voulait ainsi ménager toutes les tendances. Pour se concilier les militaires qui représentaient la principale menace à son pouvoir, il augmenta les soldes et nomma chef d'état-major le colonel 'Abd Allâh as-Sallâl qu'il croyait gagné à ses vues [32].

Réformiste et nationaliste convaincu, as-Sallâl n'éprouvait en fait aucun sentiment de loyauté à l'égard du nouvel *imâm*. Il mit à profit ses fonctions pour se joindre à un groupe d'une petite centaine d'officiers pro-nassériens qui avaient médité d'assassiner Aḥmad et que sa mort naturelle avait désorientés. La conjuration à laquelle il apportait son prestige d'opposant de toujours se reforma contre al-Badr. Faisant croire à celui-ci que son oncle Ḥasan [33] songeait à lui contester le trône, il obtint l'autorisation de regrouper des blindés dans Sanaa. Dans la nuit du 26 au 27 septembre, les comploteurs après avoir consigné les troupes dont ils n'étaient pas sûrs, bombardèrent le palais d'al-Badr, annoncèrent sa mort et proclamèrent la République arabe du Yémen (R.A.Y.).

(31) WENNER, pp. 78-80.

(32) Sur cet acteur contesté de la révolution yéménite : HALLIDAY, p. 101 ; INGRAMS, p. 119 et s. ; E. O'BALLANCE, *The War in the Yemen*, London, 1971, (cité O'BALLANCE), p. 204 ; WENNER, pp. 94, 135-137.

(33) Depuis l'avènement d'Aḥmad, son frère Ḥasan avait été considéré à tort comme un prétendant au trône, HALLIDAY, pp. 101, 105 ; WENNER, pp. 113, 130, 137.

Ainsi disparut l'imâmat zaydite plus que millénaire. Victime de la situation léguée par son père, al-Badr n'avait pas eu le temps – son règne n'avait pas duré dix jours –, de prouver s'il avait la personnalité requise pour imposer la mutation profonde dont il pressentait que son pays avait besoin.

Une fois encore – comme en 1948 et en 1955 –, la révolte avait été organisée par un groupuscule, sans que le peuple ait été impliqué. Mais cette fois les circonstances étaient plus favorables à sa réussite. La propagande de l'opposition avait préparé l'opinion à des bouleversements fondamentaux et une partie du monde tribal avait d'ores et déjà rompu avec l'imâmat.

As-Sallâl promu chef de l'Etat et commandant-en-chef sera aussi fréquemment son propre premier ministre. Autour de lui qui n'affichait aucune idéologie définie, se retrouvaient des révolutionnaires d'origines diverses [34] : des intellectuels pro-nassériens comme 'Abd al-Raḥmân al-Bayḍanî, des Yéménites Libres avec Aḥmad Muḥammad Nu'mân, Muḥammad Maḥmûd az-Zubayri et 'Abd al-Raḥmân al-Iryâni, des ba'thîstes avec Muḥsin al-'Ayni et des membres du Mouvement des Nationalistes Arabes (M.N.A.) [35] ou d'une petite formation communiste, l'Union Démocratique Populaire (U.D.P.) [36]. L'hétérogénéité de l'ensemble laissait prévoir des tensions et des divergences sur la nature et la profondeur des réformes à promouvoir. Dans le peuple, les révolutionnaires pouvaient compter sur la population des villes de Taëz, Sanaa, Ibb, Ḥudayda, ..., sur les shâfi'ites et sur quelques tribus. Contre eux ils avaient les *sayyid*, les *faqîh* traditionalistes et la majeure partie des tribus zaydites du Nord et de l'Est. Si les révolutionnaires, en absence de syndicats et de partis, ne pouvaient espérer encadrer solidement la population, les contre-révolutionnaires, eux, bénéficiaient pour ce faire des structures traditionnelles du pays qui leur étaient acquises.

La guerre civile

La mort de l'*imâm* al-Badr avait été annoncée pour couper court à tout mouvement en sa faveur. En fait, il était indemne et étant parvenu à s'enfuir de Sanaa, il s'était réfugié parmi les tribus. Rejoint par son oncle Ḥasan et par les princes de la famille royale qui avaient échappé aux exécutions sommaires, il prit les armes contre la république,

(34) STOOKEY, p. 226. Voir la proclamation-constitution du 1er nov., 1962 dans les *Cahiers de l'Orient contemporain*, n° 59, fév. 1966, pp. 9-10.

(35) Le M.N.A. (*Ḥarakat al-qawmiyyin al-'arab*) a été fondé à Beyrouth autour des années 1950 par le chrétien G. Ḥabbâsh. Nassérien puis marxiste-leniniste, ce mouvement est à l'origine de nombreuses organisations révolutionnaires palestiniennes, yéménites, omanies, etc. ABDUL FATAH ISMAIL, *How we liberated Aden*, Gulf Studies, n° 1, av. 1976, (cité ABDUL FATAH) p. 3 ; HALLIDAY, pp. 28, 105, 112, 120-121, 123, 191, 194, 209, 211, 310 ; Ph. RONDOT, le mouvement des nationalistes arabes, *Revue de la Défense nationale*, décembre 1976.

(36) Ce parti communiste avait soutenu l'*imâm* à l'époque de son alliance avec l'U.R.S.S. (HALLIDAY, p. 105). Voir son manifeste publié à Aden dans *Orient*, n° 24, 1962, pp. 171-173.

elle-même secourue par Nasser. Les tribus, malmenées par Aḥmad à la fin de son règne auraient pu lui mesurer leur appui, mais elles n'avaient aucun grief à formuler contre le nouvel *imâm* qui, au reste, ne leur demandait que l'assistance que la coutume tribale accorde au réfugié.

En faisant appel aux soldats égyptiens, tous shâfi'ites, as-Sallâl reveilla de vieux démons xénophobes et sectaires. Une fois de plus dans l'histoire yéménite, l'*imâm* zaydite apparaissait comme le champion de la Foi et de l'indépendance nationale. L'intervention égyptienne fut si rapide que Nasser fut accusé d'avoir monté le coup de toutes pièces. Dès les premiers jours d'octobre des troupes et du matériel arrivèrent dans le port flambant neuf de Ḥudayda. Le corps expéditionnaire égyptien compta vite des effectifs imposants qui oscilleront, au cours du conflit, entre 10 000 et 80 000 hommes. Quant aux royalistes, ils furent appuyés financièrement par l'Arabie saoudite qui oublia ses querelles anciennes avec les Ḥamîd ad-Dîn [37] pour ne penser qu'à étouffer la révolution dans l'œuf, et reçurent des armes légères de l'Angleterre [38]. Le conflit s'internationalisa d'autant plus aisément que derrière les protagonistes se profilaient l'U.R.S.S. et les Etats-Unis [39].

La guerre civile allait durer huit ans. Dès le début, les royalistes retranchés dans la zone la plus montagneuse du pays infligèrent de lourdes pertes aux Egyptiens dont l'aviation et l'armement lourd ne pouvaient compenser leur méconnaissance du terrain. Dans cette guerre de guérilla impitoyable (les Egyptiens auraient perdu plus de 15 000 hommes entre 1962 et 1965), les forces républicaines ne controlèrent jamais solidement que la Tihâma et un « triangle » dont les sommets étaient Ḥudayda, Taëz et Sanaa.

L'intervention étrangère rendit les affrontements plus violents et les prolongea dans le temps bien au delà de la durée qui aurait sans doute été la leur s'ils n'avaient opposé que des Yéménites. L'Egypte s'y épuisa financièrement et Nasser y perdit une partie de son crédit tant dans le peuple égyptien, directement mis à contribution, que dans le monde arabe où la guerre qu'il menait dans un pays « frère » soulevait de violentes critiques. L'Arabie saoudite n'intervenant qu'indirectement encourut moins la réprobation. Elle pouvait aussi grâce à ses moyens financiers illimités faire face à un conflit très long. Analysant la situation avec justesse, les dirigeants saoudiens considéraient que seul le soutien de l'Egypte maintenait la république en vie. Leur politique consistera à l'en priver en amenant Nasser à se retirer du conflit par la négociation. Ils y parvinrent en plusieurs étapes [40].

(37) Essentiellement les séquelles du conflit de 1934 au sujet de Najrân et du 'Aṣîr, réglé mal et provisoirement.

(38) Les royalistes reçurent aussi l'aide de mercenaires arabes et européens (HALLIDAY, p. 140 ; O'BALLANCE, pp. 129, 191 ; WENNER, p. 218). La littérature écrite sur la guerre civile est abondante et vise souvent le sensationnel. Parmi les travaux utiles : A. CHANZY, Yémen, inquiétant champ de manœuvre, *Le Figaro*, 7 avr. 1967 ; C. DEFFARGE et G. TROELLER, *Yémen, 62-69*, Paris, 1969 (cité DEFFARGE) ; E. ROULEAU. Le Yémen : voyage à travers le Moyen Age, *Le Monde*, 11 au 16 mai 1967 ; D.A. SCHMIDT « *The Unknown War* », London, 1968 ; etc.

(39) Les Etats-Unis ne se rangèrent derrière l'Arabie qu'après les premiers bombardements égyptiens de camps royalistes installés en territoire saoudien (1963). Sur les propositions de paix de Kennedy : WENNER, p. 199.

Le retour à la paix

La situation était telle en 1964 que Nasser se décida à traiter du problème yéménite avec le prince Faysal d'Arabie, à l'occasion du sommet de la Ligue Arabe tenu à Alexandrie en septembre. L'un et l'autre s'engagèrent à inciter leurs protégés à négocier. Royalistes et républicains se réunirent donc début novembre à Erkwit au Soudan. Mais le cessez-le-feu qui y fut décidé ne fut pas appliqué et les combats redoublèrent d'intensité à l'avantage des royalistes.

L'impéritie des troupes égyptiennes aggravait les divisions des républicains. As-Sallâl et les nassériens craignaient surtout qu'elle ne finissent par se retirer ; un petit groupe animé par le M.N.A. préconisait la guerre à outrance ; les modérés enfin, constitués en « troisième force » autour de az-Zubayri, Nu'mân et al-Iryâni, désiraient promouvoir la réconciliation nationale que nombre de tribus des deux camps appelaient de leurs vœux. Az-Zubayri entreprenait d'organiser dans cet esprit un « parti de Dieu » [41] lorsqu'il fut assassiné. Sans doute responsables de ce meurtre, les Egyptiens comprirent qu'il fallait enrayer le mécontentement croissant des tribus républicaines et acceptèrent le remplacement du premier ministre Ḥasan al-'Amri, un dur, par le modéré Nu'mân. Mais celui-ci organisa en mai 1965 un congrès national de paix à Khamir, en pays Ḥâshid, où s'assemblèrent plus de 4000 chefs tribaux qui furent unanimes à réclamer le départ des Egyptiens et l'ouverture de négociations avec les royalistes. Les Egyptiens répliquèrent en exigeant le départ de Nu'mân.

La situation se détériorait sans cesse et le parti des républicains dissidents se renforçait de jour en jour. La position de l'Egypte qui ne pouvait justifier la pesante tutelle qu'elle exerçait sur le gouvernement du Yémen par aucun succès militaire, était de plus en plus inconfortable et Nasser cherchait à se tirer de ce bourbier. Le 22 août 1965, il rencontra à nouveau le roi Faysal [42] à Djedda et conclut avec lui des accords de paix qui prévoyaient notamment qu'une conférence nationale yéménite se réunirait à Ḥarâḍ pour mettre au point un processus de retour à la paix. As-Sallâl se sentit abandonné et les Egyptiens durent le retenir au Caire où il s'était rendu, afin qu'il ne compromette pas la réalisation de leurs plans et le remplacèrent, comme premier ministre, par al-'Amri. La conférence de Ḥarâḍ eu lieu en novembre 1965 mais royalistes et républicains restèrent sur leurs positions et la guerre reprit.

La perspective d'une nouvelle entente entre Nasser et Faysal semblait illusoire car le souverain saoudien menait alors une politique islamique de regroupement des Etats arabes hostiles au socialisme arabe. De son côté Nasser voyait dans le retrait britannique du Sud-

(40) Dès décembre 1962, l'O.N.U. avait remis le siège du Yémen à un représentant républicain. L'O.N.U. tenta une médiation et envoya au Yémen une *United Nations Yémen Observation Mission* qui travailla sur place de juin 1963 à septembre 1964, HALLIDAY, p. 110 ; O'BALLANCE, p. 100-105 ; WENNER, p. 205 et s.

(41) HALLIDAY, p. 112-113 ; STOOKEY, p. 236 ; WENNER, p. 215-217, 219.

(42) Faysal était devenu roi en novembre 1964.

Yémen prévu pour 1967 une possibilité de rétablir sa position dans la région. Pour les partisans de la paix le seul espoir résidait dans l'évolution de l'homme fort de la république, al-'Amri, qui se rapprochait de la « troisième force » et essayait de prendre du champ par rapport au Caire. Inquiets, les Egyptiens relâchèrent as-Sallâl qui revint au pouvoir et s'appliqua à faire triompher la politique nassérienne en réprimant les modérés de la « troisième force » et les jusqu'au-boutistes de l'extrême-gauche.

C'est un événement étranger au conflit qui débloqua enfin cette situation confuse : en juin 1967, Nasser était battu par Israël et perdait les revenus du canal de Suez. Ses finances et son prestige étaient au plus bas. Vaincu sur son propre terrain, il ne pouvait plus justifier la poursuite d'une aventure militaire lointaine et coûteuse. De plus, il était acculé à accepter l'aide financière du Koweit et de l'Arabie saoudite. Il lui fallait en conséquence mettre un terme rapide à l'équipée yéménite. Le 23 août, il rencontra Faysal à Khartoum et consentit à un repli sans gloire de ses forces dans les trois mois. As-Sallâl, lâché par son protecteur ne pouvait plus se maintenir. Une coalition menée par Nu'mân et la « troisième force » d'une part, al-'Ayni et les ba'thîstes d'autre part, et enfin al-'Amri soutenu par les tribus républicaines le renversa le 5 novembre et institua un conseil révolutionnaire présidé par le *qâḍi* al-Iryâni.

Profitant de l'évacuation des troupes égyptiennes, les royalistes tentèrent alors leur dernière chance. Le 1[er] décembre le prince Muḥammad bin Ḥusayn isola Sanaa et l'assiégea. Al-'Amri, redevenu premier ministre, organisa la défense, reçut de l'armement soviétique transporté par pont aérien et l'aide de 600 nationalistes sud-yéménites [43]. Devant cette résistance l'offensive royaliste s'essoufla et en février 1968 une colonne républicaine formée à Ḥudayda parvint à briser le siège. Al-'Amri et les *shaykh* voulurent profiter de ce succès pour conclure la paix mais la gauche républicaine animé par le M.N.A. s'y opposa.

Partisane de la guerre à outrance, cette organisation avait condamné toutes les tentatives de rapprochement avec les royalistes. Elle avait en outre participé activement à la défense de Sanaa en créant une Force Populaire de Résistance (F.P.R.) et avait travaillé à s'implanter dans les campagnes shâfi'ites en suscitant des ligues paysanes. Al-'Amri cherchait à s'en débarrasser pour conclure la paix. En mars 1968, la F.P.R. lui en donna l'occasion en tentant de s'emparer d'un cargo d'armes soviétiques dans le port de Ḥudayda. Al-'Amri, secondé par le *shaykh* des Nihm (Bakîl), Sinân Abû Luhûm, les en empêcha et les écrasa [44], tandis que le *shaykh* 'Abd Allâh al-Aḥmar (Ḥâshid) stoppait un mouvement analogue à Sanaa. Le même mois, au Sud-Yémen, le modéré ash-Sha'bi se heurtait lui aussi à la gauche sans qu'une éventuelle corrélation entre ces deux mouvements puisse encore être établie.

(43) HALLIDAY, p. 119 ; O'BALLANCE, p. 195.
(44) DEFFARGE, p. 261 ; STOOKEY, p. 253.

A la suite de ces affrontements, le M.N.A. se changea en Parti Révolutionnaire Démocratique (P.R.D.) qui se déclara marxiste-léniniste. Al-'Amri réagit en purgeant l'armée des sympathisants que la gauche y comptait et en dissolvant le F.R.P. et les ligues paysannes. A la fin de l'année, les derniers opposants irréductibles étaient éliminés. Le processus du retour à la paix était irrémédiablement enclenché.

Devant cette évolution de la république, les Saoudiens n'éprouvaient plus le besoin de restaurer l'imâmat et acceptèrent le régime républicain à condition qu'il s'affirmât « islamique ». Pour prouver sa bonne volonté, al-'Amri forma une Assemblée nationale de notablités tribales et religieuses et interdit les partis. Mais c'est à Muḥsin al 'Ayni, nommé Premier ministre en février 1970 qu'il appartint de franchir le dernier pas vers la paix. Le 23 mars, alors qu'al-Badr lui-même lançait un appel à la réconciliation nationale, al-'Ayni rencontra les représentants royalistes à la conférence islamique de Djedda et conclut avec eux sous les auspices saudiens un accord verbal de paix. Un cessez-le-feu intervint peu après et en mai les chefs royalistes, à l'exception de l'*imâm* et de sa famille, rentrèrent à Sanaa pour y occuper des places dans le gouvernement et l'administration. L'Arabie saoudite reconnut la République arabe du Yémen en juillet et lui accorda une aide de 20 millions de dollars. La Grande-Bretagne, la France et la Jordanie l'imitèrent bientôt, tandis que al-'Ayni annonçait la préparation d'une constitution et partait en tournée en Europe occidentale à la recherche d'assistance financière.

La république des notables

Ainsi s'achevait une sanglante guerre civile dont le nombre des victimes fut évalué à 200 000 [45]. Les promesses révolutionnaires qu'avait porté le coup d'état de 1962 s'étaient progressivement évanouies, devant la nécessité de mettre un terme à une lutte dont aucun des protagonistes ne pouvait sortir vainqueur par les armes. Plus que la mésentente ou le manque d'homogénéité idéologique de ses partisans, c'était le comportement des masses populaires qui avait imposé cette issue à la république. Si les tribus shâfi'ites des basses terres ne lui avaient jamais ménagé leur soutien, celles, zaydites, du haut pays et tout spécialement les Hâshid et les Bakîl, avaient balancé et arbitré de fait le conflit. Ne se sentant pas vraiment impliquées dans la problématique de la guerre civile, les tribus s'étaient partagées entre les deux partis, plus en fonction de l'argent et des armes que chacun de ceux-ci leur distribuait ou du rôle qu'il était prêt à reconnaître à leurs *shaykh*, que pour céder à des préférences idéologiques marquées. D'ailleurs, nombreuses étaient celles qui avaient changé de camp plusieurs fois. Toujours est-il qu'elles sortaient de la guerre en vainqueurs et, seules forces populaires cohérentes, elles entendaient bien ne tolérer l'émergence de l'Etat républicain qu'à condition de pouvoir le placer sous leur égide.

(45) HALLIDAY, p. 106.

A la fin de l'année 1970, le 29 décembre, al-'Ayni promulgua sa constitution. Le pouvoir exécutif était détenu par un Conseil républicain de cinq membres et le pouvoir législatif par un conseil représentatif, le *majlis ash-shûra*, composé de 119 membres élus et de 40 nommés. En mars 1971, le Yémen désignait ses représentants au *majlis* [46], mais le mode de scrutin retenu, à deux degrés, transforma cette assemblée en un véritable conseil tribal dans lequel les *shaykh* étaient tout puissants d'autant que la présidence en échut à al-Aḥmar. Le *qâḍi* al-Iryâni, personnalité unanimement respectée, mais âgé, était réélu président du Conseil républicain et demeurait ainsi chef de l'Etat.

A la mi-juin, le président al-Iryâni se rendit en visite officielle à Riyad (Riyâḍ) pour s'entretenir de la « *sauvegarde des fondements spirituels de la nation arabe* » (ainsi se dessinait une alliance politique dirigée contre le Sud-Yémen révolutionnaire) et en rapporta des accords d'assistance technique, scientifique, culturelle et financière qui inauguraient une étroite collaboration entre les deux pays. La politique étrangère de Sanaa prenait donc le virage que les circonstances dans lesquelles la guerre s'étaient achevée laissaient prévoir. Marquée par l'établissement de liens privilégiés avec l'Arabie saoudite, elle déboucha aussi sur l'ouverture de relations avec l'Iran et les Etats-Unis et préluda à la banalisation des rapports soviéto-yéménites. Au demeurant, l'U.R.S.S. compensait alors au Sud ce qu'elle perdait au Nord.

Evolution sociale et économique

La guerre civile aux affrontements armés sporadiques n'avait pas empêché le pays d'entrer dans un processus d'évolution économique et sociale. Pendant ces huit années, une classe, celle des *sayyid* zaydites avait perdu son rôle directeur. Congénitalement liée à l'imâmat, elle avait été remplacée à la tête du pays par une administration pléthorique, peu efficace et corruptible dans laquelle les shâfi'ites tenaient une plus grande place. Les zaydites demeuraient cependant majoritaires tant au gouvernement que dans la haute administration.

Sur le plan économique, le capitalisme avait pris un timide essor et l'Etat lui-même avait crée quelques sociétés. En 1972, 64 petites entreprises industrielles existaient déjà dont 21 étaient contrôlées par l'Etat. Toutes employaient moins de 50 ouvriers et exerçaient leurs activités dans les secteurs de l'alimentation, du bâtiment, de l'électricité, etc. Deux entreprises seulement étaient plus importantes : la filature chinoise de Sanaa (1965) et la cimenterie soviétique de Bâjil (1972). Avec la loi qui autorisa, en 1970, les investissements étrangers les hommes d'affaires commencèrent à s'intéresser à ce marché de six millions de consommateurs qui leur avait été si longtemps fermé. Parmi ceux-ci les Japonais et les Allemands se distinguaient. Le système bancaire [47] et le commerce se développèrent, animés surtout par le capital des émigrés

(46) HALLIDAY, p. 131-132.
(47) EL ATTAR, p. 206-208 ; HALLIDAY, p. 104 ; O'BALLANCE, p. 76.

de retour d'Ethiopie, du Soudan, d'Arabie saoudite, etc. L'augmentation du trafic du port de Ḥudayda qui passa de 79 000 tonnes en 1967 à 305 000 tonnes en 1970 illustre le volume de cette activité économique.

Les villes se développaient et la construction de quartiers modernes bouleversaient l'urbanisme traditionnel. Sanaa, redevenue capitale de plein exercice, comptait 120 000 habitants ; Ḥudayda, la grande place commerciale, 90 000 ; et Taëz, refuge des indésirables du Sud-Yémen et « métropole » shâfi'ite, 80 000 [48].

Mais, malgré ces signes de décollage, l'économie nord-yéménite restait encore une économie de subsistance fondée sur une agriculture traditionnelle, que l'augmentation des importations consécutive à la réalisation des premiers projets de développement déséquilibrait dangereusement. Les exportations demeurant insignifiantes, la balance des paiements accusait un déficit de 90 % en 1971. Les prix montaient et l'inflation engendrée initialement par l'économie de guerre devenait alarmante.

Pendant que le Nord-Yémen rompait ainsi avec son passé et faisait son entrée dans le siècle, le Sud-Yémen s'unifiait, se libérait de l'occupation coloniale et se donnait un régime socialiste.

LE SUD-YÉMEN : VERS LA DÉMOCRATIE POPULAIRE

Les divers territoires que les Britanniques contrôlaient dans la partie sud du Yémen depuis le XIX[e] siècle connaissaient encore après la Seconde Guerre mondiale des situations très diverses. Administrativement, la vingtaine d'Etats princiers qui avaient été regroupés dans les années 1930 en deux protectorats, demeuraient sous l'autorité de leurs princes liés aux occupants par des traités. La ville d'Aden était au contraire administrée par un gouverneur nommé par Londres. Economiquement, les protectorats végétaient tandis que la ville prospérait. Cette expansion y engendrait un certain progrès, propice à l'éclosion de courants syndicalistes et nationalistes prompts à contester la domination coloniale.

Aden : Expansion économique et démographique...

Niché dans le cratère du Shamsân, à la lisière d'une côte désespérément stérile, Aden n'a d'économie que parce que sa rade offre, à l'approche du Bâb al-Mandab et de la mer Rouge, un abri naturel exceptionnel. C'est en effet sur ce point géographique éminemment stratégique que viennent buter tous les navires qui se dirigent par le canal de Suez du golfe Arabo-persique ou d'Extrême-Orient vers l'Eu-

(48) HALLIDAY, p. 135 ; J.M. PROST-TOURNIER, l'urbanisation du Yémen du Nord, *Mag. Mach.* n° 81, 1978, pp. 63-72.

rope, l'U.R.S.S., l'Amérique du Nord et inversement. Ainsi favorisée par sa localisation, Aden a joué un rôle déterminant depuis le milieu du XIX[e] siècle jusqu'à la fermeture du Canal, en 1967. Port international sans rival entre Bombay et Suez, il ravitaillait en carburant et en provisions les cargos et les paquebots. Port régional, il traitait la majeure partie du commerce à destination de son hinterland, du Nord-Yémen et du Ḥaḍramawt. Colonie de position sans colons, la ville apparaissait jusqu'en 1945 comme un comptoir et un relai qu'une poignée de soldats de l'armée des Indes suffisait à garder dans la mouvance britannique [(49)].

Après la Seconde Guerre mondiale, alors que la situation politique n'allait cesser de se dégrader, Aden connut une expansion économique sans précédent imputable à l'accroissement spectaculaire du trafic pétrolier. Bien que n'en produisant pas une goutte, la ville devint le grand port de ravitaillement en pétrole de soute de la région et fut dotée par la British Petroleum d'une importante raffinerie [(50)] ouverte en 1954. A l'exportation, le pétrole prit rapidement la première place et réduisit à un rôle insignifiant les produits traditionnels (cuirs, peaux, sel, etc.). En revanche, à l'importation, il était suivi de près par les denrées alimentaires et les produits manufacturés dont la ville manquait totalement. Devenu en 1964 le 4[e] port pétrolier du monde, Aden voyait par contre son activité régionale piétiner en raison du développement des autres ports de la zone (Djibouti, Massawa, Assab, Ḥudayda, etc.). Le commerce, animé par des banques et des compagnies étrangères [(51)] demeurait très actif ainsi que la construction qui bénéficiait de la prospérité générale et de l'augmentation du nombre des fonctionnaires et des militaires britanniques.

De ce bref tableau, se dégagent les traits fondamentaux de l'économie 'adani : fondée sur des activités de service, elle souffrait d'une profonde dépendance, subordonnée au bon fonctionnement de son port et à la libre circulation en mer Rouge, elle était d'une précarité extrême.

Consécutif à l'expansion économique, l'essor démographique était considérable – la population était passée de 51 500 habitants en 1930 à 250 000 en 1967 [(52)] –, et directement lié à l'immigration comme le montre le recensement de 1955 [(53)]. Venaient par ordre d'importance les Nord-Yéménites immigrés (34,8 %), les 'Adani (26,7 %), les Sud-Yéménites des protectorats (13,7 %), les Indo-Pakistanais (11,4 %), les Somali (7,7 %), les Européens (3,2 %) et les Juifs (0,6 %) [(54)]. Comme on

(49) L'*Aden-Arabie* de P. NIZAN restitue bien l'atmosphère de cet Aden d'avant-guerre.

(50) MOHAMED OMAR EL HABASHI, Aden, *l'évolution politique, économique et sociale de l'Arabie du Sud*, Alger, 1966, (cité HABASHI), p. 258 ; HALLIDAY, p. 160. La création de cette raffinerie répondait à un besoin impérieux de la B.P. depuis que ses installations iraniennes d'Abadan lui avaient échappé en 1951.

(51) HALLIDAY, p. 159 ; D.H. HOLDEN, *Farewell to Arabia*, London, 1966, (cité HOLDEN), p. 23.

(52) GAVIN, p. 445.

(53) Aden Census Report, 1955.

(54) L'existence de la communauté juive remonte aux temps les plus anciens, art. Aden, *Enc. Judaica*, pp. 260-264 ; GAVIN, p. 323 ; MACRO, pp. 84-88 ; A. ROUAUD, Juifs du Yémen, *Yod*, n° 10, 1979 ; Y. SEMACH, *Une mission de l'Alliance au Yémen*, Paris, 1910, pp. 6-10 ; etc.

le constate, les 'Adani de souche étaient minoritaires derrière un groupe composé des Yéménites du Nord et des protectorats représentant presque la moitié (48,5 %) de la population. Mais les 'Adani bien que noyés numériquement dans ce flux de nouveaux-venus conservaient une prééminence économique et formaient une bourgeoisie marchande qui se considérait comme seule légitime « propriétaire » d'Aden. Les Yéménites non-'adani occupaient des emplois sans spécialisation ou saisonniers que leur faisaient obtenir des intermédiaires professionnels, les *muqaddam* [55]. Les Somali, originaires pour la plupart du Somaliland et les Juifs, venus en nombre du Nord-Yémen, vivaient chichement de petits métiers et concurrençaient le prolétariat arabe. Quant aux Indo-pakistanais, qu'ils soient parsis, hindous ou musulmans, ils étaient le plus souvent cadres moyens de l'administration ou du secteur privé, ou bien exerçaient des professions libérales.

L'immobilisme des protectorats

Alors qu'Aden prospérait, les protectorats stagnaient économiquement et socialement. En les laissant intentionnellement mener leur vie traditionnelle, les Anglais espéraient les contrôler aisément et mettre ainsi en place un « cordon sanitaire » [56] d'Etats affidés qui isoleraient Aden du Nord-Yémen. La population de cet ensemble de 290 000 km^2, en grande partie désertique, demeurait faible et clairsemée : 326 000 habitants dans le Protectorat oriental (East Aden Protectorate) et 570 000 dans le Protectorat occidental (West Aden Protectorate). Elle vivait d'une économie de subsistance – agriculture, élevage, pêche –, si précaire que nombreux étaient ceux de ses habitants qui devaient émigrer comme jadis. L'argent qu'ils envoyaient à leurs familles depuis l'Insulinde, l'Afrique orientale, l'Angleterre ou Aden aidait à vivre des villages entiers surtout au Ḥaḍramawt [57]. Socialement, cette région restait régie par le système tribal qui n'avait évolué que dans un sens négatif : certains chefs tribaux que le colonisateur avait investi d'un pouvoir politique inconnu de la coutume, abusaient de leur autorité pour accaparer des terres [58].

Les Anglais pouvaient cependant se targuer de deux réussites : d'une part ils étaient parvenus à instaurer une paix presque totale entre les tribus que des guerres fratricides avaient décimées jusque dans les années 1930, et d'autre part, ils avaient introduit dans la région d'Abyan la culture d'une nouvelle plante à l'avenir prometteur, le coton [59].

(55) GAVIN, pp. 191, 326-327 ; HALLIDAY, p. 182. Ce système d'organisation du travail est ancien (cf. F.M. HUNTER, *An Account of The British Settlement of Aden in Arabia*, London, 1877, p. 35). Cf. p. 231, n. 15.

(56) HOLDEN, pp. 32, 34, 42.

(57) Cette aide était particulièrement indispensable en période de famine.

(58) HALLIDAY, p. 166.

(59) GAVIN, p. 331 ; HABASHI, pp. 181 et s. ; HALLIDAY, pp. 165, 174.

Dans leur mainmise sur l'Arabie du Sud, les Anglais n'avaient rencontré aucun mouvement de résistance comparable à ceux que les Turcs avaient affrontés au Nord-Yémen [60]. Au plus durent-ils réduire de nombreuses révoltes tribales aux causes souvent complexes et dont aucune ne ressortissait vraiment à la revendication nationaliste. A Aden même, le peuple et la bourgeoisie était dociles au pouvoir colonial même si les grandes familles, les Ḥasan 'Ali, les Luqmân, les Makkâwi qui en constituaient le groupe dirigeant étaient potentiellement sensibles à un nationalisme qui leur reconnaîtrait une place éminente.

Jusqu'en 1948, la vie politique fut inexistante et les seuls événements qui émurent la colonie lui furent extérieurs : les affaires du Cachemire et du Ḥayderâbâd, la création d'Israël, l'assassinat de l'*imâm* Yaḥya, etc. En 1948 cependant les premières grèves éclatèrent dans le secteur privé et ébranlèrent le système des *muqaddam*. Ces réactions étaient révélatrices de la formation d'une opinion publique. Plus riche encore de conséquences fut l'apparition d'une classe moyenne instruite dont les membres sortaient des écoles ouvertes pour former les employés dont les compagnies avaient besoin, telles que le Technical Institute de Ma'alla (1950) ou l'Aden College (1952). Ce groupe, bien que de faible importance [61] était influencé par le nationalisme pan-arabe et se montrait sensible à de nombreuses revendications sociales.

Ainsi l'idée nationale allait-elle éclore lentement dans les milieux détribalisés de la ville, seuls aptes à la concevoir : les jeunes, les intellectuels et les émigrés rentrés d'Inde, d'Insulinde ou d'Angleterre. Des associations d'entraide et des clubs [62] virent le jour vers 1950 et la presse [63] dont les titres se multipliaient se mit à débattre des grands problèmes sociaux et politiques de la colonie.

Deux courants se dessinèrent très tôt. Le premier était composé de libéraux hostiles à l'obscurantisme des sultans mais qui entendaient collaborer avec les autorités britanniques auxquelles ils espéraient arracher quelques réformes. Ils seront partisans de l'autonomie d'Aden et, plus tard de son intégration à la Fédération d'Arabie du Sud. Soutenus par des possédants 'adani, ils fondèrent en 1950 l'Association 'adani. Plus nationaliste, la seconde tendance était celle de la Ligue des Fils de l'Arabie du Sud (L.F.A.S.) fondée la même année. Liée aux Yéménites Libres nord-yéménites, elle réclamait l'indépendance de l'Arabie du Sud sous la forme d'un Etat centralisé englobant Aden et les

(60) Parmi d'autres : la révolte de al-Majnûn en 1905 (HALLIDAY, p. 195) et celle de 'Ubayd bin Sâliḥ bin 'Abdat (GAVIN, pp. 305-307, 311).

(61) Le nombre des employés ne s'élevait en 1961 qu'à 3 538. Sur l'éducation voir : ALI MUHAMMAD LUQMAN, Education and the Press in South Arabia *in* D. HOPWOOD ed., *The Arabian Peninsula*, London, 1972, (cité LUQMAN), pp. 255-264 ; H. INGRAMS, *Arabia and the Isles, 3e ed., London, 1972*, pp. 356-364.

(62) T. BERNIER, Naissance d'un nationalisme arabe à Aden, *L'Afrique et l'Asie*, n° 44, 1958 ; HABASHI, p. 73.

(63) HABASHI, p. 73 ; LUQMAN, pp. 264-268. Les titres principaux étaient : al-'Amil, al-Ayyâm, Fatât aj-Jazîra, al-Fikr, al-Fuḍûl, an-Nahda, al-Qalam al-'adani, etc.

protectorats. Progressivement, sous l'influence des événements qui ébranlaient alors le monde arabe – l'arrivée au pouvoir de Nasser (1952), le déclenchement de l'insurrection algérienne (1954), l'affaire de Suez (1956) –, le nationalisme se révéla à lui-même et s'affermit.

...et du syndicalisme

Né dans des milieux marginaux, le nationalisme manquait encore d'un terrain d'élection et d'une clientèle. Ce furent les Britanniques qui lui offrirent l'un et l'autre en inaugurant les travaux de la raffinerie (1952). Les milliers d'ouvriers qui y travaillèrent n'avaient pas été embauchés par le truchement des *muqaddam* et constituaient un prolétariat neuf et inorganisé. Cette situation favorisa, à partir de 1953, la naissance de syndicats qui se multiplièrent rapidement [64] et supplantèrent bientôt les associations à base tribale.

Le premier événement qui permit au mouvement nationaliste de tester sa représentativité fut la désignation, en 1955, des premiers représentants élus par la population au Conseil législatif de la Colonie. Les principaux mouvements se coalisèrent en un Front National Unifié (F.N.U.) [65] qui fit échouer la consultation mais ne parvint pas à s'accorder sur un programme commun. Dès mars 1956, ce front craqua. Son aile droite formée par la L.F.A.S. métamorphosée en Ligue d'Arabie du Sud (L.A.S.) [66] se cantonna désormais dans un nationalisme purement sud-yéménite tandis que l'aile gauche composée des syndicats s'organisait en une centrale qui prit le nom de Aden Trades Union Congress (A.T.U.C.).

Dès lors et pour une décennie, c'est l'A.T.U.C. qui va mener le combat – politique et social –, contre la présence britannique en ayant recours aux moyens traditionnels d'action : l'arrêt de travail et la manifestation. A peine formée cette nouvelle organisation déclencha un mouvement de grèves que l'intervention franco-britannique à Suez en 1956 exacerba. La colonie resta paralysée pendant près de huit mois et les autorités dûrent se résoudre à satisfaire quelques revendications comme la fixation d'un salaire minimum et la limitation du temps de travail à 48 heures hebdomadaires. Après une accalmie, l'agitation reprit en 1958 à l'occasion des élections du Conseil législatif dont les Anglais prétendaient exclure les Nord-Yéménites émigrés. Il faut souligner que cette agitation ne dépassa jamais le cadre d'Aden. Mais dans cette ville, le terrain devint suffisamment favorable pour que des mouvements nationalistes pan-arabes comme le Ba'th ou le M.N.A. [67] y

(64) GAVIN, p. 327 ; HABASHI, pp. 414-430 ; HALLIDAY, p. 181.

(65) GAVIN, p. 327 ; HABASHI, pp. 79 ; HALLIDAY, p. 180.

(66) Animée par la famille al-Jifri et bénéficiant des sympathies actives du sultan de Laḥij, la L.A.S allait suivre une évolution qui la placerait successivement sous l'influence de l'Egypte puis de l'Arabie saoudite. Voir HALLIDAY, pp. 180-183, 185-186, 192 ; HOLDEN, p. 46.

(67) Cf. p. 149, n. 35.

fondent des sections locales respectivement en 1956 et 1959 et que l'U.D.P. s'y installe en 1961.

Evolution des statuts d'Aden et des protectorats

La grande question qui mobilisa syndicalistes et nationalistes fut celle de la transformation des statuts d'Aden et des protectorats que les Anglais désiraient réaliser. Leur opposition à ces plans déboucha sur une guerre d'indépendance.

Divisant pour régner, les colonisateurs avaient pendant longtemps érigé en dogme la séparation d'Aden et des Etats princiers. Toutefois, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'importance prise par leurs possessions sud-arabes dans l'articulation de leur empire et les difficultés crées aux frontières par l'*imâm* les conduisirent à modifier le statut d'Aden et de son hinterland.

Dès 1937, la ville avait cessé d'être gouvernée par Bombay et avait été transformée avec ses alentours immédiats en une colonie de la Couronne dotée d'une autonomie relative à partir de 1944. A compter de cette date la population fut représentée au sein d'un Conseil législatif aux fonctions purement consultatives. En 1955, Londres admit que 4 des conseillers fussent élus et renouvelés tous les quatre ans.

Alors qu'Aden goûtait à une pseudo-autonomie, les sultanats voyaient les Britanniques s'immiscer plus activement dans leurs affaires. A partir de 1937, l'année même du regroupement des Etats en deux protectorats [68], une nouvelle forme juridique, le *traité de consultation* [69], fut substituée aux *traités éternels d'amitié et de protection* qui liaient les princes, sultans, émirs et *shaykh* à la puissance coloniale depuis le XIX[e] siècle. Dans ce nouveau type de relations les souverains acceptaient les « conseils » d'un *resident adviser* qui pouvait exercer ses prérogatives dans tous les domaines, à l'exclusion des affaires religieuses. Tuteur plus que conseiller [70], ce personnage travaillait à transformer le pouvoir coutumier de son protégé en un pouvoir étatique.

Cette politique visait à long terme à amener les Etats à un degré de développement comparable qui permette de les fédérer. Pour accélérer ce processus, de nouveaux traités dits de *coopération* furent proposés aux sultanats les plus évolués à partir de 1949. Dans le même esprit, les Britanniques s'évertuèrent mais en vain, à réduire le nombre des Etats.

La Fédération d'Arabie du Sud

De longue date, les Anglais avaient élaboré des projets de fédération englobant ou non Aden dont les Protectorats n'avaient été qu'une

(68) Sur la répartitions des Etats : art. 'Adan, Enc. Isl. 2e éd. ; HABASHI, pp. 32-33.

(69) HOLDEN (pp. 246-247) donne le texte du traité liant le shârif de Bayḥân et Sa Majesté britannique.

(70) « The margin between advice and direct administration was often imperceptible », art. Southern Yemen, Enc. Britannica, p. 1020.

ébauche. Dans les années 1950-1955, la détérioration de leurs positions au Proche-Orient [71], l'influence grandissante de Nasser et les menaces sur le Petroland poussèrent les Anglais à accélérer l'évolution dans ce sens de leurs territoires sud-arabes. Le but final était de les transformer en un ultime bastion de leur présence dans la zone tout en promouvant leur décolonisation sous la forme d'un Etat unique réunissant toutes les principautés et Aden. Une telle construction présenterait l'avantage de noyer la turbulente Aden dans un ensemble conservateur et pro-britannique mais aussi celui de contrer les visées expansionnistes de l'*imâm* Aḥmad en lui opposant un Etat constitué.

Après l'échec de 1951 d'une tentative d'union des sultanats orientaux du Ḥaḍramawt [72], c'est vers le Protectorat occidental que les Anglais portèrent leurs efforts. En 1954, ils prirent prétexte des perpétuelles revendications territoriales d'Aḥmad sur le Sud pour inviter les sultans menacés à s'unir. Comme il fallait s'y attendre, Aḥmad déclara ce projet contraire à l'accord frontalier anglo-britannique de 1934. La ligue arabe lui donna raison et les princes effrayés d'avoir à affronter la réprobation de l'opinion interarabe se dédirent. Sollicités une seconde fois en 1956, pendant la crise de Suez, ils se dérobèrent à nouveau pour les mêmes raisons [73]. Ce n'est qu'en 1959 que la peur de l'influence soviétique et égyptienne au Nord-Yémen aidant, six d'entre eux [74] acceptèrent enfin de s'unir au sein d'une fédération dite des Emirats du Sud liée à Londres par un traité d'amitié et de protection. D'autres Etats rejoignirent bientôt cet ensemble de sorte qu'en 1964 seuls les sultanats qu'ayṭi, khatîri, mahri et le Haut-Yâfi' s'en tiendront encore à l'écart.

En 1961, la Fédération reçut le commandement des *levies* [75] destinées à constituer le noyau d'une armée. L'année suivante, elle prenait le nom de « Fédération d'Arabie du Sud » et disposait d'une nouvelle capitale, al-Ittiḥâd, (« l'Unité », rebaptisée aujourd'hui Madînat ash-Sha'b, « Ville du Peuple ») crée de toutes pièces à proximité d'Aden. Malgré ces dispositions, la Fédération, dépourvue de personnel administratif ou politique compétent, fut paralysée par un mauvais équilibre entre le pouvoir fédéral et celui des Etats et n'accéda jamais à la réalité politique. Les Anglais n'en continuèrent pas moins à travailler à l'achèvement de leur projet, dont l'étape suivante prévoyait la fusion d'Aden et de la Fédération. Le nouvel Etat ainsi formé deviendrait alors indé-

(71) A partir de 1950, l'influence britannique fut contestée ou perdue dans les pays suivants : Iran (1951), Erythrée (1952), Chypre (1960), Somalie (1960), Koweit (1961), Afrique orientale (1963), etc. A la suite de l'affaire de Suez, la politique britannique de défense fut redéfinie dans les *Defense White Paper* de 1957 et de 1962 qui attribuaient à Aden un rôle privilégié « à l'est de Suez ». Sur ce point on consultera : P. DARBY, *British Defence Policy East of Suez, 1947-1968*, London, 1973 ; La Grande-Bretagne et « l'est de Suez », *P.P.S.*, n° 19, *La Doc. Fse*, mai 1970.

(72) HABASHI, p. 41.

(73) HABASHI, p. 44.

(74) Il s'agissait des émirats suivants : Bayḥân, Ḍâli', Faḍlî, 'Awḍali, Bas-Yâfa' et Haut-'Awlaqi, GAVIN, p. 340 ; HABASHI, p. 45.

(75) Troupes autochtones constituées des Protectorate Levies, des Tribal Guards et des Government Guards.

pendant sous l'autorité conservatrice des princes qui garantiraient aux Britanniques l'usage du port et de leurs bases militaires.

L'intégration d'Aden à la fédération.

Une conférence tenue à Londres en juillet 1962 décida officiellement de transformer la Colonie d'Aden en un Etat d'Aden [76] qui serait intégré à la Fédération après que le Conseil législatif eut été consulté. Devant cette concrétisation de la politique anglaise les nationalistes réagissaient différemment. Les modérés de la bourgeoisie réformiste étaient surtout sensibles à l'aspect libéral des mesures prises et à la perspective d'une émancipation mais ils se partageaient sur la question du maintien de l'entité 'adani ou de sa fusion dans la Fédération.Ces thèses étaient défendues respectivement par le Parti Populaire du Congrès et le Parti National de l'Union [77] de Bayûmi qui entrait pleinement dans les vues britanniques. Tous deux étaient issus de l'Association 'adani. Les nationalistes intransigeants se retrouvaient dans la L.A.S. qui rejetait la Fédération comme caricature de l'Etat sud-arabe centralisé et libre de toute ingérence britannique à la création duquel elle aspirait, et surtout dans le Parti Socialiste Populaire (P.S.P.). Nouveau-venu, ce dernier dirigé par 'Abd Allâh al-Aṣnaj avait été fondé en 1962 par l'A.T.U.C. dont il était le doublet politique. Faisant siens les thèmes nationalistes les plus avancés, il se battait pour la liquidation totale de la présence britannique, le rejet de la Fédération et la création d'un Grand Yémen réunifié. Dans le domaine économique, après avoir été proche du travaillisme anglais, il en vint à préconiser de larges nationalisations. La L.A.S. et le P.S.P. se partageaient la sympathie de la majeure partie de la population arabe de la ville tandis que les émigrés indiens et somali soutenaient les modérés de crainte qu'un succès des nationalistes n'entraînât leur expulsion du pays [78].

Le 26 septembre 1962, alors que la ville était en proie aux émeutes, le Conseil législatif vota l'acte d'intégration [79] à une infime majorité. Mais, le soir même un événement d'une portée considérable se produisit : l'*imâm* al-Badr était renversé et la république proclamée au Nord-Yémen par as-Sallâl. L'effondrement de l'imâmat zaydite et la présence d'un corps expéditionnaire égyptien à 130 km d'Aden modifiaient les données. Les nationalistes pouvaient désormais espérer un soutien dans leur lutte contre les Britanniques qui représentaient maintenant, croyaient-ils, l'ultime obstacle à l'unification des Yémen.

(76) La constitution de l'Etat d'Aden a été publiée par la Documentation Française (*N.E.D.* n° 3, 125 du 6 oct. 1964).

(77) Ce parti participa à la conférence de Londres, HABASHI, p. 92 ; HALLIDAY, p. 184.

(78) L'arrêt de l'immigration étrangère était une revendication de toujours des syndicats.

(79) Cette intégration qui sera effective en janvier 1963 entraînait des modifications constitutionnelles. Ainsi par exemple, le gouverneur d'Aden devenait Haut-Commissaire pour l'ensemble de la Fédération, HABASHI, p. 47-50.

Quant aux Anglais, inquiets surtout de la présence de troupes nassériennes au Nord, ils apportèrent un appui logistique aux royalistes et accélerèrent le processus de fédéralisation.

Après une période d'expectative, as-Sallâl et les Egyptiens répliquèrent à cette politique en encourageant les nationalistes dont ils espéraient que l'action permettrait d'ouvrir un second front propre à masquer les revers que leur infligeaient, au Nord, les troupes royalistes. Fort de cet appui, le nationalisme s'orienta vers la lutte armée.

La guerre de libération nationale

C'est à Sanaa que se constitua en juin 1963 le Front National de Libération du Sud-Yémen occupé (*al-jabha al-qawmiyya li-taḥrîr al-janûb al-yamani al-muḥtall*), connu sous l'abréviation de F. N. L. C'était à proprement parler un front qui regroupait autour de Qaḥṭân Muḥammad ash-Sha'bî et du M.N.A. une dizaine de petites organisations [80]. Niant toute légitimité aux sultans, il exigeait l'indépendance immédiate et le départ sans condition des Britanniques [81]. D'idéologie d'abord nassérienne, il évoluera progressivement au rythme de ses désaccords avec Nasser vers un révolutionnarisme dont Cuba et la Chine populaire lui fourniront les modèles. Jugeant que l'action menée par les organisations nationalistes déjà existantes était stérile, il eut recours à la violence et choisit de porter le combat dans l'arrière-pays.

La lutte armée fut déclenchée à l'automne 1963, par un soulèvement de la région montagneuse du Radafân [82], au nord-est d'Aden, dont les Britanniques ne vinrent à bout qu'au terme de six mois de guerre. Battu, le Front transporta le combat à Aden où il multiplia dès lors les sabotages, meurtres, attentats à la bombe, attaques de camps militaires, etc. Malgré une dure répression, les Britanniques ne parvinrent pas à juguler ce terrorisme.

Alors que la violence s'installait, une conférence tenue à Londres en juillet 1964 fixa l'échéance de l'indépendance à 1968 et confirma que la Grande-Bretagne conserverait l'usage de ses installations militaires.

En octobre, à Londres, les travaillistes revinrent au pouvoir après une longue absence et suscitèrent des espoirs en se montrant favorables au renforcement du pouvoir central de la Fédération et à des réformes constitutionnelles susceptibles de recevoir l'agrément tant du gouvernement de la Fédération que des formations nationalistes les plus conciliantes. Mais le déchaînement du terrorisme et la mauvaise volonté des parties concernées empêchèrent que la table ronde prévue pour examiner ces questions puisse se tenir.

Un nouveau haut-commissaire, Turnbull, tenta alors par un autre biais de rendre cette évolution possible et d'y intéresser les nationalistes. A cette fin, il risqua de nommer comme premier ministre d'Aden une

(80) HALLIDAY, p. 191.
(81) HALLIDAY, p. 193.
(82) HALLIDAY, p. 197-199.

personnalité très proche du P.S.P., 'Abd al-Qawi Makkâwi. Mais contrairement à ses espérances, celui-ci se déclara partisan résolu de l'application des recommandations de l'O.N.U.[83], s'opposa aux révisions constitutionnelles et refusa de condamner le terrorisme [84]. Turnbull dut le renvoyer en septembre 1965, suspendre la constitution et gouverner directement.

Alors que la situation politique était dans l'impasse, un nouveau mouvement terroriste apparut, l'*Organisation for the Liberation of Occupied South*, crée à l'initiative du P.S.P. et de l'A.T.U.C. dont les dirigeants craignaient sans doute d'être tenus à l'écart du pouvoir au cas où le F.N.L. vaincrait. Mais Nasser qui ne contrôlait plus le Front depuis qu'il cherchait à se désengager au Nord, manœuvra pour unir les deux organisations au sein d'une même structure formée en janvier 1966, le *Front for the Liberation of Occupied South-Yemen* (F.L.O.S.Y.). Toutefois, le F.N.L. s'en retira très vite et continua la lutte de son côté en rivalisant souvent violemment avec le F.L.O.S.Y. qui, sous la direction de Makkâwi et al-Aṣnaj, restait inféodé à Nasser [85].

Pendant les années 1966 et 1967, le terrorisme battit son plein. Les Anglais ayant joué toutes leurs cartes n'avaient plus d'espoirs de redresser la situation. Aussi annoncèrent-ils en février 1966 qu'ils ne maintiendraient aucune présence militaire dans la Fédération après son indépendance. C'était la condamner à mort. Ils affectèrent cependant de croire à sa viabilité, accélérèrent l'arabisation de l'armée et de la police et avancèrent l'indépendance à novembre 1967. Pour eux-mêmes, ils ne souhaitaient plus que tenir jusqu'à cette date et réussir l'évacuation de leurs ressortissants et de leurs hommes de troupe. La situation se dégradait de jour en jour, le pouvoir fédéral était inexistant et le F.N.L. comme le F.L.O.S.Y. sentant la victoire proche redoublaient d'activité et se livraient à une âpre course au pouvoir.

Pendant l'été 1967 [86], les sultanats tombèrent les uns après les autres aux mains des combattants du F.N.L.. Le 27 août, ils fixaient leur Q.G. à Zinjibâr, à 50 kilomètres d'Aden. A la fin du mois, ils contrôlaient 12 Etats. De son côté, le F.L.O.S.Y. bien qu'affaibli par le retrait des Egyptiens du Nord-Yémen et le passage des syndicats sous la férule du F.N.L. [87] était parvenu à s'emparer des sultanats 'awlaqi et wâḥidi. Il

(83) La question de l'Arabie du Sud fut plusieurs fois évoquée à l'O.N.U. En juin 1963 l'envoi d'une sous-commission d'enquête fut décidé. Bien qu'elle n'ait pu pénétrer à Aden, elle rendit des conclusions recommandant l'organisation d'élections libres, HABASHI, pp. 126-128.

(84) Il s'abstint notamment de condamner le meurtre de Sir Arthur Charles, président du Conseil législatif (*Le Monde* du 4-5 sept. 1965.)

(85) ABDUL FATAH, p. 5, 7, 8 ; HALLIDAY, pp. 209-211 ; J.P. VIENNOT, L'expérience révolutionnaire du Sud-Yémen, *Mag. Mach.*, n° 59, 1973, (cité VIENNOT), pp. 75-76.

(86) En juin, le F.N.L. occupa temporairement Crater, le cœur d'Aden (ABDUL FATAH, p. 5 ; HALLIDAY, p. 217) et en juillet la police et l'armée fédérale se mutinèrent (GAVIN, p. 349). Sur cette période, voir aussi : S. HARPER, *Last Sunset*, London, 1978. Ce fut pendant ces troubles que les Anglais songèrent à l'instigation du roi Faysal à revenir sur leur décision de ne pas maintenir de présence militaire dans la Fédération après l'indépendance (HALLIDAY, p. 216).

(87) HALLIDAY, p. 210.

regroupait aussi des troupes à Laḥij et dans les faubourgs d'Aden. Mais le F.N.L. ne pouvait risquer de laisser la victoire aux mains de ses rivaux. Un premier heurt eu lieu à Shaykh 'Uthmân, puis un second. Cette fois l'armée fédérale s'engagea aux côtés de cette organisation. Les rescapés du F.L.O.S.Y. se réfugièrent au Nord-Yémen [88].

Débordés, les Anglais prétextèrent que le retrait des troupes égyptiennes du Nord – effectif en novembre 1967 – rendait possible l'indépendance du Sud (en réalité ils étaient surtout enchantés de l'éviction du F.L.O.S.Y. dont ils avaient redouté par-dessus tout le nassérisme) et acceptaient de la négocier avec le F.N.L. à Genève. Le 29 novembre, Lord Shackleton et Qaḥṭân ash-Sha'bi signaient un accord qui mettait un terme à 129 années d'occupation britannique. Le 30, à minuit, la Fédération d'Arabie du Sud devenait la République Populaire du Sud-Yémen (R.P.S.Y.).

La République Populaire du Sud-Yémen

Les sultans, émirs et *shaykh* étant en fuite ou sous les verrous, c'était la totalité des territoires des protectorats qui tombait avec Aden et les îles de Kamarân, Périm (Mayûn) et Suquṭra [89] sous l'autorité du F.N.L. Pour effacer les anciennes structures politiques à base tribale, le pays fut divisé en six *muḥâfaẓa* (gouvernorat). Reconnue par les pays arabes – à l'exception de l'Arabie saoudite –, la République Populaire du Sud-Yémen devint le quatorzième Etat de la Ligue arabe et fut admise à l'O.N.U.

Le F.N.L. était sorti victorieux de sa longue lutte contre l'impérialisme britannique et contre ses rivaux, mais il héritait d'une situation intérieure particulièrement difficile. Confronté à de graves difficultés économiques, il devait également faire face à des dissensions internes qui permirent très vite à ses éléments les plus radicaux de s'emparer du pouvoir.

Le retrait britannique qui privait Aden de divers revenus survenait alors que le canal de Suez était fermé depuis six mois consécutivement à la guerre des Six-jours. Cette concomitance plongeait l'économie 'adani dans un profond marasme. Le port était inactif et le commerce ruiné. L'abandon des bases militaires et le départ des soldats et résidents britanniques privaient une vingtaine de milliers de 'Adani de leurs emplois. La fuite de 60 000 Somali et Indo-Pakistanais, le retour au Nord d'émigrés, l'exil des opposants politiques et des possédants, ainsi que l'émigration des plus démunis ne permettaient pas même de résorber le chômage. La situation financière de l'Etat était tout aussi catastrophique. Avant l'indépendance, l'assistance de Londres couvrait les 3/4 des besoins de la Fédération et la Grande-Bretagne avait accepté

(88) HALLIDAY, p. 220.

(89) Les Britanniques restituèrent cependant les îles Khûriyâ Mûriyâ au sultanat d'Oman dont ils les avaient acquises au XIX^{e} siècle. Aden n'a pas reconnu cette cession mais a accepté en revanche de rendre Kamarân au Nord-Yémen (1972).

à Genève de continuer à verser mensuellement 2 millions de livres et ce jusqu'au 31 mai 1968. Mais après l'échec en avril de négociations sur le renouvellement de cette assistance, le nouvel Etat ne dut compter que sur ses propres ressources [90].

Alors que la conjoncture était à ce point défavorable, les divergences anciennes existant au sein du F.N.L. mais que les nécessités de l'action avaient jusqu'alors permis de masquer, éclatèrent au grand jour. La « *ligne droitière* » du Front attachée au socialisme arabe de type nassérien était au pouvoir avec Qaḥṭân ash-Sha'bî, promu tout à la fois chef de l'Etat, premier ministre et commandant en chef. Mais la gauche critiquait sa politique, ses réformes timorées et trop progressives. Elle exigeait l'adoption immédiate de mesures radicales comprenant la nationalisation des banques, des entreprises industrielles et du commerce de gros, une réforme agraire, la mise sur pied d'une milice ainsi que la liquidation de l'ancienne administration et son remplacement par des structures populaires institutionnalisant la dictature du prolétariat. En un mot, les militants de la gauche se livrant à une analyse marxiste, entendaient que la révolution nationale menée contre l'impérialisme britannique se prolongeât par la révolution sociale et économique totale que prévoyait leur doctrine, le « socialisme scientifique ». Ces extrémistes défiant le pouvoir central se regroupèrent dans les 5e et 6e *muḥâfaẓa* (Ḥaḍramawt et Mahra) où ils s'appliquèrent à mettre en œuvre leurs idées et à travailler à l'extension de la révolution au reste de la Péninsule arabique en soutenant contre le sultan d'Oman les insurgés du Ẓufâr.

Le « mouvement rectificatif »

Au IVe congrès [91] du Front tenu à Zinjibâr en mars 1968, les partisans des deux tendances s'affrontèrent vivement. A cette occasion, la gauche dont le porte-parole était l'idéologue marxiste 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl, parvint à inspirer de nombreuses résolutions. Seule celle réclamant une réforme agraire trouva un écho rapide : à la fin du mois, Qaḥṭân en promulguait une aux effets très limités par laquelle il espérait pourtant satisfaire les gauchistes.

L'armée, ralliée imparfaitement à la révolution, s'alarma de ces orientations et tenta un coup de force le 20 mars [92]. Qaḥṭân saisit cette opportunité pour se faire attribuer les pleins pouvoirs. Il escomptait ainsi se donner les moyens de réduire les extrémistes et reprendre à l'armée l'initiative de cette tâche. Doublement menacés les militants de gauche se retirèrent dans le 3e gouvernorat (nord-est d'Aden) sous la conduite de quelques dirigeants et se déclarèrent en insurrection ouverte contre le gouvernement de Qaḥṭân.

(90) Sur les débuts difficiles de la R.P.S.Y. : A. HOTTINGER, la R.P.S.Y. un an après sa création, *A.D.*, n° 0.1955, mai 1969, pp. 14-17 ; J. JABALE, Naissance d'un Etat arabe : la R.P.S.Y., *Cahiers de l'Orient contemporain*, n° 69, 1968, p. 6.

(91) HALLIDAY, p. 232 ; VIENNOT, p. 77.
(92) HALLIDAY, p. 235 ; VIENNOT, p. 77.

Contesté sur sa gauche, Qaḥṭân l'était aussi sur sa droite. Sultans déchus, anciens membres du F.L.O.S.Y. et de la L.A.S. mécontents de toutes origines s'étaient regroupés en exil et s'organisaient avec le soutien de l'Arabie saoudite et du Nord-Yémen dont le gouvernement glissait vers la droite depuis le début 1968. Ces exilés provoquèrent une série d'incidents sur les confins des deux Yémen et accentuèrent leurs attaques à la fin de l'année. A la faveur de cette menace, la gauche renonça à sa lutte infructueuse contre le régime et s'en rapprocha. Par ce changement de tactique elle espérait s'emparer du pouvoir de l'intérieur et liait parti avec d'autres opposants, mais les conflits se multiplièrent rendant illusoire toute réconciliation.

En juin 1969 la tension était à son comble. Le 22, alors que sa garde populaire pénétrait à Aden, la gauche provoqua une réunion du commandement général du Front au cours de laquelle Qaḥṭân fut acculé à démissionner. La fonction présidentielle fut remplacée par un conseil présidentiel de cinq membres dans lequel entrèrent notamment Sâlim Rubayyi', 'Ali Nâṣir, 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl et Muḥammad 'Ali Haytham. Ce coup de force qui assurait le triomphe des marxistes sur les nassériens prit le nom de « mouvement rectificatif » (*ḥaraka taṣḥiḥiyya*) [93]. Au même moment, à Sanaa, la gauche nord-yéménite était éliminée.

Arrivée au pouvoir au terme d'un processus de révolution dans la révolution, la gauche s'appliqua à faire reconnaître son autorité. A l'intérieur, elle liquida les « opportunistes » et les « petits bourgeois » c'est-à-dire les partisans de Qaḥṭân et les modérés, et épura l'armée. A l'extérieur, elle noua des relations avec les pays socialistes et signa, pendant l'année 1970, une série d'accords avec la R.D.A., l'U.R.S.S., la Lybie, la Chine, etc. dont les clauses permettaient d'envisager un redressement économique.

Restait à réaliser les objectifs définis au cours du IV[e] congrès. Une constitution fut promulguée le 30 novembre 1970. L'Etat sud-yéménite prenait le nom de République Démocratique et Populaire du Yémen (R.D.P.Y.), la nationalité yéménite était définie comme unique, l'islam était reconnu religion d'état. Les nouvelles structures de gouvernement populaire étaient dominées par un conseil présidentiel comprenant les trois figures de proue de la gauche militante : Sâlim Rubbayyi' 'Ali, 'Abd al-Fattâh Ismâ'îl et 'Ali Nâṣir [94] Muḥammad Ḥasanî. Sur le plan économique des mesures de nationalisation des entreprises étaient prises et des soulèvements populaires (*intifâḍa*) préludaient à une réforme agraire profonde promulguée en novembre 1970. La révolution s'installait [95]. Mais économiquement, le pays ne se redressait pas et était contraint à se placer dans une dépendance dangereuse à l'égard des Etats qui lui étaient idéologiquement apparentés. Ces liens noués avec l'Est achevèrent de creuser un fossé entre les deux Yémen.

---

(93) HALLIDAY, p. 238 ; VIENNOT, p. 78.

(94) Ph. RONDOT, Les responsables à San'a et à Aden, *Mag. Mach*, n° 74, 1976, pp. 61-62.

(95) Sur le bilan quelques années plus tard : F. HALLIDAY, Yemen's unfinished revolution : socialisme in the South, *Merip reports*, n° 81, oct. 1979, pp. 3-20.

Pour avoir entraîné de profonds bouleversements de structure et introduit des germes de mutation sociale notables, les événements qui se sont déroulés au Yémen entre 1948 et 1970 revêtent une importance toute particulière. Cette période prend ainsi rang parmi les grands moments-charnières de l'histoire yéménite à la suite de la chute de Ḥimyar, de la conversion à l'islam et de la fondation de l'imâmat zaydite. Toutefois, les innovations que représentent la disparition des formes politiques traditionnelles et de l'oppression coloniale, l'introduction de nouveaux systèmes économiques – capitaliste au Nord, socialiste au Sud –, et l'ébranlement de l'architecture sociale ancestrale, sont loin encore d'avoir engendré une société stable qui se reconnaisse pleinement dans ses nouvelles institutions. L'histoire immédiatement contemporaine des deux pays, incertaine et confuse, porte la marque de l'inachèvement de ces mutations contradictoires et incompatibles qui hypothèquent la réalisation de l'unité yéménite.

(Avril 1981)

VII

UNE ÉCONOMIE QUI SE CHERCHE : LE CAPITALISME AU NORD

Daniel RODINSON

Sommaire

		Pages
1.	L'héritage	169
2.	Les contraintes	171
	2.1. – Les contraintes naturelles	171
	2.2. – Contraintes sociales et institutionnelles	173
3.	Première esquisse générale	174
4.	La situation actuelle de l'économie nord-yéménite	175
	4.1. – Les forces productives	176
	4.2. – Les moyens de production	178
	4.3. – Les résultats de l'économie nord-yéménite	183
5.	Les perspectives : le plan de cinq ans	192
	5.1. – Les objectifs généraux	192
	5.2. – La stratégie	195
	Conclusion	196

1. L'héritage

L'économie du sud-ouest de la Péninsule arabique, actuellement divisé en deux états yéménites, a été marquée au cours des âges par sa position géographique particulière qui en a fait longtemps une zone d'échanges et de commerce, ainsi que par son relief favorisant la chute des pluies et permettant l'installation d'un dense peuplement d'agriculteurs sédentaires qui ont fait du pays l'Arabie Heureuse des Anciens.

A l'aube de la civilisation sud-arabe – qui s'est développée au cours du millénaire avant notre ère – la seule richesse commercialisable était représentée par l'encens et la myrrhe dont les lieux de produc-

tion se trouvaient essentiellement en Ḥaḍramawt et au Dhofar. Le transport de ces denrées vers le monde méditerranéen, ainsi que des épices amenées d'Inde par cabotage maritime, se faisait par la route des caravanes qui longeait le piémont oriental du Yémen, en bordure du grand désert. C'est donc sur cette route, au débouché des Wadis, que s'établirent les capitales des antiques royaumes de Qataban, de Saba, de Ma'in et de Ḥaḍramawt, qui connurent des périodes de prospérités et se livrèrent, en particulier, à des travaux d'aménagement hydraulique, comme en témoigne la fameuse digue de Marib. Puis, le développement des techniques de navigation favorisa les transports maritimes aux dépens de la route caravanière, ce qui entraîna, dès le 1er siècle avant J.C., un affaiblissement progressif de ces royaumes de piémont et de leurs capitales. Leur effacement définitif semble bien se situer approximativement au milieu du 6 e siècle, dans les décennies qui précédèrent la naissance du Prophète.

Entre-temps, d'autres tribus avaient pris de l'importance : les Ḥimyarites en particulier, dont la capitale – Ẓafâr – se trouvait sur les Hauts Plateaux, et qui parvinrent, après sans doute de multiples péripéties (compliquées par de fréquentes luttes contre les incursions abyssines). à supplanter les Sabéens dans une suzeraineté qui s'exerça sur une large confédération de tribus et qui marqua probablement la première unification politique de cette région (fin du IV e siècle).

Les inscriptions laissées par les Sudarabiques, de même que de nombreux vestiges architecturaux, témoignent d'une civilisation agricole florissante installée sur les Hauts Plateaux yéménites plusieurs siècles avant notre ère : déjà les terrasses s'étageaient sur les flancs des montagnes, déjà l'on creusait des canaux et des puits, déjà de fructueux échanges s'établissaient entre agriculteurs sédentaires des hautes terres et pasteurs nomades des franges désertiques.

Depuis l'avènement de l'Islam, différentes villes yéménites prirent tour à tour de l'importance, suivant les vicissitudes du pouvoir politique :

– Sanaa, qui avait été la capitale chrétienne des abyssins au début du VI e siècle, resta tout d'abord le chef-lieu d'une des provinces de l'Empire Omeyyade. Elle fut, dès cette époque, le siège d'un artisanat prospère et en particulier d'une manufacture de tissages réputés ;

– Zabid, très ancienne cité de la plaine côtière de la Tihama, adopta l'Islam dès les premières années de l'hégire. Elle fut rénovée et fortifié en 820 par un gouverneur soucieux de prendre son indépendance,et devint le siège d'un centre d'enseignement réputé. C'est probablement autour de cette ville que furent entrepris les premiers aménagements hydrauliques des wadis de la Tihama, permettant l'utilisation des crues au profit d'une agriculture intensive et diversifiée : en dehors des cultures vivrières, le coton, le sésame, la canne à sucre, les plantes tinctoriales étaient produites dès cette époque et alimentaient le petit artisanat local de transformation ;

– A Saada, ville du Nord du Yémen actuel, fut fondée en 898 la dynastie des imams zaïdites qui règna sur le pays de manière plus ou moins continue jusqu'en 1962.

– La dynastie des Rasûlides établit son fief à Taëz de 1229 à 1454 et en fit une cité prospère qui entretenait, avec Aden et Mokha, d'actives relations commerciales. On sait que ce dernier port connut jusqu'au XVIII[e] siècle une activité florissante comme centre d'exportation du café vers l'Europe.

Ainsi était peu à peu mise en place cette trame urbaine autour de laquelle s'organisaient les activités et s'orientaient les échanges. Les Turcs, qui occupèrent le Yémen à deux reprises (1538-1635 et 1849-1918), tentèrent de renforcer leur contrôle en dotant le pays d'une administration et d'un réseau de communications entre les villes et les principaux points stratégiques. Ils renforcèrent également leurs points d'appui sur la côte : Luḥayya, Hodeidah, Mokha.

Cependant, après la chute de l'Empire ottoman, qui entraîna le départ des Turcs, le Yémen, gouverné par des Imams conservateurs, demeura dans un grand isolement économique auquel mit fin la révolution de 1962. Sept ans de guerre civile qui virent s'affronter Républicains soutenus par l'Egypte nassérienne et royalistes soutenus par les Saoudiens précédèrent ce qu'on pourrait appeler la « grande ouverture » du Yémen sur le monde extérieur. Dès lors, son économie, qui avait pu rester très autarcique, connut en peu d'années un bouleversement et un emballement considérables.

2. Les contraintes

Cette économie, soudain affrontée aux influences extérieures, n'en était pas moins soumise aux contraintes qui lui étaient imposées tant par la nature que par les institutions et les structures sociales dont les habitants du pays s'étaient dotés, ces deux autres types de contraintes n'étant d'ailleurs pas indépendants l'un de l'autre, tant, par exemple, le relief tourmenté et compartimenté du Yémen a pu favoriser les particularismes locaux et le maintien des structures tribales.

2.1. Les contraintes naturelles

Celles-ci s'expriment avant tout par une diversité régionale saisissante. Traités par ailleurs dans cette ouvrage (chapitre I : « L'espace et ses habitants »), nous ne reviendrons pas sur le détail de ces aspects géographiques. Rappelons cependant que trois grandes régions se distinguent dès l'abord : la plaine côtière ou Tihama, les montagnes du Sérat, le plateau oriental.

Sur le plan climatique, le Yémen est soumis à un régime de queues de mousson : venues de l'océan Indien, les pluies tombent d'avril à octobre (la variabilité inter-annuelle est en fait très grande) sur les sommets montagneux. Ces pluies, dont l'intensité décroît très rapidement du sud au nord, sont retenues par les innombrables terrasses qui

s'échelonnent sur les versants. Le surplus du ruissellement est drainé par crues successives soit vers la mer Rouge par six grands wadis principaux, soit vers le Désert.

Dans la traversée de la Tihama, qui contient de vastes zones limoneuses et fertiles, ces crues sont captées à l'aide de barrages temporaires en terre et de canaux, puis dirigées vers les parcelles de culture. Une notable partie de l'eau s'infiltre dans les nappes d'où elle est ensuite reprise par puits et forages : cette irrigation par puits tend d'ailleurs à se substituer de plus en plus à l'épandage des crues.

Le parti qui a été tiré de ces ressources en terres et en eaux est sans doute le meilleur qui fut possible, compte tenu du niveau technologique qui fut celui des paysans yéménites jusqu'aux années récentes. L'aménagement en terrasses de tous les versants a représenté au cours des siècles un gigantesque investissement humain et à permis un peuplement parfois très dense comme dans les provinces d'Ibb ou de Taëz. Le café depuis le 15e ou le 16 e siècle, puis maintenant le *qât* plus rémunérateur, furent sur ces terrasses les grandes cultures de rente, toujours associées au sorgho et au mil, cultures vivrières de base. Dans les basses terres insalubres de Tihama la colonisation agricole fut plus récente et laissée aux populations noires venues de l'autre rive de la mer Rouge. Cependant, des évolutions sont en cours : il y a déjà plus d'un siècle que le café yéménite, dont la production sur les étroites terrasses exigeait un très grand nombre d'heures de travail, a perdu les marchés européens sur lesquels arrivent à bien moindre coût les cafés de Côte d'Ivoire, d'Angola ou du Brésil. Le prix de la main-d'œuvre a connu une très forte croissance avec les possibilités d'emploi apparues en Arabie Saoudite ou dans les Emirats.

La conséquence en est l'abandon progressif des terrasses les moins bien situées, et l'érosion des montagnes s'accélère tandis que la mise en valeur de la Tihama, plus facile et permettant l'emploi de gros matériel, devient une alternative intéressante pour quelques détenteurs de capitaux. Et déjà le délicat équilibre réalisé depuis des siècles dans l'utilisation des ressources naturelles est rompu : le niveau des nappes surexploitées s'abaisse, des problèmes de salinisation apparaissent.

Les conditions naturelles limitent donc les possibilités de mise en valeur agricole, ou tout au moins imposent une grande prudence dans la mise en œuvre de nouvelles techniques. Le relief, quant à lui, rend difficiles les communications transversales et le tracé des routes nécessite de nombreux contournements ou ouvrages d'art : le réseau routier macadamisé est d'ailleurs actuellement limité au circuit Saada – Sanaa – Taëz – Hodeidah – Sanaa, sur lequel se branchent quelques bretelles. Fin 1979, ce réseau couvrait environ 1500 km, mais de nombreux travaux d'extension sont en cours.

Les ressources minérales exploitées sont quasi inexistantes et, d'ailleurs, à peine inventoriées. L'existence de ressources pétrolières paraît douteuse quand on sait que les gisements d'Arabie sont situés sur la bordure orientale du Désert. Cependant, un certain nombre de recherches sont en cours.

2.2. *Contraintes sociales et institutionnelles*

Le potentiel humain constitue sans doute la plus importante ressource du Yémen. Avec cinq millions d'habitants environ, ce pays est en effet le plus peuplé de la péninsule. L'agriculture devenant d'une rentabilité insuffisante – surtout en raison de la concurrence des importations incontrôlées de produits alimentaires – et des opportunités d'emploi étant apparues chez les voisins pétroliers, l'émigration de travailleurs yéménites représente plus de 10 % de la population totale, soit 30 % de la population masculine active. Certaines régions – et il s'agit particulièrement de la montagne – sont plus touchées que d'autres : sur certains massifs, seuls les femmes et les enfants demeurent pour travailler les terrasses. C'est là d'ailleurs la seule activité non domestique permise aux femmes qui, en ville, sont reléguées au travaux ménagers.

L'argent des émigrés, en grande partie rapatrié, est fréquemment réinvesti dans la création d'un commerce ou dans la spéculation foncière ou immobilière, alimentant ainsi une inflation effrénée. Cette émigration, dont un exode rural en cours d'accélération est le corollaire, remet en cause les structures tribales qui s'étaient jusqu'alors opposées avec quelque succès à l'affirmation du pouvoir central et à la mise en place des institutions de l'Etat.

Fréquemment, en effet, coexistent au niveau du village le représentant de l'Etat et l'autorité tribale, cette dernière arbitrant généralement les litiges de droits d'eau ou jugeant les délits mineurs.

C'est dans le nord du pays, c'est-à-dire le wadi Jawf et la région de Saada, que les tribus, largement armées et financées par l'Arabie Saoudite, manifestent, vis-à-vis de la capitale, la plus grande indépendance. Certaines féodalités provinciales sont donc encore vigoureuses et le pouvoir républicain n'a pas encore entièrement confirmé son emprise sur l'ensemble du territoire : les soubresauts politiques de ces deux dernières années – qui ont vu l'assassinat de deux présidents – en témoignent.

Cependant, d'autres féodalités se mettent en place, favorisées par le libéralisme économique qui est de règle dans ce pays et qui contraste avec les choix idéologiques du Sud-Yémen. Ainsi, quelques gros commerçants, qui s'étaient enrichis à Aden sous l'aile du Protectorat Britannique, ont fui vers le Nord, emportant leurs capitaux et, plus aguerris à la pratique des affaires avec le monde occidental, ont rapidement monopolisé le secteur de l'import-export. Les rapides profits réalisés dans ce domaine leur permettent actuellement d'investir dans la création d'unités industrielles transformant des produits importés, ce qui – nous le verrons – compromet les chances d'un développement autocentré.

Ainsi, à une société traditionnelle caractérisée par un féodalisme tribal (et qui connaît également un système de caste) qui reste vivant dans les zones rurales les plus éloignées, se superpose maintenant, sous l'influence de l'émigration et de l'urbanisation, une nouvelle stratifica-

tion sociale encore peu stabilisée. Une bourgeoisie marchande enrichie par le commerce d'importation et la spéculation, voisine avec une classe de petits employés et de petits marchands alors que les activités secondaires directement productives n'emploient encore que des effectifs extrêmements réduits à qui on peut difficilement donner le nom de prolétariat. Enfin, la présence de bidonvilles aux portes de Sanaa ou Hodeidah atteste qu'il y a dans la nouvelle société yéménite en cours de formation, quelques laissés-pour-compte.

Ce dernier problème est d'ailleurs général au Yémen ; la scolarisation de base ne touche qu'une petite proportion d'enfants mâles, essentiellement dans les villes. Quant à la formation secondaire ou technique, elle est très loin de répondre aux besoins. Aussi fait-on appel, à tous les niveaux, à des cadres étrangers qui peuplent les administrations, les écoles, les hôpitaux, les chantiers, les usines... et l'armée.

Cependant, les valeurs sur lesquelles reposait la société yéménite se trouvent fortement ébranlées au profit des valeurs occidentales qui s'insinuent par tous les media habituels (radio, télévision, cassettes) et par le biais d'un commerce racoleur : les modèles d'alimentation, d'habillement, les modes de transport et de loisirs se trouvent touchés, ce qui entraîne une dépendance toujours croissante vis-à-vis des importations de l'étranger.

3. Première esquisse générale

Avant d'aller plus avant dans la description de l'économie nord-yéménite, il nous paraît utile d'en brosser rapidement les traits principaux.

Soumise aux contraintes que nous venons de décrire, la jeune République n'a pu encore prononcer des choix très clairs en matière économique et, toute occupée à construire un état unitaire, elle a finalement laissé s'exercer un libéralisme sauvage qui ne fait qu'accentuer les disparités sociales existantes et qui accélère la destructuration du cadre traditionnel.

Sur une population d'environ cinq millions d'habitants encore ruraux pour les trois quarts, six cent mille travailleurs (soit, près du tiers de la population masculine active) ont émigré vers l'étranger et renvoient au Yémen l'essentiel de leur salaire.

Ces rentrées de devises permettent d'équilibrer la balance des paiements qui serait sans cela lourdement déficitaire tant le volume des importations dépasse celui des exportations (dans le rapport de 100 à 1). L'agriculture, qui reste la première des activités, n'a pu en effet s'adapter à une ouverture trop brutale des frontières et affronte avec difficulté la concurrence des produits alimentaires importés qui inondent les marchés urbains.

Les circuits de distribution de ces produits importés se sont mis en place plus vite que la collecte des produits locaux et de même, les unités industrielles de transformation ne traitent pratiquement que des pro-

duits importés : biscuits faits de farine de froment, lait reconstitué à partir de surplus de lait en poudre occidentaux, pepsi-cola et autres « soft drinks » etc.

Les détenteurs de capitaux privés se sont gardés d'investir dans d'autres secteurs d'une rentabilité moins immédiate et les quelques unités textiles ou la cimenterie ont nécessité une aide financière et une assistance technique extérieures.

Quant aux travaux d'infrastructure, ils sont le fait soit de l'initiative publique, soit de collectivités locales réunies au sein de *ta'âwun* et financées par un prélèvement sur l'impôt religieux.

Nous verrons enfin que les perspectives de développement tracées par le Plan de cinq ans (76/77 à 80/81) manquent pour le moins de cohérence et surtout de moyens. C'est là l'illustration des contradictions et des conflits qui opposent un pouvoir politique centralisateur non dépourvu d'ambitions à un groupe de pression économique puissant qui détient d'importants atouts.

Ayant ébauché cette première esquisse, nous allons tenter de préciser les traits qui caractérisent la situation actuelle de l'économie nord-yéménite avant de revenir sur les perspectives de développement.

4. La situation de l'économie nord-yéménite

Rien ne paraît plus hasardeux que de décrire, à un moment donné, une situation de l'économie nord-yéménite, tant cette situation est mouvante et tant les éléments chiffrés disponibles sont rares et sujets à caution.

Des efforts méritoires ont cependant été réalisés par le Central Planning Organisation (CPO) pour donner au Planificateur une base statistique vraisemblable : les « statistical year-books » dont les données ont été reprises dans le rapport pour le premier Plan de Cinq Ans doivent être cependant utilisés avec prudence et on accordera donc plus d'intérêt aux ordres de grandeur relatifs et au sens des évolutions qu'à la valeur absolue des chiffres.

Sur le plan des choix idéologiques qui président au développement économique, on peut dire qu'ils se caractérisent, dans la pratique, par le « laisser-faire » le plus sauvage. Les compromis ambigus – qui ont suivi la fin de la guerre civile en 1969 – ont probablement interdit aux républicains de trop claironner leurs préférences, et le Programme de Trois Ans (1973-74 – 1975-76) ne fut guère qu'un catalogue de projets sans grande ligne directrice. C'est cependant à cette époque, sous l'influence du regretté Ḥamdi, que furent mis en place les premiers *ta'âwun* (unions locales de développement) qui manifestaient une certaine idée coopérativiste. Ils furent, depuis, passablement vidés de leur substance. Le premier Plan de Cinq Ans (1976-77 – 1980-81), dont les textes sortent avec quelque retard, met en exergue une profession de foi plus explicite quant aux choix et aux stratégies : nous y reviendrons plus loin. Nous pouvons donc dire que, pour le moment, l'initiative publique

qui a pu décider de certains grands travaux d'infrastructure n'a orienté en rien l'initiative privée et a laissé s'exercer un libéralisme total, tant dans les investissements que dans les mouvements commerciaux.

4.1. Les forces productives

C'est probablement dans l'évaluation de la population que l'on dispose des données les plus fiables, suite au Recensement Général de 1975 dont les résultats ont été confirmés par les travaux complémentaires de l'Institut de Géographie de l'Université de Zurich.

Au 1er février 1975, la population total du Nord-Yémen s'élevait à 4 705 000 habitants * dont 6 % seulement vivaient dans les trois principales villes (Sanaa, Hodeidah et Taëz), 5 % dans les autres villes de plus de 2 000 habitants et 89 % étaient donc des ruraux.

Il faut ajouter à ce chiffre 600 000 à 650 000 émigrants dont 250 000 à titre définitif.

La pyramide des âges montre une population très jeune : 47 % de moins de 15 ans, 48 % de 15 à 59 ans et 5 % de plus de 60 ans.

Du fait de l'émigration, le sex-ratio est déséquilibré et s'établit en moyenne à 910 hommes pour 1 000 femmes.

Le taux d'analphabétisme est très élevé : trois hommes sur quatre et la quasi totalité des femmes sont analphabètes, ce qui recouvre d'ailleurs une grande diversité de situation entre villes et campagnes, entre sud et nord du pays.

L'importance de la force de travail disponible est difficile à chiffrer dans la mesure où une grande partie de la population relève du secteur agricole de subsistance, que de nombreux travailleurs – et spécialement des femmes – n'ont qu'une activité saisonnière, et qu'enfin le travail des enfants mâles est extrêmement généralisé.

En tablant sur une force de travail potentielle qui regrouperait les classes d'âges de 10 à 69 ans, on aboutirait à l'image suivante en 1975 * :

Population active et force de travail disponible en 1975
(en millions)

	total	hommes	femmes
Population totale	5,3	2,7	2,6
dont :			
– population active potentielle	3,5	1,8	1,7
dont :			
– personnes ne cherchant pas d'emploi	1,8	0,3	1,5
– émigrants	0,6	0,5	0,1
– population active résidente	1,1	1,0	0,1

* Si on adopte un taux de croissance de 2 % par an, la population résidente devrait avoisiner 5 200 000 habitants au 1er février 1980.

* World Bank – Yemen Arab Republic – Development of a Traditional Economy – Washington, January 1979.

Toujours en 1975, cette population active résidente s'employait pour 72 % dans l'agriculture, 8 % dans le secteur secondaire (dont 4 % dans la construction et 4 % dans l'industrie et l'artisanat). Le secteur tertiaire employait 20 % environ de cette force de travail dont 7 % dans le commerce et 3 % dans le transport, le solde se répartissant entre les autres services et l'administration publique **.

Depuis 1975, les effectifs de cette population active ont augmenté à un rythme qui doit être voisin de 2 % par an, cependant que sa ventilation entre les différents secteurs d'activité s'est certainement grandement modifiée. Bien que nous ne disposions pas de données précises, il est très vraisemblable que les secteurs de la construction, du commerce et des services ont plutôt stagné et que les effectifs employés dans l'agriculture ont sensiblement régressé tout en restant largement majoritaires.

Sur le plan de la qualification technique, il est sûr que le Yémen est peu armé pour les besoins d'un développement économique rapide. Encore faut-il prendre conscience que le type de développement dans lequel ce pays s'est engagé est celui qui peut le moins bien valoriser les connaissances et les acquis techniques de la population. En effet, il existe au moins deux domaines où les Yéménites avaient acquis une remarquable compétence : il s'agit de la construction et de l'agriculture dans lesquels, au cours des âges, l'adaptation au milieu et l'exploitation raisonnée des ressources naturelles avaient atteint une quasi perfection.

Il est frappant de voir avec quelle rapidité l'adoption des techniques occidentales fait mépriser puis oublier cet acquis, par exemple :

- dans la construction, où le recours au béton et aux agglomérés produit des bâtiments inconfortables, bancals et mal isolés (et inesthétiques), alors que la construction traditionnelle était un modèle d'harmonie et de solidité,

- dans l'agriculture, où les rares centres d'expérimentation et de vulgarisation travaillent uniquement sur des espèces et variétés importées, au lieu de valoriser l'extraordinaire capital génétique de variétés locales lentement sélectionnées et adaptées à chaque étage climatique par les agriculteurs yéménites.

Cependant, quel que soit le type de développement choisi, il n'est pas douteux qu'un effort de scolarisation et de formation est indispensable. Il faut rappeler ici que l'enseignement public ne connut un début de mise en place qu'en 1969, à la fin de la guerre civile. En 1975-76, il y avait 250 000 élèves dans les écoles primaires, 16 000 dans les écoles préparatoires, 6 000 dans les écoles secondaires, 1 000 dans les écoles normales et environ 2 000 à l'université. De plus, environ 2 000 jeunes yéménites se trouvaient à la même époque dans des universités étrangères. Quant à la formation proprement technique, elle n'intéresse que des effectifs dérisoires : 500 à 600 élèves tout au plus.

** CPO – An analysis of manpower situation in YAR, Sana'a, December 1979.

4.2. *Les moyens de production*

4.2.1 *Les infrastructures*

Nous avons dit quelle était la pauvreté présente des infrastructures routières : 1 050 km macadamisés et 675 km de routes non revêtues en 1977 ; environ 1 500 km macadamisés en 1979. Cependant, d'importants travaux sont en cours, en particulier Sanaa – Marib, Hodeidah – Jizan (en Arabie Saoudite), Taëz – Al Rahida (frontière du Sud Yémen), plus un grand nombre d'ouvertures de pistes pour désenclaver les villages, celles-ci étant le plus souvent à l'initiative de *ta'âwun*.

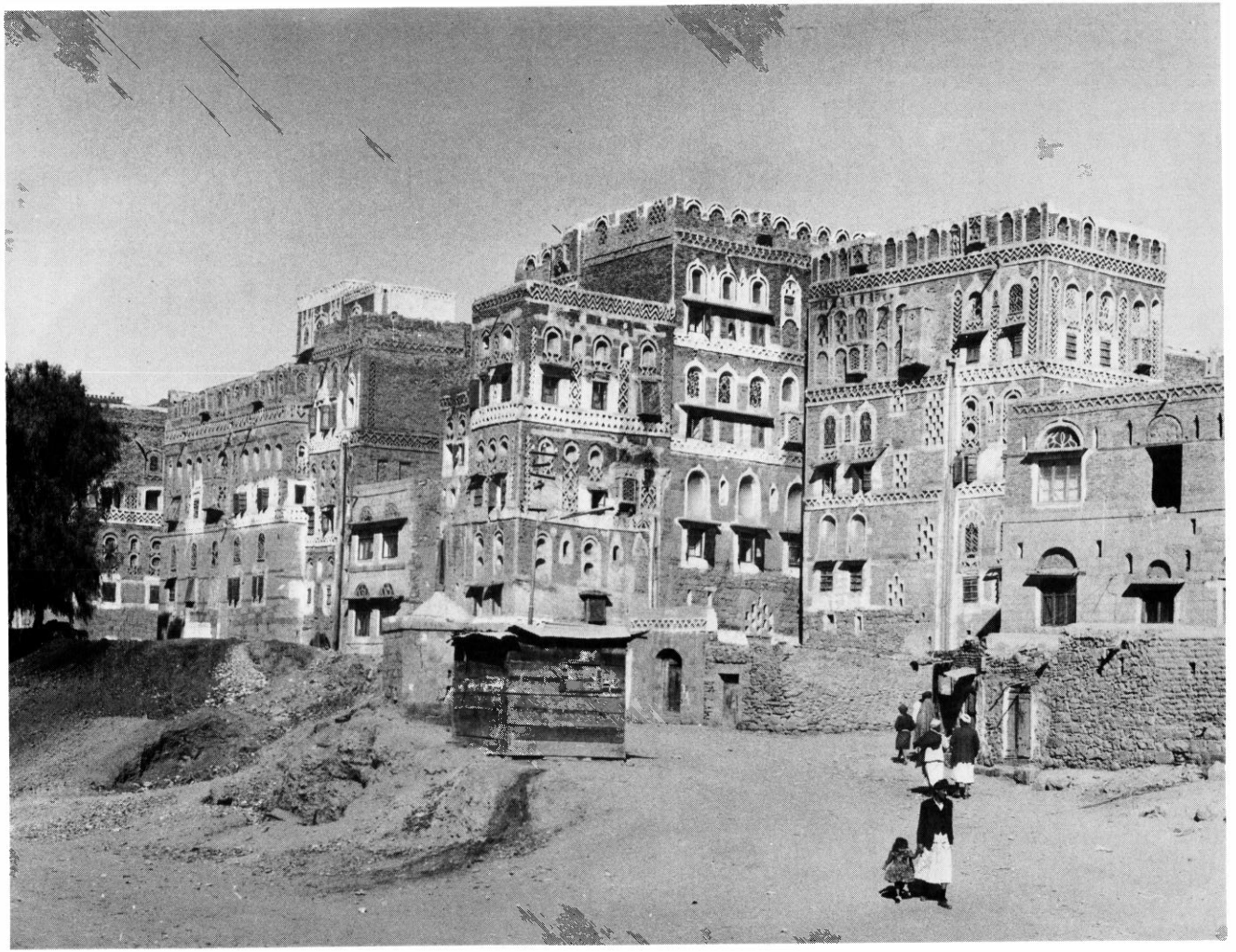
Les infrastructures portuaires ne sont pas non plus à la hauteur des besoins, compte tenu de l'intensité des mouvements commerciaux. Le port de Hodeidah, aménagé par les Soviétiques et doublé depuis par une zone de débarquement par barges à Salif (60 km au Nord), connaît un engorgement chronique. Son trafic total est passé de 300 000 t en 1970 à 910 000 t en 1976. Une extension du port, une amélioration des conditions d'accostage à Salif et la réhabilitation du port de Mokha sont à l'étude.

Les aéroports connaissent, de leur côté, une fréquentation rapidement croissante : 48 700 passagers étaient transportés par la Yemen Airways en 1972, 139 000 en 1976. La grosse majorité du trafic se fait par l'Aéroport de Sanaa ; celui de Taëz, centre d'une région de forte émigration, connaît cependant une activité notable : 31 000 passagers en 1976.

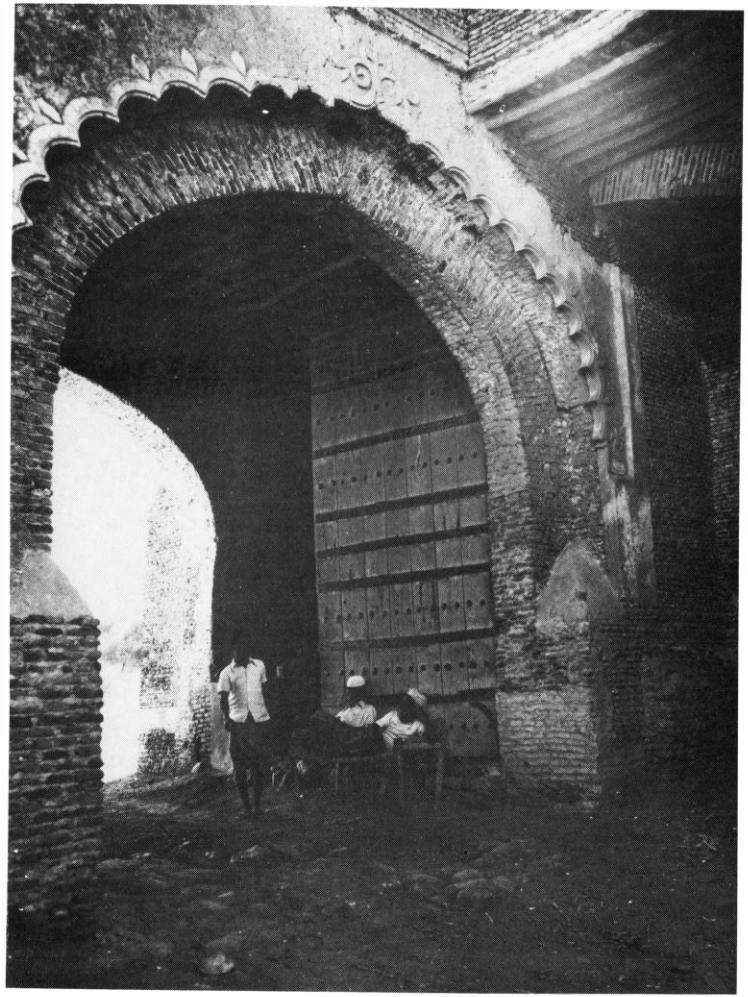
Le réseau de télécommunications est, quant à lui, notoirement insuffisant : 15 000 lignes environ dans l'ensemble du pays dont 7 000 à Sanaa. Les liaisons interurbaines sont particulièrement difficiles.

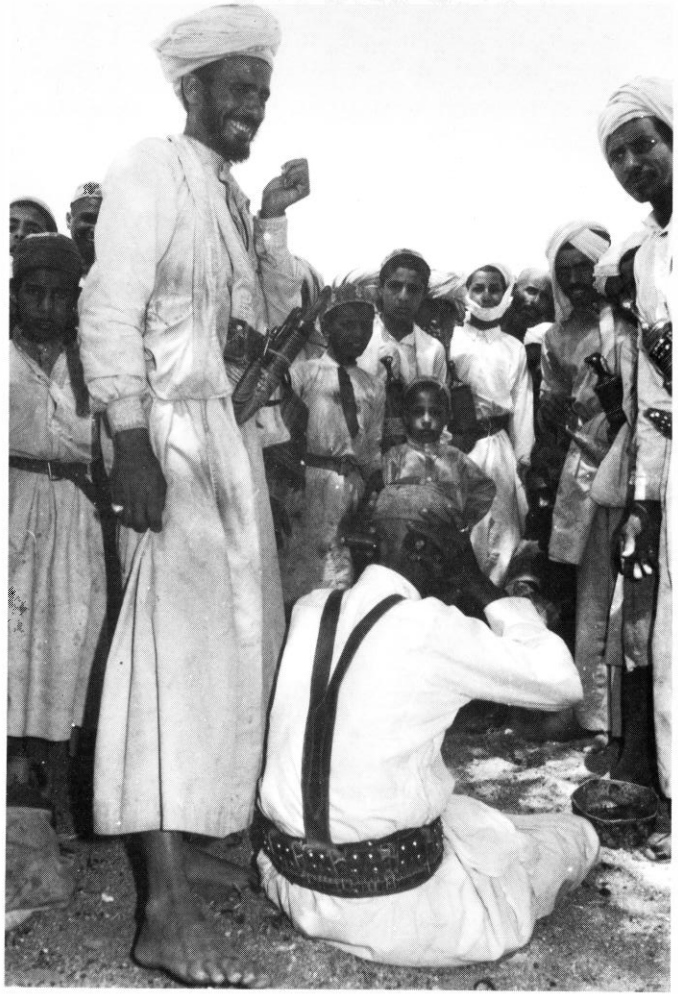
Un important contrat a été signé en 1978 entre le gouvernement yéménite et une société française qui devrait permettre un progrès considérable dans ce domaine en multipliant le nombre de centraux téléphoniques.

Pour ce qui concerne les réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, il y a fort à craindre que la réalisation des programmes ait du mal à suivre l'accroissement des besoins, tant le rythme d'urbanisation est rapide. A Sanaa, comme à Hodeidah, de nombreux quartiers ne bénéficient pas encore d'une adduction ou d'un assainissement, même élémentaires. Il en est de même dans la totalité des autres villes petites et moyennes. La collecte des ordures ménagères ne connaît qu'un début d'organisation dans les villes principales et les conditions de salubrité et de propreté urbaine sont catastrophiques dans un pays qui est passé sans transition de la production de déchets exclusivement bio-dégradables au règne du plastique et du fer blanc.



Cl. 15 — Sanaa : un bloc de maisons bourgeoises dans le style traditionnel du pays.

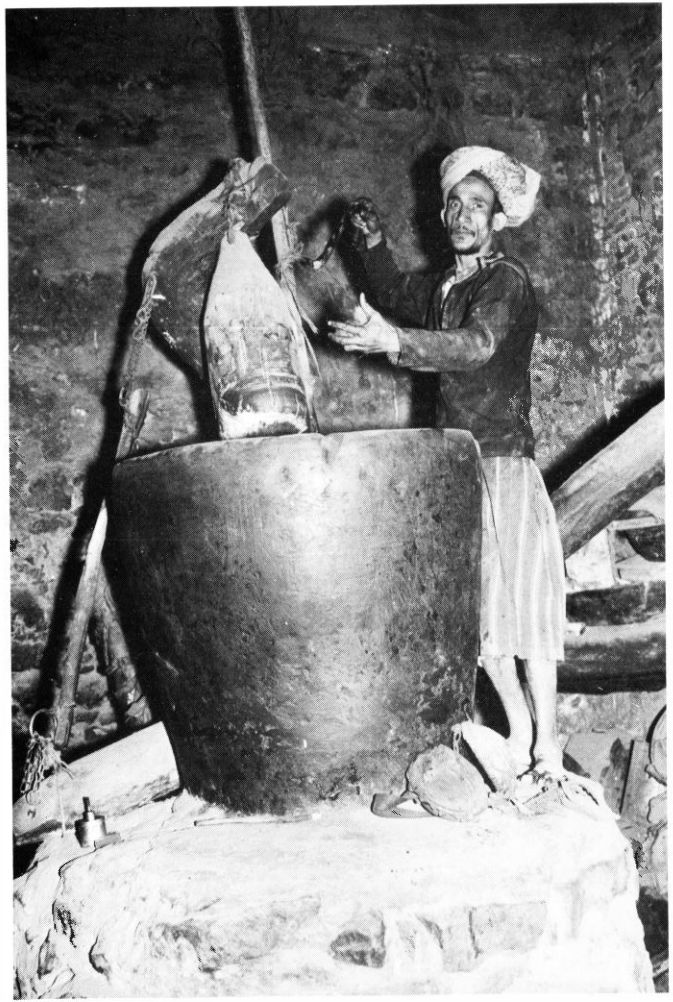




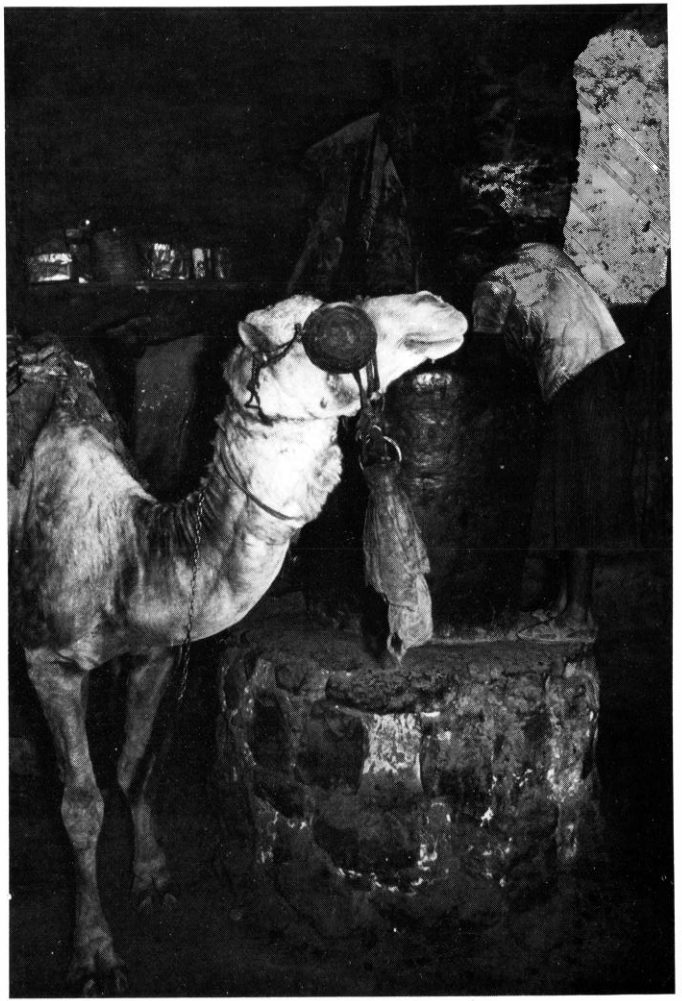
Cl. 16 — Zabîd : Bâb Sahâm, la porte principale de la ville, vue de l'intérieur.

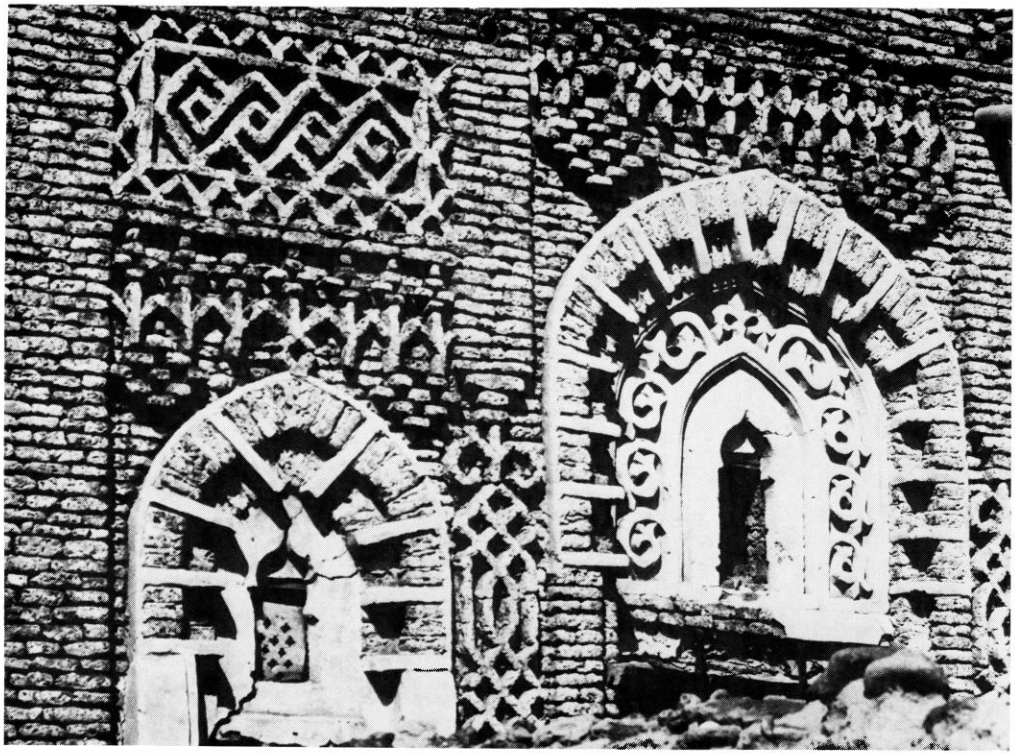
Cl. 17 — Les poseurs de ventouses opèrent aujourd'hui comme du temps de Niebuhr : ils « font des incisions dans la peau avec un couteau ordinaire et appliquent ensuite sur la cicatrice des cornes de bœuf coiffées à la reine. » Le patient tient les ventouses avec la [illegible]

Cl. 18 – Un pressoir à huile de moutarde photographié à Sanaa en 1969. Le corps, d'une taille imposante, est entièrement en pierre.



Cl. 19 – Le pressoir est actionné par un chameau, aveuglé par des œillères.





Cl. 20 – Zabîd : décoration traditionnelle d'une maison bourgeoise. A noter que le matériau employé est la brique, sauf pour les parties restaurées des fenêtres où le plâtre fait son apparition.

Cl. 21 — Comme du temps de Niebuhr (1762) le tronc d'arbre est débité en planches à l'aide d'une scie à lame centrale (photographie prise en 1969).

4.2.2. *L'industrie*

L'industrie nord-yéménite n'a atteint pour le moment qu'un niveau de développement embryonnaire et ne contribue que pour 10 % environ au Produit Intérieur Brut. D'après une étude de 1975, patronnée par la Ligue Arabe et débordant d'ailleurs le secteur industriel proprement dit, la structure de l'industrie nord-yéménite était à cette date, la suivante :

Secteur d'activité	Nombre d'« établissements » employant			
	Total	10 personnes et plus	5 à 9 personnes	1 à 4 personnes
Alimentaire	6 884	22	77	6 785
Matériaux de construction	527	8	13	506
Textile	2 601	7	33	2 561
Transformation des métaux	1 158	9	29	1 120
Chimie-bois imprimerie	167	13	59	95
total	11 337	59	211	11 067

Ce secteur qui apparaît donc comme très dispersé, n'a pas encore connu de concentration dans les domaines les plus stratégiques du développement. Il est vrai que cette industrie ne s'appuie ni sur l'exploitation de ressources naturelles dont on a vu que l'inventaire n'est pas encore fait, ni sur un artisanat qui aurait dépassé le niveau de la première transformation des produits agricoles. Aussi, à la fin du Programme de Trois Ans, la liste des véritables unités industrielles était-elle très réduite :

Principales unités industrielles

Nom/type de production	Propriété	Année de fondation	localisation	Chiffre d'affaires (Mn YR)	Effectifs (unités)
Filage et tissage coton	publique	1968	Sanaa	17,0*	1 500**
		1973	Bajil	1,4	135
Yemen Corp. for Ind. and Trade	privée	1971	Taëz		
– biscuits				...	100
– plastiques et mousse				...	350
– mat. grasses alimentaires				...	180
– Arwa mineral water		1979			
Cimenterie	publique	1973	Bajil	21,7	308
Manuf. cigarettes	publique	1971	Hodeidah	11,7	214
Egrenage de coton	publique	1967	Hodeidah	34,6	138
Imprimerie	publique	1963	Sanaa	1,0	132
		1963	Taëz	0,1	32
Produits en aluminium	privée	1971	Taëz	2,1	119
Usine Pepsi Cola	privée	1970	Hodeidah	3,2	100**
Confiseries Bilqis	privée	1972	Taëz	1,4	94
Usine Canada Dry	privée	1970	Hodeidah	1,6	94
Chaussures plastique	privée	1969	Sanaa	0,9	42
Alu et plastique	privée	...	Hodeidah	...	30**
Boissons gazeuses	privée	1968	Taëz	0,3	35
Produits en plastique	privée	1974	Taëz	0,8	34
Peintures	privée	1971	Taëz	7,0	25

N.B. Sauf mention différente, la situation est donnée pour fin 1975 par le Ministère de l'Economie.

* 1976
** 1978

Cette liste montre bien que les unités mises en place produisent, dans l'ensemble, pour la consommation finale et que peu d'efforts ont été faits soit pour transformer les matières premières locales, soit pour approvisionner en produits intermédiaires les secteurs d'activités importants que sont l'agriculture et la construction.

Il faut cependant citer comme exceptions à cette remarque générale :

- la transformation du coton par l'usine d'égrenage de Hodeidah et l'unité de filage-tissage de Sanaa, encadrée par l'assistance technique chinoise ; encore que, faute d'un minimum de cohérence dans la politique des prix du coton à la production, les surfaces cultivées au Yémen décroissent régulièrement et qu'il faille importer de plus en plus de coton étranger (imports fibres textiles en 1 000 YR : 13 en 1975-76 ; 95 en 1976-77 ; 277 en 1977-78.

Quant à l'unité de Bajil, créée avant la Révolution avec l'aide technique française et qui a connu, depuis, quelques essais de remise en service, nous avons de bonnes raisons de penser que, jusqu'à ce jour, elle n'a pas produit un mètre de tissu ;

- la cimenterie de Bajil, à encadrement soviétique, d'une capacité de 100 000 tonnes/an (mais qui n'a produit en fait que 66 000 t en 1975, sa meilleure année), qui est très loin de suffire aux besoins du pays, dont l'extension est prévue et qui doit être renforcée d'une unité située à Amran, sur les hauts plateaux et d'une autre à proximité de Mokha : les problèmes d'alimentation en énergie doivent cependant être résolus en priorité.

D'autres unités industrielles ont été mises en place depuis 1975 à l'initiative, pour l'essentiel, du secteur privé : elles n'échappent pas au caractèristiques que nous avons définies plus haut. L'exemple le plus frappant en est l'unité de produits laitiers qui vient d'être construite près de Hodeidah et qui fonctionnera exclusivement par reconstitution de lait en poudre importé : nous montrerons plus loin quel danger fait courir ce genre d'initiative incontrôlée à l'agriculture locale.

D'une manière générale d'ailleurs, l'incertitude de l'avenir politique du pays incite les investisseurs potentiels à la prudence dans le placement de leurs capitaux, ce qui explique aussi le choix des unités industrielles mises en place. De plus, d'importants capitaux favorisés par un contrôle des changes plutôt laxiste sont tout simplement mis à l'abri en Occident.

4.2.3. *La production d'énergie*

La demande en énergie croît rapidement au Yémen, que ce soit pour l'usage domestique, automobile ou industriel. Cette demande est satisfaite exclusivement par l'importation de produits pétroliers qui ont représenté respectivement 81, 59 et 170 millions de Rials pour les années 1975-76, 1976-77 et 1977-78, importations venant pour moitié d'Arabie Saoudite. Ces produits pétroliers sont, pour une part, transformés en énergie électrique, soit par des centrales diesel urbaines, soit par une multitude de groupes électrogènes dispersés dans les villages.

L'énergie électrique totale produite en 1976 aurait été de 462 millions de kWh.

L'approvisionnement en fuel des centrales nécessite des convois de camions-citernes qui, partis de Hodeidah, gravissent les routes de montagne, vers Sanaa, Ibb ou Taëz : cette situation ne peut évidemment pas durer et il est prévu d'y remédier par l'installation d'une centrale de 120 megawatts à Hodeidah, au bord de la mer, d'où partirait une ligne

à haute tension qui remonterait la vallée du Wadi Sihâm jusqu'à Ma'bar d'où elle se diviserait en deux branches : l'une vers Sanaa et Amran, l'autre vers Dhamar, Ibb et Taëz.

Il est bien évident que l'alimentation électrique des villages, dont la localisation est extrêmement atomisée, se fera encore de nombreuses années au moyen de petits groupes électrogènes : il nous semble que d'autres techniques répondraient mieux , et de manière plus économique, à des besoins aussi dispersés. Le gaspillage des produits pétroliers (favorisé par leur coût relativement bas) paraît en effet plus ahurissant au Yémen qu'ailleurs : que penser du bilan énergétique de l'opération (très fréquente) qui consiste à descendre de la montagne, par deux ou trois heures de pistes invraisemblables, une camionnette chargée de fagots de bois de feu ?

La dépendance énergétique absolument totale vis-à-vis de l'étranger (c'est-à-dire en l'occurrence de l'Arabie Saoudite) impose au pays une diversification de ses sources d'énergie : il est de multiples usages où des techniques décentralisées aurait leur intérêt, telles que pompes solaires ou éoliennes, batteries solaires pour la télévision, production de biométhane associée à l'élimination des déchets urbains pour la petite industrie, etc.

4.2.4. *L'Agriculture*

Le secteur agricole reste, nous l'avons dit, le secteur d'activité le plus important de l'économie nord-yéménite, au moins quant à la main-d'œuvre employée et quant à la population qui en vit : nous avons vu en effet qu'en 1975, 72 % de la population active résidente travaillait dans ce secteur qui représentait la même année 44 % du PNB. Cette dernière proportion s'élevait à 53 % en 1969/70, ce qui indiquerait un déclin de la part relative de l'agriculture dans la production nationale.

Cependant, sans préjudice des réserves à formuler sur des comptes nationaux parfois fort contestables, il y a tout lieu de penser que ce déclin en pourcentage masque en réalité un regain de dynamisme du secteur agricole. En effet, succédant à la guerre civile et à une sècheresse prolongée (1967-1973), une période climatique plus favorable a permis un sensible accroissement des rendements surtout en cultures pluviales, cependant que la croissance des ressources monétaires venant de l'émigration ou de la promotion rapide d'autres secteurs économiques apportait aux paysans de nouvelles opportunités de commercialisation de légumes, de fruits, de volailles et surtout de *qât*. De plus, l'introduction de semences sélectionnées, d'engrais ou de pesticides commence à faire sentir ses effets sur les rendements de certaines cultures, de même que l'usage croissant des motopompes et quelques investissements dans les travaux d'irrigation ont facilité en maints endroits la mobilisation des ressources en eau.

Nous avons montré plus haut à quel point le paysan yéménite avait pu tirer remarquablement parti des ressources naturelles, pourtant limitées, dont il disposait. L'aménagement des versants en terrasses, les techniques d'irrigation et particulièrement d'épandage des crues, le

stockage des grains sur les hauts plateaux sont autant de témoignages d'une technologie parfaitement adaptée au milieu naturel ambiant.

Dans la situation d'équilibre qui correspondait à l'emploi de cette technologie, le niveau d'utilisation des ressources naturelles pouvait être caractérisé comme suit :

. environ 85 % des terres cultivées (1,3 million d'ha) ne sont arrosées que par les pluies,
. 8 % (soit 120 000 ha) reçoivent une seule irrigation par épandage de crue,
. et 7 % (110 000 ha) reçoivent une irrigation plus régulière, soit par épandages de crue successifs, soit par puits.

Les obstacles à l'extension de ces surfaces ne viennent pas tant des ressources en sols car il existe par exemple dans la Tihama, de grandes étendues de sols limoneux profonds qui sont actuellement sous-utilisées, mais bien plutôt des possibilités d'irrigation qui semblent proches de leurs limites. Les techniques traditionnelles d'épandage peuvent être sans doute quelque peu améliorées par l'utilisation de moyens modernes assurant plus de régularité dans la mobilisation des crues, plus d'équitabilité dans leur distribution, et nécessitant également un plus faible recours au travail humain dont la disponibilité décroît rapidement.

Des progrès sont également à rechercher dans la recharge des nappes souterraines par les surplus de crues : cette forme de stockage des eaux est en effet plus efficace que le stockage en surface défavorisé par l'importance des transports solides et l'intensité de l'évaporation.

Déjà des études (Wadis Mawr, Surdud, Sihâm, Rima') et quelques travaux (Wadi Zabid) ont été entrepris dans ce sens : ils révèlent à quel point peut être délicat le passage d'une technologie à une autre dans un pays où les équilibres naturels sont aussi fragiles.

Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de la mécanisation agricole qui, encore limitée (il y a environ 5 000 tracteurs au Yémen) risque de se développer très rapidement dans les années à venir.

Cependant le principal obstacle au développement de l'agriculture réside dans des structures foncières caractérisées notamment par le métayage, forme d'exploitation peu favorable à la modernisation des techniques. En effet, outre l'inconvénient d'un statut qui ne lui assure aucune stabilité sur la terre qu'il exploite le métayer verrait tous les progrès de production qu'il pourrait accomplir profiter au seul propriétaire absentéiste. Celui-ci de son côté préfère généralement investir ses capitaux dans des secteurs plus rentables que l'agriculture. Ces problèmes auraient leur place dans une étude sur l'agriculture traditionnelle.

4.3. Les résultats de l'économie nord-yéménite.

Nous avons déjà formulé un certain nombre de réserves quant à la validité des chiffres avancés pour décrire l'état actuel de l'économie nord-yéménite. Nous ne pouvons que renouveler cette mise en garde, avant de présenter les éléments d'une compatibilité économique encore

dans l'enfance et qui s'appuie sur un ensemble statistique des plus sommaires.

D'autre part, l'importance de l'inflation qui affecte le prix des denrées importées et des services, le caractère hasardeux de l'évaluation monétaire des produits destinés majoritairement à l'autoconsommation, ne font que renforcer nos doutes sur des comptes destinés d'ailleurs souvent à justifier l'appel à l'assistance extérieure.

4.3.1 *Principales productions*

a. agriculture

Valeur de la production agricole (en millions de rials aux prix constants de 1971/72).

	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76
Cultures	676.6	871.1	821.1	1 024.9	920.8	1 186.2	1 090.5
Bétail	193.9	264.4	333.5	239.7	220.8	275.6	270.3
Pêche	20.8	21.0	21.3	16.3	12.7	12.0	12.3
Forêts	45.9	44.6	43.3	42.0	40.7	39.5	38.3
Total	937.2	1 201.2	1 219.2	1 322.9	1 195.0	1 513.3	1 411.4

Source : CPO and ECWA, National Accounts of YAR, 1969/70-1975/76.

Evolution des surfaces et productions (surfaces en 1 000 ha, productions en 1 000 t.).

	1973/74		1974/75		1975/76		1977/78		
	Surface	Product.	Surface	Product.	Surface	Product.	Surface	Product.	Edt t/ha
Céréales									
Sorgho, millet	952	639	1 215	1 008	1 145	859	922	564	0.6
Maïs	52	80	50	79	50	72	64	54	0.8
Blé	70	71	50	56	50	52	56	38	0.7
Orge	77	85	73	80	68	75	60	46	0.8
Légumes									
L. secs	65	64	71	71	76	76	83	73	0.9
L. verts	16	150	18	168	20	183	23	170	7.4
Pom. T.	6	64	7	71	7	76	9	106	11.8
Arboricul.									
Fruits	10	60	12	60	12	65	–	–	–
Raisins	8	31	9	40	9	42	10	45	4.5
Dattes	–	5	–	5	–	5	–	–	–
Café	5	4	4	3	4	3	8	3	0.4
Cult. Ind									
Coton	20	20	28	27	14	13	5	4	0.8
Tabac	4	5	4	5	5	6	6	4	0.7
Sésame	8	4	9	5	10	6	–	–	–

Source : CPO séries corrigées 1977 — Central Bank 7 th Annual Report

b. Cheptel (1975/76)

	Effectifs	Production
Ovins	11 000 000	25 500 t viande, 4 870 t laine
Bovins	800 000	12 400 t viande, 332 t lait
Chameaux	110 000	490 t viande,
Chevaux	3 000	–
Anes	700 000	–
Volailles	3 000 000	1 400 t viande, 210 millions œufs

Source : CPO Statistical Year Book, 1976/77.

c. Pêche

La production de ce secteur en pleine régression et qui n'est pratiquée que de manière artisanale était estimée à 6 320 t en 1975/76, dont 320 t exportées.

d. Industrie

Nous avons vu précédemment ce que représentait le secteur industriel encore embryonnaire du Nord-Yémen du point de vue du nombre d'entreprises et du point de vue des effectifs employés. Nous donnons ci-après les principales productions de ce secteur pour les années 1975 et 1976.

	Unités	1975	1976
Industrie agro-alimentaires			
Soft drinks	million de bouteilles	24	49
Glace	tonne	11 295	4 500
Confiseries	tonne	691	5 049
Biscuits	tonne	2 771	5 338
Cigarettes	million	371	430
Huile de coton	tonne	541	282
Huile de sésame	tonne	1 230	?
Industrie de construction			
Carreaux	1 000 m^2	196	234
Moellons	millier	5 000	72
Ciment	tonne	66	61
Industries textiles			
Coton égrené	tonne	5 123	6 383
Filés de coton	tonne	161	801
Tissages	mille yards	9	5 956
Transformation des métaux			
Barils	unité	–	3 200
Boites de conserve	millier	452	551
Produits en aluminium	tonne	200	192
Clous	tonne	160	120
Produits chimiques			
Peinture	1 000 gallons	60	76
Peaux tannées	millier	68	500
Mousse plastique	tonne	281	524
Chaussures plastique	millier	1 032	1 260
Ustensiles domestique en plastique	millier	–	420
Sacs en plastique	tonne	–	150

Source : CPO Statistical Year Book, 1976/77.

e. Energie et ressources minérales

. La production électrique dans les principales villes et sa distribution est le fait d'une société d'Etat, la Yemen General Electricity Corporation qui emploie un millier de personnes. Cette production s'élève à près de 40 millions de kWh en 1967/77, auxquels il faut ajouter une production privée très dispersée estimée à 22 millions de kWh.

. La Yemen Oil and Mineral Resources Corporation, qui est également une société d'Etat, regroupe les quatre entités suivantes :

- la Yemen Petroleum Company, qui assure le stockage et la distribution des produits pétroliers. Le Yémen n'étant pas un pays producteur, ceux-ci sont intégralement importés, pour l'essentiel d'Arabie Saoudite. Les importations, tous produits confondus, représentaient 704 000 tonnes.
- La Salif Salt and Mining Company, qui exploite un gisement de sel gemme à Salif, au Nord de Hodeidah.
- La Geological and Survey Authority, qui est chargée d'inventorier les ressources minérales du pays
- La National Company of Industrial and Construction Materials.

f. Construction

L'urbanisation en cours au Yémen du Nord a entraîné une véritable explosion de la demande à laquelle les entreprises de construction (toutes privées) ont du mal à répondre. Le tableau suivant présente l'évolution du secteur immobilier au cours de ces dernières années :

Années	Nombre de permis de construire	Surface (1 000 m^2)
1974	1 653	475
1975	1 963	537
1976	3 744	1 170
1977	4 147	1 247

Source : Central Bank 7 th annual report

4.3.2 *Situation économique et financière*

Produit Intérieur Brut

	73/74		74/75		75/76	
	Millions YR	%	Millions YR	%	Millions YR	%
Agriculture	1 582		2 335		2 305	
Industrie	213		249		302	
Construction	182		176		227	
Sous total	1 977	61	2 760	62	2 834	55
Commerce	629		826		1 220	
Finance	57		96		141	
Communications	109		138		151	
Sous total	795	24	1 060	24	1 512	29
Gouvernement	291		401		509	
Logement	118		151		199	
Autres services	79		103		127	
Sous total	488	15	654	14	835	16
Total général	3 260	100	4 474	100	5 181	100

Source : CPO National Accounts of YAR 1969/70 – 1975/76.

Budget de l'Etat

Budget courant

Millions de YR	Réel 76/77	Réel 77/78	Réel 78/79
Zakat (impôt religieux)	33	32	54
Revenus et bénéfices	40	101	96
Total impôts directs	73	133	150
Douanes	929	1 304	1 395
Autres (Marchandises et services)	72	138	198
Total impôts indirects	1 001	1 442	1 593
Autres revenus	219	350	379
Total recettes	1 293	1 925	2 122
Services publics	(235)	(350)	(509)
Défense	(431)	(544)	(613)
Education	(63)	(142)	(265)
Santé	(30)	(60)	(83)
Services sociaux	(17)	(23)	(52)
Services économiques	(55)	(107)	(138)
Divers	(10)	(9)	(16)
Total dépenses	(841)	(1 235)	(1 676)
Excédent	452	690	446

. *Position consolidée des comptes de l'Etat*

Millions de YR	75/76	76/77	77/78
Recettes courantes	605	1 293	1 925
Dépenses courantes	(617)	(841)	(1 235)
Excédent (déficit) courant	(12)	452	690
Dépenses de développement	(276)	(604)	(1 138)
Déficit global	(288)	(152)	(448)
Financement extérieur	578	606	691
Financement intérieur	(203)	(532)	(51)
« Ajustement statistique »	(87)	(78)	(192)
Total net	288	152	448

. Analyse des dépenses de développement

Millions de YR	Réel 75/76	Réel 76/77	Réel 77/78	Estimations 78/79
Services publics	55	94	149	280
Défense	29	58	96	100
Education	9	33	69	124
Santé	3	8	26	56
Services sociaux	5	12	24	79
Services économiques	30	70	235	368
Sous total	131	275	599	1 007
Dépenses financées par des prêts étrangers	145	329	539	inconnu
Total	276	604	1 138	inconnu

Source : Central Bank 6 th and 7th annual reports.

. *Situation monétaire*

Les réserves de change au 30.6.78 s'élevaient à 4.5 milliards de YR (3.0 milliards de YR au 30.6.77). Cette situation confortable malgré une balance commerciale presque totalement déficitaire s'explique principalement par les transferts massifs effectués par les émigrés comme le montre le bilan résume au 30.6.78 de la Banque Centrale ci-dessous :

Millions de YR

Actif			*Passif*
Avoirs étrangers	6 034	Monnaie en circulation	4 550
Prêts et avances	268	Passif à court terme	1 104
Autres actifs	387	Autres passifs	844
Immobilisations nettes	12	Capital et réserves	203
Total	6 701	Total	6 701

Source : Central Bank 7 th Annual Report.

Ces réserves représentent la contre valeur réelle de la circulation monétaire en rials yéménites.

. *Balance des paiements*

Millions de YR	76/77	77/78
Exportations	84	32
Importations	(3 204)	(4 076)
Balance commerciale	(3 200)	(4 044)
Recettes	5 453	7 401
Dépenses	(966)	(1 826)
Balance des invisibles	4 457	5 575
Prêts tirés	207	314
Prêts remboursés	(19)	(26)
Balance des prêts	188	288
Erreurs et omissions	54	210
Balance des paiements	1 499	2 029

Source : Central Bank 7 th Annual Report

. *Assistance financière étrangère*

L'assistance financière étrangère a une importance considérable, en particulier pour ce qui est du financement des projets de développement.

. Au cours du 1 er Plan triennal (1973 à 76) les investissements totaux se sont élevés à 206 millions de US$, couverts aux 3/4 par le financement étranger. Les chiffres ci-dessous rendent compte des sommes reçues par le RAY en trois ans, tant pour le financement des dépenses de développement que pour celui des dépenses de fonctionnement gouvernementales :

Les dons ont atteint 395 millions de YR (environ 88 millions de US$) ; les principaux donneurs étant :

Les Nations Unies	70 millions de YR
Le Koweit	37 millions de YR
La Chine Populaire	23,5 millions de YR
Les EAU	21 millions de YR
L'Arabie Saoudite	19 millions de YR
L'URSS	14.6 millions de YR
Les USA	12.6 millions de YR
L'Iraq	11 millions de YR
La Grande Bretagne	11 millions de YR

Pour cette même période, les tirages sur les prêts ont atteint 522 millions de YR (environ 123 millions de US$) ; les principaux prêteurs étant :

Le FADES	134 millions de YR
La RFA	126 millions de YR
La Banque Mondiale	84 millions de YR
La Chine Populaire	59 millions de YR
L'URSS	55 millions de YR

. En ce qui concerne le 2e Plan de Développement, qui couvre le quinquennat 1976/77 à 1980/81, pendant lequel 16.6 milliards de YR (environ 3.6 milliards de US$) seront investis, le gouvernement espère recevoir des participations étrangères s'élevant à 6.8 milliards de YR (environ 1.45 milliard de US$).

4.3.3. *Commerce extérieur*

A. *Balance commerciale*

L'évolution de la balance commerciale yéménite depuis 1972/73 se présente comme suit :

(millions de YR)

Année	Exportations	Importations	Balance
1972/73	25.3	410.7	- 385.4
1973/74	55.4	744.9	- 689.5
1974/75	53.0	981.0	- 928.0
1975/76	50.1	1 706.9	- 1 656.8
1976/77	50.5	3 035.3	- 2 984.8
1977/78	33.4	3 938.7	- 3 905.3

NB : L'année financière yéménite couvre la période du 1.7 au 30.6.
Source : Central Bank 7 th annual report 1077/78.

B. *Exportations*

Pour les deux dernières années, les exportations se composent de :

(millions de YR)

Articles	1976/77	1977/78
Confiserie	0.7	11.5
Cuirs et peaux	6.1	5.2
Biscuits	3.2	4.1
Café	10.2	0.9
Coton	24.9	–
Autres	5.4	11.7
Total	50.5	33.4

Il faudrait ajouter à cette liste officielle, des exportations de qât surtout vers le Sud Yemen, qui pour être occultes, ne sont certainement pas négligeables en valeur.

La diminution des exportations constatée en 1977/78 est due essentiellement à la mauvaise récolte de coton dont les rendements ont été inférieurs de 20 % à ceux de l'année précédente.

Les principaux clients pour 1977/78 sont :

. Le Sud Yémen (RDPY) 60 %
. L'Arabie Saoudite 15 %
. Djibouti 9 %
. Italie 9 %

C. *Importations*

Pour les deux dernières années, les importations se répartissent de la manière suivante :

(millions de YR)

	1977/78		1976/77		
Groupe (SITC)	Montant	%	Montant	%	Variation
Produits alimentaires	981.6	24.9	868.4	28.6	13.0
Boissons et tabacs	85.6	2.2	49.0	1.6	74.7
Matières brutes	19.8	0.5	12.6	0.6	57.1
Combustibles minéraux	108.0	2.7	58.9	1.9	83.4
Huiles végétales	28.5	0.7	11.2	0.4	154.5
Produits chimiques	223.0	5.7	155.3	5.1	43.6
Articles manufacturés	975.2	24.8	668.2	22.0	45.9
Machines et matériels de transports	1 155.4	29.3	965.7	31.8	19.6
Divers (vêtements, chaussures, appareils sanitaires)	361.6	9.2	246.0	8.2	
Total général	3 938,7	100	3 035.3	100	29.8

Le Taux élevé de progression des importations, proche de 30 % en 1977/78 est cependant inférieur à ce qu'il était les deux années précédentes où il avait avoisiné 75 %.

Les dix principaux fournisseurs pour 1976/77 et 1977/78 ont été les suivants :

(millions de YR)

	1977/78			1976/77			Variation % 1977/78
Pays	Rang	Montant	%	Rang	Montant	%	1976/77
Arabie Saoudite	1	628.0	15.9	2	374.3	12.4	67.8
Japon	2	499.2	12.8	1	410.0	13.5	21.8
France	3	224.5	5.8	12	117.0	3.9	91.9
RFA	4	223.9	5.7	4	177.0	3.9	26.3
Sud-Yémen	5	222.2	5.6	8	138.7	4.6	60.2
Italie	6	205.2	5.2	11	121.9	4.1	68.3
GB	7	194.7	4.9	5	169.6	5.6	14.8
Inde	8	184.5	4.7	3	178.2	5.9	3.5
Singapour	9	168.4	4.3	7	143.6	4.8	17.3
Australie	10	158.6	4.0	6	160.1	5.3	(- 0.9)

Source : Central Bank, 7 th Annual Report 1977/78.

5. Les perspectives : le plan de cinq ans

Après l'achèvement du Programme Triennal de Développement qui couvrait la période 73/74 à 75/76, les perspectives que s'est tracé le pays furent exprimées par la mise en œuvre d'un Plan Quinquennal qui devait s'étendre sur les années 1976/77 à 80/81. Ce Plan, dont les grandes lignes furent définies au cours d'une réunion internationale tenue à Sanaa fin 1977, a été publié avec un retard de près de deux ans. La plupart des projets qui y sont décrits doivent d'ailleurs connaître leur achèvement au cours du quinquennat suivant.

Très influencé dans la formulation de ses objectifs par une équipe d'experts étrangers, ce Plan qui se veut libéral et incitatif semble opposer délibérément des buts et des stratègies parfois contradictoires.

5.1. Les objectifs généraux

1) Vers un développement indépendant

Il s'agit, par l'affirmation de cet objectif, d'atteindre progressivement la maîtrise des capacités matérielles, des ressources humaines, des sources de financement.

2) Mise en place d'une infrastructure de base

Si on parle ici d'améliorer les communications à l'intérieur du pays et de l'ouverture des régions enclavées, il est dit également : « Le développement restera longtemps dépendant de l'importation de machines et équipements ; la capacité des ports doit donc être augmentée de manière à absorber la croissance des importations et des exportations. » Il y a donc déjà là une certaine contradiction entra la porte grande ouverte aux importations et le développement auto-centré.

3) Développement des secteurs de la construction et du recours à l'entreprise

Un des moyens de développer le secteur de la construction serait d'encourager les « firmes arabes et étrangères » à ouvrir des bureaux au Yémen.

4) Etablir un système intégré d'éducation et de formation

5) Mettre en place une intégration agro-industrielle développée

L'accent est mis à juste titre sur les industries transformant des matières premières locales et sur le développement d'une industrie de matériaux de construction.

6) Accroître la participation nationale à la formation de capital fixe, notamment par une politique imaginative et diversifiée de mobilisation de l'épargne.

7) Eliminer le déficit financier et alléger le déficit de la balance commerciale

Le planificateur estime qu'il sera difficile avant longtemps de résorber le déficit de l'Etat par la fiscalité. Il lui semble donc nécessaire que l'Etat prenne des parts dans les projets productifs les plus prometteurs : cela devrait devenir à moyen terme sa principale source de revenu. Quant à la balance commerciale, son déficit ne pourrait que s'accroître avec le rythme des importations.

8) Vers l'auto-insuffisance alimentaire

Cet objectif ne signifie pas qu'on recherche l'auto-suffisance pour chaque produit alimentaire mais que le solde de la Balance commerciale soit globalement positif au terme du Plan pour cette catégorie de biens.

Outre que cet objectif semble quelque peu contradictoire avec le précédent, il supposerait un renversement total de la tendance actuelle de croissance très rapide des importations alimentaires. Nous verrons de plus qu'aucune des stratégies définies dans le Plan ne répond à cet objectif.

9) Rompre l'isolement de certaines régions et unifier le pays

10) Améliorer le statut du citoyen et élever son niveau de vie

11) Mobiliser les ressources humaines

Il s'agit là de viser une politique de plein-emploi en éliminant le chômage déguisé ou le sous-emploi saisonnier et en encourageant particulièrement les femmes à participer à la vie économique du pays. De plus, des avantages spécifiques seront consentis aux cadres nationaux, spécialement dans le domaine du logement, de manière à les retenir au pays.

12) Construire un Etat moderne

C'est-à-dire construire un appareil d'Etat capable de conduire l'économie et la société et d'assurer la sécurité nationale. C'est là en effet un objectif essentiel, compte tenu d'une part des faibles moyens actuels de l'administration centrale, et, d'autre part des tendances centrifuges de certaines régions.

13) Fournir une information précise sur les perspectives de développement

Ce qui suppose d'entreprendre une série d'études techniques et économiques de manière à éclairer les choix à faire dans les étapes ultérieures du développement.

14) Exploiter les conditions climatiques du pays et ses possibilités touristiques

Si le tourisme apparaît comme une possibilité d'augmenter les ressources en devises du pays, il suppose cependant la mise en place d'une infrastructure d'accueil qui n'apparaît pas priortaire au cours de ce Plan.

15) Réaliser l'intégration yéménite et arabe

Réunifier les deux Yémen, participer à l'unité du monde arabe par le biais d'une forte intégration économique sont des vœux assez formels dont la formulation quasi obligatoire n'engage à rien. On voit mal en effet comment pourrait se faire l'unification de deux régimes politiques et économiques aussi différents que ceux des deux Yémen *.

Quant à l'intégration dans le monde arabe, on peut déjà considérer qu'elle existe dans les faits dans la mesure où l'économie du Nord-Yémen est étroitement dépendante de celle de l'Arabie Saoudite, mais cela est certainement aux dépens d'une autonomie d'action politique.

* A moins d'interventions extérieures dont on ne peut totalement exclure l'hypothèse dans cette région du monde.

5.2 La stratégie

Les éléments de la stratégie officiellement exprimée pour atteindre les objectifs de développement peuvent se résumer à quelques thèmes essentiels :

. Accroître les niveaux de productivité,

. Rechercher une meilleure intégration des secteurs de production,

. Mettre en place une politique de redressement de la balance commerciale et de la balance des paiements,

. « Concentrer la production alimentaire »,

. Développer quantitativement et qualitativement la force de travail.

La présentation de ces « idées-forces » (bien faibles en fait, devant la réalité de l'économie yéménite) appelle quelques commentaires. Il faut tout d'abord remarquer que l'accroissement de la productivité ne peut avoir la même signification dans un pays encore très largement rural comme le Yémen et dans un pays doté d'une certaine base industrielle.

Proposer par exemple la mise en place d'une agriculture mécanisée et d'un élevage « industriel », alors que 70 % de la population active vit d'une agriculture structurée en micro-exploitations, revient en fait à préconiser une dualité du secteur agricole : d'une part un secteur à fort coefficient de capital dépendant de l'extérieur pour tous ses approvisionnements, d'autre part un secteur archaïque à base de main-d'œuvre. Le risque est tout d'abord de voir s'accélérer l'exode rural alors que le secteur secondaire est encore loin de fournir une masse suffisante d'emplois. Il est aussi de voir s'établir un écart important des coûts de production pour des produits agricoles identiques : il s'ensuivrait une disparité profonde de la rémunération du travail dans les deux sous-secteurs de l'agriculture, source évidente d'insatisfaction sociale. La stratégie de « concentration de la production alimentaire » jouerait inévitablement dans le même sens.

Concernant l'industrie, le Plan recommande de recourir aux « technologies les plus avancées ». Trop d'exemples montrent dans le Tiers Monde que lorsqu'une telle option a été prise (pour des unités destinées à approvisionner le seul marché national) on voit se créer des usines liées pendant de nombreuses années à une ingiénierie extérieure, ne tournant qu'à un faible pourcentage de leur capacité et n'apportant rien à l'enrichissement technologique de la main-d'œuvre locale. Le problème est évidemment différent lorsqu'il s'agit d'unités produisant pour l'exportation et qui se trouvent confrontées alors à la concurrence internationale. Ce dernier cas de figure ne risque pas de se poser au Yémen avant longtemps.

Au reste, cet effort envisagé pour accroître la productivité dans tous les domaines d'activité ne mise que sur l'introduction et la diffusion d'équipements, de technologie, d'encadrement extérieurs. Qu'est devenu l'objectif d'un développement « indépendant » ?

L'accent est mis ensuite sur la recherche d'une intégration verticale entre la production de matières premières agricoles ou minérales et l'industrie de transformation de même que entre la production indus-

trielle et les besoins de l'agriculture en biens intermédiaires. Un effort a, il est vrai, été tenté en ce sens dans le domaine du textile où des unités de filage et tissage ont été mises en place pour traiter la production locale de coton : production qui est cependant en déclin, en raison d'une politique de prix incohérente. Mais cet exemple reste unique. En effet le « lobby » des importateurs qui – nous en reparlerons – tient les clés de l'économie yéménite, trouve un profit plus rapide et plus facile à installer des unités de poulets transformant du tourteau de soja américain plutôt que des moutures ou tourteaux locaux (on pourrait par exemple produire du tourteau de coton). La nouvelle laiterie construite près de Hodeidah transforme du lait en poudre d'importation : cela est plus simple que de mettre en place un circuit de collecte du lait. Il semble donc bien que le rapport de force joue davantage en faveur du groupe de pression puissant (économiquement et politiquement) des importateurs que des velléités planificatrices de quelques techniciens de l'appareil d'Etat.

« Développer quantitativement et qualitativement la force de travail ». La mobilisation de toutes les ressources humaines est certainement l'un des premiers facteurs de décollage économique d'une nation et le planificateur insiste à juste titre sur la nécessité de faire entrer les femmes sur le marché du travail, d'adapter la formation aux besoins, de sauvegarder et enrichir le patrimoine technique national, de mettre en place une politique cohérente des salaires, de réduire dès la fin de ce Plan l'assistance technique étrangère aux seuls experts de très haut niveau.

D'incontestables efforts ont été faits dans ces différentes directions mais on est loin du compte, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la formation : trop nombreuses sont les écoles sans maîtres ; la scolarisation des filles est encore insignifiante et la formation technique ne touche que des effectifs dérisoires. Quant à la volonté de réduire l'assistance technique étrangère, elle est totalement contredite par la détermination de recourir de manière accrue aux technologies extérieures.

Conclusion

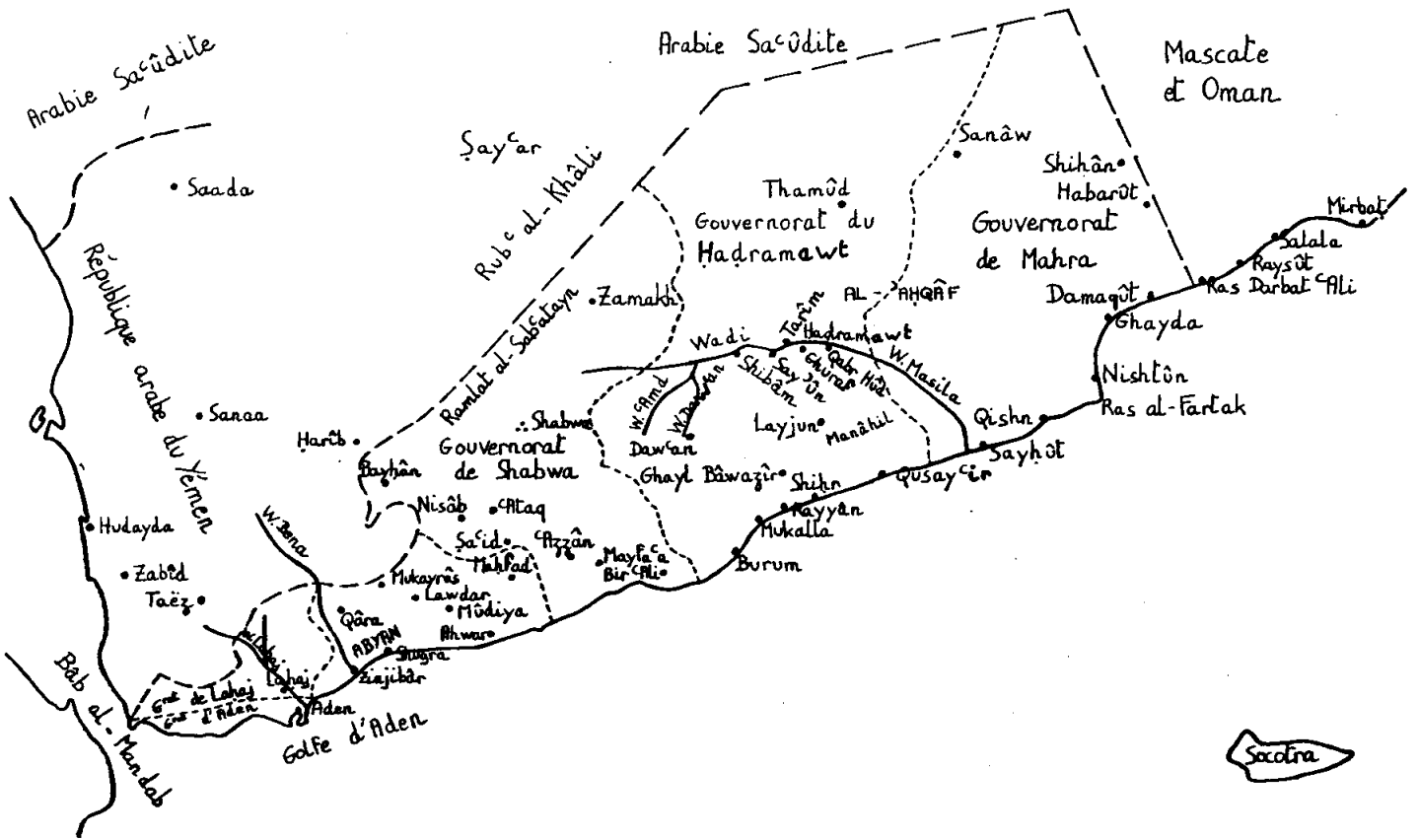
Au total, le Plan de cinq ans représente un effort méritoire de situer le niveau actuel de l'économie yéménite et de chiffrer ses besoins. Mais quant aux stratégies et aux objectifs qu'il fixe au pays, on peut considérer qu'il ne s'agit que d'un catalogue de vœux pieux (et parfois contradictoires) pour un Etat dramatiquement démuni de moyens. Ce pouvoir politique encore adolescent, mais non sans ambitions s'efforce maladroitement de brider le libéralisme « sauvage » auquel se livrent des acteurs économiques et financiers autrement expérimentés.

Ces derniers, cependant, conscients de la fragilité politique du pays (situé lui-même dans un environnement assez instable), ne sont pas

prêts à se lancer dans des investissements à trop long terme. Se limitant à l'industrie légère de transformation source de profits sûrs et rapides, ils laissent à l'Etat les investissements lourds dans les infrastructures, la production énergétique et l'industrie de base. Ces investissements font d'ailleurs largement appel à des financements extérieurs.

Le capitalisme nord-yéménite est donc un capitalisme prudent qui dispose sans doute de solides appuis dans l'appareil d'Etat et qui n'est pas vraiment contrecarré par une expression populaire encore peu organisée et canalisée par les notables. Une poignée de hauts fonctionnaires essaie cependant de donner à l'Etat une réalité : disposant du financement des grands travaux qui peu à peu rompent l'isolement des régions, aidés au niveau local par les *ta'âwun* qui financent et entreprennent les équipements collectifs, ils donnent progressivement à ce pays une structure unitaire.

Celle-ci permettra peut-être aux forces sociales productives jusqu'alors cloisonnées par le système tribal d'exprimer les besoins de changements institutionnels qui sont la condition première du développement. C'est le cas notamment pour toute la classe des petits métayers, qui constitue sans doute la force productive la plus importante au Yémen, et pour qui la garantie d'un « statut du métayage » paraît d'une urgente nécessité.



La République Démocratique et Populaire du Yémen.

VIII

UNE ÉCONOMIE QUI SE CHERCHE : LA VOIE NATIONALE DÉMOCRATIQUE A PERSPECTIVE SOCIALISTE AU SUD

Jacques COULAND

Depuis son indépendance, au demeurant récente, puisqu'elle remonte à novembre 1967, l'expérience du Yémen du Sud n'a cessé d'intéresser, voire d'intriguer. Ses options, très tôt qualifiées par les observateurs de « radicales » ou de « socialistes », tranchent en effet sur celles de la quasi-totalité des pays arabes, et plus particulièrement en péninsule arabique.

La dynamique de l'expérience antérieure l'a conduit depuis peu à accéder à une nouvelle étape. Le II e Plan quinquennal de développement économique et social, lancé début 1979, concerne pour la première fois le pays tout entier. Quelques semaines avant son lancement, s'était constitué, en octobre 1978, le *Parti Socialiste Yéménite* (P.S.Y.), *« avant-garde de la classe ouvrière yéménite, alliée aux paysans et aux autres couches laborieuses du peuple »*, et dont l'objectif est *« de parachever les tâches de la révolution nationale démocratique et de faire mûrir les objectifs futurs, c'est-à-dire de créer les bases matérielles, techniques, économiques, sociales et spirituelles* (Rûḥîyah) *nécessaires au passage à l'étape suivante – l'étape de l'édification du socialisme »* [1]. Le rapport présenté devant le Congrès insiste, par ailleurs, sur le fait que *« la*

(1) *al-Niẓâm al-Dâkhilî li-l-Ḥizb al-Ishtirâkî al-Yamanî* (Statuts du P.S.Y.) 'Adan, Mu'assasat 14 Uktûbar, 1978, p. 1 ; et *Barnâmaj al-Ḥizb al-Ishtirâkî al-Yamanî* (Programme du P.S.Y.). Même éd., p. 1 et 91.

question économique a accédé au rang de problème central, maintenant que le problème du pouvoir a été tranché à l'avantage des forces progressistes » [2].

Quoi qu'il en soit, de l'avis de missions récentes de la Banque mondiale (B.M.) et du Fonds monétaire international (F.M.I.) – dont les experts ne sauraient être accusés d'approuver de telles orientations, le Yémen du Sud n'est pas sans bilan économique. Puisque, indépendamment de leurs conseils, ils soulignent que « *la politique du gouvernement a eu pour résultat de substantielles réalisations en matière de développement économique et social* », qu'il fait « *bon usage des rares ressources naturelles* » dont dispose le pays. Un commentateur parle même de « *programme modèle de développement* » [3].

Le bilan cependant – et les problèmes – ne sauraient, ici comme ailleurs, s'apprécier sans tenir compte du point de départ et des conditions dans lesquelles s'est élaborée la politique économique.

I. L'héritage colonial

L'héritage légué au Sud-Yémen par près de 129 ans de colonisation est particulièrement lourd. Une économie centrée sur le pôle exclusif d'Aden et ses fonctions, extraverties par rapport au pays profond, de relais commercial, d'avitaillement des navires et de base militaire. Cette extraversion avait été à peine entamée par le lancement dans les dernières décennies de projets de mise en valeur agricole sur des périmètres limités. C'est l'économie agraire d'autoconsommation qui prédomine encore. Et, de plus, dans un pays pratiquement sans routes, fractionné jusqu'en 1967, malgré l'instauration de la Fédération d'Arabie du Sud à partir de 1959, en une vingtaine d'Etats, sectionnés eux-mêmes en groupements tribaux. Le taux d'analphabétisme est particulièrement élevé, et l'enseignement primaire et secondaire encore sommaire, l'enseignement supérieur inexistant, et les facilités de formation à l'étranger sont octroyées au compte-gouttes. C'est donc un pays qui manque de cadres.

Certes, une bourgeoisie sud-yéménite s'est formée, à Aden d'abord, puis à la faveur des projets de mise en valeur agricole et du mouvement de construction qui a accompagné la mise en place de la Fédération. Elle est renforcée par les retours d'émigrés ḥaḍramîs, après l'indépendance du sous-continent indien et de l'Indonésie. Mais son poids demeure minime, face à l'élément étranger qui prédomine dans le secteur des services, à Aden notamment. Si le salariat s'est développé, les plus forts contingents se trouvent dans la fonction publique (administration et armée) et les services (avec une forte prédominance de domestiques). La classe ouvrière est faible encore, dispersée dans la petite industrie de transformation, vraiment concentrée qu'à la raffinerie de pétrole de la

(2) ISMÂ'ÎL, 'Abd al-Fattâḥ : *Taqrîr al-Lajnah al-Markazîyah Ilâ al-Mu'tamar al-Awwal*... (Rapport du Comité central devant le 1er Congrès du P.S.Y.) Même éd., p. 40.

(3) *MEED*, 28/9/1979 et 21-28/12/1979.

B.P. à Little Aden et, dans des conditions différentes, sur le port d'Aden ou les grands chantiers temporaires de construction.

De plus, l'indépendance est acquise cinq mois après la fermeture du Canal de Suez, consécutive à l'agression israélienne de juin 1967. Compte tenu des choix coloniaux, les répercussions de cette fermeture sont dramatiques pour le nouvel Etat. Les mouvements de la navigation subissent une réduction de 80 %, la vente des combustibles de soute de 90 % [4]. S'y ajoute le rapatriement par les Britanniques de 24 millions de Dinars (DSY) [5]. Le Produit National Brut (P.N.B.) effectue donc une chute spectaculaire, passant de 107,4 millions de DSY en 1966 (300,7 millions de Dollars) à 77,3 millions de DSY en 1968 (185,5 millions de Dollars) [6]. La fermeture des camps de l'armée britannique, le rétrécissement de l'activité économique d'Aden se traduisent par la mise en chômage d'un nombre de salariés estimés à 15 000, compte non-tenu des Yéménites du Nord rentrés au pays, soit de l'ordre du tiers des emplois d'Aden [7].

II. L'élaboration d'une politique économique

« L'Etat sud-yéménite a donc dû réinventer une économie qui ne soit plus celle d'une cellule imbriquée dans un corps hostile, mais doit réanimer un pays déshérité, fort d'un million et demi d'habitants » [8].

Il n'est pas indifférent que ce soit le *F.N.L.* qui accède au pouvoir en 1967, et non le *F.L.O.S.Y.*, avec lequel les Britanniques, jusqu'aux tout derniers mois, avaient pensé pouvoir traiter. Le *F.N.L.* l'a en effet remporté sur son rival en détruisant les structures fédérales fractionnées, par conquête successive, armée ou pacifique, de la mosaïque d'Etats, unifiant ainsi le pays au détriment des hiérarchies sultaniennes et tribales. Ayant opéré, dès sa naissance, sa jonction avec la fraction la plus combative du *« secteur tribal »*, c'est, de plus, l'appui de la majorité des syndicats (les *« Six Syndicats »* – sur les huit syndicats généraux que

---

(4) CNUCED : *Les conséquences économiques de la fermeture du Canal de Suez.* New York, Nations Unies, 1973, p. 21. La perte est estimée à 54 millions de Dollars.

(5) Soit 57,6 millions de Dollars. LEFORT R. : « Révolution au Sud-Yémen », *Le Monde Diplomatique*, février 1971. Les parités du DSY s'établissent ainsi : a) en Dollars : *2,80* jusqu'au 17/11/1967, *2,40* jusqu'en décembre 1971, *2,6057* jusqu'en février 1973, *2,8624* en 1973, *2,8952* jusqu'en septembre 1978, *2,9150* depuis ; b) en D.T.S. (Droits de Tirage Spéciaux) : *2,40* jusqu'en 1973, *2,3647* en 1974, *2,4731* en 1975, *2,4919* en 1976, *2,3835* en 1977, *2,2223* en 1978-79, *2,2517* depuis octobre 1979 ; F.M.I. : *International Financial Statistics*, notamment vol. XXXII, n° 12/déc. 1979, corrigé pour la dernière parité en Dollars par l'*Annuaire franco-arabe – 1979* (Paris, Chambre de commerce franco-arabe).

(6) *Le Yémen sud après cinq ans d'indépendance.* Beyrouth, la Documentation Arabe, féfrier 1973.

(7) COULAND Jacques : « L'expérience du mouvement ouvrier yéménite (Sud) » (communication au colloque d'histoire ouvrière arabe d'Alger, nov. 1979), *Cahiers d'Histoire*, n° 34 (1980).

(8) LATREMOLIERE Jacques, « Face à Djibouti, un autre monde : Aden et la République Démocratique Populaire du Yémen », *Marchés Tropicaux*, 3/11/1978.

compte le *Congrès des Syndicats d'Aden*) qui lui a permis de contrôler Aden, fief au départ du *F.L.O.S.Y.* [9]. Enfin, il est doté d'un programme économique. La *Charte Nationale* de 1965 liait en effet l'objectif de libération du colonialisme à celui de libération des couches qui lui étaient associées (hiérarchie « féodalo-tribale » et bourgeoisie compradore ou favorable à la compromission) [10].

Il s'agissait, sous la direction du *F.N.L.*, présenté comme l'organisation commune de *« tous les secteurs révolutionnaires laborieux »* (ouvriers, paysans, soldats, intellectuels révolutionnaires, étudiants), de *« reconstruire une société saine où domine la liberté, la démocratie et le socialisme »*. A cet effet, étaient prévus : *« la libération totale de l'économie de la domination du capitalisme étranger exploiteur »* ; la *« redistribution des terres »* aux paysans démunis ; *« un plan général de développement économique et social »*, basé sur la mise en valeur et la transformation industrielle des ressources locales, et où le secteur public aurait la part centrale, élargie aux secteurs bancaire et d'importation ; enfin un plan global d'éducation pour doter le pays en cadres.

Mais ce programme n'était pas exempt de contradictions. De coloration populiste, il intègre en effet des formules souvent proches de celles de la *Charte d'Action Nationale* nassérienne de 1962, et d'autres proches des textes théoriques du *Mouvement des Nationalistes Arabes*. Deux parrains par rapport auxquels le *F.N.L.* va être conduit à s'autonomiser.

D'une part, atténuant l'amalgame qui péjorait la bourgeoisie, il reconnaissait à celle-ci une place *« individuellement, en association ou en coordination avec le secteur d'Etat »*, pour peu qu'elle renonce *« à l'exploitation et au monopole »*, prévoyant même d'ouvrir des domaines nécessitant une haute technicité aux *« investissements étrangers »*.

D'autre part, il fixait une perspective de *« socialisme révolutionnaire »*, assurant à tous des *« chances de travail »*, supprimant la différence ville-campagne, et au cours de laquelle la classe ouvrière s'affirmerait comme *« force productive nationale »* à qui revient de dominer les moyens de production et de gérer les richesses.

Ce sont ces aspects contradictoires qui vont être à la base des luttes entre les différents courants du *F.N.L.*.

Le courant au pouvoir avec Qaḥṭân al-Sha'bî est le moins radical. Il s'efforce de gérer la crise, en liaison avec une armée et une administration pour l'essentiel héritées de la période coloniale, et sans renoncer à jouer le jeu des compromis tribaux. De premières réductions des importations sont opérées et un soutien financier recherché du côté des Britanniques (jusqu'en mai 1968), puis de la R.F.A. – qui se dédira à son tour en juillet 1969.

L'autre courant, plus radical, animé par un groupe où figurent les dirigeants actuels du pays, critique cette voie capitaliste de type néocolonial. Ce sont ses thèses qui l'emporteront au IV[e] Congrès du *F.N.*, à

(9) J. COULAND : « art. cit. »

(10) al-Jabhah al-Qawmîyah li-Taḥrîr Janûb al-Yaman al-Muḥtall (F.N.L. du Sud-Yémen Occupé) : *al-Mîthâq al-Waṭanî* (Charte Nationale). Maṭba'at Nahḍat Miṣr, s.d. (c. = 1966).

Zinjibâr, en mars 1968, ce qui entraîne l'élection de ses leaders à la direction du Front.

C'est par référence à une stratégie révolutionnaire, mondiale, régionale et locale que sont abordés les problèmes économiques. Il y a peu de place dans ces thèses pour la bourgeoisie nationale. Un appel est lancé aux masses populaires de la campagne et de la ville pour qu'elles s'organisent en *« Garde populaire »*, *en « milices »* et en *« conseils populaires »*, afin *« d'extirper définitivement les forces de la contre-révolution à l'intérieur, représentées par les rapports d'exploitation à la ville et à la campagne »*, ce qui signifie réforme agraire, nationalisation, planification, épuration de l'appareil d'Etat. Une première référence est faite au *« socialisme scientifique »* [11].

Ce prolongement des thèses les plus radicales de la *Charte nationale* converge avec le programme publié en janvier, sous le sigle des *« Amis du martyr al-Salfi »*, par l'*Union Démocratique du Peuple* (U.D.P.), organisation marxiste non légale [12]. Mais il en diffère cependant par deux points : ni la nature de l'étape, ni la stratégie d'alliances qui en résulte ne sont définies.

Barrés dans leurs possibilités de faire appliquer ces résolutions par le mouvement militaire du 20 mars, qui consolide le courant de Sha'bî et les pourchasse (ainsi que les marxistes), les progressistes du Front échoueront, en mai, dans leur tentative de soulever les masses populaires de l'intérieur. La partie sera remise d'un an. Une première et timide réforme agraire a dû être concédée toutefois fin mars 1968.

Le mouvement du 22 juin 1969 qu'ils organisent brise les espoirs d'instauration d'un système présidentiel par le courant sha'biste et les porte au pouvoir. Le 30 juin, 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl devient Secrétaire général du *F.N.*, qui prend bientôt le nom d'*Organisation (Politique) – Front National* (O.P.F.N.).

La jeune équipe, où s'affirme un triumvirat 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl – Sâlim Rubayyi' – 'Alî Nâṣir, tout en confirmant ses options, tient compte de la leçon de mai 1968.

L'application des résolutions de Zinjibâr va conduire à l'apparition du secteur d'Etat, puis du secteur coopératif, enfin au lancement d'un plan triennal (1971-1973).

La première démarche résulte de la nationalisation, en novembre 1969, des sociétés étrangères et de quelques sociétés nationales qui opèrent dans le secteur bancaire et des assurances, le commerce extérieur et les services portuaires, la distribution intérieure du pétrole. L'absence de cadres de substitution en préserve la B.P. (raffinerie et avitaillement portuaire).

---

(11) *al-Bayân al-Siyâsî Li-l-Qiyâdah al-'Âmmah al-Muntakhabah Fî Mu'tamar al-Jabhah al-Qawmîyah al-Râbi' Fî Zinjibâr bi-Târîkh 9 Mârs 1968* (Déclaration politique de la Direction générale élue au IV[e] Congrès du F.N... (reprographié).

(12) « Min Ajli Yaman Dîmuqrâṭi Muwaḥḥad – Wajhat Naẓar Ḥawla al-Marḥalah al-Râhinah – Thawrat 14 Uktûbar : Ṭabî'atu-hâ, Muhimmâtu-hâ wa Âfâq al-Mustaqbal » (Pour un Yémen démocratique unifié-Point de vue sur l'étape actuelle – La révolution du 14 octobre : sa nature, ses tâches et les perspectives d'avenir) in BÂDHÎB, 'Abd Allâh : *Kitâbât Mukhtârah* (Ecrits choisis). Bayrût, Dâr al-Fârâbî ; 'Adan, Lajnat Tansîq al-Kitâb al-Yamanî, 1978, Tome 2, p. 195-214.

La seconde démarche accompagne la mise en œuvre de la seconde réforme agraire (novembre 1970). C'est la plus intéressante par ses méthodes. Elle est précédée par des soulèvements (Intifâḍât) paysans contre les propriétaires « féodalo-tribaux » ou absentéistes (des villes et de l'administration) et débouche sur la constitution de coopératives. L'Intifâḍah de Ḥuṣn, le 7 octobre 1970, dans le III e gouvernorat (*), constitue le modèle d'un mouvement qui se poursuivra jusqu'en 1971 et s'étendra bientôt au domaine de la pêche et dans quelques cas à l'artisanat. Or, il s'agit de mouvements, au moins au départ, préparés par l'*Organisation* (Tanẓîm – donc au sens factitif) *Politique – Front National*, organisant à cet effet les paysans et les armant [13].

Ainsi, les nouveaux dirigeants s'efforcent de lier le projet politique à la réalité concrète, économique et surtout sociale. La part de l'organisé par rapport à l'attente dans la spontanéité mécanique des masses grandit. Ce qui va se cristalliser, c'est une conception démocratique des relations entre une organisation dirigeante, installée au pouvoir, organisatrice et conscientisante, et des couches populaires de plus en plus larges, appelées à prendre en main avec créativité leur propre cause.

Certes, il s'agit d'un processus. Mais cela exclut, dans l'immédiat, le recours à tout décret qui ferait sauter les étapes, indépendamment du mûrissement des conditions objectives. La nature de l'étape va donc être précisée, ainsi que la stratégie d'alliances qui en découle. L'attitude par rapport à la « bourgeoisie nationale », par voie de conséquence, va être moins tranchée, sans que cela signifie pour autant un recul sur les objectifs d'avenir.

Si le V e Congrès de l'*O.P.F.N.* (mars 1972) marque un premier aboutissement dans ce processus (la référence au « socialisme scientifique » y a son sens plein, les principes du centralisme démocratique y sont adoptés, ainsi qu'une première ouverture à l'élément ouvrier dans la composition organique du Parti), il y a déjà de premiers repères dans la Constitution de novembre 1970, contemporaine de la réforme agraire. C'est *« le peuple travailleur qui exerce toute l'autorité politique en R.D.P.Y. »*, ce qui s'entend comme l'alliance *« de la classe ouvrière, des paysans, des intellectuels et de la petite bourgeoisie »*; le rôle de la classe ouvrière étant toutefois destiné à grandir jusqu'à en faire *« la dirigeante de classe de la société »* [14]. Le rôle de l'*O.P.F.N.* est de diriger, *« sur la base du socialisme scientifique, l'activité politique parmi les masses et au sein des organisations de masses, en vue de faire évoluer la société dans une voie qui parachève la révolution nationale démocratique, selon la voie non-capitaliste »* (même article). Enfin : *« l'Etat développe l'économie nationale en économie productive et réalise une répartition équitable des*

(13) ISMĀ'ĪL, 'Abd al-Fattâḥ : « Fî Ḥall Mas'alat al-Arḍ – Tajribat al-Yaman al-Dîmuqrâṭîyah » (Résoudre le problème de la terre – L'expérience du Yémen Démocratique), discours devant le Congrès constitutif de la Fédération des Paysans, oct. 1976, maintenant reproduit, avec quelques corrections, dans les Ecrits choisis de l'auteur (*Kitâbât Mukhtârah*. Bayrût, Dâr al-Fârâbî, 1979, Tome I, p. 219 pour notre propos.

(14) art. 7. Le texte en figure, notamment, in al-Jabhah al-Qawmîyah : *al-Thawrah al-Waṭanîyah al-Dîmuqrâṭîyah Fî al-Yaman – Silsilat Wathâ'iq* (La révolution nationale démocratique au Yémen – Recueil de documents). Bayrût, Dâr Ibn Khaldûn, 1972.

richesses de la société entre les citoyens. Chaque individu est rétribué selon son travail ou le service qu'il rend à l'évolution des rapports économiques et sociaux. La justice sociale est le fondement de l'Etat » (art. 14). De plus, après avoir réaffirmé la place centrale des secteurs public et coopératif, l'article 20 énonce que « *l'Etat soutient le secteur national privé productif afin de développer l'économie nationale* ».

A la veille du lancement du Plan triennal, des lois créent les structures nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, si l'on met à part le secteur bancaire réorganisé en février 1972. C'est ainsi qu'apparaît un Bureau central de statistiques, que l'organisation économique est précisée (notamment le rôle central du secteur public) et que des encouragements et garanties sont offerts aux capitaux nationaux privés. Aux mesures réduisant et limitant les traitements et salaires (notamment dans la fonction publique) de 1969, viendront s'ajouter en 1972 d'autres réductions, accompagnées toutefois de la contrepartie logique d'une diminution et d'un blocage des prix des produits alimentaires et de consommation courante, ainsi que des loyers.

Dès 1970, une première impulsion est donnée à la campagne contre l'analphabétisme et surtout à la généralisation de l'enseignement primaire et secondaire, prolongé par l'inauguration de l'Université d'Aden en 1970-1971. En février 1971, une Ecole Supérieure des Sciences Socialistes commence à former des cadres politiques. Le mouvement syndical opère, lors d'un Congrès, une première rénovation. Aux *Forces populaires,* apparues dès 1969 dans les campagnes, s'ajoute, en février 1972, l'organisation des *milices populaires*, force de réserve de l'armée, mais aussi organisatrice de l'initiative populaire en matière de production et d'éducation [15].

Cette amorce de l'édification du Yémen du Sud a pour résultat une reprise de la progression du P.N.B. qui avait atteint son point le plus bas en 1969 (73,4 millions de DSY, soit 177,4 millions de Dollars). Elle protège les couches populaires au moins contre l'érosion de leur revenu par l'inflation – qu'elle contrôle dans de certaines limites – et assure une première et relative solution au problème du chômage et du sous-emploi. Mais l'ampleur de la tâche reste immense encore, comparée au legs de départ et au projet final.

Ces rappels ont leur place ici parce que c'est le souci des dirigeants de l'*O.P.F.N.* de lier réflexion théorique, pratique concrète et organisation sur les terrains complémentaires de l'édification du pays, qui va permettre de nouveaux mûrissements. Dans cette réflexion, une part importante revient à l'expérience du mouvement mondial de libération, à l'analyse des raisons de ses échecs (monde arabe surtout) et de ses succès (Vietnam et Cuba surtout). Une autre part revient à l'existence dans le pays d'un courant marxiste déjà constitué (l'*U.D.P.* fondée par 'Abd Allâh Bâdhîb en 1961).

Dès 1970, une coopération est engagée avec l'*U.D.P.* et l'*Avant-Garde Populaire* (d'Anîs Ḥasan Yaḥyâ). Leurs deux dirigeants font partie

(15) HÂDÎ, Nabîl : *17 Sâ'ah Târîkhîyah 'Inda Bâb al-Mandib* (17 Heures Historiques au Bab el Mandeb). Bayrût, Dâr al-Fârâbî, 1978, p. 118 notamment.

du ministère. Un débat organique va bientôt s'instaurer sur les orientations et les méthodes. Les convergences amèneront en 1973 à poser le problème de la réunification des trois organisations. Ce sera chose faite en octobre 1975. Après ratification du projet par les congrès des trois partis, se tient le Congrès constitutif de l'*Organisation Politique Unifiée – Front National* (O.P.U.F.N.). Les organisations de masse sont unifiées (Jeunesse, 1973), rénovées en commun (Syndicats, 1975), ou créées en commun (Femmes, 1974, Paysans, 1976). A partir de la fin 1977, des Conseils populaires de gouvernorats sont élus, puis, fin 1978, l'Assemblée du Peuple. L'organisation réunifiée se voit fixer pour tâche de créer, dans les deux ans, un parti d'avant-garde d'idéologie ouvrière et qui assure la direction de cette classe dans le parachèvement de l'étape nationale démocratique et le passage au socialisme.

Cette perspective entraîne une nouvelle divergence au sein de l'*O.P.U.F.N.* Cristallisée autour du Président du Conseil présidentiel, Sâlim Rubayyi', elle prétexte de l'état de la société pour en freiner l'application et retardera en effet celle-ci d'un an. « *Opportuniste de gauche* » et à la fois « *présidentialiste* », ne reculant pas devant le « *culte* » de sa personnalité et l'utilisation des solidarités tribales, Sâlim Rubayyi' n'hésitera pas à recourir pour ce faire à la création, en juin 1978, d'une crise régionale (assassinat du Président nord-yéménite), puis une fois destitué, à l'insurrection armée. Mais il sera défait et le *Parti Socialiste Yéménite* (P.S.Y.) sera effectivement fondé en octobre 1978.

L'essentiel de ces mutations se sera donc effectué pendant la période d'application du 1 er Plan quinquennal (1974-1978).

Dès 1976, 'A.F. Ismâ'îl posait ainsi les rapports entre économie et politique : « *la politique trace nécessairement la nature des intérêts de classe d'une classe ou d'une alliance de classes et les voies qui conduisent au développement de ces intérêts, ainsi que les mesures et lois qui sont de nature à les protéger, à les conserver. Donc, la politique économique de notre pays se caractérise par une nature de classe définie. Les ouvriers et paysans coopérateurs s'y tiennent à l'avant-garde pour transformer l'infrastructure de la société dans l'intérêt du développement et du progrès, pour édifier une nouvelle vie pour l'homme yéménite. La politique économique que nous avons tracée, à la lumière de la pensée socialiste scientifique, consiste à s'engager dans la voie non-capitaliste qui constitue une étape de transition révolutionnaire à perspectives socialistes* » [16].

La nouvelle Constitution (31/10/1978), amendée à la suite du Congrès constitutif du *P.S.Y.*, tient compte de cette orientation, sans confondre la nature du Parti [17] et celle de l'Etat : « *La R.D.P.Y. (...) est un Etat qui exprime les intérêts des ouvriers, des paysans, des intellectuels, de la petite bourgeoisie et de tous les travailleurs, et qui s'efforce de réaliser un*

(16) Editorial au n° 1 de *al-Iqtiṣâd wa al-Tanmiyah*, 1er Mai 1976, bulletin de la Section économique du C.C. du Parti (maintenant reproduit dans les Ecrits choisis, *op. cit.*).

(17) Se reporter à la définition référée à la note (1).

Yémen démocratique unifié, de parachever l'étape de la révolution nationale démocratique, préparant le passage à la construction du socialisme » [18].

Cet Etat « *développe l'économie nationale sur la base des lois objectives du socialisme scientifique et agit pour soutenir et développer les branches de l'économie nationale dans le but de satisfaire les exigences du peuple, de distribuer équitablement la richesse sociale, d'appliquer totalement le principe : « de chacun selon ses capacités et à chacun selon son travail* » (art. 12). Le rôle de la planification et l'organisation des secteurs respectifs de l'économie (public, coopératif, mixte et privé) font l'objet, dans cette nouvelle Constitution, de définitions plus précises. Le « *rôle dirigeant* » du secteur d'Etat est affirmé avec encore plus de force (art. 14). Concernant l'autre extrême, la propriété privée, elle est protégée « *si elle n'est pas contradictoire, quant à son volume et à la nature de ses utilisations, avec les intérêts sociaux des travailleurs à l'étape de la révolution nationale démocratique* » (art. 18).

Mais ces « *lois objectives du socialisme scientifique* » en matière de « *développement économique et social* », précise 'A.F. Ismâ'îl dans son rapport devant le Congrès du *P.S.Y.*, si elles inspirent la politique économique sud-yéménite, ne sauraient être calquées sans discernement, mécaniquement. Et il insiste une fois de plus, à cette occasion, sur la nécessité de prendre en compte « *la réalité objective et les particularités locales de notre société* », et sans jamais oublier la nature de l'étape [19].

Parmi ces lois, trois d'entre elles, énumérées dans le rapport, s'appliquent à la partie économique du *Programme du P.S.Y.* Ce sont celles : de la « *concordance nécessaire entre rapports de production et nature sociale des forces productives* » ; du rapport entre suppression de l'exploitation et satisfaction croissante des besoins matériels et spirituels ; du rappport entre développement harmonieux et planifié de l'économie et élévation continue de la productivité du travail. Un dossier, préparé à l'intention des propagandistes politiques, reprend sous une forme concentrée ces thèses, en s'inspirant des résolutions consacrées régulièrement par les sessions du Comité central (C.C.), depuis la fin de 1978, aux questions économiques. Il s'agit d'assurer déjà et pour le futur une vie meilleure, ce qui implique une rationalisation du travail, de la production et des coûts, tout en contribuant à la croissance quantitative et qualitative de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs, ce qui implique à son tour des moyens d'investir dans de nouveaux projets, en diminuant la part des apports extérieurs. Le facteur productivité du travail, lié aux stimulants à la production, devient donc un levier central des orientations économiques actuelles [20].

---

(18) *Dustûr Jumhûrîyat al-Yaman al-Dîmuqrâtîyah al-Sha'bîyah* (Constitution de la R.D.P.Y.). 'Adan, Mu'assasat 14 Uktûbar, déc. 1978, art. 1, p. 3.

(19) *Taqrîr...* (op. cit.), p. 34.

(20) *Barnâmaj...* (op. cit.), Ch. III, p. 35-50 ; *Taqrîr...* (op. cit.), Ch. III, p. 33-76 ; « Qaḍâyâ al-Iqtiṣâd al-Waṭanî Fî al-Yaman al-Dîmuqrâṭîyah al-Sha'bîyah » (Les questions de l'économie nationale au Yémen démocratique populaire), *al-Thawrî*, n° 505, 11/8/1979.

III. L'évolution économique

Les orientations politiques du Yémen du Sud, telles qu'elles se sont précisées depuis 1969, entraînent donc la recherche d'une maîtrise toujours plus grande du développement économique et social du pays. La planification en est le principal instrument.

L'expérience acquise en ce domaine est jeune encore, moins d'une décennie. L'appareil central de statistiques auprès du ministère du Plan, appareil stratégique s'il en est, est à peine plus âgé. Il a dès le départ à surmonter le double handicap du legs colonial : minceur et disparité des données économiques et financières, à l'exception – relative – d'Aden ; insuffisance et inexpérience des cadres. Ce handicap n'est en voie d'être surmonté qu'en 1978, où est annoncé comme possible *« le début d'un effort vers plus de précision et de globalité »* [21].

D'autre part, et jusqu'à une période récente, on note dans les pays capitalistes avancés, et partant les institutions internationales où leur point de vue prédomine, un désintérêt pour le Yémen du Sud. Aux prises de longues années avec l'intervention à ses frontières, soutenue par l'Arabie saoudite, deux fois en guerre avec le Yémen du Nord, en contact avec les zones insurrectionnelles du 'Umân, il est jugé comme instable, n'offrant pas en tout état de cause, en raison de ses options, de garantie de rentabilité pour les « aides » éventuelles. Si l'on met à part quelques exceptions – dont la plus notable est la contribution technique de l'O.N.U. au recensement de la population de 1973, le premier à l'échelle globale du pays, cette attitude ne changera vraiment qu'après la normalisation des relations avec l'Arabie saoudite, amorcée en 1975, et surtout avec la mission de la Banque mondiale (1978), suivie de celle du F.M.I. (1979). Il en résulte, là aussi, des retards de l'information économique hors du Yémen, parfois même des contradictions.

Notre propos étant ici de rendre compte d'une évolution, de ses premiers bilans, des difficultés qu'elle rencontre et des types de traitement de celles-ci, nous nous efforcerons de serrer au plus près l'information de source locale.

A) Les deux premiers plans de développement (1971-1978)

Deux plans de développement économique et social ont été réalisés pendant cette période : un plan triennal (1971/72-1973/74) et le 1 er Plan quinquennal (1974/75-1978) [22].

Ils ont la caractéristique commune d'avoir subi, en cours d'applica-

---

(21) *Aḍwâ' 'Alâ al-Taṭawwurât al-Iqtiṣâdîyah wa al-Ijtimâ'îyah Fî al-Yaman al-Dîmuqrâṭîyah* (Lumières sur les évolutions économiques et sociales au Yémen Démocratique). 'Adan, Mu'assasat 14 Uktûbar, 1978, p. 5 (Présentation au Recueil statistique publié par le ministère de l'Information en liaison avec l'appareil central de statistiques du ministère de la Planification).

(22) Jusqu'en 1975 inclus, l'année budgétaire commence au 1er avril. A partir de 1976, elle correspond à l'année calendaire.

tion, des réajustements. Mais ceux-ci se sont opérés dans des sens opposés : en baisse pour le premier, en hausse pour le second.

Le plan triennal prévoyait d'investir 40,3 millions de DSY. L'objectif a été ramené finalement à 32,4 millions de DSY. En fin de période, l'investissement effectif se situait à 25,1 millions de DSY, soit 77,5 % du plan révisé (ou 62,3 % des objectifs initiaux).

L'investissement prévu pour le Plan quinquennal était au départ de 75,5 millions de DSY. Dès la fin de la troisième année (1976), cette somme était effectivement dépassée (78,8 millions de DSY). D'autres réajustements en hausse portent les objectifs à 276,2 millions de DSY, dont 195,9 auront été affectés et 193,8 réalisés fin 1978. Ce qui correspond à 70,2 % des objectifs finals, mais à 256,7 % des objectifs initiaux [23].

Ces variations s'expliquent, certes, par la nouveauté de l'entreprise, dans un pays – et cela est plus particulièrement vrai à l'époque du plan triennal – qui manque de cadres et de main-d'œuvre qualifiée, et doit donc les former en marchant. Mais la principale raison, cependant, réside dans la faiblesse des sources extérieures. Or les possibilités d'obtention de crédits et de prêts extérieurs ont varié d'un plan à l'autre.

Le plan triennal tablait au départ sur 46 % de financement par des sources extérieures, dont un quart en provenance des organismes de l'O.N.U. Un examen de l'évolution de la dette extérieure [24] – débordant donc le plan proprement dit – fait apparaître cependant la modestie des apports des institutions internationales (O.N.U. et Fonds arabes), en comparaison de ceux des Etats, avec une part essentielle prise par l'aide bilatérale en provenance des pays socialistes (U.R.S.S., Chine, R.D.A). Ces derniers assurent de l'ordre des deux-tiers des crédits effectivement alloués.

Le plan quinquennal prévoyait au départ 54 % de financement par des sources extérieures. Il disposait en effet de possibilités plus grandes auprès des organismes internationaux (Fonds koweitien, Fonds de la Ligue arabe et Agence Internationale de Développement – A.I.D., surtout) et des pays socialistes. Mais la conjonction du règlement du contentieux avec l'Arabie saoudite et des disponibilités financières accrues des Fonds installés par les pays pétroliers arabes, va conduire à un afflux de ressources extérieures, avec une tendance à l'équilibrage, au moins pour les engagements, des dettes contractées à l'égard des institutions internationales (A.I.D., O.P.E.P., Fonds arabes de la Ligue, du Koweit, d'Arabie et des Emirats) et de celles contractées à l'égard des Etats. Si des Etats arabes continuent à figurer parmi ceux-ci (Libye, Irak), la dynamique des accords avec les pays socialistes (auxquels s'ajoutent maintenant la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et

(23) Nous tenons compte du récent rapport-bilan présenté par le nouveau ministre du Plan devant le Conseil des ministres (10/2/1980), et qui, par certains côtés, implique aussi une réflexion critique sur les résultats du plan précédent (résumé dans *14 Uktûbar*, 18/2/1980). Pour les affectations, l'ensemble des documents officiels publiés en 1979 concordent ; elles sont reprises par la mission du F.M.I. (cf. *MEED*, 28/9/1979). Les pourcentages sont calculés par nous.

(24) D'après le tableau extrait du rapport de la Banque mondiale de 1978, *MEED*, 28/9/1979.

Cuba) les situe à la première place. Cela est encore plus net si l'on considère, non plus les engagements, mais les crédits et prêts effectivement versés. Plus des deux-tiers du total provient des pays socialistes.

1. Le bilan global

Ces deux plans ont incontestablement transformé les conditions économiques et sociales du Yémen démocratique, tant quantitativement que qualitativement.

Quantitativement, ces transformations ressortent de l'évolution du « Produit Social Brut » (P.S.B.). Alors que le P.N.B. était estimé à 77,5 millions de D.S.Y. en 1970, le P.S.B. est situé à 88 millions de DSY en 1973 et atteint 214,7 en 1978 [25]. Il en est de même, bien qu'en de moindres proportions, du « Revenu National Productif » (R.N.P.) : alors que le P.I.B. était estimé a 59 millions DSY en 1970, le R.N.P. se situe à 72,8 millions en 1973 et atteint 129,7 millions en 1978. Il en est résulté une amélioration du Revenu par tête : de l'ordre de 38 DSY en 1970, il est passé à 46,2 en 1973 et à 71,8 en 1978. S'il faut relativiser ces chiffres en tenant compte d'une augmentation des prix de gros pendant cette période (62 % pour le seul quinquennat), il n'en reste pas moins qu'une croissance effective a été assurée par la planification, même si celle-ci est moindre pour les branches de la production matérielle. Par contre, toute appréciation sur l'évolution du Revenu par tête doit prendre en compte la relative stabilité des prix de consommation populaire, assurée par le contrôle d'Etat, ainsi que l'évolution du salaire moyen, au moins dans le secteur d'Etat, dans des proportions correspondant à celles des prix de gros (136 DSY en 1973, 220 en 1978), enfin et surtout l'amélioration de la balance de l'emploi : 264 000 personnes disposaient d'un emploi en 1969, on en comptait 338 000 en 1973, 411 000 en 1978. Soit cette année là, un taux d'activité correspondant à 23 % de la population totale, mais non moins de 48 % de la population d'âge actif (16-59 ans) ; près d'une personne sur deux en âge de travailler (dont 7 sur 10 des hommes) dispose donc d'un emploi [26]. En ce domaine, le quantitatif n'est donc pas dissociable du qualitatif.

Qualitativement, une des transformations les plus notables concerne la structuration du monde du travail. Le salariat comptait déjà pour 43 % des actifs en 1973. Parmi eux, les effectifs de la classe ouvrière progressent : de l'ordre de 10 % des actifs en 1978, mais déjà un peu plus du tiers des 86 000 travailleurs directement impliqués par la mise en œuvre des plans. Il faut y ajouter 38 000 familles de paysans-coopérateurs (contre 29 000 en 1973) et plus de 5 000 membres des coopératives piscicoles ou artisanales. Mais la transformation la plus décisive est sans conteste celle de la structure de la propriété sociale. Le secteur d'Etat est devenu majoritaire et le secteur coopératif consolide

(25) Pour 1978, nous retenons désormais les chiffres du rapport-bilan du 10/2/1980.

(26) J. COULAND : « art. cit. »

ses positions. La part respective des différents secteurs au P.S.B. a évolué ainsi [27] :

Secteur	1973		1978	
	DSY (million)	%	DSY (million)	%
Etat	*21,6*	24,6	*111,6*	52,0
Privé	*53,9*	61,3	*65,3*	30,4
Mixte	*1,8*	2,0	*13,5*	6,3
Coopératif	*10,7*	12,1	*24,3*	11,3
Total	88,0	100,0	214,7	100,0

Le *secteur d'Etat* contrôle, fin 1978, 100 % des activités bancaires, des transports aériens, de la manutention portuaire, des réparations navales, du tourisme et du cinéma ; 95 % du commerce extérieur ; 90 % du commerce de gros ; 62 % de l'industrie légère ; 50 % des transports terrestres, environ autant des transports maritimes ; 20 % du secteur agraire. Le *secteur coopératif* contrôle près de 70 % de la production agraire et des pêches destinées à la commercialisation intérieure ; environ 50 % du commerce intérieur de détail ; mais il a fait aussi son apparition dans l'industrie légère et les transports terrestres. Le *secteur mixte* est surtout concentré dans l'industrie légère (18 %) [28].

Bien que sa part en pourcentage ait baissé de moitié, le *secteur privé* dispose d'un champ d'activité non négligeable, surtout dans le commerce de détail et les transports intérieurs, mais aussi dans le bâtiment et l'industrie légère. Il s'agit de domaines où cette activité est effectivement encouragée, en raison des fonctions d'utilité publique qu'elle joue, mais aussi – et plus particulièrement dans l'industrie – en raison du souci d'associer toutes les ressources locales, déjà précaires, au développement du pays. Une loi de 1971 sur l'organisation de l'industrie prévoit des encouragements à l'investissement industriel dans les secteurs privé et mixte. L'effort accompli en direction des émigrés pour qu'ils rapatrient leurs capitaux à cet effet a commencé à être couronné de premiers succès pendant cette période. La participation à la production de la part des entreprises à base de capital rapatrié est passée en effet de 953 000 DSY en 1973 à 3,8 millions en 1977 pour le privé, et de

(27) D'après les indications du rapport-bilan du 10/2/80. Sur ce point voir notre addenda de 1983.

(28) BÂ JAMÂL, 'Abd al-Qâdir : *al-Siyâsah al-Iqtiṣâdîyah Li-l-Ḥizb al-ishtirâkî al-Yamanî* (la politique économique du P.S.Y.), intervention au Colloque mondial sur l'expérience du Yémen démocratique populaire, Aden, avril 1979 (ronéotypé) – l'auteur était alors chef du secteur planification et finances à la Section économique près le Secrétariat du C.C. du P.S.Y.

1,9 million de DSY à 14,8 pour les entreprises placées sous la supervision du ministère de l'industrie [29].

Si on considère la répartition des investissements par secteur économique, on remarque un rééquilibragee d'un plan à l'autre. Le plan triennal privilégiait les transports et communications (39,8 % des investissements prévus). Puis venaient l'agriculture et la pêche (23,4 %), l'industrie (20,4 %) et la recherche minière (8 %), enfin les services sociaux (8 %). Le 1 er Plan quinquennal inverse les deux premiers secteurs : agriculture et pêche (36,7 %) ; transports et communications (25,4 %). Il redresse aussi le dernier : services sociaux (18,7 %), maintenant presque à égalité avec le groupe industrie et mines (17,8 % et 1,2 % respectivement). Cet ordre se retrouve dans les réalisations, les faibles résultats de l'agriculture étant compensés par les progrès de la pêche. Mais le principal secteur d'activité demeure le bâtiment et les travaux publics (B.T.P.), à qui revient, étant donné le point de départ, la réalisation d'une importante proportion des investissements alloués aux autres secteurs. Pendant le Plan quinquennal, la valeur de la production des B.T.P. a crû ainsi de 318 % et celle des transports et communications de 234,3 %, tandis que l'industrie et la pêche progressaient, respectivement, de 166 et 137 %. Si le secteur commercial est crédité lui-même d'une progression de 114 %, la production agricole par contre réalise avec 32 % un score inférieur à l'augmentation des prix [30].

2. Les réalisations sectorielles

Un examen rapide des réalisations révèle cependant la logique de ces choix.

– *Transports et communications*. Alors que le pays ne comptait, en 1969, que 313 km de routes asphaltées, 185 km de routes empierrées et 4 400 km de pistes de qualités diverses, il compte à la fin de 1978, 1 000 km de routes asphaltées, 300 d'empierrées et 5 500 de pistes. La liaison des différentes parties du pays entre elles et notamment des régions de production agricole avec les centres urbains est pratiquement achevée, si l'on considère que la liaison avec le IV[e] Gouvernorat (route Sayḥut – Nishtûn) a été amorcée [31]. Les principales réalisations ont porté sur la route 'Adan – Mukallâ (620 km) et la liaison Mukallâ – Wâdî Ḥaḍramawt (360 km). Enfin, depuis avril 1978, la nouvelle route 'Adan – Ta'izz favorise les relations entre les deux Yémen. Il en est résulté une croissance rapide du parc automobile (transport de marchandises et de voyageurs surtout), avec une multiplication des points de ravitaillement et d'entretien.

Une autre réalisation a concerné les ports, Aden en tout premier lieu, remis en état pour assurer ses fonctions à la suite de la réouverture du Canal de Suez en juin 1975, et où un plan de rénovation de 15 ans

(29) Interview de Ṭâhir Ben YAḤYÂ, alors directeur du Plan au ministère de l'Industrie et secrétaire du comité permanent d'organisation industrielle et d'encouragement aux investissements (*14 Uktûbar*, 8/7/1979).

(30) Les progressions retenues ici sont celles du rapport-bilan déjà cité. Les estimations antérieures indiquaient déjà cet écart et cette hiérarchie.

(31) Pour la correspondance avec les nouvelles désignations des gouvernorats (mars 1980), on pourra se reporter à la note annexe de la fin.

a été amorcé. Bien que le port n'ait retrouvé que le tiers de son mouvement d'avant 1967, il est en mesure d'offrir des services concurrentiels en matière de manutention, d'avitaillement et de réparations. Un autre port a été mis en chantier dans la région de Mukallâ, en liaison avec un complexe industriel qui sera basé surtout sur la richesse piscicole. D'autres projets concernant Shuqrah, Bi'r 'Alî et Nishtûn ont été mis à l'étude. Outre sa flotte de pêche, la marine yéménite dispose maintenant de quelques unités modernes pour le commerce intérieur et en mer Rouge.

La compagnie d'aviation « al-Yamdâ » dispose de 5 DC 3 pour les liaisons intérieures et de 3 Boeing 707 pour les liaisons internationales. L'aéroport d'Aden a été équipé et son rééquipement selon des normes internationales a été mis à l'étude. Il en est de même pour un aéroport dans la région de Mukallâ, ainsi que de quelques autres d'intérêt local.

Le réseau téléphonique a fait son apparition à Mukallâ et dans les principales villes des II[e] et III[e] gouvernorats. La liaison télégraphique entre les deux Yémen a été réalisée dès le plan triennal. Les principaux centres ont été dotés de bureaux de poste. La généralisation de la poste et du téléphone à l'échelle du pays a été mise à l'étude.

– *Agriculture.* A la veille des plans, les terres arables étaient estimées à 80 000 ha (0,2 % de la surface du pays – 288 000 km ^{2}), dont 80 % irrigués. De nouvelles terres ont été gagnées à la culture. On estimait les terres arables en 1978 à 115 000 ha (0,4 %), dont 98 000 effectivement cultivés (0,3 %). Encore que ces chiffres n'enregistrent que la part des coopératives et des fermes d'Etat, dont le nombre s'est accru pendant cette période (44 coopératives disposant de 103 000 ha, et 41 fermes disposant de 12 000 ha, en 1978). Elles ont été le support d'une modernisation des techniques, d'une amélioration de l'irrigation et – surtout les fermes – de gains de terres par creusement de puits. La production agricole demeure en majorité céréalière, mais la production de légumes et de fruits se développe. Une production de coton est maintenue et la culture du tabac s'est amorcée à titre expérimental. Dans le domaine de la richesse animale, une rationalisation de la production a été entreprise, notamment dans le secteur œufs et volailles. Un tiers de la consommation de viande du pays provient du cheptel local, et le traitement industriel des produits laitiers a démarré. Ce mouvement a entraîné l'installation à la campagne de stations de machines et de tracteurs, la construction d'entrepôts, de magasins et de silos.

– *Pêche.* L'exploitation des richesses piscicoles s'est modernisée et rationalisée. Des concessions dans les eaux territoriales ont été concédées au Japon, à l'U.R.S.S. et à la R.D.A. sur la base de contrats qui prévoient la livraison d'une partie des prises. Mais les barques et chalutiers d'une quinzaine de coopératives et la flotille d'Etat (une dizaine de navires dont un navire-usine) assurent de l'ordre de 80 % des prises, approvisionnant le marché local et permettant au pays de disposer en quantités grandissantes d'un produit d'exportation (le tiers de la valeur de celles-ci en 1977). Ce secteur aura aussi soutenu un mouvement de construction (portuaire, congélation et stockage) et

d'industrialisation (fabrique de glace, usines de poudre de poisson à Aden et Mukallâ, conserveries de poisson à Mukallâ).

– *Industrie et prospection minière.* L'industrie, auparavant limitée, la raffinerie mise à part, à quelques petites unités de transformation souvent artisanales, s'est dotée de premières bases. L'activité des unités un moment arrêtées a repris (cuir, réparations navales). D'autres ont été développées (sel). Une trentaine de nouveaux projets ont été réalisés ou mis en chantier. Il s'agit surtout du textile (une importante usine de filature et tissages, des usines de confection), du cuir (chaussures, ceintures, sacs), du plastique (sandales, ustensiles ménagers, revêtements de sols), de peinture, de l'alimentation (abattoirs mécaniques, boulangerie industrielle, huiles végétales, boissons gazeuses), de cigarettes et allumettes. Mais figurent aussi une usine de pièces détachées pour machines agricoles, élargie aux instruments agricoles, des conserveries (poisson, légumes), une fabrique d'éléments préfabriqués pour le bâtiment. Ces entreprises, concentrées au départ dans la région d'Aden, apparaissent en fin de plan dans la région de Mukallâ – où elles constituent le noyau d'un deuxième pôle industriel, ainsi que dans le II ^{e} gouvernorat (conserverie de légumes). Certaines d'entre elles exportent leur production (cuir, articles de ménage, etc), en direction du Nord-Yémen notamment.

D'autres projets ont concerné l'énergie électrique (une centrale réalisée à Aden, une autre mise en chantier et des études entreprises pour la région de Mukallâ). L'électrification du pays a fait des progrès, en commençant par les centres (Ḥadîbû, chef-lieu de l'île de Suquṭrâ, par exemple).

La raffinerie de pétrole – la plus grosse entreprise du pays – a finalement été nationalisée, contre indemnisation de la B.P., le 1er mai 1977. Quelques cadres étrangers continuent à y travailler sous contrat. La raffinerie n'a cependant retrouvé depuis 1975 que le quart de sa capacité (2 millions de tonnes en 1977), étant donné la baisse relative du mouvement du port, et surtout la dépendance où elle est des fournitures de brut de l'extérieur. Elle disposait, en fin de période, de contrats de raffinage pour 1 million de tonnes d'Arabie saoudite, 500 000 t du Koweit, autant de Libye, et de 400 000 t d'U.R.S.S. Le Yémen démocratique consacrait à l'époque de l'ordre de 20 millions de DSY aux importations annuelles de produits pétroliers.

La recherche géologique et minière occupe donc une place stratégique pour l'avenir économique du pays. L'Office du Pétrole et des Mines, créé en 1969, dispose d'un service de recherches géologiques et minières dès 1970 (séparé en deux bureaux depuis la réorganisation de l'Office en 1976). La priorité est accordée à la reprise des prospections pétrolières, abandonnées à la veille de l'indépendance par les sociétés étrangères. Jusqu'en 1975, une société yéméno-algérienne opère à cet effet. Ses résultats sont exploités depuis, et élargis à d'autres zones, dans le cadre de la coopération soviéto-yéménite. Ces travaux préparent l'appel d'offres international, lancé en août 1979, pour cinq périmètres, situés au nord des IV^{e}, V^{e} et VI^{e} gouvernorats et à l'est de celui-ci. D'autres sociétés (AGIP et une société canadienne) prospectent off-shore, contre

des engagements de contrats d'opérateurs avec partage de la production en cas de découverte.

Mais les prospections géologiques et minières se sont étendues aussi, au cours du Plan triennal, au cuivre, au fer et aux matériaux de construction. Le Premier Plan quinquennal a procédé à l'évaluation des produits ferrugineux et minerais rares (or, argent, alumine), ainsi que des matériaux de construction. Des possibilités sont ainsi apparues pour la cimenterie et la marbrerie.

– *Services sociaux*. La principale réalisation concerne la scolarisation et la formation des cadres. On est passé de 110 000 enfants scolarisés (dont 1560 dans le secondaire) en 1968-69 à 415 000 (dont 11 900 dans le secondaire) en 1978-79. Ce qui correspond à une scolarisation quasi-complète des garçons d'âge scolaire et à un quadruplement du nombre des filles (passage dans la période de 17 % des effectifs scolaires à près du tiers). Le réseau des centres de formation professionnelle et instituts techniques s'est aussi développé et décentralisé. Enfin, l'Université d'Aden, démarrée avec la Faculté de Pédagogie en 1970 (150 étudiants), en comptait en 1978 cinq autres (agronomie, économie et administration, médecine, droit, technologie) et de l'ordre de 2 500 étudiants. Les diplômés des trois dernières facultés sont attendus, il est vrai, à partir de 1982. Mais il n'en reste pas moins que sur 500 diplômés du secondaire (normes de 1978) orientés vers les études supérieures, quatre sur cinq sont assurés d'une formation dans leur propre pays [32]. Tous les cycles d'enseignement et de formation bénéficient par ailleurs de la gratuité complète. Il va sans dire que ces changements ont nécessité une activité soutenue de construction de bâtiments et locaux appropriés.

Il en est de même dans le domaine de la santé (gratuité des soins, nécessité de construire à partir de rien ou presque). Le pays dispose en 1978 de 28 hôpitaux (2 250 lits), de 18 centres de santé, de 263 unités médicales de campagne, de 5 unités mobiles et de l'ordre de 80 cliniques et dispensaires. La protection maternelle et infantile, la lutte contre les maladies endémiques (malaria, tuberculose) ont fait de premiers progrès. Les médecins yéménites sont déjà la majorité (160 sur 260).

Nous avons déjà évoqué l'effort pour soutenir les prix des produits de consommation populaire et des loyers. Parallèlement, ont été multipliés les points de stockage et de vente aux conditions d'hygiène requises. Enfin, de premiers programmes de construction de logements populaires ont été lancés, les plus importants concernant al-Manṣûrah, cité-jumelle de Shaykh 'Uthmân, près d'Aden.

Enfin, sur le plan culturel, outre le développement de la radio, de la télévision, la multiplication des salles de cinéma et de spectacles, de terrains de jeux, il faut noter l'activité de l'Office du Tourisme (créé en 1973). Si une part de ses activités est destinée à attirer un tourisme

(32) J. COULAND : « art. cit. », complété par ZAYN, Muḥammad Ja'far : « Hijrat al-'Uqûl Fî Iṭâr al-Taḥawwulât al-Ijtimâ'îyah Fî al-Yaman al-Dîmuqrâtîyah wa Mashâkil Takwîn al-Kawâdir al-'Ilmîyah Fî Jâmi'at 'Adan » (La fuite des cerveaux dans le cadre des mutations sociales au Yémen démocratique et les problèmes de la formation des cadres scientifiques à l'Université d'Aden), *al-Nidâ' al-Usbû'î* (Bayrût), 10/2/1980.

étranger – encore marginal, comme le confirme la construction en cours d'un complexe hôtelier à l'ouest de Tawâhî, à l'entrée de la Baie d'Aden, et la réalisation d'hôtels dans les principaux gouvernorats d'intérêt archéologique et historique, il se préoccupe aussi de loisirs et de tourisme populaires (16 auberges de jeunesse et centres familiaux dans cinq gouvernorats, d'autres en projet dans le VI[e], sans compter les « casinos » – cafés de verdure – et musées archéologiques, historiques ou de traditions populaires). Groupes de musique et de danse populaires sont aussi encouragés. Un office de coordination du livre yéménite a été créé et se prépare à éditer sur place les œuvres littéraires et essais des écrivains nationaux, présents et passés.

– *Commerce et finances.* L'activité du commerce extérieur, supportée par les besoins du plan et ses premiers résultats, a connu un important développement. La valeur des importations a pratiquement doublé pendant le Plan quinquennal. Cela est dû à l'importation croissante de biens d'équipement et de produits manufacturés (un peu plus d'un tiers de la valeur des importations en 1973, mais plus de la moitié en 1978) et à la reprise des importations de produits pétroliers (passage de 8 % à 18 pendant la même période). Mais le pays continue à être tributaire de l'extérieur pour les produits de consommation alimentaire ; s'il y a diminution en pourcentage (passage de la moitié au quart), cela n'exclut pas une progression relative en valeur. De plus, l'effet de ces importations sur les possibilités du développement local a été rogné par le renchérissement des prix industriels et de l'agro-alimentaire en provenance des pays capitalistes avancés. Ceux-ci s'affirment en effet comme les principaux fournisseurs, fournitures pétrolières exclues : ils assurent les deux-tiers des importations contre 45 % en 1973 (Japon, Grande-Bretagne, Italie et Hollande comptent dans l'ordre comme les quatre premiers fournisseurs mondiaux). Le deuxième groupe demeure celui des pays socialistes, malgré un tassement en pourcentage (passage d'un cinquième à un septième). Parmi ceux-ci, le phénomène le plus notable est la progression de l'Union soviétique (cinquième fournisseur mondial, en passe de prendre le quatrième rang). Le tassement des pays arabes (passage de 10 % à 2 %) s'explique surtout par l'irrégularité des échanges avec le Nord-Yémen, la Somalie et l'Irak.

Les exportations ont par contre progressé en valeur de trois fois pendant la même période. Mais c'est l'alimentation qui a assuré les plus fortes progressions (passage d'un peu plus du tiers à près de la moitié), ce qui enregistre surtout les progrès des exportations de poisson frais. De plus, le pétrole compte depuis la réouverture du Canal pour plus du tiers (contre 2 %). Par contre, l'exportation de matériaux bruts et, plus nettement, de produits manufacturés a fléchi. Mais pour ces deux rubriques, on retrouve aussi les avatars des relations avec le Nord-Yémen et la Somalie. Pour ces mêmes raisons, le groupe des pays arabes n'assure plus que 7 % (contre 20) des ventes du Yémen démocratique, produits pétroliers exclus. Les principaux clients sont là encore les pays capitalistes avancés (passage de 45 % à 77 % des achats), mais cela se résume presque exclusivement au Japon – et nous retrouvons là le poisson. La part des pays socialistes a baissé dans des proportions

voisines de celles des Arabes, mais cela est dû, dans ce cas, à la suspension quasi-totale des achats par la Chine.

Malgré une réduction de l'écart en pourcentage, il y a une augmentation en termes absolus du déficit de la balance commerciale, cependant que les prestations de services stagnent en valeur. D'où l'intérêt porté par l'Etat au rapatriement de capitaux d'émigrés – que nous avons déjà évoqué, et surtout aux transferts en provenance des travailleurs émigrés (estimés à 300 000). Une des caractéristiques de ces dernières années, c'est que les mesures successives prises pour faciliter l'entrée ou le rapatriement des biens des émigrés (mesures parfaites encore en 1978), jointes à l'amélioration des rapports avec l'Arabie saoudite, ont eu pour effet de porter ces transferts de 33 millions de Dollars en 1973 (11,5 millions de DSY) à 268 en 1978 (92,7 millions de DSY) [33].

La balance des biens, services et transferts privés, qui avait atteint en 1977 le déficit record de 48,5 millions de DSY, a pu ainsi être ramenée à un déficit de quelque 20 millions de DSY.

La balance des paiements aura dû, cependant, à l'apport de prêts et crédits extérieurs de voir son déficit se réduire et de passer, à partir de 1976, à un solde positif accru (près de 30 millions de DSY en 1978). Cela n'en signifie pas moins une dette extérieure grandissante, quoi qu'il en soit des conditions avantageuses que le pays a su s'assurer, et la nécessité de gagner la bataille du développement actuellement engagée, pour rendre le pays moins dépendant de l'extérieur.

B) Le deuxième Plan quinquennal et les révisions de 1979-1980

Un des principaux résultats de ces huit premières années de planification aura été de créer les bases d'une économie nationalement intégrée, et non plus extravertie et centrée sur un seul pôle, d'une économie par ailleurs rééquilibrée au profit de la production matérielle. Mais il ne s'agit encore que de bases.

Le II [e] Plan quinquennal est destiné à être le premier plan global à l'échelle sectorielle (intégration du commerce intérieur et extérieur, des prix et des salaires dans la planification). L'orientation en est donnée dans le rapport de 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl devant le Congrès constitutif du *P.S.Y.*, en octobre 1978, et il forme l'essentiel du rapport présenté par 'Alî Nâṣir Muḥammad lors de la toute première session du Conseil Suprême du Peuple, le 28/12/1978, sur le programme du gouvernement pour les années 1979-1983 [34].

L'objectif est de porter, en fin de plan, le P.S.B. à 361,1 millions de DSY (soit un taux de croissance annuel de l'ordre de 11 %), le R.N.P. à

---

(33) « Les migrations de travailleurs : un défi lancé aux économies du Moyen Orient », *Bulletin du F.M.I.*, 11/9/1978 ; SHIRREFF, David : « Expatriate remittances open new vistas for South Yemen », *MEED*, 28/9/1979 ; « Annual Review », *MEED*, 21-28/12/1979.

(34) *Barnâmaj al-Ḥukûmah li-l-A'wâm 1979-1983*. 'Adan, Mu'assasat 14 Uktûbar, 1979.

208,1 millions de DSY, donc le Revenu par tête à 101,2 DSY. Il est d'assurer un emploi à 495 000 personnes (24 % de la population, 50 % de la force de travail), de faire passer la part du secteur d'Etat à 60 % du P.S.B., tout en stabilisant à 12 % celle du secteur coopératif, les secteurs mixte et privé se partageant le reste (9 et 19 % respectivement).

Pour ce faire, les investissements prévus sont fixés à 369,9 millions de DSY. La priorité est donnée aux secteurs productifs, avec en premier rang l'industrie : 85,5 millions de DSY (23 %), puis l'agriculture : 81 millions (22 %), la richesse piscicole : 23,8 millions (6,5 %), les transports et communications : 75,1 (20,3 %). Notons encore : 29,3 millions pour un plan de construction de logements, impliquant pour la première fois les six gouvernorats (8 %), et 52,7 millions attribués aux services sociaux (14 %). L'élévation de la consommation intérieure est planifiée. La croissance des importations est fixée à 35,3 %, celle des exportations à 43 %.

Comme dans les plans précédents, le secteur du bâtiment et des travaux publics se voit accorder une part essentielle pour la réalisation des nouveaux projets (205,9 millions de DSY pour 356 projets intéressant les divers autres secteurs, contre 97,8 lors du plan précédent). Il est vrai que 108 de ces projets constituent des reports du plan antérieur.

Dans le discours qu'il prononce lors du meeting de célébration du 1er anniversaire de la fondation du *P.S.Y.*, 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl résume bien la nécessité de mobiliser à la fois les ressources matérielles et les ressources humaines qu'implique le combat pour le développement, maintenant au centre des préoccupations depuis que la question du pouvoir est réglée. Après avoir rappelé que le Yémen démocratique, malgré la pauvreté de ses ressources , est *« l'un des rares pays qui jouit de conditions matérielles stables et bonnes en comparaison avec les pays voisins qui disposent de richesses et de grandes ressources »*, il pose le problème en ces termes : *« parvenir aux objectifs économiques recherchés, instaurer une économie nationale solide qui repose sur une base matérielle et technique moderne, exige une lutte permanente pour mener à bien les projets du plan, augmenter la productivité du travail, rechercher en permanence de nouvelles ressources pour les employer à l'augmentation de la production sociale »*. Soulignant que le financement du plan n'est assuré qu'à 28 % par des ressources locales, il enchaîne : *« c'est là un indicateur qui impose aux travailleurs d'accomplir toujours plus d'efforts pour augmenter la productivité du travail, pour restreindre la part des recours à des sources extérieures, alléger le poids de la dette de l'Etat »*. C'est de cela que dépend *« l'évolution du niveau de vie de nos concitoyens, l'augmentation des salaires »*. Et il conclut : *« tout pour l'homme et pour le bien de l'homme, ce doit être là le stimulant qui fasse éclater nos énergies créatrices pour augmenter la productivité du travail. C'est seulement de cette façon que nous assurerons des conditions propices pour instaurer des conditions de vie meilleures »* [35].

Or, l'année 1979, si elle est logiquement une année où les problèmes économiques se voient accorder la part centrale des préoccupations du

(35) *al-Thawrî*, 20/11/1979. Hebdomadaire politique du P.S.Y.

P.S.Y. et de l'Etat, est aussi une année où vont se cumuler les effets de bien des difficultés et lacunes sur lesquelles les congrès du Parti insistaient déjà depuis longtemps. Et ce discours est un moment de la réflexion collective, ouverte et franche, déjà engagée.

Les bilans de fin d'année font apparaître des taux de réalisation faibles des objectifs fixés pour 1979 : 55 % dans l'industrie, 45 % dans l'agriculture [36]. Une part en est imputable à la faible proportion des engagements extérieurs qui auront été honorés (37 % seulement de ceux-ci l'auront été pour l'agriculture). C'est là le contrecoup de la guerre de février entre les deux Yémen et des tentatives de l'Arabie saoudite pour en faire porter la responsabilité au Sud et l'isoler au sein de la Ligue arabe. A quoi s'ajoute la dégradation des relations avec l'Irak à la suite de l'assassinat à Aden, par des membres de l'Ambassade irakienne, d'un professeur communiste irakien (3 juin).

Mais dès le premier semestre, d'autres phénomènes avaient attiré l'attention, notamment des déficiences dans l'approvisionnement du marché en poisson – surtout, mais aussi en fruits et légumes. S'y ajoutent des retards dans la réalisation de projets déjà différés du plan précédent. Mis à part le cas de la brasserie de bière (faillite de la société de R.F.A. devant livrer les machines), ils sont révélateurs d'un engorgement du secteur du Bâtiment – qui se confirmera encore dans l'année, d'une insuffisante capacité constructive dans les gouvernorats et de la rareté de contracteurs privés locaux pour y suppléer. Enfin des usines terminées ne fonctionnent pas par défaut de livraison de matière première (conserverie de légumes), d'autres accumulent les stocks par manque de canaux d'écoulement sur le marché, des retards dans la réparation des machines entraînent des arrêts de production (textiles, instruments agricoles). Il en est de même dans quelques coopératives agricoles par défaut d'entretien des canaux ou du matériel. Ici la main-d'œuvre qualifiée manque (culture du tabac), là les effectifs sont en surcharge (filature et tissages). La large publicité donnée très tôt à ces problèmes par les moyens d'information, les enquêtes qui en découlent tout au long de l'année et associent les travailleurs concernés, font apparaître, à côté d'entreprises et coopératives à la gestion saine et bénéficiaires, un nombre non négligeable de déficitaires. La raison réside le plus souvent dans des carences administratives et comptables. Mais cela implique parfois l'appareil d'Etat lui-même, le cloisonnement ministériel, le fonctionnement de quelques services en vase clos.

---

(36) *Ṣawt al-'Ummâl*, série d'articles sur « le réalisé et le non réalisé. Pourquoi ? », notamment 3/1/1980 et 31/1/1980. Hebdomadaire de la Fédération des Syndicats Ouvriers de la R.D.P.Y.

Les remèdes qui vont être apportés à cette situation vont entraîner une série de mesures convergentes.

La première concerne un remaniement des responsabilités au sein du Comité central du *P.S.Y.* et du ministère. Lors de la session extraordinaire du Comité central, début août 1979 [37], l'ancien ministre du Plan, déjà membre du Bureau Politique, figure parmi les cinq nouveaux membres du Secrétariat et va s'y voir confier la responsabilité de la Section économique. Quatre des six ministères concernés par le remaniement du 11 août concernent l'économie : richesse piscicole (le seul dont l'ancien titulaire sera désigné comme ayant été « relevé de ses fonctions »), agriculture et réforme agraire, finances et plan. Ce dernier est confié à un technicien, non membre du Comité central. La refonte de la Commission économique et administrative de l'Assemblée du Peuple s'effectue dans sa totalité selon les mêmes critères de technicité.

Parallèlement, un appel commun du C.C., des organisations de masse et des cadres supérieurs de l'appareil d'Etat est lancé à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels et aux soldats, pour qu'ils impulsent « *l'émulation populaire* » en vue de la réalisation du plan, contribuant ainsi à augmenter leur part d'accession aux stimulants matériels et moraux [38]. Cette relance de l'émulation populaire s'accompagne de mesures destinées à rendre concrets les stimulants matériels. Déjà, en mai, et comme l'avait laissé prévoir le Congrès d'octobre 1978, le secteur coopératif a bénéficié de mesures d'encouragements, en même temps qu'étaient corrigés quelques abus (confiscations illégales de terres dans des régions où les clients de Sâlim Rubayyi' étaient à l'œuvre). Début septembre, le gouvernement décide, en liaison avec la *Fédération des Syndicats*, une augmentation des salaires et traitements dans les entreprises du secteur d'Etat. Le salaire minimum est porté à 20 DSY (contre 13 auparavant, soit un relèvement de 54 %), le maximum à 160 ; un système de primes est instauré, qui permet de porter l'échelle de 1 à 12 : 20 DSY (minimum sans prime) à 240 (maximum avec prime maximale). C'est à nouveau l'occasion d'un appel commun du Conseil des ministres et du Conseil central des Syndicats [39].

Les syndicats et autres organisations de masse sont donc associés à la réflexion, à la décision et à la mise en œuvre des mesures correctives, tandis que, parallèlement, les organisations du Parti se voient fixer cette tâche comme une tâche prioritaire. A l'échelon supérieur, cela se traduit, en janvier 1980, par la décision d'élargir à la *Fédération des Syndicats* les réunions du Conseil des ministres en liaison directe avec les problèmes du travail. A la base, où la pratique est déjà d'associer les représentants du Parti, des Syndicats et de la Jeunesse à la gestion de

(37) Cette session, centrée sur les problèmes de l'économie, remanie aussi les responsabilités en matière de politique extérieure et de sécurité. Un comité de Sécurité d'Etat est créé, sous la présidence de 'Alî Nâṣir, membre du B.P. et Premier ministre, en vue de coordonner l'activité des organes civils et militaires. Le ministère de la Sécurité d'Etat est supprimé.

(38) *al-Thawrî*, 11/8/1979.

(39) *Ṣawt al-'Ummâl*, 6/9/1979 et le quotidien *14 Uktûbar*, 5, 10 et 11 sept.

l'entreprise, ce rôle se trouve renforcé par la nécessité de faire participer le plus grand nombre à la réflexion et à l'élaboration « d'*initiatives* » concrètes. A titre expérimental, de premiers *« contrats de travail »*, préparés démocratiquement et engageant toute l'entreprise, font leur apparition dans des usines, fermes d'Etat et coopératives [40].

L'autre série de mesures complémentaires concerne l'étude précise des résultats du précédent plan et le réexamen des objectifs du plan en cours. Le principal souci est celui de la vérité des chiffres et des prix. Cela conduit à une refonte de l'appareil statistique, à un examen de la situation économique et financière en termes réels. Le rapport-bilan sur le 1er Plan quinquennal est effectivement présenté le 10 février 1980 devant le Conseil des ministres. Mais auparavant, cette politique de vérité aura conduit à réviser les objectifs de la seconde année (1980) du plan en cours, en recherchant l'équilibre entre ressources et dépenses, par réduction des dépenses courantes et renoncement à quelques projets (approfondissement du port d'Aden et achat d'un ordinateur).

Ce plan pour l'année 1980 ne demeure pas moins ambitieux, puisqu'il prévoit 194 millions de DSY de dépenses courantes et d'investissements (respectivement 103 et 91) et un programme d'importations de 190 millions de DSY. Le programme de développement donne la priorité aux secteurs productifs (77 %), et surtout à l'industrie et à l'énergie (27 %). Il ne table que sur 28 % de sources de financement locales (dont 22 % par auto-financement et 36 % par réaffectation des profits nets). Il mise donc sur le succès de la décision du Comité central de faire de l'année 1980 celle du *« développement global de l'administration dans les entreprises et l'appareil d'Etat »*. Les 72 % assurés par le financement extérieur comportent 85 % de prêts et 15 % d'aide [41].

La défection des engagements arabes est compensée en effet par des engagements de la part des pays socialistes. En octobre et novembre ont été successivement signés des traités d'amitié et de coopération, valables pour trente ans, avec l'U.R.S.S. et la R.D.A. S'y ajoutent d'autres accords de coopération avec d'autres pays socialistes, dont Cuba, mais aussi des accords avec l'Ethiopie et l'Algérie (protocole de coopération économique et technique ratifié en décembre 1979, pour cette dernière).

Mais l'année 1980 n'est qu'un pas vers la révision du IIe Plan quinquennal, destiné maintenant à couvrir les années 1981-1985. Ce plan révisé, en cours d'élaboration, outre la prise en compte des réalités concrètes du pays, doit tenir compte aussi des perspectives d'unité yéménite, en faisant un pas, en même temps, dans le sens de la coordination avec le COMECOM.

Concernant l'unité yéménite, la rencontre entre 'Ali Nâṣir et 'Alî 'Abd Allâh Ṣâliḥ, à Sanaa le 4 octobre 1979, a permis de faire le point sur le degré d'application des décisions convenues par le communiqué commun de Koweit du 30 mars 1979. Or c'est justement sur les problèmes économiques – si l'on met à part la coopération militaire amorcée début 1980 – qu'on avance le plus. Dès juillet 1979, la

(40) *14 Uktûbar*, 16/1/1980.
(41) *al-Thawrî*, 29/12/1979 ; *Ṣawt al-'Ummâl*, 3/1/1980.

circulation des personnes, des biens et des marchandises entre les deux Yémen est devenue pratiquement libre. Cela a été renforcé par la libéralisation accordée au secteur commercial privé au Sud pour l'importation d'une soixantaine de produits. La production de biscuits du Nord, par exemple, est écoulée largement au Sud, tandis que celui-ci exporte vers le Nord, par exemple, l'essentiel de la production de cuirs fabriqués du secteur privé, ainsi que des fruits et légumes. La déclaration commune de Sanaa met donc l'accent sur la complémentarité économique, la coordination et l'harmonisation des plans de développement, l'activation du commerce et des investisements de capitaux privés. En janvier 1980, la commission économique commune a mis à l'étude le problème des apports respectifs des secteurs publics, mixtes et privés en vue d'un plan coordonné à lancer en 1981. En février, un accord postal a été signé, et un projet commun concernant le téléphone et les télécommunications a été lancé. Enfin, à l'occasion du Congrès des émigrés yéménites d'Aden (mars), une coordination des activités dans ce secteur a été amorcée.

Conformément à un souhait exprimé depuis longtemps, le Yémen démocratique a été admis comme membre-observateur au COMECOM [42], par la session de juillet 1979 de cet organisme. Il faisait déjà appel, dans le cadre de l'accord de coopération économique et technique soviéto-yéménite, renouvelé en 1979, à l'aide d'experts soviétiques en matière économique. Il a obtenu le renforcement de cette aide en prévision de la préparation du II[e] Plan quinquennal révisé (1981-1985). Il a exprimé son souhait que cette occasion soit saisie pour amorcer la coordination de ce plan avec ceux des pays du COMECOM [43].

Il y a donc beaucoup de choses qui restent ouvertes dans la pratique économique du Yémen démocratique.

Il n'en reste pas moins qu'en treize ans d'indépendance le pays a franchi de grandes étapes. Laissé dans un état déplorable par le colonisateur britannique, boudé par les pays capitalistes avancés en raison de ses premiers choix, soumis aux variations d'attitude et le plus souvent à l'hostilité des pays capitalistes arabes environnants, le Yémen démocratique, sans renoncer à la réunification des deux Yémen, a radicalisé ses options, précisé ses orientations économiques et sociales et a créé l'instrument politique propre à les réaliser et à surmonter les incidents de route.

(mars 1980)

---

(42) ou « C.A.E.M. » (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle) créé en avril 1949 et qui regroupe actuellement une dizaine de pays socialistes d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

(43) Rapport de 'Alî Nâṣir devant le Conseil Suprême du Peuple (29-30/12/1979), *al-Thawrî*, 5/1/1980, et interview de Faraj Ben GHÂNIM, ministre du Plan, *14 Uktûbar*, 28/1/1980.

Addenda :
Le IIe Plan quinquennal révisé (1981-1985).
Deux années de bilan.

L'effort de réflexion et de vérité amorcé au cours des années 1979-1980 a porté ses premiers fruits. Le Congrès extraordinaire du *P.S.Y.* (12-14 octobre 1980) a consacré la partie centrale de ses travaux à définir les objectifs du IIe Plan quinquennal révisé. Les chiffres définitifs en ont été fixés début mai 1981, sur la base du bilan de 1980 choisie comme année de référence [44].

Ces objectifs globaux peuvent se résumer ainsi : couvrir les besoins de la population ; édifier la base matérielle du développement ultérieur vers le socialisme ; développer le rôle dirigeant du secteur d'Etat, tout en encourageant l'investissement des capitaux yéménites extérieurs dans le secteur mixte ou privé. Tenir compte pour ce faire du niveau de développement actuel de l'économie du pays, c'est-à-dire de l'état des ressources naturelles et humaines en liaison avec le niveau de développement de la base productive, pour assurer « *l'harmonie de la croissance des secteurs et composantes de l'économie nationale* » [45].

Les années du « *plan intérimaire* » – qui désignent désormais les années 1979-1980 – auront donc été une période de bonne école pour les responsables de l'économie (planification et statistiques) amenés à prendre en compte toute une série d'indicateurs nouveaux et à en étudier les effets dans leur interrelation [46]. Et il est de fait que le plan en cours de réalisation se caractérise déja par un suivi plus grand, même si quelques responsables soulignent encore la nécessité de réduire les délais d'évaluation définitive des bilans.

Ce souci prioritaire d'efficacité économique – non dissociable ici des enjeux politiques et idéologiques – est aussi à l'arrière-plan des principaux remaniements dans les attributions de responsabilités tant au niveau du C.C. du *P.S.Y.* que du gouvernement. A l'issue du Congrès extraordinaire du *P.S.Y.*, 'Alî Nâṣir Muḥammad, en plus des fonctions de Président du Conseil des ministres qui sont depuis longtemps les siennes, est confirmé dans celles de Secrétaire général du Parti et de Président du Présidium du Conseil Suprême, auxquelles il a accédé en avril 1980, suite à la démission pour raisons de santé de 'Abd al-Fattâḥ Ismâ'îl. Les principaux changements d'attributions au Bureau Politique

(44) MUḤAMMAD, 'Alî Nâṣir : *Taqrîr al-Lajnah al-Markazîyah Li-l-Ḥizb al-Ishtirâkî al-Yamanî Amâm al-Mu'tamar al-Istithnâ'î* (Rapport du C.C. du P.S.Y. devant le Congrès extraordinaire). 'Adan, Mu'assasat 14 Uktûbar, 1980, 93 p. ; R.D.P.Y. : *al-Ittijâhât wa al-Mu'ashshirât al-Ra'îsîyah Li-l-Khuṭṭah al-Khamsîyah al-Thânîyah al-Mu'addalah Li-l-Tanmiyah al-Iqtiṣâdiyah wa al-Ijtimâ'îyah Li-Sanawât 1981-1985.* (Orientations et indications principales du II e Plan quinq. révisé de dévelop. économ. et social...). (ronéotypé), 38 p. ; 'ABD ALLÂH, 'Alî Ṣâliḥ : al-Khuṭṭah al-Khamsîyah al-Thânîyah (1981-1985) ». (Le IIe Plan quinq.), *al-Thawrî*, 9 mai 1981, p. 8-9 et 15.

(45) NU'MÂN, Yâsîn Sa'îd : « 15 'Âman Min al-Tanmiyah » (15 années de développement) *al-Thawrî*, 27/11/1982 (l'auteur est ministre de la richesse piscicole depuis septembre 1982).

(46) BÂ JAMÂL, 'Abd al-Qâdir (ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Pétrole depuis octobre 1980) : interview au quotidien *al-Nidâ'* (Beyrouth), 30/12/1982, p. 8.

et au Secrétariat du C.C., comme au gouvernement, dès ce congrès et depuis, concernent les problèmes économiques et financiers. C'est encore le cas, en août-septembre 1982, à l'issue de sessions du C.C. et du Conseil Suprême du Peuple, consacrées justement à ces problèmes.

De plus, ce souci d'efficacité s'accompagne d'un appel renforcé à l'initiative des masses pour lutter contre les gaspillages, la bureaucratie et pour la productivité. Le rôle des organisations du Parti et des organisations de masses est toujours plus souligné. Les mesures les plus notables sont : la relance des comités de défense populaire (160 000 membres) [47] sur les lieux d'habitation ; la création de comités de contrôle populaire sur les activités administratives et de gestion ; la loi sur les droits et les devoirs des conseils syndicaux promulguée le 10 septembre 1981 [48], qui marque un progrès dans la décentralisation de la gestion des entreprises dans le cadre des obligations du plan central.

Le II[e] Plan quinquennal révisé se propose d'investir 508 millions de DSY, répartis ainsi : 47,5 % pour les branches de la production matérielle (industrie, agriculture, pêche) ; 22 % pour les services productifs (B.T.P., transports et communication, commerce) ; 30,5 % pour les services sociaux (enseignement, santé, culture, logement). Ce financement doit être assuré par 30 % de ressources locales et 70 % d'extérieures, parmi lesquelles les deux-tiers viendront des pays socialistes. Les objectifs ressortent des indicateurs suivants : porter le P.S.B. à 513,3 millions de DSY fin 1985 (contre 314,3 en 1980), le R.N.P. à 277,3 millions (contre 166,6), le revenu par tête à 128 DSY (contre 87), l'emploi à 532 000 travailleurs (contre 439 000 en 1980). En fin de plan, la part des branches de la production matérielle à la création du P.S.B. devrait largement franchir le seuil des 50 %, ce qui est surtout attendu d'une progression de l'industrie. Une amorce de redressement du déficit de la balance commerciale extérieure est escomptée d'un relèvement des exportations. Le volume du commerce de détail devrait progresser de 50 %. Enfin la part au P.S.B. des différentes formes de propriété sociale devrait s'établir ainsi, après correction des données statistiques antérieures qui sous-estimaient la part du privé : secteur d'Etat, 49,4 % (contre 41,6 en 1980) ; secteur coopératif, 7,3 % (contre 6) ; secteur mixte, 4 (contre 3,6) ; secteur privé, 39,3 % (contre 48,8).

Les résultats des deux premières années du plan sont jugés encourageants. Les taux de réalisation sont de l'ordre de 90 %, tant pour 1981 (résultats définitifs) que pour 1982 (estimations) [49]. Ce taux apparaît comme raisonnable étant donné les problèmes et épreuves imprévus auxquels il aura fallu faire face : en 1981, une baisse du potentiel

(47) Chiffre fourni par 'Alî Nâṣir MUḤAMMAD dans son discours pour le quinzième anniversaire de l'indépendance du 30/11/1982, *al-Thawrî*, 4/12/1982.

(48) Publiée au J.O. du 11/9/1981 et par *al-Thawrî* du 19/9/1981.

(49) Le bilan définitif pour 1981 a été examiné par le Conseil supérieur de la planification le 19 juillet 1982. Il a été au centre des discussions de la session du C.C. des 29-31 août 1982 et de celle du Conseil Suprême du Peuple des 30 août-1[er] septembre 1982. Données, articles, interviews dans : *14 Uktûbar*, *14 Uktûbar al-Usbû'î*, *al-Thawrî*, *Ṣawt al-'Ummâl* des mois de juillet à septembre). Pour 1982 et les premières données concernant 1983, session du C.C. des 5-6 janvier et du Conseil Suprême des 9-10 janvier, respectivement in *al-Thawrî*, 8/1/1983, et *14 Uktûbar*, 11/1/1983.

électrique due à la désuétude de la centrale ex-britannique d'Aden ; en mars 1982, des inondations catastrophiques qui ont touché surtout les gouvernorats de Laḥij et d'Abyân, entraînant des pertes estimées à 325 millions de DSY [50] – donc une charge supplémentaire pour le Plan et bien sûr le recours à de nouvelles aides extérieures. Par contre, l'annonce par l'AGIP le 2 avril 1982 d'un forage off-shore réussi au large de Sayḥût a ravivé un espoir jamais démenti [51]. Parmi les principales réalisations, mentionnons : la mise en service dans les gouvernorats d'Aden et du Ḥaḍramawt de centrales électriques qui portent la capacité du pays à 150 mégawatts ; le désenclavement routier du Mahrah ; le bon état d'avancement des projets portuaires de Khalf et d'Aden (pêcheries), le lancement des travaux à Nishtûn ; l'équipement de l'aéroport de Rayyân et l'extension en cours de celui d'Aden ; la bonne marche du programme de logements ; la bonne tenue – au moins en 1981 – du secteur agricole, due surtout à des mesures pour revoir les critères de stimulation, la politique des prix et les problèmes de commercialisation. Mais il y a des inégalités qui confirment la fragilité de la dépendance envers les marchés extérieurs (les exportations ont baissé de moitié en 1981) et l'inégale correction des insuffisances de gestion. Les résultats de 1981 – les seuls définitifs – sont surtout dus à des dépassements des objectifs du plan par les secteurs des services (productifs et sociaux).

La coopération avec le Yémen du Nord a connu des hauts et des bas. Sur le plan des principes, l'accord de coopération et de coordination passé en décembre 1981 à Aden par les deux présidents a permis de faire un nouveau pas vers la mise en pratique de leur communiqué commun de Sanaa de juin 1980 [52]. A la fin du même mois, un projet de constitution en vue d'un Etat unifié a été élaboré ; il fera l'objet d'un référendum dont la date n'a pas encore été fixée. Un Conseil présidentiel et une Commission ministérielle commune ont été constitués. Le protocole de coordination des appareils de planification (juin 1981) a été réaffirmé. Dans ce cadre ont été confirmés le projet de « route de l'unité » (Nawbat Dukaym – Ibb) et l'établissement d'une carte des ressources minières et hydrauliques. Des sociétés communes existaient déjà dans le domaine du tourisme et des transports terrestres et aériens. La Commission ministérielle commune s'est réunie pour la première fois à Aden du 29 novembre au 1er décembre 1982. Un certain nombre de projets communs ont été confiés à l'étude de commissions (commerce, développement, enseignement, agriculture).

Ajoutons qu'en décembre 1981, le Yémen démocratique a adhéré à l'accord d'Union économique arabe et au Marché commun arabe [53]. Mais les liens avec les pays du système socialiste continuent d'occuper une place stratégique.

En ce qui concerne le commerce extérieur, de premières mesures ont été amorcées pour diminuer certains effets de la dépendance extérieure, notamment à l'égard des pays capitalistes avancés. Fin 1982,

(50) Communiqué du Conseil des ministres du 6 avril, *14 Uktûbar*, 7/4/1982.

(51) Communiqué in *14 Uktûbar*, 2/4/1982, qui consacre une manchette à l'événement. La capacité du puits foré est de 300 000 tonnes/an, avec une gravité de 43° API.

(52) Pour l'ensemble du paragraphe, *14 Uktûbar* et *al-Thawrî* aux dates concernées.

(53) Avec effet au 1er juillet 1982 pour le Marché commun, *14 Uktûbar*, 11/12/81.

on estime que leur part a été ramenée à 45 %, tandis que celle des pays socialistes se relevait à 25 %, celles des pays « arabes » à 22 %, les « pays en voie de développement » assurant le reste.

Le plan pour la troisième année (1983) du II[e] Quinquennat confirme les tendances des deux premières années. Il prévoit 171, 8 millions de DSY d'investissements, dont 50,4 % aux branches de la production matérielle. Il se fixe l'objectif de porter le P.S.B. à 466 millions de DSY (contre 422 en 1982), et le nombre des travailleurs à 484 000 (contre 471 000).

Tout en soulignant l'importance des succès remportés, 'Alî Nâṣir Muḥammad n'en insiste pas moins sur les lacunes. Il met fortement l'accent sur l'attitude révolutionnaire qui consiste à reconnaître ces lacunes pour s'attacher à la tâche d'y porter remède [54].

(février 1983)

(54) Discours pour le quinzième anniversaire de l'indépendance, déjà cité.

* *Note annexe.* Le quotidien *14 Uktûbar* (7/3/1980) publie un décret portant réforme des appellations et divisions administratives. En voici les concordances :
Le I[er] Gouvernorat devient Gouv. d'ADEN
Le II[e] Gouvernorat devient Gouv. de TUBAN
Le III[e] Gouvernorat devient Gouv. d'ABYAN
Le IV[e] Gouvernorat devient Gouv. de SHABWAH
Le V[e] Gouvernorat devient Gouv. du ḤAḌRAMAWT
Le VI[e] Gouvernorat devient Gouv. d'al-GHAYẒAH

Les changements territoriaux les plus notables concernent le passage de la Mudîrîyah de LAB'US du III[e] Gouv. au Gouv. de TUBAN, et l'extension au nord-ouest du Gouv. du Ḥaḍramawt. Les îles de Suquṭrâ et celle de Mayyûn continuent à être rattachées au Gouv. d'ADEN.

Dans la pratique, les II[e] et IV[e] Gouvernorats seront désignés sous les noms de Gouvernorat de LAḤIJ et de Gouvernorat de MAHRAH.

IX

L'ÉMIGRATION YÉMÉNITE

Alain ROUAUD

Des conditions climatiques et des reliefs exceptionnels pour la région, valent au Yémen de pouvoir nourrir une population relativement nombreuse. Mais ses ressources restent limitées, précaires, et le seuil au-delà duquel sa population excède le nombre d'habitants qu'il peut nourrir est vite franchi. Tout concourt à rendre cet équilibre fragile. La sècheresse, ou au contraire des pluies excessives, une récolte perdue, réduisent des hommes à la misère et les contraignent à chercher au loin une subsistance que le sol de leur patrie leur refuse. La disparition de marchés tels ceux de l'encens ou du café provoque des mutations économiques qui impliquent aussi des mouvements de populations.

A ces causes démographiques et économiques il faut en ajouter d'autres politiques, religieuses ou sociales. Les Yéménites ont fui le despotisme politique, le sectarisme religieux, le manque de mansuétude du vainqueur ou de l'occupant, etc. L'affamé, l'opprimé, le vaincu émigrent, tout comme celui qu'anime l'esprit d'aventure ou l'ambition.

Si les Yéménites ont emprunté les routes de la terre pour se rendre dans la Péninsule arabique et parfois bien au-delà portés, par exemple, par les chevauchées de l'islam, ce sont celles de la mer qui les ont le plus attiré. Adossé au désert, le Yémen regarde en effet vers l'océan Indien. Trois directions s'offraient aux émigrants : celle de la mer Rouge, vers l'Egypte et après l'ouverture du canal de Suez vers l'Europe et l'Amérique du Nord ; celle du sud qui dessert l'Afrique orientale et enfin celle de l'Orient qui mène en Inde et dans les îles de l'archipel insulindien. Ils les ont toutes empruntées, passant en Afrique pour y fonder des

royaumes, en Ethiopie, un demi-millénaire avant notre ère, et se répandant dans toutes les villes côtières et les îles de l'océan Indien.

Beaucoup a été dit sur l'émigration yéménite [1] et ses conséquences sur la démographie et l'économie du Yémen mais aucune étude synthétique n'a encore été menée à son terme. Un tel travail devrait déterminer les raisons des à-coups du mouvement migratoire et approfondir l'examen de ses mutations. Car l'émigration évolue. L'émigré qui partait autrefois pour plusieurs décennies, parfois pour toujours, dans des pays économiquement peu développés où il faisait souvent fortune, s'en va aujourd'hui vers les pays riches – qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Arabie saoudite – où il escompte gagner dans des emplois de prolétaires de quoi rentrer vite au pays.

Les remarques qui suivent voudraient mettre en relief quelques traits d'un petit nombre de colonies yéménites représentatives.

Au Proche-Orient

Anciennement, les Yéménites ont constitué des colonies importantes en Egypte et au Ḥijâz[2]. Mais aujourd'hui et surtout depuis la fin des années 1960 qui sont marquées au Yémen par des troubles politiques et des difficultés économiques, c'est principalement vers les pays pétroliers et en premier lieu l'Arabie saoudite que s'oriente l'émigration. Pour ces pays, le Yémen proche, peuplé et sans ressource, constitue le réservoir de main-d'œuvre idéal. Depuis le « boom » pétrolier de 1970, le mouvement s'est encore accéléré.

D'une population de faible densité, l'Arabie saoudite manque en effet de techniciens hautement qualifiés mais aussi d'une main-d'œuvre non spécialisée. Le Nord-Yémen, et dans une moindre mesure le Sud, la lui fournissent. Les Yéménites, par leur manque de formation, sont contraints à accepter les travaux les plus serviles, du balayage au cirage de chaussures. Ils sont aussi serveurs, domestiques, chauffeurs, porteurs et parfois petits boutiquiers. Dans les travaux publics où ils sont nombreux, ils exercent les besognes de maçon, tailleur de pierre, gâcheur, manœuvre, terrassier, etc. Pour les tâches qui requièrent une formation aux techniques modernes de construction, les Pakistanais,

(1) Les études publiées portent sur des colonies et, depuis peu, sur les effets de l'émigration sur la démographie et l'économie du Yémen. Sur ce dernier point, cf. H. STEFFEN, *Population Geography of the Yemen Arab Republic*, Wiesbaden, 1979 (cité STEFFEN) ; J.C. SWANSON, *Emigration and Economic Development : the Case of the Yemen Arab Republic*, Boulder, 1979 (cité SWANSON). Pour une bibliographie générale se reporter à : A. ROUAUD, *Introduction générale à une étude de la communauté yéménite de Djibouti*, I.N.A.L.C.O., Paris, 1980, (multig.), pp. 130-155.

(2) C. SNOUCK HURGRONJE, *Mekka in the latter part of the 19 th century*, Leiden, réimp. 1970, pp. 5, 7, 96-97, 186-219, 275.

Syriens et Palestiniens leur sont préférés.

Les Nord-Yéménites travaillant en Arabie saoudite atteindraient le million (?), soit les 4/5 e des expatriés recensés en 1975 [3].

Le gouvernement saoudien qui a tendance à considérer les travailleurs yéménites comme les garants de la fidélité du Yémen à sa politique régionale, ne leur témoigne aucune sympathie particulière [4]. En 1975, une loi qui interdit la propriété aux résidents non saoudiens les frappe durement. Sur les protestations de Sanaa, l'application de cette mesure est différée jusqu'en 1976. Mais, à cette date, ils doivent vendre leurs épiceries, leurs blanchisseries et leurs échoppes de tailleurs et se contenter de métiers subalternes [5].

A Koweit et à Abu Dhabi, quoique nombreux, leur présence est contrebalancée par celle des Pakistanais. On signale dans ces Etats du Golfe l'installation de cadres moyens sud-yéménites qui sont souvent des réfugiés politiques.

En Ethiopie

La mer Rouge étroite et aisément franchissable n'isole pas l'Ethiopie mais la place au contraire dans le voisinage immédiat et difficile du Yémen et l'expose à son expansionnisme religieux qui s'est manifesté dès le VIIIe siècle. En 715, les îles Dahlak (en face de Massawa) sont occupées et érigées en un sultanat qui à partir du Xe siècle, relève de Zabid ; au XIIe siècle, les commerçants yéménites s'installent à Zayla'. De ces points d'appui les musulmans partent à l'assaut de la forteresse chrétienne qu'est le haut plateau éthiopien et créent des émirats avancés comme celui de Harar où les influences yéménites demeurent : le grand saint 'adani Abû Bakr al-'Aydarûs qui fut peut-être l'introducteur de la Qâdiriyya dans la ville y est toujours vénéré.

L'histoire de la pénétration diffuse des Yéménites est encore à préciser [6], mais jusqu'à l'époque de l'empereur Menelik (m. en 1913) et de l'instauration du pouvoir amhara, ils détenaient la majeure partie du commerce de gros et d'import-export. Ils en ont été depuis dépossédés [7] mais conserveraient encore une partie du petit commerce.

Il n'y a pas en Ethiopie un village sans Yéménite. Celui-ci est parfois artisan (boulanger, etc.), mais le plus souvent il ne s'adonne qu'au commerce de distribution. Addis Abeba même connaît une forte

(3) Les fonds que les émigrés envoient à leurs familles représentent un revenu variable et mal connu mais considérable.

(4) M. ALBERT, La République arabe du Yémen à la recherche d'une politique étrangère, *Maghreb Machrek*, n° 74, 1976, p. 65 ; P. BONNENFANT, Utilisation des recettes pétrolières et stratégie des groupes sociaux en Péninsule arabe, *Maghreb-Machrek*, n° 82, 1978, pp. 60-69 et n° 83, 1979, pp. 61-72 ; J. DUCRUET, Les migrants de l'or noir, *Etudes*, août-sept. 1980, p. 149-161. Des Yéménites ont été exécutés pour des raisons politiques à plusieurs reprises, notamment en 1967 et, plus récemment après l'affaire de La Mekke (1979).

(5) Leur situation s'est encore aggravée depuis (*Le Continent* du 16 janv. 1981).

(6) Voir J.S. TRIMINGHAM, Islam in Ethiopia, London, 1952.

(7) J. TUBIANA, L'islam et l'Ethiopie, dans G. NICOLAS éd., *Sociétés africaines, monde arabe et culture islamique*, Paris, 1979, p. 242-245.

concentration et jadis la vaste zone commerciale du Mercato était pavoisée les jours de fêtes impériales d'autant de drapeaux nord et sud-yéménites qu'éthiopiens.

Le Yéménite d'Ethiopie attire le chaland en faisant crédit et en proposant à la ménagère tout ce qu'elle peut souhaiter acheter, sans jamais lui imposer de quantités : tout est au détail : cigarettes, bonbons et lames de rasoir ; le café est vendu par cornet d'une ration, l'encens par pincée, etc... Le maître du lieu trône dans une boutique parfois modeste, souvent bien aménagée, que les Ethiopiens appellent tout simplement *aräb bet* ou *suq*. Dans un pays qui vit encore largement en autoconsommation, *aräb bet* est le palais de la nouveauté et de la camelote étrangère, le point d'arrivée au village de toutes les merveilles : rouge à ongle, peigne en plastique, soutiens-gorge, étoffes pailletées,... devant lesquelles les élégantes béent d'envie.

Bien admis par les musulmans, le Yéménite n'a jamais bénéficié de la sympathie des Éthiopiens chrétiens. Ses qualités de commerçant et de musulman s'ajoutent à sa nationalité étrangère pour l'exposer à leur dédain : ils le considèrent comme un intrus et un profiteur [8].

Pour le clergé et les gouvernements, tant impérial que révolutionnaire, en cas de difficultés intérieures ou extérieures, il est le bouc émissaire rêvé. Qu'un district à forte proportion musulmane se soulève, les Yéménites sont soupçonnés d'être complices de l'insurrection. Qu'un gouvernement arabe quelconque entre en conflit avec l'Ethiopie et ils sont victimes d'une nouvelle vague de xénophobie.

Si, peu à peu, la montée d'une petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie tigré ou amhara a ravi leur monopole aux Yéménites, c'est la révolution de 1974 qui les a le plus durement touchés et a réduit leur nombre qui atteignait 500 000 personnes (?) à la fin de l'Empire. A partir de 1975, nombreux sont ceux qui doivent « rentrer » au Yémen, un pays qu'ils ne connaissent pas... où leurs fréquents métissages et leur ignorance du milieu yéménite, voire de l'arabe, les dessert. Si par le jeu des nationalisations les Yéménites ont perdu une partie de leurs biens, ils partagent en cela le sort des Ethiopiens et des négociants soudanais, mais à l'été 1977, le Derg prend des mesures qui ne visent qu'eux. Encore faut-il préciser qu'elles frappent surtout les Nord-Yéménites. La sympathie active que le gouvernement d'Aden porte au Derg vaut aux Sud-Yéménites une relative tranquillité et à certains de ses plus gros négociants une étrange impunité. En août, le Derg fait arrêter le chef de la communauté nord-yéménite *Shaykh* Muḥammad Nâṣir al-Ḥajji et en septembre, 19 000 ressortissants yéménites sont spoliés et expulsés vers le Nord-Yémen, ou le Soudan, où ils vont s'entasser dans des centres d'accueil [9].

La province éthiopienne d'Erythrée, ancienne Colonia Eritrea, occupée par les Italiens de 1870-1885 à 1941, mérite une mention particulière. Les Arabes y vivant sont tous yéménites à l'exception des

(8) La question des rapports entre les émigrés yéménites et les Ethiopiens est traitée dans les œuvres romanesques de Muḥammad 'Abd al-Wali telle que *Yamûtûn ghurabâ'*, Sanaa, s.d.

(9) Dépêches de l'A.F.P. des 19 mai, 9 juil. et 24 août 1977.

Rashayda [10] et de quelques Soudanais. Ils ont constitué de fortes concentrations, surtout à Massawa et Asmara, que le départ des Italiens et l'insécurité politique ont aujourd'hui résorbées.

Les contacts entre la côte yéménite et la côte éthiopienne et son seul port important de Massawa sont anciens. Odirizzi remarque qu'en 1910, sur 48 familles de l'aristocratie massawine, 20 se réclament d'une ascendance yéménite (9 du Ḥaḍramawt, 5 de Ḥudayda, 4 de Luḥayya, 1 de Zabid et 1 de Bayt al-Faqîh) [11]. Il évalue alors le nombre des Yéménites non-assimilés à plus de 800 sur une population autochtone de 3 882 habitants [12]. En 1936, Rossi parle de plusieurs milliers [13]. Pour toute l'Erythrée, Pollera donne le chiffre de 5 500 [14], en se fondant sur le recensement de 1931. L'administration coloniale italienne a largement contribué à l'accroissement de cette colonie en recrutant des *'askari* et, à partir de 1934, des ouvriers nord-yéménites pour les employer aux grands chantiers qu'ils avaient ouverts dans leur colonie. Ces ouvriers vinrent ainsi s'adjoindre, souvent temporairement, aux marchands de perles, de troques, aux négociants en import-export, aux boutiquiers, aux maçons, aux dockers et aux porteurs, etc. Pollera note que ces travailleurs connaissaient le système des *muqaddam* [15] et que seuls quelques riches marchands faisaient venir leur épouse du Yémen.

Depuis le début des troubles qui opposent le gouvernement d'Addis-Abeba aux Erythréens, notamment aux musulmans, les Yéménites ont souvent été suspectés à tort d'éprouver des sympathies à leur égard. Il serait intéressant de savoir si l'appui que le gouvernement sud-yéménite a accordé jusqu'à la chute de la monarchie aux rebelles a influé directement sur leur situation.

---

(10) De nombreux auteurs éthiopisants attribuent aux Rashayda une origine yéménite. A tort. Ils viennent en fait du Ḥijâz dont ils ont émigré dans les années 1845. Cf. A. POLLERA, *Le polazioni indigene dell'Eritrea*, Bologna, 1935, (cité POLLERA), pp. 213-215 ; J.S. TRIMINGHAM, *Islam in the Sudan*, Oxford, 1965, pp. 25 et 226.

(11) D. ODIRIZZI, *Il commissariato regionale di Massaua al 1° gennaio 1910*, Asmara, 1911, (Cité ODIRIZZI).

(12) ODIRIZZI, p. 125.

(13) E. ROSSI, Appunti di dialettologia del Yemen, *R.S.O.*, XVII, 1937, p. 244.

(14) POLLERA, p. 114.

(15) Le « système » des *muqaddam* est une organisation du travail commune à toutes les colonies d'émigrés yéménites, dans lequel les relations employeur-employé sont médiatisées par un intermédiaire nommé *muqaddam* et parfois *saranj*. C'est ce personnage qui recrute la main-d'œuvre, souvent sur des critères tribaux, la place et la paie. C'est lui aussi qui organise les tours de travail et de repos, décide des bonifications de salaire et des licenciements. Les travailleurs et les patrons dépendants de cet « entrepreneur » en main-d'œuvre, acceptent son rôle et le rémunèrent. Cf. R.J. GAVIN, *Aden under british rule, 1839-1967*, London, 1975, (cité GAVIN), pp. 59, 60, 326-327 ; B. KELLER, *Les Arabes du Yémen à Madagascar*, Mémoire du C.H.E.A.M. n° 1765, p. 9 et 10.

A Djibouti

Il est évident que les marins, trafiquants d'esclaves [16] et négociants yéménites ont fréquenté de longue date les côtes de ce qui est aujourd'hui la République de Djibouti, et cela, avant même que la ville n'ait été fondée. Mais ces contacts, circonstanciels et sporadiques, n'aboutirent à aucun établissement permanent avant l'occupation française.

Cette constatation permet de souligner d'emblée une singularité qui distingue la colonie yéménite de Djibouti de ses sœurs d'Insulinde ou d'Afrique orientale. A la différence de celles-ci, elle ne doit pas son existence, et partant son importance et sa cohésion, à l'amplification d'un courant d'émigration ancien (la fréquentation séculaire mais irrégulière des lieux par des Yéménites ne peut être assimilée à un mouvement migratoire de peuplement), mais à l'apparition brusque de circonstances favorables à sa formation et à son développement. En un mot, le Yéménite est venu à Djibouti avec le colonisateur, à cause de sa présence et des possibilités qu'elle se révélait lui offrir [17].

Pendant toute « l'époque des Français », ils ont formé une communauté prospère, intermédiaire économique privilégiée entre le colonisateur et le colonisé. Alors que ses sœurs de Zanzibar ou d'Insulinde se sont socialement effacées, elle demeure. Installée aux portes mêmes de la mère patrie, peut-être a-t-elle pu mieux que d'autres vivre et réussir sur un sol étranger sans perdre sa personnalité. L'indépendance de Djibouti proclamée (1977), certains des émigrés sont partis, mais la majorité est toujours là, jouant honnêtement le jeu de l'édification du nouvel Etat.

En 1885, la France qui cherche à améliorer ses implantations sur la route de l'Extrême-Orient achète le cap Djibouti à des chefs coutumiers somali issa *('îse)* afin d'y transférer la capitale de sa colonie d'Obock. Dans le but d'édifier une ville, elle fit appel à la main-d'œuvre des Yéménites qui entrèrent ainsi dans l'histoire de Djibouti par l'activité dans laquelle ils excellent au pays : la construction.

Djibouti, à quelques heures de boutre du Yémen devient aussitôt une plaque tournante de l'émigration. Parmi les émigrés qui passent à Djibouti, certains trouvent à s'employer dans la ville ou au port. D'autres tentés par l'aventure s'embarquent comme soutiers et chauf-

---

(16) Sur la participation – modeste ? – des Yéménites au trafic des esclaves noirs : M. CHAILLEY, *Note sur les 'Afar de la région de Tadjoura*, Paris-Djibouti, 1980, pp. 119-121 ; MOHAMED SAID EL ATTAR, *Le Sous-Développement Economique et Social du Yémen*, Alger, 1964, p. 105 ; P. OBERLE, *Afars et Somalis*, Paris, 1971, (cité OBERLE), p. 198 ; etc.

(17) Pour l'ensemble de la question voir : A. ROUAUD, Profil d'une minorité : les Yéménites de Djibouti à la veille de l'indépendance, dans J.L. MIEGE éd., *Minorités et gens de mer en océan Indien, XIX^e-XX^e siècles*, Aix-en-Provence, 1979.

feurs sur les cargos parcourant les routes de l'empire colonial français ; terminus : Marseille ou Saïgon [18].

Lorsqu'en 1896, l'Administration des Etablissements d'Obock est officiellement transférée dans la nouvelle ville, celle-ci compte déjà un bon millier de Yéménites, charpentiers, maçons et négociants, venus en général par Aden. Dès avant 1900, ils sont reconnus comme un groupe composant de la population et prennent place aux côtés des Français, des « étrangers » (Grecs, Arméniens etc.) et des « Indigènes » (Somali et 'Afar sont alors considérés indistinctement). Cependant, ils sont parfois confondus avec ces derniers... sans l'être, comme en témoigne cette décision d'accorder des sièges au sein du Comité Consultatif du Commerce à « *six indigènes dont quatre Arabes* ». Dès 1901, les Yéménites projettent de construire une mosquée en pierre et obtiennent à cette fin un terrain qui est concédé par arrêté à un « *négociant arabe* » [19].

En 1901, les émigrés sont 2 000 et représentent 20 % des citadins. Dix ans plus tard, ils sont 2 600 soit 50 % des « Indigènes » de la ville. Si leur nombre absolu continue à croître régulièrement, leur proportion en revanche commence bientôt à diminuer devant l'afflux de Somali venus de la brousse. Mais les nouveaux-venus s'ils les submergent numériquement ne les concurrencent que pour les emplois les plus modestes et stimulent le commerce que les Yéménites contrôlent largement.

Ainsi en 1967, ils ne sont plus que 9 000 (13 %) dont 3 000 citoyens français sur un total de 62 000 habitants En 1981, malgré l'absence de statistiques fiables, on peut supposer que leur nombre a encore augmenté, sans toutefois atteindre le chiffre parfois avancé de 20 000. Il faudrait aussi déterminer les parts respectives qu'occupent dans la démographie yéménite l'accroissement naturel et l'émigration. Une telle étude montrerait à coup sûr que l'émigration marque le pas depuis la Seconde Guerre mondiale [20]. On observe même un mouvement de retour particulièrement sensible depuis la proclamation de la République arabe du Yémen et surtout la fin de la guerre civile qui a crée une situation attractive pour les capitaux et les compétences des émigrés [21].

Les Yéménites bénéficiant donc de la carence en main d'œuvre d'une colonie aux colons rares et aux colonisés mal fixés se sont rapidement et facilement rendus indispensables dans de nombreux domaines. Ils ont d'abord monopolisé jusqu'à la fermeture du canal de Suez les emplois du port et ceux de soutiers à bord des navires, s'attirant ainsi la haine des Somali frustrés de métiers auxquels ils pouvaient prétendre. Puis, ils se sont imposés dans des secteurs professionnels que nul ne leur disputait : l'artisanat, la construction (charpenterie, maçonnerie, plomberie, électricité, etc.) la navigation, la pêche, les services (sténo-dactylographie, transports, etc.) et l'agriculture. Ce sont en effet

(18) En 1975, le Nord-Yémen a rapatrié 300 de ses ressortissants vivant au Sud-Vietnam.

(19) Sur l'importance des Yéménites au début de la colonie : G. ANGOULVANT et S. VIGNERAS, *Djibouti, mer Rouge, Abyssinie*, Paris, 1902, pp. 144, 145, 243.

(20) P. AUGUSTIN, Quelques dénombrements de la population du Territoire Français des Afars et des Issas, *Pount* (Djibouti), n° 13,1974 et n° 14, 1975.

(21) Une loi nord-yéménite de 1970 autorisant les investissements étrangers à favorisé ce mouvement.

les Ḥakmi du sud de la Tihâma nord-yéménite qui ont introduit les palmiers à Ambouli (Himbòli), le village où ils se sont fixés et ont créé les jardins maraîchers qui fournissent la totalité de la maigre production agricole du pays.

Si ces métiers assurent l'aisance à ceux qui les exercent, c'est par le commerce que certains ont vraiment prospéré. Les Yéménites se sont en effet, avec de petits capitaux, assurés le contrôle, à 90 %, du commerce de détail et, dans une moindre proportion, de celui de gros et demi-gros. Boutiques de luxe et épiceries des alentours de la Place Ménélik, échoppes en planches du quartier autochtone, bazars-fourre-tout des villages de la brousse : ils tiennent tout ; ils sont partout. Ils ont également, malgré l'âpre concurrence des Indiens, acquis une place de choix dans l'import-export et le change [22]. Les seuls secteurs commerciaux dont ils soient absents sont la limonaderie, le commerce des légumes et surtout l'importation et la vente du *qât* [23]. Le service public lui non plus ne les a pas attirés : assez rares sont les fonctionnaires et les militaires yéménites [24].

Dans un pays où le problème social majeur est le sous-emploi, il n'y a guère de chomeur yéménite. Qu'il soit fondé de pouvoir de la Banque d'Indochine, négociant ou colporteur, le Yéménite est un travailleur actif, intelligent, régulier et compétent que les employeurs préfèrent souvent aux 'Afar et aux Somali réputés plus instables que lui.

Comme en Insulinde et au Yémen même, celui qui réussit place sa fortune dans l'immobilier. Jusque vers 1950, une forte proportion des immeubles appartenaient aux Yéménites. Depuis, la bourgeoisie immobilière a cédé le pas à la bourgeoisie commerçante.

Shafi'ites originaires de la Mantaqa l-wusta [25], de la Tihâma, du Ḥaḍramawt ou en plus petit nombre zaydites des hauts-plateaux, les Yéménites se regroupent – leurs activités les y obligent – à Djibouti-ville, et les 300 individus qui sont fixés dans les circonscriptions de l'intérieur le sont toujours au chef-lieu.

En ville, selon leur fortune et l'ancienneté de leur établissement, ils se divisent en trois groupes installés dans des différents secteurs. Les familles venues au début du siècle, enrichies, vivent dans les mêmes quartiers que les Européens dont le mode de vie les influence. Connaissant mal ou pas du tout le Yémen, ils ont souvent adopté la nationalité française et se marient à Djibouti. Les émigrés né au Yémen habitent autour de la place Ménélik, là où sont leurs affaires. Ils ont souvent laissé une famille au Yémen et conservent plus que les précédents les

(22) Dans toutes ces activités, les Yéménites se sont acquis une réputation professionnelle excellente de travail et de sérieux.

(23) L'exercice au Yémen de ces derniers commerces est socialement peu recommandable.

(24) Cf. DESIRE, les troupes somalies pendant les deux guerres mondiales, *Revue historique de l'Armée*, n° 4, nov. 1963.

(25) Les Yéménites de Djibouti sont majoritairement originaires des confins des deux Yémen. Les chiffres donnés par STEFFEN (pp. II/26 et 27) montrent que dans certaines *'izla* de cette région, 10 % des émigrants vont à Djibouti. Tous les Yâfa'i installés dans la ville sont nommés « bayḍâni » qu'ils soient natifs de Bayḍa ou non. La Tihâma est également bien représentée avec les Ḥakmi, les Mashlihi, etc.

mœurs et les comportements du pays. La masse, d'arrivée récente ou ancienne mais de revenus plus modestes vit dans les quartiers du Bender Djedid [26].

Malgré cette répartition, les Yéménites sont relativement unis. On ne note pratiquement pas de tensions internes entre tribus, entre *zaydites* et *shâfi'ites*, entre natifs du Nord et du Sud. La présence d'autres groupes ethniques constitués, les rivalités économiques et la nécessité d'établir des relations avec l'Administration les ont poussés naturellement à s'homogénéiser.

Un parler propre aux émigrés, des écoles, des associations et des clubs expriment l'unité de la communauté et assurent sa cohésion. Un dialecte arabe, très voisin de celui d'Aden, est né. Il sert de langue de communication entre Yéménites mais aussi de *lingua franca* du pays. Seuls, les Ḥakmi conservent entre eux l'usage de leur dialecte propre.

Dans cette communauté d'émigrés, les structures sociales yéménites ne se sont pas reconstituées. Les expatriés, en quelque sorte libérés, se sont intégrés à la stratification sociale de la Colonie fondée sur l'appartenance ethnique et le pouvoir économique. Placés entre la société française qui ignore les tribus et les castes et la société somali qui connaît les unes et les autres, les émigrés se sont mis plutôt à l'école de la première. Seuls les membres de quelques groupes sociaux traditionnels sont connus comme tels et jouissent des prérogatives de leur caste ou bien pâtissent des interdits qui pèsent sur elle. Il s'agit principalement des descendants du Prophète, les *sayyid*, et des *akhdâm* [27].

Les *sayyid*, presque tous shâfi'îtes, sont souvent originaires du Ḥaḍramawt. Ils ne portent plus de costume distinctif et leur prestige, surtout s'ils s'adonnent à des activités mercantiles, est moins éclatant qu'au Yémen. Ils ont fourni, jusqu'à l'indépendance, les *imâms* des mosquées et le *qâḍi*. Celui-ci était un des trois notables yéménites appointés par l'administration française. Leur conception rigoriste de l'islam les conduisait souvent à entrer en conflit avec leurs ouailles 'afar et somali restées attachées à de nombreuses pratiques coutumières [28].

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, les *akhdâm* constituent un autre groupe séparé dans lequel sont englobés ici les *muzayyin*, les *jazzâr*, les *hajur*, etc. Les *akhdâm* sont circonciseurs, et si la construction d'abattoirs modernes les a privés de leur fonction d'égorgeurs, ils ont su adapter à la vie moderne certains de leurs métiers réservés : de vidangeurs, ils sont devenus plombiers. La prospérité générale de la communauté leur a permis de mieux s'intégrer et l'ostracisme dont ils souffrent au pays ne subsiste que partiellement.

Il faut enfin signaler qu'il y eut des juifs yéménites à Djibouti. Venus par Aden, ils étaient une cinquantaine en 1901 et 200 en 1949 à la veille de quitter la ville pour bénéficier du pont aérien par lequel les Israéliens transférèrent la quasi-totalité de la communauté juive yéménite d'Aden

(26) Cf. Carte ethnique des quartiers autochtones de Djibouti, Université de Bordeaux, Bordeaux, 1972. Ce relevé devrait être aujourd'hui corrigé.

(27) Sur les structures de la société nord-yéménite se reporter aux travaux de J. CHELHOD.

(28) L'usage du sang animal en médication, par exemple.

en Israël. Aujourd'hui, quelques familles yéménites d'orfèvres et de cordonniers ont encore la réputation d'être d'origine juive [29].

Les modes de vie et les mœurs se sont unifiés sous l'influence des coutumes d'Aden et adaptés aux conditions de Djibouti. Les Yéménites n'ont pas transporté de forme d'habitat. Ils vivent selon leurs moyens dans des maisons de type européen ou dans les baraques en planche des quartiers somali et 'afar. L'alimentation est celle des côtes du Yémen, mais le riz y occupe une place plus importante qui s'explique par l'aisance relative des consommateurs. Le vêtement est très altéré. Seul l'homme de condition modeste ou d'émigration récente conserve l'usage de la *fûta* et du turban. Les autres ont adopté le costume européen renonçant même au port de la *kufiyya*, avec un goût pour l'élégance teintée de dandysme chez les jeunes. Quant aux femmes, elles portent soit la robe multicolore d'Aden, soit le pantalon, soit encore la jupe. Elles ne sont que très rarement voilées mais ne sortent qu'enveloppées dans le long *shâdir* noir de leurs consœurs d'Aden.

La passion du *qât* que les Yéménites ont transmise aux Somali et aux 'Afar s'assouvit à Djibouti dans le cadre du *mabraz*. Cette institution tient tout à la fois du club, de la confrérie et du salon littéraire. Un groupe d'amis s'assemble régulièrement dans un local loué à cet effet autour du « *dieu-qât* » pour s'entretenir de tout et de rien et même de politique.

Les règles du mariage sont à Djibouti plus simple qu'au Yémen. Les futurs époux se connaissent avant les noces, le *mahr* n'est plus que mentionné sur le contrat, les mariages précoces et la polygamie sont rares. Les Yéménites émigrés après leur mariage laissent au Yémen leur femme, à laquelle ils envoient régulièrement de quoi vivre. Deux mois par ans ils disparaissent : ils sont *fi l-qarya* (« au village »). De retour à Djibouti, une lettre les avertira que la tribu compte un membre de plus...

Les femmes n'ont jamais représenté qu'une faible proportion des émigrés [30]. Aussi certains d'entre eux, plutôt que de rentrer au pays se marier préfèrent épouser des Somali ou des 'Afar. Toutefois ces unions avec des femmes autochtones sont plus rares que dans d'autres pays d'émigration yéménite. La proximité du Yémen, et les coutumes locales, qui encouragent peu ces alliances, en sont la cause. Les femmes yéménites, ou mariées à des Yéménites, même si elles sortent peu de la maison mènent une vie moins contrainte qu'au Yémen.

Ayant accédé à la puissance économique avec le tacite encouragement de l'Administration française, les Yéménites auraient pu ne pas se contenter de ce pouvoir, ni de l'ascendant culturel que leur valait leur appartenance à la race du Prophète. En fait, les tentatives timides qu'ils firent pour participer au pouvoir politique après la Seconde Guerre mondiale, à une époque où ils représentaient encore un gros tiers de la

(29) ANGOULVANT, p. 146 ; AUGUSTIN, n° 13, pp. 31,34,38 et n° 14, p. 32 ; V. Thompson and R. ADLOFF, *Djibouti and the Horn of Africa*, Stanford, 1968, (cité THOMPSON), pp. 33, 215.

(30) C'est une constante de l'émigration yéménite que l'homme parte sans sa femme. Economiquement, cette pratique garantit au pays des rentrées en devises.

population urbaine, doivent être interprétées plus comme l'aboutissement de quelques ambitions personnelles que comme l'effort concerté d'un groupe ethnique pour s'emparer du pouvoir [31].

En Somalie

Le littoral somali, le Benadir (« les ports » en arabo-persan) fut fréquenté de tout temps par les Yéménites, les Omani et les Persans (il faudrait pouvoir démêler leurs rôles respectifs). Les premiers fondent Mogadiscio (Muqdisho) au début du VIII[e] siècle. Zayla' convertie à son tour sert de base de départ aux commerçants et aux prédicateurs qui gagnent les 'Afar et les Somali à l'Islam. Il ne fait guère de doute que cette ville est alors fortement yéménisée. Au XIV[e] siècle, Ibn Baṭṭuṭa et al-Dimashqi rapportent que ses habitants sont *shâfi'ites* et *zaydites*. Les étudiants qui veulent poursuivre des études se rendent à Aden [32]. A partir du XVII[e] siècle, la ville dépend de Mokha, mais au XIX[e] siècle, avec l'installation des Britanniques qui privilégient Berbera, elle décline. C'est dès lors dans ce dernier port que les boutres yéménites viennent commercer annuellement, dès l'automne, pour devancer les bateaux du Golfe.

A l'époque contemporaine, les Yéménites de Somalie (estimés à 30 000, mais ce nombre [33] inclut les autres Sud-Arabes) que les Somali appellent collectivement « 'Adani » tiennent la même place qu'en Ethiopie : ils sont commerçants, boutiquiers, etc., et aussi marins. Nombreux sont ceux qui, installés depuis des générations, se sont métissés. Les Ḥaḍrami de Mukalla résidant à Mogadiscio et à Marka y ont introduit la *ṭarîqa rifâ'iyya* [34].

A Madagascar

Comme l'ensemble de la côte africaine de l'océan Indien, Madagascar a reçu, surtout à partir du XII[e] siècle, des groupes venus d'Arabie dont à coup sûr certains du Yémen [35]. Peut-être furent-ils à l'origine de la fondation de Majunga et donnèrent-ils naissance, en se métissant, aux Antalaotra. De cette émigration lointaine subsiste des emprunts divers et des revendications généalogiques.

Au XX[e] siècle, une colonie nord-yéménite se forma dans la province de Majunga en liaison avec l'expansion coloniale. En effet, en 1904, la

(31) OBERLE (pp. 125-132) et THOMPSON (pp. 61-66) traitent des événements interethniques de 1949 au cours desquels les Yéménites jouèrent un rôle et de la carrière de Said Ali Coubèche, personnalité marquante de la communauté.

(32) J.M. CUOQ, *Les Musulmans en Afrique*, Paris, 1975 (cité CUOQ), p. 410.

(33) CUOQ, p. 402.

(34) CUOQ, p. 411.

(35) J. FAUBLEE, Anciennes influence islamiques à Madagascar, dans G. NICOLAS éd., *Sociétés africaines, monde arabe et culture islamique*, Paris, 1979, p. 83.

Compagnie maritime de Batelage de Majunga manquant de main-d'œuvre apte à traiter les cargaisons des navires « importa » des Yéménites. Pour ce faire, elle envoyait au Yémen un agent recruteur yéménite qui convainquait le plus souvent des membres de sa propre tribu de le suivre à Djibouti. Là, ceux qui trouvaient à s'embaucher au port ou ailleurs se fixaient, les autres continuaient leur route vers Madagascar. Le recruteur se chargeait également au cours d'une tournée ultérieure au pays de distribuer aux familles les gains réalisés par les émigrés. Après la Seconde Guerre mondiale, Aden remplaça Djibouti comme relais et c'est l'agent des Messageries maritimes dans cette ville qui supervisa dès lors le travail des recruteurs et les transferts de fonds préalablement convertis dans la monnaie nord-yéménite, alors en usage : l'encombrant thaler de Marie-Thérèse d'argent (T.M.T.).

L'expérience connaît le succès et est étendue à Diego Suarez puis, vers 1950, à Nossi-Bé. Embauchés par un recruteur dans les régions de Dhamar, Yarîm et Radâ', les ouvriers engagés sont tous zaydites. Leur contrat est d'abord verbal ; il est ensuite dûment rédigé (visé par le Consul de France à Aden), ce qui leur assure un certain nombre de garanties. Ils travaillent sous l'autorité incontestée d'un *saranj* qui tient le rôle de *muqaddam*, et ils acquièrent vite une réputation d'efficacité qui justifie les salaires élevés qui leur sont versés et dont une grande partie est transférée au Yémen à l'intention de leur famille. Vivants dans des camps, repliés sur eux-mêmes, ils disposent de mosquées de fortune. Leur distraction préférée consiste à lire devant tous les lettres du pays que chacun reçoit.

Avec le temps, une colonie est née hors des camps. Certains, retenus par une femme (comorienne, mauricienne, rarement malgache), ne rentrent pas au Yémen mais s'établissent comme épiciers, commerçants, voire maraîchers, comme à Sadjoavato. Ils sont groupés en petites colonies sous l'autorité de chefs (*abû*), à l'écart de toute organisation locale et ne font pas de politique. B. Keller, dans la note qu'il leur a consacré en 1951 [36], évalue leur nombre à 1 275, dont 1 175 pour la province de Majunga (incluant 520 dockers), 48 à Tamatave, 33 à Tananarive et 19 à Tuléar. Il est à noter qu'un petit nombre de Yéménites engagés dans l'armée française se sont également fixés sur place. J. Cuoq signale en 1975 la présence de 2 000 Yéménites dont un millier sont installés à demeure [37].

Aux Comores

Les familles d'origine yéménite sont surtout nombreuses à la Grande Comore et à Anjouan. Très métissées, les familles aristocratiques, les *gabila (qabîla)*, aiment à rappeler leur ascendance et, parmi tant

(36) KELLER, p. 4.
(37) CUOQ, p. 511.

d'autres, la généalogie du saint al-Ma'aruf (m. en 1901) [38] remonte à un ḥaḍrami. Les *sayyid* (les ḥasanides sont nommés « Jamâl al-Layl » et les ḥusaynides « Abû Bakr », du nom de leurs lignées d'origine) sont supposés être venus de Inât au Ḥaḍramawt. Une boutade, en usage parmi les Comoriens, consiste à leur suggérer de « rentrer chez eux ».

Certains Yéménites sont venus directement du Yémen, d'autres par Zanzibar. Nombreux à Moroni et Itsandra, ils portent parfois les noms les plus fameux du Sud-Yémen, comme Bâ Faqîh et 'Aydarûs. Commerçants, ils sont aussi droguistes-parfumeurs et conseillent des remèdes. Ayant atteint l'aisance, ils prêtent de l'argent et avancent en nature le trousseau aux jeunes mariés démunis dont ils se remboursent sur les récoltes à venir. Ils sont en général bien considérés, quoique blâmés pour leur « racisme » : ils se marient entre eux.

A Zanzibar

Parmi toutes les implantations yéménites d'Afrique Orientale, celle de Zanzibar fut la plus importante et la plus influente. Dès avant l'Islam, les négociants yéménites, persans et omani fréquentent les ports de la côte africaine entre Mogadiscio et Kilwa. La participation yéménite à ces mouvements semble avoir été quantitativement notable. Si la côte est colonisée dès le X[e] siècle, la pénétration de l'intérieur des terres ne commence qu'à partir de 1825 et s'accélère après 1840, lorsque le Sultan Sa'îd, de Mascate, transfère sa résidence à Zanzibar. Après l'accord anglo-germanique de 1890 qui prive le Sultanat de ses territoires continentaux et l'instauration du protectorat britannique, ce sont les îles de Pemba et de Zanzibar qui focalisent le courant migratoire qui, dans les années 1960, avait encore tendance à augmenter [39].

Jusqu'aux troubles de 1964, la population yéménite ou d'origine yéménite de Zanzibar peut être répartie en plusieurs groupes : les Afro-Arabes (Mwarabu), les Shiḥri et pour une part les Manga.

Les Afro-Arabes regroupent les descendants métissés et largement assimilés (ils n'utilisent plus l'arabe comme langue quotidienne) des migrants venus antérieurement à l'expansion omani de la première moitié du XVIII[e] siècle, dont certains étaient des mercenaires recrutés au Ḥaḍramawt pour lutter contre les Portugais. Ce groupe comprend aussi des émigrés venus depuis la consolidation du Sultanat. En son sein on compte des membres de familles *mashâyikh* [40] et des lignées de *sayyid* ḥaḍrami ('Âl Ḥusayn, 'Âl Jadîd, Bâ 'Alawi, Bâ Faqîh, Bâ Sukût, 'Âl Jamâl-al-Layl, 'Âl-Saqqâf, etc.) [41].

---

(38) Cf. SAID KA'ABI, *La vie et l'œuvre du grand marabout des Comores Said Mohammed ben Ahmed al-Ma'arouf*, Tananarive, 1949, p. 26 et 27.

(39) J.S. TRIMINGHAM, *Islam in East Africa*, London, 2[d] ed., 1964, (cité TRIMINGHAM), p. 52 ; H. INGRAMS, *Arabia and the Isles*, Londres,3[d] ed., 1966, (cité INGRAMS), pp. 42 et s.

(40) T. BERNIER, Confédérations et tribus du Sud de l'Arabie, dans *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, vol. V, Paris, 1959, pp. 220 et 266.

(41) TRIMINGHAM, p. 34.

Le terme Shiḥri désigne indistinctement tous les Sud-Yéménites culturellement non assimilés, qu'ils soient originaires de la ville de Shiḥr, d'Aden, de Mukalla, de Soqoṭra ou d'ailleurs. Eux-mêmes rejettent ce nom et s'appellent entre eux du nom de leurs tribus : Tamîmi, Kathîri, Yâfi'i, 'Awaliq, etc. Méprisés par les omani *'ibâḍi*, certains connaissent la réussite, mais la majorité n'exerce que de petits métiers : ils fournissent les équipages des boutres et sont boutiquiers, marchands d'eau, bouchers, pêcheurs... Ceux des tribus, surtout les Yâfi'i, s'engagent comme mercenaires dans la garde du sultan. Ils se marient souvent avec des Africaines, mais leurs filles épousent en général des Arabes ou des métis.

Les Shiḥri ont exercé une influence culturelle et religieuse déterminante. Dès le XVII[e] siècle, leur *madhhab*, le shâfi'isme l'avait emporté sur le 'ibâḍisme du sultan. Cette partie de l'Afrique orientale acquise définitivement au shâfi'isme utilise encore les livres religieux et les traités juridiques qui sont en usage au Ḥaḍramawt. Elle apprécie les maîtres d'école coranique ḥaḍrami qui reçurent pendant longtemps leur formation au *ribâṭ* de Tarîm (puis Say'ûn).

Les Manga enfin forment un groupe composite qui agglomère aux omani d'arrivée récente les rares émigrés zaydites du Nord-Yémen. La question est posée de savoir (comme à Madagascar et aux Comores), si quelques ismaéliens du Nord-Yémen n'auraient pas profité de l'installation à Zanzibar de leurs coreligionnaires indiens pour y émigrer.

A partir de 1955 des conflits entre groupes ethno-économiques (africains, indo-pakistanais, shirâzi, omani, shiḥri, etc.), se concrétisent dans la formation de partis politiques. Le Z.N.P. (Zanzibar Nationalist Party), financé par l'oligarchie arabe et le sultan, défend les intérêts des Omani et des Shiḥri et revendique une indépendance qui leur garantirait le maintien de leur suprématie. En 1957, l'Africain Rashid Karume, originaire du Malawi, et le Shirâzi Shamte, créent le A.S.P. (Afro-Shirazi Party), mais très vite Shamte fait dissidence et fonde le Z.P.P.P. (Zanzibar and Pempa People's Party).

En 1960, les Anglais annoncent leur intention d'accorder l'indépendance qu'ils négocient avec le Z.N.P. Les élections organisées, en juin 1961, pour mettre en place un gouvernement de transition donnent 10 sièges au Z.N.P., 10 sièges au A.S.P. et 3 au Z.P.P.P. Le Z.N.P. et le Z.P.P.P. s'allient alors pour former un gouvernement de coalition où 5 ministres sur 7 sont arabes ! Les Africains comprennent que l'Indépendance se fera sans eux et contre eux.

Le 10 décembre 1963, le Sultanat devient officiellement indépendant. La tension entre Arabes et Africains monte et atteint rapidement son paroxysme. Les Africains accusent le Z.N.P. de projeter leur expulsion vers le Tanganyika et d'armer les Manga. Le 4 janvier 1964, les Africains s'insurgent sous la conduite de l'Ougandais J. Okello et s'emparent du pouvoir. Commence alors une hallucinante chasse à l'Arabe qui n'épargne ni le cireur de chaussure, ni le marchand d'eau. Le tableau de chasse d'Okello, clamé par lui-même [(42)], n'est pas banal :

(42) J. OKELLO, *Revolution in Zanzibar*, Nairobi, 1967, p. 160.

11 995 morts, soit plus d'un tiers des Arabes vivant à Zanzibar et Pemba [43], dont nombre de Shiḥri. Exsangue, la communauté subsiste pourtant [44].

Sur la côte africaine, de Kilwa à Lamu, vivent également de nombreuses communautés de Yéménites, principalement des Ḥaḍrami [45] qui sont surtout commerçants. Ils constituent une proportion importante mais malheureusement indéterminée des 25 000 (?) Arabes de la côte tanzanienne et de ceux (34 000 ?) du Kenya [46] qui sont en grande partie concentrés à Mombasa [47].

En Inde

Outre les implantations traditionnelles de Yéménites et de Sud-Arabes sur la côte occidentale de l'Inde, au Malabar, dues au très antique courant commercial reliant l'Arabie à cette region, il faut mentionner l'intéressante colonie ḥaḍrami du Ḥayderâbâd, au cœur de l'Inde.

A partir du XV[e] siècle, les princes musulmans qui règnent sur le Deccan hindou utilisent des mercenaires afghans, éthiopiens, persans et arabes. Au XVIII[e] siècle, les Marâthes font de même pour asseoir leur puissance ainsi que les *niẓâm* de Ḥayderâbâd (indépendants de fait après 1724) qui emploient des Yafi'i venus du Ḥaḍramawt. Ceux-ci affluent dans le pays entre 1820 et 1845 [48] et se rendent indispensables à la cour du *niẓâm* qui les utilise, après 1850, pour contrer les projets de réformes de son ministre acquis aux Britanniques. Il leur confie ainsi le trésor, le commandement des principales places fortes et les autorise à entretenir leurs propres tribunaux.

Payés sur les revenus des villages qui leur sont concédés, ils s'enrichissent considérablement et constituent bientôt une caste redoutable qui en impose tant à son maître le *niẓâm* qu'aux Britanniques. Toutefois, lors de la « mutinerie » (1857-1858), préoccupés essentiellement de sauvegarder leurs positions, ils s'abstiennent de se joindre à la rébellion. Saisissant l'occasion, le ministre du *niẓâm* n'en profite pas moins pour les déposséder d'une partie de leurs privilèges. Malgré cela, ils restent influents. En 1867, l'infanterie du *niẓâm* est toujours formée de Ḥaḍrami d'origine (*'aṣîl*) ou métis (*muwallad*) placé sous le commandement de *jemadâr* (« colonel ») auxquels les lient des attaches tribales.

---

(43) Sur leur nombre en 1948, cf. TRIMINGHAM, p. 35.

(44) J.L. FROELICH, Les Arabes en Afrique de l'Est, *Rev. fr. Etudes pol. afr.*, n° 27, mars 1968 (cité FROELICH), p. 40.

(45) TRIMINGHAM, p. 87 ; LE GUENNEC COPENS, Stratification sociale mais homogénéité culturelle dans la société musulmane de Lamu (Kenya), dans NICOLAS, *op. cit.*, pp. 138-140 ; etc.

(46) CUOQ, pp. 422, 465 et 466 ; FROELICH, p. 40 donne les chiffres suivants pour 1968 : Zanzibar, 50 000 ; Tanzanie, 22 000 ; Kenya, 37 000.

(47) Les Yâfi'i, mercenaires en Inde et à Zanzibar, étaient ici gardiens au port.

(48) Ils étaient 5 000 en 1849, GAVIN, p. 158.

Un des plus éminents est alors Ṣalâḥ, dit Barak Jung, quatrième fils du fameux 'Umar bin 'Awad al-Qu'ayṭi.

Soucieux de renforcer leur emprise sur le *niẓâm*, les Britanniques tentèrent de lui interdire le recrutement de mercenaires ḥaḍrami. Dans ce but, ils instituèrent à Bombay un système de passeport destiné à les empêcher d'entrer en Inde et, en 1872, ils obtinrent qu'ils soient justiciables des tribunaux ordinaires [49]. Malgré cet abaissement de leur puissance, ils étaient encore 6 000 au service du *niẓâm* en 1868, sans compter ceux qui servaient d'autres princes ou des notables. La « Légion arabe » du Ḥayderâbâd ne sera définitivement supprimée qu'en 1947.

Cette pratique ḥaḍrami du mercenariat en émigration eut, sur l'histoire du Ḥaḍramawt, des conséquences considérables sur lesquelles il convient de se pencher. Détenteur de la force de l'argent et de celle des armes et menacés de ne pouvoir se maintenir en Inde, les grands chefs mercenaires tentèrent de se tailler des Etats au Ḥaḍramawt ou d'y restaurer ceux sur lesquels leur lignée avait régné. Les tentatives les plus fameuses furent celles de 'Umar bin 'Awad al-Qu'ayṭi et de Ghâlib bin Muḥsin al-Kathîri. Le premier, un Yâfi'i, était arrivé fort pauvre en Inde au début du siècle, y avait édifié une fabuleuse fortune et était parvenu au faîte des honneurs ; le second avait émigré plus tardivement, en 1840, mais il avait su en dix ans se tailler la part du lion et menacer la position de 'Umar al-Qu'ayṭi. Leur rivalité transportée, « rapatriée » pourrait-on dire, au Ḥaḍramawt, devait déboucher sur la renaissance du sultanat kathîri en déclin depuis le XVIII[e] siècle et la création du sultanat qu'ayṭi.

A partir de 1840, chacun des deux rivaux commence à travailler à la réalisation de son dessein : unifier le Ḥaḍramawt à son profit en regroupant sous son égide ses contribules. Ghâlib pouvait compter sur les Ḥumûm, les Ahl Tamîm et les 'Awâmir ; 'Umar sur les groupes de mercenaires yâfi'i établis depuis le XVI[e] siècle dans la plupart des cités ḥaḍrami et notamment dans les ports de Shiḥr et Mukalla [50]. Le conflit éclata en 1866 lorsque Ghâlib s'empara de Shiḥr et menaça Mukalla. Le *naqîb* de cette dernière ville fit appel à 'Umar al-Qu'ayti. Trois de ses fils intervinrent immédiatement : 'Abd Allâh envoya des troupes depuis Shibâm, Ṣalâḥ fit parvenir de l'argent d'Inde tandis que 'Awaḍ débarquait bientôt à la tête d'un millier de Yâfi'i et d'Indiens. En 1867, les Kathîri durent abandonner Mukalla mais conservèrent Shiḥr.

L'affaire faillit s'internationaliser car les Anglais intéressés à s'immiscer dans l'Arabie du Sud non encore soumise à leur protectorat soutenaient les Qu'ayṭi alors que la Turquie, elle-même impliquée au Nord-Yémen, penchait pour les Kathîri. Au terme de 15 années de guerre les Qu'ayti conquirent la totalité de la côte , contraignirent le dernier *naqîb* de Mukalla à émigrer à Zanzibar (1881) et réduisirent le

(49) GAVIN, p. 159.

(50) Les Kathîri importèrent des esclaves africains pour renforcer leurs troupes tandis que les Qu'ayṭi firent appel à leurs contribules du sultanat de Lahij. Les deux partis s'appliquèrent également à étendre leur domination territoriale dans la haute vallée en conquérant villes et villages.

sultanat kathîri à une maigre portion de territoire, autour de la ville de Shibâm, dans la haute vallée [51].

En Insulinde

A l'opposé du continent africain, sur l'autre rive de l'océan Indien, en Insulinde, vivent des centaines de milliers de Yéménites ou de descendants de Yéménites. L'émigration vers ces régions qui a été le fait exclusif des Ḥaḍrami est maintenant arrêtée mais de tous les mouvements migratoires qui ont poussé les Yéménites hors de chez eux, il a été le plus puissant [52].

Dès avant le XIII[e] siècle les navigateurs ḥaḍrami sillonent le sud de la mer de Chine et s'installent dans les archipels, participant aux côtés des musulmans chinois et indiens à l'expansion de l'Islam et substituent aux royaumes hindous des États musulmans ou sous influence arabe. Plusieurs principautés conserveront longtemps des dynasties d'origine arabe. A Bornéo par exemple, le Sultanat de Pontianak « royaume de métis » est aux mains d'une dynastie fondée par un émigré venu du Ḥaḍramawt en 1735 et, à Sumenep, bien que le sultan ne soit pas arabe, il s'entoure de conseillers, d'astrologues et de savants ḥaḍrami. Ponctuelle avant 1800, l'émigration s'intensifie au XIX[e] siècle et devient massive après 1870 grâce aux vapeurs [53]. La vague atteint d'abord Aceh puis Palembang, Pontianak et, à partir de 1820, Singapour (que les Anglais viennent d'acheter), Java, puis les Célèbes et les Moluques.

Les bateaux ḥaḍrami touchent même les Philippines et la Nouvelle-Guinée, sans toutefois que des communautés voient le jour dans ces contrées. La proportion, dans chaque colonie, des Ḥaḍrami nés au Ḥaḍramawt, donc d'arrivée récente, est connue pour l'année 1885 et confirme cette dispersion des émigrés vers l'intérieur de l'archipel [54].

A partir de 1820, constatant l'essor démographique des colonies ḥaḍrami, les Hollandais commencent à leur reconnaître une identité administrative. Lorsqu'elles sont suffisamment importantes, elles sont

---

(51) On trouvera dans GAVIN (pp. 162-173) un récit assez détaillé de ce conflit utilisant largement les œuvres de Salah al Bakri et de Sa'id 'Awad Bâ Wazir. Sur les Ḥaḍrami d'Inde, voir aussi : J.A.E. MORLEY, The Arabs and the Eastern trade, *Journal Malayan Br. Roy. Asiat. Soc.*, vol. 22, 1949, (cité MORLEY), pp. 173-174 ; D. INGRAMS, *A time in Arabia*, London, 1970, (cité D. INGRAMS), pp. 8, 11, 55, 88, 92, etc.

(52) Une partie très importante des titres consacrés aux Ḥaḍrami d'Insulinde sont répertoriés dans : YUSOF A. TALIB, Les Ḥadramis et le monde malais, *Archipel* n° 7, 1974, pp. 41-68. L'ouvrage historiquement le plus précieux reste celui de L.W.C. VAN DEN BERG, *Le Hadhramout et les colonies arabes dans l'Archipel indien*, Batavia, 1886, (cité VAN DEN BERG).

(53) Il ne faut pas perdre de vue que l'organisation de lignes régulières de vapeurs avec transbordement en Egypte est très antérieure à l'ouverture du canal de Suez.

(54) Voir une interprétation des chiffres fournis par VAN DEN BERG (pp. 105-110) dans A. ROUAUD, Remarques sur quelques aspects de l'émigration ḥaḍrami en Insulide, dans *Migrations, minorités et échanges en océan Indien, XIX[e]-XX[e] siècle*, Aix-en-Provence, 1978, pp. 68-91. MORLEY (p. 175) relève les statistiques de1824 à 1931 pour la Malaisie.

placées sous l'autorité d'un chef (*abû*) et ne dépendent plus de celui des « étrangers orientaux non-chinois » de l'endroit. Ainsi les colonies de Palembang et Semarang en reçoivent-elles un respectivement en 1819 et 1821. Puis c'est le tour de Sumenep et Gresik (1832), Pekalongan (1838), Ceribon (1945), etc.

Des 22 250 Ḥaḍrami établis en Insulinde en 1884-1885, 1637 (7,35 %) seulement vivent dans les établissements britanniques sans doute parce que les possibilités de s'y enrichir y sont plus limitées. Ils sont groupés pour moitié à Singapour (encore faut-il considérer qu'un nombre important de nouveaux arrivés n'y séjournent que provisoirement) qui se développe au détriment de Malacca. Les autres implantations notables sont l'île de Penang et l'établissement côtier de Wellesley. La totalité des autres émigrés s'installent dans les Indes orientales hollandaises [55].

Dans les possessions hollandaises, quelle que soit l'île de son choix le Ḥaḍrami se fixe dans un port, là où il a débarqué, là aussi où ses activités mercantiles pourront s'épanouir. Ce n'est que plus tard qu'il ira s'établir à l'intérieur des terres. Dans l'ensemble des îles, ils sont dispersés en près de 90 colonies dont les 13 plus importantes regroupent à elles seules 72,1 % de l'ensemble. Deux sont à Sumatra (Aceh et Palembang), neuf à Java et Madura (Batavia, Surabaya, Sumenep, Gresik, Ceribon, Pekalongan, Semarang, Bangil, Indramayu) et deux à Bornéo (Pontianak et Banjarmasin). Des autres communautés, 20 seulement dépassent les 100 personnes et certaines ne comptent que quelques individus.

Un examen par île montre que la préférence des Ḥaḍrami va aux îles de la Sonde (82,51 %) et tout spécialement à Java, prédilection qui s'explique tout autant par le tracé des routes maritimes que par l'ancienneté de l'influence hollandaise. Java avec ses 56 colonies totalise 52,82 % des émigrés. Sumatra suit avec 33 % (groupés pour 1/3 dans le sultanat d'Aceh et un autre tiers à Palembang), puis Bornéo (13,29 % dont les 3/5e à Pontianak) les Moluques (2,69 %) et enfin les Célèbes (1,49 %).

Démographiquement, l'émigration ḥaḍrami est un apport négligeable au peuplement de l'Insulinde. Par contre elle constitue pour le Ḥaḍramawt une déperdition notable.

Rapportée à la population autochtone d'Insulinde, la présence ḥaḍrami est dérisoire. Bornéo avec ses 4 000 000 d'habitants (1867) ne comptent que 1764 Arabes en 1870. A Sumatra, ils sont 2641 (1870) pour 6 000 000 de Malais (1875). A Java même, où pourtant la majorité de la communauté est groupée, ils forment une infime minorité. En 1862 la population de l'île se compose comme suit :

Javanais	13 166 883
Chinois	155 158
Européens	25 699
Etrangers « orientaux » (Indiens,...)	25 188
Arabes (Ḥaḍrami)	6 343 [56]

(55) VAN DEN BERG, p. 111.

Dans les établissements britanniques leur importance est encore plus insignifiante. En 1871, ils ne sont à Singapour que 465 sur une population de 97 131 habitants.

Pour le Ḥaḍramawt, alors peuplé sans doute d'à peine 150 000 habitants [57], l'émigration s'apparente par contre à une véritable hémorragie aux conséquences démographiques et économiques graves, car l'émigrant part lorsqu'il est en âge de produire. L'absence, selon les époques et les lieux de près de 30 % des hommes ne saurait en effet être valablement compensée par les subsides qu'ils envoient à leurs familles.

A la fin du XIX[e] siècle, les Ḥaḍrami d'Insulinde forment une communauté bien enracinée, douée d'une forte personnalité et le courant d'émigration qui se maintient ne tarira définitivement qu'après la Seconde Guerre mondiale et le triomphe des nationalismes locaux.

Le Ḥaḍrami nouvellement arrivé retrouve dans le quartier arabe (ou le quartier indien, le *pankhodja*) des parents, amis et contribules qui l'aident à s'installer. Comme eux, avec un modeste capital, il va tenter sa chance dans la vente à crédit et au détail d'étoffes, pierres précieuses, quincaillerie, etc. En général, il préfère travailler à son compte et sans boutique. Colporteur et usurier, sa silhouette « d'homme aux paquets » (*abû l-banâqis*) est familière des villages de Java et de Sumatra où il vient aussi ramasser les denrées coloniales qu'il revent aux sociétés d'import-export. Il est encore propriétaire de bateau, *nâkhûda* ou *saranj*. Après 1850, les belles heures de la piraterie sont passées et les boutres se contentent de faire du cabotage vers la Chine ou Djedda où ils transportent les pèlerins [58]. Seuls les métis s'adonnent à l'agriculture, à la pêche et à l'artisanat. Au début du XIX[e] siècle, l'enrichissement des émigrés est rapide. L'argent amassé sert à l'achat de bateaux ou de maisons dont ils tirent de substantiels revenus en loyers. mais, peu à peu, la concurrence de nouveaux-arrivés, des Chinois et des Européens, rend la chance moins souriante.

La fortune ou l'aventure a donc modelé le destin de nombreux Ḥaḍrami des XIX[e] et XX[e] siècles. Parmi ceux-ci nous voudrions retenir et évoquer deux figures représentatives de *sayyid* : 'Abd ar-Raḥmân az-Zâhir et Abu Bakr al-Kâf.

Parti du Ḥaḍramawt, avec son père, Sayyid 'Abd al-Raḥmân Muḥammad az-Zâhir étudie à Calicut. En 1848 – il a 16 ans – il visite Ceylan, Mokha, se rend en pèlerinage à la Mekke, et rentre au Malabar. Colonel au Ḥayderâbâd, orfèvre à Calcutta, touriste en Europe, il visite l'Italie, l'Allemagne et la France.

De retour en Insulinde, il entre au service du maharaja de Johore, mais le quitte, en 1864, pour se rendre à Aceh. Là, ses connaissances en théologie et en droit le font remarquer du sultan qui le nomme *qâḍi*, fait de lui son vizir et l'envoie à Istanbul pour négocier une alliance avec les Ottomans. Lorsque la guerre éclate avec la Hollande, il est nommé

(56) P. LAROUSSE, *Grand dictionnaire universel*, Paris, 1873, art. Java.

(57) VAN DEN BERG, p. 42.

(58) La diminution de la participation des Ḥaḍrami à la navigation dans l'archipel est postérieure à leur arrivée dans la région. (VAN DEN BERG, pp. 147-150). Un autre moyen de subsistance des Ḥaḍrami était la pratique de l'usure.

ambassadeur, et reprend le chemin d'Istanbul et de Paris où il tente d'obtenir de l'aide. Rentré bredouille, il dirige la guérilla contre les Hollandais. En 1878, renonçant à la lutte, il se retire à La Mekke [59].

Emigré à Singapour au XIX[e] siècle, le grand-père de Abu Bakr al-Kâf avait travaillé comme petit employé. Avec ses économies, il avait acheté une maison qu'il loua ; avec le produit du loyer il en acquit une autre, et ainsi de suite jusqu'à devenir très riche. Sa fortune était déjà coquette lorsqu'il étendit ses activités à Java...

Né à Singapour, son petit-fils Abu Bakr vient au début du siècle, à l'âge de 13 ans, au Ḥaḍramawt qu'il ne quittera pratiquement plus. Héritant de la fortune de ses pères il l'entretient – ses caravanes importent les denrées des Indes anglaises et hollandaises par les pistes du Jawl – et l'utilise. Lui et sa famille possèdent des voitures, arrivées en pièces détachées à dos de chameau, et surtout de somptueuses résidences à Mukalla, Shiḥr, Say'ûn et Tarîm. Celle de Qasr al-Qubba, aujourd'hui transformée en hôtel et surmontée d'une étoile rouge donne une idée de sa magnificence : à deux pas du désert piscine et bains couverts pour les femmes offraient au cœur d'un verger des agréments féériques.

La fortune d'Abu Bakr, amoindrie après la guerre restait suffisante pour qu'il entreprenne la construction d'écoles[60], de dispensaires et fasse tracer, malgré l'hostilité des tribus, la « route al-Kâf » reliant Tarîm à Shiḥr. Conseiller respecté dans toute la vallée, philanthrope, patriote, amphitryon des visiteurs étrangers, fidèle ami des Anglais, il œuvrait pour la paix tribale et le rapprochement des sultanats qu'ayṭi et kathîri en un Ḥaḍramawt qui ressemblerait enfin à Singapour. Il est mort à Say'ûn en 1965 [61].

En Insulinde, les Ḥaḍrami se sont fait la réputation d'être des travailleurs acharnés, des commerçants durs en affaires et des créanciers impitoyables. Bien que rétifs à l'impôt et un tantinet fraudeur, ils ont une conduite irréprochable. Un magistrat hollandais exerçant dans une zone à forte implantation ḥaḍrami s'étonnait de n'avoir, en 12 ans, condamné qu'un Arabe et encore était-ce pour un délit mineur.

Prenant soin de ne pas faire étalage de leurs richesses quand ils en ont, ils mènent une vie effacée et austère. Ils s'abstiennent de boire de l'alcool et de fumer l'opium et leurs filles ne se prostituent jamais.

Aux yeux de l'autochtone, le Ḥaḍrami jouit, en tant qu'Arabe, du prestige attaché au peuple du Prophète. Il est considéré comme « bien né : et recherché comme gendre par les Malais. Il se marie sur place, continuant cependant à envoyer de l'argent à l'épouse qui, parfois, est restée au pays. Les très nombreux métis adoptent en général la civilisation de leur mère. Le père lui-même, gagné à son tour par la civilisation de sa femme, s'habille, mange et se comporte suivant les usages locaux, s'assimilant peu à peu.

(59) VAN DEN BERG, pp. 198-200.

(60) INGRAMS, 39.

(61) Tout ouvrage traitant du Ḥaḍramawt contemporain évoque la famille al-Kâf. Cf. entre autre : INGRAMS, 39-40 et *passim* ; D. INGRAMS, 14-15, 17-18, 21, 22, 23, etc. ; GAVIN, pp. 305-306.

Religieusement, les Ḥaḍrami ne forment pas un groupe à part et fréquentent en général les mosquées locales, tout en jugeant sévèrement un Islam malais auquel ils ont contribué à faire adopter le *madhhab* shâfi'ite, mais qui charrie de nombreuses réminiscences païennes ou hindoues. Par contre, ils se distinguent culturellement en entretenant leurs propres écoles [62] et en éditant leurs journaux [63]. Fidèles à la langue arabe, certains de leurs savants n'en ont pas moins laissé des œuvres rédigées en malais. Ainsi typée, cette communauté, si elle est cohérente, n'en est pas pour autant homogène et se divise en *walayti* (natifs de Ḥaḍramawt), *muwallad* (natifs des Indes orientales), *'alawi* ('alides, *sayyid*) et *irshadi* (non-*sayyid*), groupes rivaux et antagonistes.

Si l'émigré en Insulinde à tendance à s'assimiler il n'en a pas toujours pour autant rompu tout lien avec le Ḥaḍramawt. Certains après 30 ans d'absence rentrent et reprennent les habitudes du pays [64]. Avant l'indépendance du Sud Yémen les enrichis faisaient construire une mosquée ou un de ces palais baroques qui abondent à Tarîm, et vivaient au pays de la rente de leurs immeubles de Singapour ou d'ailleurs. Presque trois habitants du Ḥaḍramawt sur quatre vivaient alors des fonds envoyés par le quatrième. De nombreux maçons, artisans caravaniers, agriculteurs,... vivaient indirectement des émigrés et de leurs déplacements. Lorsque en 1943 et 1946 pour des raisons politiques les transferts financiers furent interrompus, le Ḥaḍramawt connut un véritable marasme économique.

Les émigrés rentraient au pays riches d'expériences multiples vécues dans des pays dont l'occupant européen avait d'ores et déjà sérieusement ébranlé les structures sociales et suscité contre lui des réactions hostiles. Il n'est donc pas étonnant que ce soit dans l'émigration, au contact du nationalisme indonésien que soit né le nationalisme sud-arabe, à partir des années 1920. Il s'agit, à l'époque, d'obtenir l'union des sultanats kathîri et qu'ayṭi du Ḥaḍramawt auxquels certains songeront plus tard à adjoindre le sultanat Wâḥidi. Les congrès tenus à Mukallâ (1927) et à Singapour (1928) adoptent des résolutions dans ce sens. Dix ans plus tard, une demande analogue est présentée directement aux Anglais par le Comité de Réforme des Ḥaḍrami de l'Insulinde. Ces démarches sont l'amorce d'un processus d'unification du Ḥaḍramawt qui faillit aboutir mais qui finalement avorta [65].

Dans le même temps où les Ḥaḍrami se mettent à l'école du mouvement nationaliste, ils pâtissent de ses victoires. Pour eux, l'indépendance de l'Indonésie (1949), de la Malaisie (1957) et de Singapour (1959) sonnent le glas. Une loi indonésienne de 1959 restreint l'exercice du commerce de détail par les étrangers. Dirigée contre les Chinois, elle frappe cependant aussi les Ḥaḍrami. Ceux qui n'adoptent pas la nationa-

---

(62) C'est pourtant au *ribaṭ* de Tarîm qu'étaient envoyés les enfants les plus doués.

(63) Sur la presse ḥaḍrami de l'émigration : M. ABDALLAH YAHIA EL ZINE, *Le Yémen et ses moyens d'information*, Alger, 1978, pp. 163-188.

(64) Introduite par les épouses et les enfants ramenés par les émigrés de retour, la langue malaise était aussi entrée en usage au Ḥaḍramawt.

(65) M.O. EL HABASHI, *Aden*, Alger, 1966, p. 40 ; F. HALLIDAY, *Arabia without sultans*, Penguin Books, 1974, p. 179.

lité des nouveaux Etats perdent souvent leur situation et leurs biens. Certains rentrent alors au pays, d'autres s'établissent en Angleterre (Londres, Cardiff, Shields) [66], en Arabie saoudite, dans le golfe Persique ou plus simplement à Aden. Riches de leur expérience, ceux qui se réinstallent au Ḥaḍramawt militent alors pour le départ des Britanniques et une indépendance qui laisserait libre cours, croient-ils, à leur esprit d'entreprise.

En 1978, 350 000 citoyens indonésiens se réclament à des degrés divers d'une ascendance ḥaḍrami. Nombreux dans les villes et les ports, surtout à Jakarta, Semarang et Medan, etc., ils sont marins, boutiquiers, instituteurs, propriétaires de cinémas, d'hôtels, prêteurs, etc. [67], ou tiennent de petites librairies religieuses. Leur nombre, rapporté à celui de la population de l'Indonésie, est toujours infime, mais il représente le double de celle du Ḥaḍramawt !

En Amérique du Nord

En Insulinde, et en Afrique l'émigration yéménite a fourni ou fournit des classes moyennes commerçantes à des pays en voie de développement, aux Etats-Unis, tout à l'inverse, elle alimente un pays développé en main-d'œuvre non qualifiée.

Il est difficile d'évaluer l'ampleur du courant d'émigration vers les U.S.A. Les services de l'Immigration reconnaissent avoir enregistré l'entrée de 380 Yéménites en 1974, mais que valent ces chiffres lorsque la Compagnie aérienne TWA avoue avoir vendu 100 000 billets entre 1964 et 1974 ! La raison de cette incohérence est simple : les importateurs de main-d'œuvre à bon marché sont rompus à tourner les lois sur la restriction de l'immigration. Notons que la TWA n'est pas, tant s'en faut, la seule compagnie qui desserve les Etats-Unis... Air France, par exemple, a ouvert bien longtemps avant que le tourisme ne l'exige une ligne Taëz-Djibouti pour permettre aux émigrants d'utiliser ses vols sur les Etats-Unis en transitant par Paris.

Dès l'ouverture du Canal de Suez les premiers Yéménites apparaissent aux Etats-Unis et s'enfoncent de plus en plus vers l'Ouest : Buffalo, la Californie... [68] Ce courant migratoire devient alors continu mais connaît des fluctuations. Ce sont les U.S.A. qui profitent, dans les années 1960, de l'accroissement des départs qu'entraine le marasme économique consécutif à la chute de l'imâmat au Nord et au départ des Anglais au Sud.

Les problèmes auxquels les Yéménites doivent faire face aux U.S.A. sont nombreux : exploités économiquement, ils manquent d'aide sociale

---

(66) Sur l'évolution de la colonie au XX[e] siècle : J. VAN DEN KROEF, The arab minority, dans *Indonesia in the modern world*, Bandung, 1954 et The Arabs in Indonesia, *The Middle East Journal*, n° 7, 1953, pp. 300-323.

(67) Cf. N. ABRAHAM, Detroit's Yemeni Workers, *Merip reports*, n° 57, mai 1977.

(68) M. BISHARAT, Yemeni farmworkers in California, *Merip reports*, n° 34, janv. 1975, p. 25.

et sont victimes du racisme et – les originaires du Sud au moins – du sectarisme politique. En 1973, le meurtre en Californie d'un Yéménite, Nâji Ḍayfalla, met en émoi la Communauté arabe des Etats-Unis et attire l'attention sur les conditions de travail des immigrés [69]. De plus, leur réticence à apprendre l'anglais est un lourd handicap. Malgré ces difficultés, le Yéménite accepte tous les travaux et c'est ainsi qu'ouvrier agricole en Californie, c'est en usine qu'il travaillera à Detroit ou à Chicago.

La grande dévoreuse d'ouvriers agricoles yéménites est la Californie. Indiens, Japonais, Chinois, Philippins et Mexicains se sont éreintés sur ces immenses vergers qui procurent aux Etats Unis 13 % de ses revenus agricoles. C'est aujourd'hui le tour des Yéménites qui atteignent 30 % des travailleurs émigrés arabes.

Le recrutement se fait grâce à un système de crédit organisé par la T.W.A. et sa filiale la Saudia. L'embaucheur ou un ami du candidat à l'émigration avance à la compagnie le prix du billet remis sur place à l'intéressé qui, transitant par l'Arabie saoudite, s'embarque alors pour l'Amérique par vol groupé. Quelques heures après leur arrivée, les Yéménites métamorphosés en ouvriers agricoles sont répartis en équipe de 12 et envoyés aux champs.

Le travail est dur et le salaire est maigre. Sécurité sociale, impôts sur le revenu, nourriture et transports, etc., déduits, il ne reste pas grand chose pour commencer à rembourser le billet d'avion. Des mois et des mois y suffisent à peine. La ferme ne fournit que le toit et le lit et la majorité des baraquements ne satisfont pas aux règlements d'hygiène et de sécurité. Les travailleurs ne sont pas autorisés à chômer le vendredi.

Les Yéménites, âpres à la tâche, tolérants, discrets, fiers, vivent repliés sur eux-mêmes. Ils ne boivent pas, et ne se détendent qu'en conversant ou en jouant aux cartes. S'ils acceptent de participer aux grèves et manifestations, ils ne constituent toutefois pas de recrues potentielles pour les syndicats car leur ignorance de toute autre langue que l'arabe rend leur initiation au syndicalisme difficile. Le mouvement ouvrier voudrait les intégrer, mais ils ne se sentent pas concernés. Jeunes, ayant laissé femme et enfants au Yémen, ils sont venus pour gagner de l'argent et leur seul souci est de rentrer au plus vite. Certains restent cependant des années avant de pouvoir réaliser leur rêve. D'autres rentrent puis reviennent. Tous envoient 50 % de leurs revenus annuels à leur famille. Mais l'augmentation du coût de la vie tant aux U.S.A. qu'au Yémen diminue considérablement la portée de cette aide.

A Detroit les Yéménites représentent un tiers des ouvriers arabes mais dans le secteur de l'industrie automobile, où ils sont en général employés aux tâches les plus pénibles, de la fonderie à l'emboutissage, ils atteignent un pourcentage bien plus élevé. Une bonne partie d'entre eux vit dans le faubourg de Southeast Dearborn, la plus grande concentration arabe des Etats-Unis où ils constituent 12 % de la population.

Souffrant des mêmes problèmes d'assimilation que le prolétariat

---

(69) Un personnage occupe une place importante dans le recrutement des émigrants : le *wâkil mughtaribîn* (cf. SWANSON, pp. 56-59).

agricole, ils bénéficient sur le marché de l'emploi de leur réputation de docilité, et sont volontiers embauchés par de nombreuses entreprises qui désirent se débarrasser de leur personnel noir trop revendicateur. En outre, un trafic de lettres de recommandation leur permet, moyennant finance, de se faire employer même en ignorant totalement l'anglais. Mieux initiés aux luttes syndicales que dans l'agriculture, ils ont formé la Yemeni Fraternal Association, amicale d'entraide plus que syndicat.

Ils participent eux aussi aux grèves et manifestations politiques avec leurs camarades arabes. En 1970, un comité de soutien aux insurgés du Ẓufâr voit le jour, mais la guerre de 1972 entre les deux Yémen entraîne son éclatement sans qu'il ait pu réaliser un de ses buts : se transformer en syndicat ouvrier yéménite.

(Mai 1981)

CONCLUSIONS DES TOMES I ET II

LA FORMATION DE LA SOCIÉTÉ YÉMÉNITE

Joseph CHELHOD

Dans quelle mesure et jusqu'à quel point une société est tributaire de son milieu anthropogéographique ? Dans quelle mesure et jusqu'à quel point porte-t-elle la marque de son passé ? A l'instar du corps humain, le corps social possède des potentialités dont la mise en valeur dépend de nombreuses variables elles-mêmes en rapport avec l'événementiel. Mais pas plus que l'être humain n'épuise toutes les possibilités de développement (physique et intellectuel) qui lui sont biologiquement octroyées, un groupe ne met guère à profit toutes les chances que lui offrent sa position spéciale sur un point du globe, les richesses de son sol et de son sous-sol, son acquis historique et la conjoncture nationale ou internationale. Pour une exploitation optimale de toutes ces ressources, il faudrait un concours extraordinaire de circonstances : l'aiguillon économique, le génie inventif, la volonté de puissance et l'art de maîtriser les contingences. On parlerait alors de l'âge d'or d'une nation, de la même manière que de la réussite exceptionnelle d'un individu.

Dans les pages des deux premiers tomes de cet ouvrage, des spécialistes ont retracé l'histoire de l'Arabie du Sud. Avec plus ou moins de bonheur les sociétés qui s'y sont succédés ont tenté de marquer leur temps, de jouer un rôle sur la scène internationale. Apparemment elles ont réussi, du moins à deux reprises, à se hisser à un haut niveau politique, technologique et artistique : à l'époque sabéenne et sous les Rasûlides [1]. Mais si grande que soit sa participation à l'œuvre commune de civilisation, un groupement humain doit toujours garder l'attitude humble d'un débiteur insolvable. Ses institutions, ses coutumes, ses traditions, ses croyances, son folklore portent, plus ou moins visible l'empreinte des différentes cultures avec lesquelles il a noué des

(1) Il serait possible d'évoquer également la magnifique contribution des Yéménites au succès de l'épopée arabe. Leur concours fut, à n'en pas douter, décisif. Mais ils combattaient pour une idéologie qui impliquait la dissolution de leur particularisme. Politiquement, la société yéménite devait perdre son entité au sein de l'empire qu'elle travaillait à ériger.

rapports. Nous voudrions, dans ces conclusions, essayer de mettre en évidence les grands courants historiques qui ont contribué à la formation de la société yéménite contemporaine, qui lui ont donné sa spécificité. Il est remarquable que plusieurs de ses traits les plus caractéristiques témoignent d'une grande constance : ils remonteraient à l'époque antéislamique. La position géographique particulière du Yémen, qu'il ne faudrait jamais perdre de vue quand on se penche sur son histoire sociale et politique, ne serait pas étrangère à cette pérennité.

Véritable plate-forme par laquelle avaient sans doute transité les hordes préhistoriques, l'Arabie du Sud constitue une région privilégiée de passage entre l'Inde et la Méditerranée, d'une part, le sud-ouest de l'Asie et l'Afrique orientale, d'autre part. Elle est donc plus ou moins appelée à ériger sa fortune sur le trafic international. Mais la grande aridité de son littoral et la douceur du climat de ses hauts plateaux abondamment arrosés par les pluies saisonnières pourraient aussi bien inciter ses habitants à se complaire dans un splendide isolement. Telle était précisément la condition du Nord Yémen quand l'Occident l'a redécouvert au début de cette seconde moitié du XX^{e} siècle. Par la volonté du tout puissant imâm, il vivait replié sur lui-même, demandant principalement à l'agriculture ses moyens de subsistance. Ici, comme ailleurs, on devrait prendre garde aux pièges du déterminisme géographique : il ne joue gagnant que lorsque se profilent, derrière lui, la résolution et l'énergie de l'homme.

Les lointains habitants de ce pays étaient bien trop entreprenants pour accepter de vivre dans une paisible solitude. Ils surmontèrent donc les difficultés dues principalement à l'extrême sècheresse de la côte et, payant d'audace, ils détournèrent à leur profit une partie d'un vaste courant d'échanges, parmi les plus importants du monde antique. Ils donnèrent finalement naissance à une civilisation originale dont les vestiges, à peine exhumés, font l'admiration des archéologues.

Nous sommes très mal renseignés sur les origines du peuplement de l'Arabie du Sud. Il ne serait pas impossible que des groupements d'Indiens s'y soient établis de bonne heure. Il n'est pas exclu non plus que des tribus de l'Asie centrale y aient cherché refuge, à la suite de longues pérégrinations, apportant avec elles les techniques qui permirent de domestiquer le dromadaire. Des Africains ont assurément fréquenté très tôt les rives orientales de la mer Rouge. En réalité on se trouve devant un problème qui n'a guère été abordé. Il appartient à l'anthropologie physique, plus particulièrement à l'hémotypologie d'apporter leur éclairage. Les recherches entreprises sur la population du Nord Yémen mettent en évidence l'apport de gènes africains, indiens et arabes. Malgré leur intérêt, ces résultats n'ont rien d'édifiant, car ils ne font que confirmer les données de l'histoire. Des brassages avec d'autres groupements, comme les Iraniens, les Turkmènes, les Circassiens sont également certains. Ils ont pourtant échappé aux multiples analyses de laboratoire. Il y a lieu de reconnaître que les investigations hémotypologiques ne font que commencer en Arabie du Sud ; d'autre part, la hantise du Yéménite à donner tant soit peu de son sang ne facilite guère la tâche du spécialiste.

L'apport de la préhistoire serait-il plus concluant ? Malgré tous les espoirs que cette discipline peut légitimement susciter, le manque de moyen et le petit nombre d'enquêtes effectuées à ce jour permettent tout juste un examen rapide du terrain. Il faut déplorer, une fois de plus, le peu d'intérêt accordé, en France, à cette région, malgré tous les espoirs qu'elle est en droit de susciter.

Nous voici aux périodes historiques marquées par l'éclosion et l'épanouissement des royaumes sud-arabes. La contribution érudite de Maxime Rodinson fait le point sur les connaissances qu'avaient les auteurs classiques de l'Arabie Heureuse. En la lisant, on ne regrette que davantage la perte irréparable de tant d'ouvrages anciens. Mais les explorateurs ont repris le flambeau, relayés par des savants qui tentent, avec patience, de tisser le canevas d'une histoire obscure, dont les matériaux proviennent essentiellement des inscriptions. Comme le note Christian Robin, il s'agit là d'un type de documents très particulier. Ces textes gravés sur un support durable ne donnent qu'un reflet très incomplet de la vie sociale. La découverte d'une autre source d'information serait-elle improbable ? Un peuple à écriture, parvenu à un haut niveau de civilisation, peut-il limiter son expression graphique aux seules inscriptions commémoratives et votives ? L'écriture sur tablettes d'argile étant plus facile, il semble normal que l'on se serve de ce moyen économique et rapide pour les besoins de la vie courante : pour la correspondance, la comptabilité et les archives. Aucun texte littéraire n'aurait survécu, selon M. Robin. On pourrait ne pas partager son pessimisme car les fouilles méthodiques ont à peine commencé au Yémen. La mise à jour d'une « bibliothèque » reste du domaine du possible.

En attendant cette heureuse découverte, on est encore réduit, du moins pour ce qui est de l'histoire sociale et institutionnelle de l'Arabie du Sud, à des conjectures. Il est vrai que des auteurs classiques ont laissé parfois, sur ces sujets, des informations précieuses, noyées dans un ensemble de contes et de légendes. Aux dires de Strabon, les Sud-Arabes étaient divisés en plusieurs catégories sociales, ayant chacune ses prérogatives, ses obligations et ses fonctions. Dans cette société hiérarchisée, l'individu occupait un rang qui lui était assigné de par sa naissance. Il devait en outre exercer le même métier que son père. En somme, les professions étaient héréditaires et les catégories sociales semblables à des castes. Strabon nous informe aussi que le régime matrimonial était de type polyandrique. Des auteurs anciens comme Glaser et Winckler pensent avoir découvert dans les inscriptions une confirmation du témoignage du géographe grec. Récemment W. Müller et J. Ryckmans ont apporté de nouvelles preuves à l'appui de cette hypothèse. Des survivances de cet état social sont encore sensibles dans plusieurs régions du Yémen [2].

Des spécialistes éminents ont décrit, dans maintes pages de ce volume, le Yémen antique, ses croyances, sa pensée, son art, son

(2) J. CHELHOD, Du nouveau à propos du « matriarcat » arabe, *Arabica*, t. XXVIII, fasc. 1, p. 76-106, 1980.

expansion, ses avatars et sa chute finale par suite de l'invasion abyssine et de l'occupation du pays par les persans, venus en libérateurs. Le vide politique ainsi créé fut vite comblé par le nouvel État islamique. Mais ici, pas plus qu'ailleurs (et certainement moins que dans la Rome antique quand elle fut gagnée au christianisme), la nouvelle société n'a fait table rase du passé. L'introduction du judaïsme et du christianisme et la croyance au *raḥmanisme*, un monothéisme qui ne serait ni juif ni chrétien, préparèrent le terrain au culte du Dieu unique Allah, le très Haut, prêché par le Coran. La tâche de Muḥammad et de ses émissaires fut également facilitée par l'arabisation du Yémen et la bédouinisation d'une partie non négligeable de ses habitants. Pourtant, en dépit du changement intervenu, il semble bien que l'organisation sociale et les coutumes aient échappé, en grande partie, aux bouleversements. En effet après la grande migration des Yéménites enrôlés sous la bannière de l'Islam, ceux qui sont restés dans le pays gardèrent leurs manières de vivre et leurs traditions. Fermiers avant tout, ils s'accrochèrent à leurs terres et à leurs bourgades. La campagne, bien moins touchée que la ville par la nouvelle idéologie religieuse, échappa plus ou moins à l'emprise du nouveau pouvoir et demeura fidèle aux usages ancestraux. L'ampleur de la *ridda* prouve combien le Yémen était attaché à ses valeurs et à sa spécificité. On constate, d'autre part, qu'après quatorze siècles d'islamisation, les derniers imâms zaydites durent déployer une énergie farouche pour extirper, sans y parvenir, le droit coutumier, toujours en honneur chez les ruraux. On le désigne encore par le mot *Ṭâghût*, mentionné dans le Coran, auquel on donne abusivement le sens d'idole, afin de pouvoir lui substituer plus aisément la législation islamique. Or en dépit d'une lutte de vieille date, les fermiers et les bédouins font toujours appel à lui pour régler un grand nombre de différends. C'est qu'il ne s'agit pas de simples usages concernant la bienséance, l'étiquette et le savoir-vivre. On se trouve, en réalité, en présence d'habitudes intellectuelles et morales qui dictent à l'homme son comportement en tant que membre d'un groupe. Plus encore, ces manières de penser et d'agir débouchent sur des préjugés et des privilèges, sur des attributs et des fonctions, en bref sur des institutions qui réduisent les catégories sociales au rang de castes. En effet l'activité professionnelle, au Nord comme au Sud Yémen, fait l'objet de maintes préventions. C'est un point crucial où se cristallisent les valeurs et se dressent les barrières. On aboutit ainsi à une structure étagée, dans laquelle il est difficile de se hisser à un niveau plus élevé que celui acquis par la naissance. Une certaine analogie avec l'organisation sociale du Yémen antique ne saurait donc être écartée. On remarque en outre que les Yéménites contemporains ne jugent pas seulement comme avilissants les métiers honnis par le code d'honneur du désert ; leur dédain s'étend également à des moyens d'existence très appréciés des Arabes du Nord, comme le commerce [3]. Cette déconsidération affichée du marchand est

(3) HAMDÂNI, *Iklîl*, t. I, p. 481, éd. Akwa', s. l., 1977. Le même poète dit aussi en parlant des *'abnâ'*, c'est-à-dire les « fils » des iraniens arabisés : « Je sais parfaitement qu'ils n'ont été créés que pour vendre et acheter, travailler dans des pressoirs, des boucheries et des tanneries, aux odeurs fétides, et aussi pour tisser » (ibid, I, p. 482).

surprenante. Est-ce parce qu'il occupait un rang inférieur dans l'ancienne société yéménite ? Toujours est-il que même de nos jours les *baya'* ou revendeurs, y compris le riche négociant en *qât* ou le *muqawwit* ne constituent pas, aux yeux des fiers propriétaires terriens un excellent parti pour un éventuel échange matrimonial. Quant aux cultivateurs, ils jouissent d'une parfaite honorabilité. Seul est mésestimé le *gashshâm*, c'est-à-dire le jardinier qui cultive son lopin de terre et en vend lui-même les produits au marché [4].

La marque du Yémen antique sur le Yémen musulman est également décelable quand on se penche sur le domaine religieux. Nous ne parlerons pas ici des croyances populaires et du folklore car ils seront étudiés ailleurs [5]. Nous nous contentons de montrer, pour l'instant, qu'une coloration politique caractérise le Yémen et que celle-ci est en rapport avec ses vieilles conceptions du sacré.

A la veille de l'Islam, l'Arabie du Sud était le théâtre d'une âpre lutte d'influence entre le judaïsme et le christianisme. Ces deux systèmes religieux cherchaient à se nuire mutuellement, en représentant l'autre sous un mauvais jour. Ils préparaient ainsi les esprits à accepter le manichéisme, doctrine confessée par les occupants sassanides. Apparemment les sources arabes observent le silence sur l'activité religieuse des Iraniens établis au Yémen. Mais il serait douteux qu'ils n'aient point cherché à imposer leur culte, du moins à propager leurs croyances. Nous possédons, à l'appui de cette thèse, des informations intéressantes, bien qu'elles proviennent d'une source tardive et marginale. Il s'agit de la Geste du roi Sayf, *Sîrat al-Malik Sayf*, roman populaire rédigé probablement au XIV[e] siècle et bâti sur un fond historique : la libération du Yémen du joug abyssin vers la fin du VI[e] siècle. Dans cet ouvrage en quatre volumes, il est souvent question des adorateurs de Saturne, du culte rendu au feu, du principe du bien et du principe du mal, de leurs luttes et du triomphe de Dieu sur les forces infernales. Tout porte à croire que l'auteur ou les auteurs anonymes de cet ouvrage connaissaient plus ou moins l'état religieux du Yémen après l'occupation perse. Il est probable que le mazdéisme avait réussi à s'y faire des adeptes. Malgré sa conversion à l'Islam ce pays restait sous l'emprise des anciennes croyances. Le succès remporté rapidement par le carmate Alî Ibn al-Faḍl, qui prêchait une doctrine collectiviste à coloration iranienne semble prouver que les esprits étaient préparés à recevoir son message. Avait-il rejeté les interdits imposés par l'Islam, dispensé ses sectateurs des pratiques religieuses et toléré toutes les libertés sexuelles, y compris l'inceste sous toutes ses formes, comme le lui reprochaient ses ennemis sunnites ? De telles accusations sont totalement fantaisistes, car aucun homme politique sensé ne se serait jamais permis de s'attaquer avec autant de véhémence et de maladresse à la sensibilité religieuse de ses coreligionnaires. En revanche, elles prouvent que ses détracteurs, en répandant sur lui de telles calomnies, inspirées directement de l'enseignement de Mazdak, n'ignoraient point cette doctrine. Elle prétendait en

(4) J. CHELHOD, L'organisation sociale au Yémen, *L'Ethnographie*, n.s. n° 64, p. 61-86, 1970.

(5) A paraître in : *Mythes et croyances*, Editions Lidis.

effet que pour en finir avec les maux dont souffrait l'humanité, il faudrait mettre en commun les biens et les femmes. Il est certain en tout cas que l'influence iranienne au Yémen avait préparé le terrain au shiisme, que celui-ci fût carmate, ismaélien ou zaydite.

L'intensité de ce courant ira en faiblissant au fur et à mesure que le Yémen est gagné à la « civilisation du désert ». Il finit même par oublier sa propre langue pour adopter celle du Hijâz. Néanmoins cette arabisation, commencée bien avant l'Islam, garde malgré tout une coloration yéménite. Le sud de l'Arabie refuse de se laisser absorber par le nord. Musulman et arabe, il se veut différent des autres musulmans et des autres arabes. Il s'ouvre donc aux doctrines hétérodoxes et s'accroche à sa spécificité. Il accepte même, comme une vérité fondamentale, le bipartisme des généalogistes qui attribuent aux Arabes deux souches distinctes. Pour mieux se différencier, il va jusqu'à s'opposer ouvertement au pouvoir central. Ramené de force au bercail, il adhère totalement à l'Islam. Les Yéménites revendiquent même avec véhémence leur qualité de convertis de la première heure, avant les Quraysh eux-mêmes, c'est-à-dire la propre tribu de Muḥammad. Certes, ces derniers peuvent se prévaloir de leurs liens de parenté avec le Prophète. Mais ce sont les Anṣars, des Sud-Arabes comme eux, qui ont assuré le succès de l'Islam naissant. Ainsi ils ne perdent pas de vue leurs origines,malgré leur attachement à l'idéal commun. En même temps, leur idéologie propre secrète des anticorps pour assurer sa sauvegarde et sa pérennité. La *yamâniyya* unit dans un même élan, contre les descendants de 'Adnân, l'ancêtre présumé des Arabes du Nord, toutes les tribus du Sud qui font remonter leurs origines à Qaḥṭân. Les poètes, ces chantres des gloires tribales s'emparent de ces thèmes pour se livrer, de part et d'autre, à de mordantes satires. Al-Kumayt, porte-drapeau de la *nizâriyya* attaque violemment les Yéménites et tombe finalement victime de son sectarisme. Di'bil relève le défi, vante les vertus de ces derniers et paie, lui aussi, de sa vie ses diatribes. Ces joutes poétiques qui opposent les champions respectifs des deux camps sont connues, dans la littérature classique, sous le nom bien significatif de *dâmigha*, l'ode qui « stigmatise ». La dernière en date est postérieure à la révolution du 26 septembre 1962 [6].

Aujourd'hui, comme hier, malgré une révolution culturelle aussi importante que l'adoption de la langue des tribus du Hijâz et le changement du système de croyances, les Yéménites rejettent la prétention à l'hégémonie des Nord-Arabes, contestent la supériorité des Quraysh, tirent gloire de leur passé antique, mettent en avant leur action décisive dans le triomphe de l'Islam et font prévaloir leur propre identité. Néanmoins tout en restant fidèles à leurs coutumes, à leurs traditions, tout en affirmant, avec conviction, leur droit à la différence, ils soutiennent, avec une égale ardeur, leur enracinement arabe. Ils crient à l'unisson, avec les généalogistes, qu'ils sont les « vrais Arabes », *al-'arab al-'âriba* et que les arabes arabisés, *al-'arab al-musta'riba* sont

(6) Son auteur est l'historien Muṭahhar al-'IRYÂNI. Il compose son poème en réponse à Aḥmad al-SHÂMI, auteur d'une autre *dâmigha* (la *dâmigha* « décisive », *dâmighat al-dawâmigh*, Londres, 1966).

les Arabes du Nord. Cette volonté d'arabisation à outrance se traduit parfois par un rejet du non-Arabe, même musulman. Un gouverneur frôle même la xénophobie en cherchant à contraindre les *'abnâ*, les fils des Iraniens arabisés et convertis à l'Islam, à répudier leurs épouses arabes. La lutte des Ṣulayḥides contre les Banu Najâḥ, d'origine abyssine ne serait pas étrangère à cette préoccupation. Plus extrémiste, Ibn Mahdi se livre à une guerre d'extermination contre les maîtres de Zabid. Ce racisme si peu conforme aux préceptes de l'Islam, voudrait garder le sang yéménite exempt de tout mélange. Prétention sans doute absurde, tant le métissage est étendu, surtout dans la Tihâma.

La société yéménite contemporaine ne semble donc pas coupée de son lointain passé. Elle fait montre d'un grand attachement à un modèle qui remonterait au premier siècle de l'Islam. A son tour, ce modèle accuse l'influence du Yémen antique. L'analyse du système de parenté, aujourd'hui patrilinéaire et patrilocal, révèle la présence de nombreuses survivances d'un régime de droit maternel. L'organisation sociale porte la marque d'une hiérarchisation dans laquelle l'esprit de caste et ses préjugés sont nettement sensibles. Le droit coutumier est bâti sur un fonds culturel essentiellement bédouin. Mais en même temps il traduit les préoccupations d'une société agricole. La fidélité à l'idéal arabe appelle, en contrepartie, une résurgence de la *yamâniyya*, signe de la continuité historique.

Dominé par les tribus du Nord, réduit au rang de simple province par l'autorité califale, le Yémen s'accroche désespérément à son passé pour mieux préserver son identité culturelle. Et dès que l'occasion s'offre à lui, il secoue cette tutelle, comme un coursier fugueux qui désarçonne son cavalier.

A peine converti à l'Islam, le Yémen est impatient de recouvrer sa souveraineté. La mort du Prophète lui en fournit l'occasion. La tentative d'al-Aswad al-'Ansi, débarassée de son cadre religieux, s'inscrirait dans une suite ininterrompue de soubresauts et de révoltes contre le pouvoir central. Le mouvement ibâḍite, qui a eu pour centre le Ḥaḍramawt et secoua le califat umayyade est une autre manifestation de cette même aspiration à l'indépendance. Les ambitions locales, longtemps contenues, se donnent libre cours. Et l'on assiste alors à l'éclosion successive de plusieurs petits états souverains : les Ziyâdides, auxquels succèdent les Najâhides à Zabid, les Yu'firides à Shibâm, les Ṣulayḥides à Sanaa, l'imâmat zaydite à Saada, alors que les déserts de la Tihâma occidental et le Ḥaḍramawt sont livrés au féodalisme tribal. La nature même du pays favorise ses divisions politiques. Dès lors les guerres pour l'hégémonie, cause essentielle de la chute des anciens royaumes, vont reprendre de plus belle.

D'autres maîtres vont tenter aussi de dompter le Yémen, sans y parvenir. Vaincu par eux, il les a graduellement façonnés à sa manière, modelés à son exemple, adaptés à ses coutumes, en un mot digérés. De la geste de ces conquistadors, il ne reste que des vestiges yéménites.

Sous la conduite de Tûrânshâh, le frère de Saladin, les armées turco-égyptiennes occupent le Yémen. Les conquérants kurdes font maintes fois appel à ces mêmes forces pour rétablir l'ordre et réprimer

toute velléité d'indépendance. En effet les Ayyûbides se montrent incapables de s'intégrer au pays et cherchent à le coloniser. L'appareil administratif est calqué sur le modèle égyptien. Comme dans l'Etat des Mamlûks, le titre d'*atabeg* est donné aux hauts dignitaires. Aux dires des chroniqueurs yéménites, Tughtekîn tente de mettre la main sur la totalité des terres arables, afin de les donner ensuite en location aux cultivateurs, comme cela se pratique en Egypte. Sa mort fait avorter ce projet. La langue elle-même se met à la mode du jour, et l'on utilise souvent des mots et des expressions d'origine turque et iranienne.

Etrangers au Yémen, les Ayyûbides s'y maintiennent par un effort militaire constant. Affaiblis, usés, ils sont éliminés par un processus de rejet. Leurs successeurs, les Rasûlides, venus pourtant avec eux à titre de conseillers, font preuve de plus de souplesse et de compréhension. Contrairement à leurs prédecesseurs, ils se laissent « yéméniser ». Malgré leur origine turkmène, ils se forgent une généalogie yéménite, en rattachant leur branche à la glorieuse souche des ghassanides. Pour mieux s'intégrer au pays, ils renoncent à maintes coutumes turques. Sous leur sage administration, le Yémen connaît une des périodes les plus brillantes de son histoire musulmane. Ils multiplient les fondations religieuses, bâtissent des châteaux, encouragent les lettres et les arts, attirent les savants. On attribue même à plusieurs souverains de cette dynastie des travaux historiques et scientifiques. Il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont ni les mœurs des Yéménites, ni leurs traditions. Ils scandalisent même leurs administrés par une conduite blâmable par son laxisme religieux. De sorte qu'ils sont considérés, malgré tout, comme des intrus. Rien de plus significatif, de ce point de vue, que la réflexion d'un historien contemporain, jugeant du comportement du grand sultan al-Manṣûr après que celui-ci eut condamné à l'exil un juriste de renom parce qu'il refusait de se plier à ses diktats : « A-t-on jamais vu pareille insolence ? Un roi étranger qui s'est imposé par la force et la terreur chasse un grand savant de son propre pays ! » [7].

Les Ṭâhirides, qui succèdent aux Râsulides, appartiennent à la puissante confédération des Madhḥij. Pourtant ces Yéménites de vieille souche croient agir adroitement en se donnant une généalogie umayyade. Grâce à ce quartier de noblesse l'accession au califat devient possible. On sait en effet que cette dignité suprême est réservée exclusivement aux Quraysh. Mais en faisant ainsi bon marché de leurs véritables origines, en accordant la primauté aux Arabes du Nord, ils courent le risque d'aligner contre eux une partie de leurs compatriotes dont l'antipathie pour les Umayyades est notoire. D'ailleurs la propagande fatimide exploite habilement cette maladresse pour discréditer les Tâhirides. Conscients peut-être de la faiblesse de leur position, ces derniers choisissent de vivre au milieu de leur tribu, dans les montagnes en faisant de Miqrâna leur capitale.

Au nord du pays, à Saada comme à Sanaa, le pouvoir est entre les mains des zaydites, les ennemis jurés des Umayyades. Chez eux, le

(7) 'Ismâ'îl al-AKWA', *Al-madâris al-islâmiyya fîl Yaman*, p. 111, n. 3 ; publications de l'Université de Ṣan'â', n° 1, s. l, 1980.

primat de la religion l'emporte sur toutes autres considérations. Mais il est assorti d'un exclusivisme socio-politique qui réserve l'imâmat aux seuls hashémites, plus exactement aux descendants de Ḥasan et de Ḥusayn. De ce fait, une minorité de Nord-Arabes commande à une majorité de Sud-Arabes. Les Ṭâhirides, qui se sont maladroitement dessaisis de la carte de la *Yamâniyya* ne peuvent plus dénoncer l'ingérence étrangère. Néanmoins, dans leur lutte contre les zaydites, le sentiment national vibre en leur faveur. Car les hashémites, imbus de la supériorité que leur confère leur parenté avec le fondateur de l'Islam, vivent en caste fermée, allant jusqu'à interdire à une *sharîfa* ou *sayyida* de se marier avec un Yéménite. Leur enracinement dans le pays est dès lors bien compromis. Mais ils ont pour eux la ferveur religieuse.

La guerre pour l'hégémonie, entre les deux factions rivales, pourrait s'achever par l'écrasement, voire l'extinction du zaydisme. Elle se termine pourtant à l'avantage de l'imâm, malgré les brillantes victoires du souverain ṭâhiride 'Âmir II. Comme on l'a exposé plus haut [8], c'est l'entrée des Portugais dans l'océan Indien et la riposte ottomane qui sont à l'origine de l'occupation du Yémen par les Circassiens, avec l'aide des zaydites. La disparition tragique du sultan et de son frère ne laisse, face à l'envahisseur, que son allié d'hier, l'imâm Sharaf al-Dîn. Par une ironie du sort, l'imâmat zaydite, qui a contribué à l'assujetissement du Yémen, incarne désormais la résistance nationale.

Nous n'avons pas l'intention de retracer, dans ces conclusions, les péripéties de la lutte des imâms contre le pouvoir ottoman. Disons seulement que ces derniers doivent leur survie essentiellement à leur aura religieuse. L'occupant qui ne s'embarrasse pas de scrupules, se doit néanmoins de témoigner une certaine déférence aux « petits-fils » du fondateur d'une religion dont il prétend être le défenseur. Ces derniers mettent donc à profit cette mansuétude pour assurer d'abord leur propre sécurité, puis, une fois à l'abri, pour organiser la lutte. Quant aux grandes familles yéménites, malmenées à la fois par les Turcs et par les Imâms, elles n'osent relever la tête de peur de la perdre. Le pouvoir zaydite ne rencontre plus d'opposants parmi les chefs de tribu. Bien au contraire, ils lui prêtent souvent main forte dans son combat contre l'envahisseur. Harcelé de toutes parts, celui-ci finit par capituler.

Pendant plus de deux siècles (1045/1623 – 1625/1849), le Yémen retrouve sa souveraineté. Mais elle n'est pas exercée par un chef national. L'imâm nécessairement un Fatimide, assume tous les pouvoirs au nom de la religion. L'imâmat moribond au temps des Ṭâhirides, parvient au zénith de sa gloire. Plus encore, il finit par devenir l'unique système politique concevable pour les Yéménites. C'est pourquoi, quand ces derniers se ressaisissent pour faire échec à l'absolutisme du pouvoir, ils n'envisagent pas une autre forme de gouvernement. Eux aussi se veulent des imâms, sans le préalable généalogique. Mais ils vont ainsi contre le consensus populaire même des sunnites, pour qui le calife doit être choisi parmi les Quraysh. Dès lors les souverains zaydites ont beau jeu pour s'attirer les faveurs et écraser l'opposition. Certes, l'imâmat va

(8) Cf. supra, « L'Islam en Arabie du Sud».

connaître des moments de faiblesse. Attaqué à la fois par les Yéménites et par des hashémites qui aspirent également au pouvoir, il n'est plus qu'un corps inerte, une charge purement honorifique. L'invasion turque, en 1849, lui insuffle une nouvelle vie. Jusqu'à la révolution du 26 septembre 1962, le Yémen, dépécé, colonisé partiellement par l'Angleterre, ne connaîtra pas d'autre régime politique.

Quel est le résultat de cette longue mainmise du zaydisme sur le pays, c'est-à-dire d'une secte résolument conservatrice qui professe comme un dogme le principe des inégalités sociales ? Par les prérogatives qu'elle s'arroge, ses abus et son exclusivisme, la classe dominante contribue au maintien d'un régime assez proche de celui des castes.

A la tête de la hiérarchie sociale, le zaydisme place une minorité hashémite, composée de l'imâm, des membres de sa famille et de tous les *sharîfs* et *sayyids* même des branches collatérales. Leur supériorité est due à leurs liens de parenté avec le fondateur de l'Islam. Cette aristocratie du sacré fournit au Yémen ses principaux dirigeants, ses hauts fonctionnaires, ses penseurs, ses lettrés et ses saints. Se considérant comme l'élite du pays, elle vit en cercle fermé et pratique une stricte endogamie, bien que les hommes aient le droit de jeter leur dévolu sur une femme d'une autre catégorie sociale. Comme dans d'autres parties du monde arabe, ses membres jouissent d'un immense prestige, leur *baraka* est sollicitée et leur malédiction redoutée. Il est rare que l'un d'eux soit poursuivi en justice, sinon par ses pairs. A l'instar de cette caste dominante, les autres classes de la société yéménite s'accrochent aussi à leurs privilèges et se complaisent dans l'endogamie. Toutefois le supérieur peut convoiter la femme d'un inférieur sans que celui-ci puisse prétendre à la réciprocité. Un costume est prévu pour chaque catégorie professionnelle. Il est possible ainsi de distinguer, du premier coup d'œil, le juriste du paysan, le commerçant de l'artisan.

Comme on peut le constater, cette société fortement hiérarchisée qui affiche son mépris du vendeur et de l'artisan reste plus ou moins fidèle au modèle préislamique. La responsabilité du zaydisme dans le maintien des anciens préjugés semble évidente. En posant comme principe la supériorité des Fatimides, seuls capables d'assumer la direction spirituelle et temporelle de la communauté, il en fait plus qu'une classe d'élus : il leur confère toutes les prérogatives d'une caste.

Paradoxalement le milieu anthropogéographique qui joua un rôle déterminant dans l'expansion du Yémen antique, contribue, à son tour, au renforcement du conservatisme, par les facilités qu'il offre au verrouillage de la région : une île de verdure au milieu d'une mer de sable et de rocailles. Depuis l'entrée des Portugais dans l'océan Indien, le trafic, point de départ d'un extraordinaire essor, échappe en grande partie aux Yéménites. Si la région côtière, notamment Aden, connaît toujours une certaine animation, en revanche les hauts plateaux sont plus ou moins coupés du monde extérieur. Le féodalisme tribal et l'insécurité transforment chaque village en un camp retranché, contraint de vivre en économie fermée. Le Yémen supérieur devient ainsi une somme d'isolats où se perpétuent les traditions. Quant à la plaine côtière, elle demeure ce qu'elle a toujours été : le repaire des

groupes insoumis au pouvoir central. Certes, le commerce du café rend au Yémen un peu de son lustre d'antan. Monopolisé par la bourgeoisie et par les étrangers, les agriculteurs n'en tirent guère avantage. Quelques ports, notamment Mokha et Ḥudayda, profitent des mannes que draine l'exportation du café et prennent ainsi contact avec l'Europe. Mais les grandes villes de l'intérieur sont fermées aux étrangers qui ne peuvent se rendre à Sanaa sans une autorisation spéciale de l'Imâm. Replié sur lui-même, le Yémen vit à l'écart du monde moderne [9], sur des structures archaïques maintenues par la théocratie zaydite, le féodalisme tribal et l'inaccessibilité géographique.

Depuis la double révolution yéménite, l'Arabie du Sud se trouve confrontée avec un dilemme auquel n'échappe pratiquement aucun pays du Tiers monde. Après un passage brutal de l'ère agraire à une ère semi-industrielle, elle se demande si elle doit opter pour la technique occidentale qui la fascine et qu'elle redoute ou remonter aux sources vives de la tradition, après l'avoir débarassée de tous les éléments qui l'ankylosent. A vrai dire, ce problème n'est pas tout à fait nouveau au Yémen. Il s'est posé à lui lors de la première conquête ottomane. Vaincu par les armes à feu avec lesquelles il faisait connaissance pour la première fois, il ne pouvait recouvrir son indépendance qu'en adoptant le même type d'armement que ses vainqueurs. Mais là s'arrête la comparaison, car ces derniers, également musulmans, étaient porteurs des mêmes valeurs que les vaincus.

Au défi du monde moderne, l'Arabie du Sud a rétorqué en ouvrant ses portes à la civilisation occidentale, avec sa technologie et ses contradictions. Le Nord Yémen a choisi le capitalisme, le Sud Yémen le socialisme. Malgré leurs options diamétralement opposées, les deux républiques proclament leur attachement aux mêmes valeurs religieuses et à l'arabité. Dès lors, rien ne semble s'opposer à leur réunification. En fait si les structures sociales traditionnelles demeurent, de part et d'autre, vivantes et pratiquement les mêmes, malgré les tentatives gouvernementales d'en finir avec ce legs du passé, le choix politique condamne les deux Etats à s'exclure l'un l'autre. Sous l'impact des pays arabes producteurs de pétrole où ses travailleurs trouvent de l'embauche, le Nord s'accroche de plus en plus au traditionalisme musulman, alors que le Sud, moins favorable à l'émigration, penche ouvertement vers la laïcité. Mais les deux Etats sont persuadés qu'ils ne pourront en finir avec le féodalisme qu'en s'industrialisant.

Jusqu'où iraient-ils dans cette voie ? Seraient-ils, à leur tour, atteints par le mal qui mine l'Occident ? Condamné à une surproduction et à une surconsommation, celui-ci est contraint de créer et de satisfaire de faux besoins, dans le but de faire tourner ses formidables machines, au mépris de l'environnement et sans égard aux richesses naturelles irremplaçables qu'il pille allègrement. Cette perspective semble hypo-

(9) Dans son histoire du Yémen, al-WÂSI'I nous informe que la lampe à pétrole fut connue dans ce pays aux environs de 1896, c'est-à-dire presque quarante ans après son utilisation en Europe. Il y mentionne aussi l'invention de la locomotive, mais seulement en 1856, ajoutant que les gens avaient des doutes quant à la véracité de l'information (Cf. WÂSI'I, *Tarîkh al-Yaman*, p. 246 et 284, Le Caire, 1947).

thétique et lointaine au Yémen. Mais la découverte des hydrocarbures dans son sous-sol la rendrait moins conjecturale. Un modernisme effréné, à l'exemple des Emirats du Golfe, le guetterait alors avec tout ce qu'il comporterait de choc en retour, pour préserver les valeurs ancestrales.

En réalité, le zélotisme pourrait s'y manifester plus tôt. Pour une société traditionnelle convertie sans ménagement à la civilisation industrielle, le risque de trébucher n'est pas lié au degré plus ou moins élevé de son occidentalisation. Il n'est pas nécessaire qu'elle parvienne au sommet pour que la chute ait lieu ou soit imminente. L'exemple iranien, comme l'exemple japonais, a valeur d'enseignement. Il ne peut servir de point de départ à une typologie. Il s'agit en effet d'une réaction défensive ; elle pourrait être déclenchée par les forces conservatrices dès qu'elles se sentent en danger de mort, dès que le heurt devient très grand. Allant à contre-courant de l'histoire, elles cherchent dans le passé une parade à la menace d'étouffement. Mais il convient d'ajouter que tout retour aux valeurs traditionnelles ne s'inscrit pas nécessairement contre l'orientation prise par l'évolution historique. Le *wahhâbisme*, par exemple, malgré ses allures d'un autre âge, ne saurait être jugé selon les critères de la société industrielle. Reconsidéré à la lumière du temps, le XVIII[e] siècle, et de l'espace, la Péninsule arabe, le mouvement wahhâbite apparaîtrait comme un réel progrès. N'oublions pas en effet qu'à l'origine, il fut conçu comme une lutte contre le retour des Bédouins au féodalisme tribal et aux mœurs antéislamiques. Son promoteur cherchait par le biais de la pureté primitive de l'Islam, à recréer l'élan qui a permis jadis de dompter ses natures fortes et d'en faire des acteurs de l'histoire. Le temps semble lui donner raison.

Il va de soi que l'évolution récente de l'Arabie du Sud ne s'inscrit pas dans ce contexte particulier. De grandes transformations sont en cours. Mais rien ne semble définitivement joué. Et c'est précisément parce qu'elles mettent en péril les structures traditionnelles qu'une contre révolution est à craindre. L'imâmat zaydite, qui a résisté à toutes les attaques pendant plus de mille ans n'a peut-être pas dit son dernier mot. A maintes reprises, dans sa longue histoire, il était à bout de souffle. Aujourd'hui il semble bien vaincu. Mais il pourrait compter encore sur tous les zaydites pour qui la validité du culte est subordonné à la présence d'un imâm.

L'adaptation des techniques empruntées à la civilisation occidentale a permis au Yémen, comme à d'autres pays en voie de développement de mieux exploiter leur potentiel économique, de se libérer de bien des contraintes sociales qui n'ont rien à voir avec la religion. Mais si cette industrialisation devait y créer un vide spirituel, le zaydisme (ou toute autre forme de zélotisme) pourrait resurgir, pour servir de contrepoids au modernisme et jouer ainsi, de nouveau, son rôle traditionnel : celui de gardien des valeurs ancestrales.

TABLE DES MATIERES

L'Arabie du Sud – tome II
La société yéménite de l'Hégire aux idéologies modernes

Avertissement 7

Notices biographiques des collaborateurs 9

Première partie
SOUS LE SIGNE DE L'ISLAM

I – **L'Islam en Arabie du Sud**, par J. CHELHOD.... 13

II – **Histoire de la pensée religieuse au Yémen**, par E. RENAUD..... 57

III – **One hundred years of Yemeni history : 1849-1948**, par J. BALDRY..... 69

Deuxième partie
LES JUIFS DU YÉMEN

IV – **Introduction à l'histoire des juifs du Yémen**, par J. CHELHOD..... 115

V – **Histoire de la communauté juive du Yémen aux XIX^e^ et XX^e^ siècles**, par Y. TOBI..... 119

Troisième partie
L'EPOQUE CONTEMPORAINE

VI – **La double révolution yéménite, 1948-1970**, par A. ROUAUD..... 141

VII – **Une économie qui se cherche : le capitalisme au Nord**, par D. RODINSON..... 169

VIII – **Une économie qui se cherche : la voie nationale démocratique à perspectives socialistes au Sud**, par J. COULAND..... 199

IX – **L'émigration yéménite**, par A. ROUAUD..... 227

Conclusions des tomes I et II

La formation de la société yéménite, par J. CHELHOD..... 253

Cartes 12, 140, 198

Photos hors texte 50/51, 114/115, 178/179

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET Cie A

EN JUIN 1984
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 2004. *Imprimé en France*

DEPOT LEGAL : JUIN 1984

Point de rencontre des cultures hellénistique, mésopotamienne, indienne et persane, avant de devenir le théâtre d'une âpre lutte d'influence entre le judaïsme et le christianisme, le Yémen, ce microcosme de la civilisation méditerranéenne, subit progressivement l'assaut conjugué du désert et des pasteurs. Converti à l'islam du vivant même de son fondateur, il contribue puissamment au succès des armées arabes. Mais en même temps, il cherche à préserver son identité, à sauvegarder son indépendance. Musulman et arabe, il se veut différent des musulmans et des Arabes. Il développe donc sa propre idéologie politique : la *yamâniyya* par laquelle il affirme sa spécificité. Il s'ouvre en même temps aux doctrines hétérodoxes et aspire à retrouver sa souveraineté. Et dès que l'occasion s'offre à lui, il secoue la tutelle du califat, comme un coursier fougueux. D'autres maîtres, notamment les Ayyûbides, les Rasûlides, les Ottomans et les Anglais tentent aussi de le dompter. Vaincu militairement par eux, il les a graduellement façonnés à ses manières, avant de les bouter hors de ses frontières. De la geste de ces *conquistadores*, il ne reste que des vestiges yéménites. L'imamat zaydite lui-même qui résista victorieusement à l'occupant turc, finit par être balayé, car incompatible avec les ambitions nationales.

Dans ce second volume consacré à l'Arabie du Sud, c'est d'abord quatorze siècles d'histoire politique, religieuse, sociale et économique parmi les plus méconnus qui sont contés. Mais c'est aussi l'histoire d'un peuple fier, épris de son glorieux passé, de son patrimoine culturel et de sa liberté. C'est enfin l'histoire d'une jeune nation qui s'ouvre au monde moderne. Depuis la double révolution yéménite, elle se trouve confrontée avec un grave dilemme : tourner le dos aux vieilles structures qui l'ankylosent ou remonter aux sources vives de la tradition.

Au défi du monde contemporain, l'Arabie du Sud a rétorqué en ouvrant ses portes à la civilisation occidentale. Le Nord-Yémen a choisi le capitalisme, le Sud-Yémen le socialisme. Néanmoins, malgré ces options diamétralement opposées, les deux Républiques proclament leur attachement aux même valeurs : celles de l'islam et de l'arabité. Dès lors rien ne semble s'opposer à leur unification, à répondre à l'aspiration du peuple qui voudrait recréer le Grand Yémen, celui des anciens Sabéens.

ISBN : 2-7068-0855-1

Prix : 94 F